



De l'ancrage mobile à l'inscription circulatoire : regards croisés sur les trajectoires citadines et citoyennes aux marges de Rosario (Argentine) et de Montevideo (Uruguay)

Charlotte Pujol

► To cite this version:

Charlotte Pujol. De l'ancrage mobile à l'inscription circulatoire : regards croisés sur les trajectoires citadines et citoyennes aux marges de Rosario (Argentine) et de Montevideo (Uruguay). Géographie. Université Toulouse le Mirail - Toulouse II, 2010. Français. <tel-00614914>

HAL Id: tel-00614914

<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00614914>

Submitted on 17 Aug 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Université
de Toulouse

THÈSE

**En vue de l'obtention du
DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE**

Délivré par :

Université Toulouse 2 Le Mirail (UT2 Le Mirail)

Discipline ou spécialité :

Géographie - Aménagement

Présentée et soutenue par :

Charlotte Pujol

le : lundi 6 décembre 2010

Titre :

De l'ancrage mobile à l'inscription circulaire :
regards croisés sur les trajectoires citadines et citoyennes
aux marges de Rosario (Argentine) et de Montevideo (Uruguay)

Ecole doctorale :

Temps, Espaces, Sociétés, Cultures (TESC)

Unité de recherche :

LISST-CIEU

Directeur(s) de Thèse :

Jean-Louis Coll, Professeur émérite à l'Université Toulouse 2 Le Mirail

Rapporteurs :

Marie-Hélène Bacqué, Professeure à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense

Marie-France Prévôt-Schapira, Professeure à l'Université Paris 8

Autre(s) membre(s) du jury

Virginie Baby-Collin, Maître de conférences, Université de Provence

Marie-Christine Jaillet, Directrice de recherche au CNRS, Université Toulouse 2 Le Mirail

Denis Merklen, Maître de conférences, Université Paris 7

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	- 3 -
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	- 9 -
PREMIÈRE PARTIE. LIRE LA VILLE À PARTIR DE SES MARGES.....	- 19 -
CHAPITRE 1. La construction des marges urbaines à Rosario et à Montevideo.....	- 21 -
CHAPITRE 2. Les approches scientifiques des quartiers irréguliers et de leurs habitants, de la marginalité à la ville fragmentée	- 39 -
CHAPITRE 3. Les insuffisances des approches micro-centrées	- 63 -
CHAPITRE 4. Des quartiers aux pratiques citadines. Retour sur un parcours de recherche	- 81 -
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE.....	- 103 -
DEUXIÈME PARTIE. EXPÉRIENCE URBAINE ET ACTION COLLECTIVE....	- 105 -
CHAPITRE 5. La mobilité spatiale aux marges	- 107 -
CHAPITRE 6. Quand la mobilité se fait ancrage et l’ancrage mobilité... ..	- 115 -
CHAPITRE 7. Protestation vécue et expérience urbaine aux marges de Rosario et de Montevideo.....	- 149 -
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE	- 185 -
TROISIÈME PARTIE. LA RECOMPOSITION DU POLITIQUE AUX MARGES -	187 -
CHAPITRE 8. Décentralisation et participation à Rosario et à Montevideo.....	- 189 -
CHAPITRE 9. L’usage du quartier à Rosario et à Montevideo.....	- 219 -
CHAPITRE 10. Des territoires intermédiaires, entre expérientiel et institutionnel.....	- 241 -
CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE.....	- 255 -
CONCLUSION GÉNÉRALE	- 257 -
ANNEXES.....	265
BIBLIOGRAPHIE	297
LISTE DES FIGURES.....	315
TABLE DES MATIÈRES	317

AVANT-PROPOS

Après cinq années semées de doutes et de remises en cause, je suis heureuse de clore cette étape. Malgré les difficultés qui ont parsemé mon parcours, ce fut une belle expérience, source de nombreuses rencontres et enseignements, tant sur le plan humain que scientifique. Ces années ont été riches en échanges, en Argentine et en Uruguay, mes terrains d'adoption, d'une part, et, d'autre part, en France au sein de l'association ATRIA et du LISST, mon laboratoire d'accueil. Elles ont été l'occasion de participer à la création et à la consolidation de l'Association Toulousaine pour la Recherche Interdisciplinaire sur les Amériques (ATRIA), qui continuera, je l'espère, à dynamiser la jeune recherche américaniste toulousaine. L'aventure d'ATRIA a commencé en 2008, lorsque nous nous sommes réunis, entre doctorants et docteurs des universités de Toulouse, avec la volonté de partager nos travaux et de promouvoir un réseau de recherche américaniste. Tout en étant fortement ancrés dans les Amériques, nous nous sommes retrouvés autour de l'idée du nécessaire dépassement de l'aire culturelle : nous avons pour ambition de contribuer à l'avancement des sciences sociales à partir de nos recherches effectuées en Amérique. Les réflexions qui sont développées tout au long de ce manuscrit n'ont pas pour autant l'ambition de s'étendre à un fait urbain prétendu universel. Elles s'ancrent, plus modestement, dans le contexte urbain latino-américain, et, plus particulièrement, au cœur des villes argentines et uruguayennes.

Ce parcours n'aurait pu être mené à son terme sans les conseils et le soutien constant de mon directeur de thèse, Jean-Louis Coll, qui, tout en me laissant de grandes marges de liberté, a toujours été là quand il le fallait. Ce travail doit aussi beaucoup à Marie-Christine Jaillet qui m'a apporté ses précieux conseils tout au long de ce doctorat. Je les remercie tous les deux très chaleureusement. Je voudrais également remercier Jean-Paul Laborie, pour son soutien et ses conseils avisés depuis le temps de l'IUP « Aménagement et Développement Territorial ». Je tiens, enfin, à les remercier tous les trois pour m'avoir aidé à trouver les

financements nécessaires pour mener à bien mes recherches. Bien que toutes les pistes n'aient pas abouties, j'ai tout de même bénéficié d'une bourse de mobilité pour mon deuxième séjour de recherche (je remercie ici la Fondation Zellidja). Divers travaux – notamment au sein du Centre de documentation du département de géographie de l'université et du bureau d'études Amenis – m'ont également permis de financer ce doctorat.

Je remercie aussi les nombreux chercheurs qui m'ont offert leurs conseils à différents moments de cette thèse, et plus particulièrement : Jean-Jacques Guibbert, Émile Le Bris, Marion Gret, Alphonse Yapi Diahou, Marie-France Prévôt-Schapira, Maristella Svampa, Beatriz Cuenya, l'équipe de sciences politiques de l'Université Nationale de Rosario, Tatíe et Valeria, Sebastián et l'équipe de sociologie urbaine de l'Université de la République, María José Álvarez, Ruben Kaztman, Martine Guibert, Pablo Ligrone et, enfin, Hugo Arrillaga. Au travers de Denis Eckert et de Pablo Bilbao, je remercie l'ensemble de mon laboratoire pour l'appui institutionnel et scientifique apporté tout au long de ces années.

Je voudrais remercier très chaleureusement toutes les personnes qui m'ont accordé de nombreuses heures de leur précieux temps pour me faire partager leur quotidien : les membres des mouvements de chômeurs du Front de Rosario et, plus particulièrement, du CTD Flamarión Sur (notamment Chiche et Elba), du CTD Aníbal Verón (notamment El Pulpo et Mari) et de l'organisation CC Las Flores (notamment Gloria et Martina María) ; les membres de Resistencia FM (notamment Gabriel et Adriana), de la Commission d'habitants du Tobogán (notamment Lita), de la Coordinadora de asentamientos du secteur 12 (notamment Cristina, Isabel et Fabiana) et, enfin, de la Comparsa Isla de Flores.

Je remercie également toutes les personnes qui m'ont aidé à comprendre mes deux terrains d'étude : Juan Rivero et son équipe (mille mercis à Pitu !) ; les membres du programme *Esquinas* à Montevideo (et notamment Carlos du « Mercadito », Eduardo Llado, Julio Brum et Ivonne d'Ateneo Sur) ; les membres du programme PIAI et des Centres communaux de zone rencontrés à Montevideo ; les membres du programme Rosario Hábitat et du Budget participatif à Rosario ; et, enfin, Gustavo de ATE, Manuel de la Casa de Pocho et le Padre Edgardo. Je remercie aussi les membres de l'ONG San Vicente, de la FUCVAM, de l'ONG AMARC, de la Commission d'habitants 4 de marzo, de la Radio communautaire El Puente, de l'ONG Desde el Pie (du quartier Ludueña), de l'ONG Casa de todos (du quartier San Francisquito), du Frente de Resistencia social (Villa La Granada), du mouvement de chômeurs Barrios de Pie, les étudiants du Frente Dario Santillan, les grévistes du Lavadero Virasoro, et, enfin, Ofelia Morales.

Cette recherche a également bénéficié de l'aide de plusieurs correcteurs (merci à Cendrine, à Colo et à Lise !). Enfin, ce doctorat n'aurait pu être mené à son terme sans le soutien de ma famille et de mes amis en France comme en Argentine et en Uruguay – phrase qui pourrait paraître banale mais qui est loin de l'être pour une doctorante non financée et « expatriée ».

« Je compris soudain que Texaco n'était pas ce que les Occidentaux appellent un bidonville, mais une mangrove, *une mangrove urbaine*. La mangrove semble de prime abord hostile aux existences. Il est difficile d'admettre que, dans ses angoisses de racines, d'ombres moussues, d'eaux voilées, la mangrove puisse être un tel berceau de vie [...]. Elle ne semble appartenir ni à la terre, ni à la mer un peu comme Texaco n'est ni de la ville ni de la campagne. Pourtant, la ville se renforce en puisant dans la mangrove urbaine de Texaco, comme dans celle des autres quartiers, exactement comme la mer se repeuple par cette langue vitale qui la relie aux chimies des mangroves. Les mangroves ont besoin de la caresse régulière des vagues ; Texaco a besoin pour son plein essor et sa fonction de renaissance, que la ville le caresse, c'est dire : le considère » (Chamoiseau, 1992, p. 336).

« Lorsque les marginaux prolifèrent, c'est la majorité qui risque de devenir déviante. La marginalité est une masse agitée de mouvements browniens qui exerce une pression sur les structures stables d'une société, les mine, et finalement impose leur recomposition » (Castel, 1996, p. 38).

INTRODUCTION GÉNÉRALE

La mobilité est devenue l'une des caractéristiques majeures de nos sociétés. Son essor témoigne d'une complexification des modes d'articulation entre des groupes sociaux et leurs espaces. Si le constat d'une mobilité généralisée semble relativement partagé, les quartiers dits « en difficulté » d'Argentine, d'Uruguay ou d'ailleurs, dépeints comme des ghettos refermés sur eux-mêmes, semblent exclus de cette tendance. Leurs habitants auraient un rapport à l'espace urbain restreint, voire circonscrit au quartier, tandis que celui-ci est présenté comme un espace clos, aux limites clairement définissables et aux frontières quasiment infranchissables. Cette approche laisse apparaître une ville duale – ou, au mieux, fragmentée. Bien souvent empreinte de misérabilisme, elle va de pair avec une vision descendante des villes qui considère les politiques, les professionnels et les scientifiques comme les seuls détenteurs du droit de penser, de concevoir et de faire la ville (Berry-Chikhaoui, *et al.*, 2000). Pourtant, si l'on veut bien s'attarder un instant sur les façons d'être et de vivre en ville des citoyens ordinaires, dans leur quotidienneté et leur banalité, c'est une toute autre ville qui émerge : une ville qui se construit aussi « par le bas » et qui laisse transparaître des lieux et des moments où se fabrique une règle partagée (*ibid.*).

Adopter une lecture compréhensive de la ville au travers des pratiques citadines demande d'envisager les individus en tant qu'acteurs et d'interroger constamment la dialectique entre l'individuel et le collectif. Sans nier l'existence de déterminismes – sociaux, environnementaux, historiques, etc. – qui pèsent sur les individus, cette approche souligne leurs marges d'intervention et de réflexivité. La position sociale ne constitue pas un carcan pour les individus mais « un cadre configurant de l'action, dont l'émancipation s'avère toujours possible » (Lussault, cité par Signoles, 2000, p. 388). Cette posture dévoile

l'inventivité des protagonistes du jeu social (*ibid.*). Bien qu'ils n'aient que peu de prise sur les institutions et qu'ils soient placés en marge de la production des normes urbaines, les citoyens ordinaires participent malgré tout à la fabrication et à la transformation des villes (Berry-Chikhaoui, *et al.*, 2000). Si les habitants ont une certaine prédisposition au « braconnage », leurs pratiques ne sont pas toujours inventives ni en contradiction avec la règle : elles sont aussi soumises, disciplinées et routinières (*ibid.*).

Le croisement des parcours citoyens et citoyens

L'étude de cette citoyenneté des marges renvoie aux rapports des individus et des groupes sociaux à l'espace urbain, ou, en d'autres termes, à leur manière d'être *dans* et *de* la ville (Lussault et Signoles, 1996 ; Baby-Collin, 2000 ; Gervais-Lambony, 2003). L'expérience urbaine se réfère aux pratiques et aux représentations de l'espace urbain (Kokoreff, 1993, 2005), c'est-à-dire à la façon de nommer, de définir et d'interpréter les espaces appropriés ou simplement traversés. Les routines du quotidien participent à la construction des représentations et des pratiques individuelles (Di Méo, 2001). Les parcours ordinaires impriment chez les individus des schémas mentaux spécifiques de rapport à l'espace (*ibid.*). L'étude de ces parcours est ici croisée avec celle des trajectoires citoyennes, et plus particulièrement de l'engagement dans une organisation d'habitants. La protestation est envisagée en termes de « vécu » : le regard se porte sur l'expérience vécue des militants, sur les activités quotidiennes dans lesquelles se traduit leur engagement, mais aussi sur l'entrelacement des routines de la vie quotidienne et des actions de contestation politique (Auyero, 2004). Étudier la protestation *vécue*, c'est en effet se centrer sur les interférences entre trajectoire militante et trajectoire sociale (Fillieule et Mayer, 2001 ; Auyero, 2004). Cette approche s'écarte d'une certaine mythologie des mouvements sociaux pour s'attacher davantage à une protestation discrète, du quotidien. Elle s'attarde sur les trajectoires collectives mais aussi individuelles.

Cette thèse propose de lire les villes de Rosario et de Montevideo à partir de leurs marges. Elle fait le choix d'une lecture compréhensive de l'espace urbain au travers des pratiques citoyennes qui permet de se distancier des approches statiques de la fragmentation urbaine, et plus particulièrement des figures du ghetto, ou de l'enclave, et d'appréhender, au contraire, ce qui fait lien : le mouvement sous toutes ses formes. Cette recherche se centre sur les parcours citoyens des habitants des marges urbaines qui s'investissent dans des organisations de quartier. Ceci renvoie, d'une part, à la dimension spatiale de l'action collective et, d'autre part, aux pratiques et représentations de l'espace urbain de ces habitants.

Le croisement des parcours citadins et citoyens est privilégié afin d'interroger le rôle des mobilisations populaires dans la construction de territoires, d'où émergent d'autres centralités, des espaces de proximité et de partage, dans cette construction de *territoires intermédiaires*¹, où se négocie le passage de l'« expérientiel » à l'institutionnel.

L'engagement dans une organisation de quartier revêt une dimension éminemment spatiale : il multiplie les occasions de déplacements au sein de l'espace urbain et influe sur les pratiques et les connaissances de la ville de ces citadins ordinaires. Ces derniers sont-ils pour autant plus *mobiles* ? Ce changement de pratiques sociospatiales n'apporte-t-il qu'une sorte d'aisance et d'habitude de la ville (Gervais-Lambony, 2003) ? En quoi l'engagement modifie-t-il leur rapport à l'espace urbain ? Que signifie le fait de « circuler » pour ces habitants ? Cette mise en visibilité n'est-elle acceptée que tant qu'elle reste de l'ordre du temporaire, de l'occasionnel ? En quoi les mobilités des habitants des marges interrogent-elles les processus de ségrégation ? En quoi peuvent-elles constituer l'analyseur de processus de « déségrégation » – ou, au contraire, de « reségrégation » (Peralva, 2004) ? Enfin, dans quelles mesures tissent-elles du lien ?

Entre ancrage et mobilité

Ces parcours croisés viennent interroger les jeux entre ancrage et mobilité aux marges des villes, qui rendent compte d'une identification, d'un attachement au lieu, d'une part, et, d'autre part, d'un certain détachement, de la faculté de substituer un lieu par un autre. Cela nous amène à étudier la pertinence du quartier, du voisinage, ou encore de l'espace proche, dans la construction des liens sociaux, tout en prenant de la distance par rapport à une vision idyllique du voisinage mais aussi par rapport à la négation *a priori* de toutes formes localisées de sociabilités (Berry-Chikhaoui, 2000). La généralisation des mobilités ne supprime pas la proximité mais renouvelle les imbrications entre le proche et le lointain (Rémy, 1996). L'approche privilégiée ici s'écarte d'une comptabilité des flux pour envisager la mobilité comme un affranchissement – nécessairement relatif – des contraintes spatiales qui offre la possibilité d'une ouverture sur les autres et l'ailleurs. L'engagement dans une organisation d'habitants influe sur les rapports au proche et au lointain de ces citadins ordinaires et sur les articulations entre le familial, l'autre et l'ailleurs.

¹ La notion de « territoire intermédiaire » est mobilisée librement en référence aux « espaces intermédiaires » mis en évidence par Laurence Roulleau-Berger, qui les définit comme des « interstices sociétaux plus ou moins visibles où des populations, au centre et à la périphérie des villes, se mobilisent pour tenter d'élaborer des formes de réponses collectives face à l'épreuve de la précarisation salariale » (2005, p. 182).

J'ai tenté de reconstruire l'espace de leurs pratiques quotidiennes, dans le contexte de la protestation ou non, et d'identifier les lieux considérés comme proches. Les entretiens ont porté à la fois sur les trajectoires citadines et citoyennes. Je me suis intéressée à leurs pratiques du centre-ville en tant qu'espace de la mise en scène politique, lieu des activités dominantes ou encore carrefour des itinéraires de la majorité des habitants (Morelle, 2008). Ce choix ne s'est pas fondé sur une croyance en une certaine nécessité pour ces habitants de se confronter aux normes de comportements de groupes sociaux plus aisés, comme l'affirment certaines analyses de la mixité sociale. Les déplacements dans le centre-ville créent des opportunités de coprésence et d'interactions entre divers groupes sociaux. Ils offrent la possibilité d'une ouverture sur les autres et l'ailleurs. Ils peuvent également témoigner de formes d'appropriation d'espaces où ces citoyens ordinaires ne sont pas *a priori* reconnus comme légitimes et rendent alors compte d'un certain affranchissement des frontières urbaines.

L'étude des mouvements de chômeurs à Rosario

Sept organisations d'habitants ont été choisies à la suite d'entretiens exploratoires. Je me suis intéressée de prime abord aux mouvements de chômeurs en Argentine car leur va-et-vient entre le quartier et la « route » me semblait particulièrement intéressant : s'ils s'investissaient fortement au sein des quartiers autour des centres communautaires, ils étaient amenés à en sortir constamment dans le cadre des mobilisations collectives. Ce choix a également été dicté par leur importance quantitative dans les quartiers irréguliers de Rosario lors de mes premières enquêtes. À l'échelle locale, les mouvements de chômeurs sont avant tout des organisations de quartiers irréguliers : ils s'organisent par quartier et non par secteur d'activités. J'ai choisi plus particulièrement trois organisations qui ne s'étaient développées que dans un seul quartier et qui rassemblaient d'une cinquantaine à une centaine de membres. Malgré leur taille moyenne, deux d'entre elles étaient relativement influentes à l'échelle locale et avaient été les initiatrices du Front de Chômeurs créé en 2003 à Rosario. L'une s'était affiliée à un mouvement d'ampleur nationale (la Coordinadora de Trabajadores Desocupados Aníbal Verón) alors que l'autre se concentrait sur l'échelle micro-locale (le Centro de Trabajadores Desocupados Flamarión Sur). La troisième organisation, Centros Comunitarios Las Flores, est beaucoup moins influente : elle s'est constituée plus récemment que les deux autres et aucun de ses membres n'a d'expérience militante antérieure. Autre fait distinctif de cette organisation : elle est constituée uniquement de femmes. J'ai ainsi choisi trois mouvements de chômeurs à différents stades de consolidation interne : le mouvement

Centros Comunitarios Las Flores de constitution récente et à l'organisation quelque peu « tâtonnante », le Centro de Trabajadores Desocupados Flamarión Sur, influent sur le plan local mais cantonné à un seul quartier, et, enfin, la Coordinadora de Trabajadores Desocupados Aníbal Verón, également influente au niveau local et affiliée à un mouvement national.

Il me semblait particulièrement intéressant d'étudier ces organisations à Rosario car la ville est quelque peu atypique en Argentine : elle a longtemps constitué le seul bastion socialiste au sein d'un paysage politique dominé par le Péronisme et le Radicalisme. Depuis 1995, elle promeut la déconcentration administrative et la participation citoyenne, ce qui a engendré une profonde transformation de l'administration publique et permis un rééquilibrage territorial. Cette municipalité présentée comme « progressiste » est-elle pour autant « perméable » à la protestation ? Étudier le degré d'ouverture et de réactivité du système politique *rosarino* aux revendications des mouvements de chômeurs permet d'enrichir l'étude de la protestation, en considérant les gouvernants comme des protagonistes à part entière et non comme de simples cibles des revendications (Neveu, 2005).

Les organisations d'habitants de Montevideo

Consacré dans un premier temps au cadre urbain argentin, ce sujet de thèse s'est étendu aux villes uruguayennes, et plus particulièrement à Montevideo. Cet élargissement vise à nourrir la réflexion par l'apport de deux contextes urbains à la fois semblables et divergents. Situées au cœur du bassin de La Plata, de taille démographique similaire, Montevideo comme Rosario ont mis en place des modes de gestion urbaine innovants en matière de décentralisation administrative et de participation citoyenne. Favorisent-ils pour autant la protestation ? Dans le contexte des manifestations de rue et des coupures de route, les mouvements de chômeurs de Rosario dépassent largement les limites du quartier, alors qu'à Montevideo, les organisations d'habitants restent plus centrées sur celui-ci. Néanmoins, ces dernières bénéficient de divers canaux institutionnels qui favorisent le maintien d'étroites relations avec les pouvoirs publics. À Rosario comme à Montevideo, les gouvernants se trouvent interpellés dans leur devoir d'appréhension de ces quêtes de territorialité.

L'Uruguay reste bien mal connu des recherches françaises. Le « petit pays » a récemment surgi sur la scène internationale avec l'arrivée à la Présidence de la République de José « Pepe » Mujica, un ancien *guerillero* tupamaro. Si cette élection a surpris plus d'un observateur international, elle ne représente en rien une rupture pour ce pays d'Amérique Latine. Elle s'inscrit, au contraire, dans la lignée de différents événements qui ont scandé

l'histoire singulière de l'Uruguay, dont la constitution du Mouvement de Libération Nationale Tupamaros dans les années 1960 puis du Mouvement de Participation Populaire au cours des années 1980 et son intégration au sein du Front Élargi [*Frente Amplio*]. La création (en 1971) et la pérennité de cette dernière coalition politique – qui rassemble l'essentiel de la gauche uruguayenne, des extrêmes aux plus modérés – sont également deux faits marquants de ce petit pays. José Mujica succède à Tabaré Vázquez, le premier président uruguayen issu du Front Élargi. Cette coalition politique est à la tête de l'État uruguayen depuis 2005. Elle rompt ainsi l'hégémonie des *Blancos* et des *Colorados*, les deux grands partis de la droite uruguayenne. La reconnaissance du modèle de gestion promu à Montevideo depuis 1990 par le Front Élargi est un des facteurs explicatifs de ses victoires à l'échelle nationale. Depuis plusieurs années, par ailleurs, de nombreux anciens tupamaros occupent des fonctions politiques au plus haut niveau de l'État (José Mujica a lui-même été Député, Sénateur puis Ministre de l'Élevage, de l'Agriculture et de la Pêche sous le gouvernement Vázquez) mais aussi de la capitale du pays (dont Mauricio Rosencof, Directeur du Département de la Culture depuis 2005).

À Montevideo, j'ai choisi quatre organisations d'habitants qui maintenaient des relations plus ou moins fortes avec les pouvoirs publics. La Coordinadora de asentamientos irregulares du secteur 12, qui regroupe des habitants du secteur de Colón, entretient des échanges réguliers avec les autorités locales (au sein du Centre communal de zone²) et municipales. Certains membres ont même intégré le Conseil d'habitants (du Centre communal 12). La commission d'habitants du Tobogán maintient également de nombreux échanges avec les autorités locales, sans que ceux-ci aient acquis un caractère régulier pour autant. La commission comme la Coordinadora de asentamientos ont comme premier objectif la régularisation de leurs quartiers. La radio communautaire Resistencia FM, elle, s'est développée davantage dans une perspective autogestionnaire, à l'écart des autorités publiques. Elle regroupe des habitants du quartier irrégulier Juventud 14 et des alentours. La Comparsa d'Isla de Flores, enfin, n'est pas située dans un quartier irrégulier mais dans un quartier populaire régulier proche du centre-ville : Palermo, berceau du candombe. C'est une troupe de joueurs de candombe, un genre de musique traditionnel de la culture afro-uruguayenne. La plupart des quartiers populaires de la ville ont leur(s) groupe(s) de percussionnistes, qui se retrouvent chaque semaine pour jouer du tambour dans la rue et s'entraînent pour le défilé

² La Municipalité est divisée en dix-huit circonscriptions territoriales, où fonctionnent un Centre communal de zone, un Comité local composé de cinq membres désignés par le maire et un Conseil d'habitants (*Concejo Vecinal*), composé de 25 à 40 habitants (conseillers communaux) élus par les habitants.

officiel du Carnaval. Ce dernier choix a été guidé par la volonté de ne pas se focaliser sur les quartiers irréguliers pour s'attacher davantage aux trajectoires citadines et citoyennes. Il se justifie également par la volonté de rendre compte du dynamisme culturel de Montevideo, et notamment de l'importance acquise par les diverses pratiques artistiques de rue. Le Carnaval, plus particulièrement, est un moment d'intenses activités culturelles dans toute la ville et s'étale sur plusieurs semaines. Mais tout au long de l'année également, les Montevideanos bénéficient d'une offre culturelle ample et variée.

Un « engagement raisonné »

Mes enquêtes se sont réparties sur trois séjours d'une durée totale de seize mois, réalisés entre 2006 et 2008. Le choix d'une approche qualitative, au travers des entretiens et de l'observation directe, exigeait une forte insertion sur le terrain. Mon intention était d'adopter une démarche éminemment « participative », en considérant la population comme élément-clé du processus de génération d'informations et en la jugeant apte à s'exprimer, c'est-à-dire en reconnaissant la valeur du savoir d'usage des habitants. Cette approche implique la construction d'un savoir *avec* les habitants, non contre eux, ni à côté d'eux (Rouilleau-Berger, 1993). Plus que des objets d'analyse ou des personnages d'une histoire, les citadins des marges sont les protagonistes de cette recherche. L'exigence du temps long s'est également imposée face aux difficultés spécifiques à l'enquête en milieu populaire, où « l'instabilité et le manque de régularité envahissent la vie quotidienne » (Merklen, 2009, p. 233). Cette instabilité se ressent inévitablement dans le travail d'enquête : il faut apprendre à s'adapter constamment – plus particulièrement face aux emplois du temps fluctuants des enquêtés. À Rosario notamment, plus d'un entretien ont été annulés au dernier moment du fait d'une proposition de travail qui venait de surgir pour la journée ou la semaine (*changa*) ou du fait d'une livraison pour le centre communautaire (de nourriture par exemple) à laquelle les pouvoirs publics s'étaient engagés mais qui arrivait avec quelques jours de retard... Je tentais alors de profiter des activités collectives au sein des quartiers et des mobilisations en dehors pour réaliser mes entretiens.

Une forte insertion sur le terrain, de même que la proximité avec les enquêtés, demande inévitablement en retour un certain recul, une prise de distance par rapport aux phénomènes observés. Je ne me réfère pas pour autant à une sorte de distance impartiale ni à un devoir de neutralité. À l'instar de Maristella Svampa et de Sebastián Pereyra, il me semble qu'il n'existe pas une seule manière d'aborder ni de produire la connaissance : je tends à penser, plus modestement, « qu'il est possible de construire de la connaissance dans un va-et-

vient instable, une sorte de tension entre, d'un côté, l'engagement sincère avec une réalité qui nous entoure, nous constitue et nous traverse avec force et, d'un autre côté, la nécessaire prise de distance critique que requiert la recherche en sciences sociales »*³ (2004, p. 18). En suivant Michel Agier, on pourrait également prôner un « engagement raisonné ». Aucun chercheur ne peut faire abstraction de sa subjectivité, de ses préjugés ni de ses valeurs : tous sont amenés à prendre position à l'intérieur comme à l'extérieur du champ scientifique (Ripoll, 2005, p. 317-319). Accepter sa subjectivité signifie également reconnaître que le système d'interactions entre les groupes étudiés et l'observateur participe de la construction de la recherche.

Un manuscrit en trois temps

Ce manuscrit se divise en trois parties. La première pose les bases d'une lecture de la ville à partir des marges. Elle présente la progressive construction des marges urbaines à Rosario et à Montevideo ainsi que les différentes approches scientifiques qui ont été privilégiées selon les époques pour décrire ce phénomène. Puis elle en montre les limites et invite le lecteur à penser les marges au-delà de la pauvreté et du dualisme. Elle retrace, enfin, le parcours qui a été suivi tout au long de ces cinq années, d'une approche critique des quartiers irréguliers à l'étude des trajectoires citadines et citoyennes, puis présente la méthodologie adoptée.

La deuxième partie du manuscrit explore les jeux entre ancrage et mobilité dans les parcours citadins et citoyens des habitants membres d'organisation de quartier. Elle s'attache, dans un premier temps, à la dimension spatiale de l'action collective et aux pratiques collectives de la ville des différentes organisations d'habitants. Puis elle étudie les entrecroisements entre protestation et expérience urbaine, dans une perspective cette fois plus individuelle que collective. Sont ici analysées plus particulièrement les trajectoires des femmes investies dans les différentes organisations. Bien que le genre ne constitue pas un axe central de mes recherches, cette thématique s'est avérée incontournable puisque la majorité des membres des organisations de quartier à l'étude s'avère être des femmes. J'ai alors tenté de comprendre quelles implications pouvait avoir cette forte participation féminine sur les modalités de l'action contestataire et de l'occupation de l'espace.

La troisième partie, enfin, porte sur la recomposition du politique aux marges. Elle se penche sur les deux modes de gestion urbaine promus à Rosario et à Montevideo, et plus

³ Afin de faciliter la lecture du manuscrit, toutes les citations ont été traduites en français. Celles qui sont signalées par un astérisque (*) sont disponibles en version originale (espagnol) dans les annexes.

particulièrement sur la place et le rôle du quartier (et notamment du quartier irrégulier) dans les politiques dites de « participation citoyenne ». Elle se propose d'étudier comment ces municipalités se « saisissent » du quartier et, plus particulièrement, en quoi leurs politiques favorisent, volontairement ou non, des formes d'ancrage ouvertes sur l'ailleurs. Les citoyens ordinaires ne se conforment pas pour autant aux rapports institués entre mobilité et ancrage. Ils peuvent les renforcer mais aussi les contourner, voire s'y opposer. Par là, ce sont également les rapports des citoyens ordinaires aux instances de régulation de l'urbain qui sont interrogés.

PREMIÈRE PARTIE

Lire la ville à partir de ses marges

L'objet de cette première partie est de poser les fondements et la ligne directrice de mes recherches. Ce qui est proposé ici est une lecture de la ville à partir de ses marges. L'informalité est pensée comme étant au cœur de l'espace urbain, ce qui ne signifie pas que la focale d'analyse porte sur des pratiques purement informelles mais bien plutôt sur les imbrications, les négociations et les conflits qui naissent de la constante confrontation entre formel et informel, ou, en d'autres termes, entre le légitime et l'illégitime. Cette première partie s'ouvre sur une présentation de la progressive construction des marges urbaines en Argentine et en Uruguay, et plus particulièrement à Rosario et à Montevideo. Puis elle s'attache aux diverses approches qui ont été privilégiées selon les époques pour décrire ce phénomène, de la marginalité à la ville fragmentée, avant d'en montrer les limites. Enfin, le quatrième chapitre retrace le parcours de recherche qui a été suivi, d'une approche critique des quartiers irréguliers à une lecture compréhensive de la ville au travers des pratiques citadines.

CHAPITRE 1.

LA CONSTRUCTION DES MARGES URBAINES À ROSARIO ET À MONTEVIDEO

Du bidonville transitoire aux grandes invasions de terrain, les quartiers irréguliers ont fortement évolué au fil du siècle. Longtemps resté mineur en Argentine et en Uruguay, ce phénomène n'y croît véritablement qu'au cours des dernières décennies. Depuis les années 1980, le « grenier du monde » et la « Suisse des Amériques » tendent à rattraper leurs confrères latino-américains en matière d'extension des quartiers irréguliers. Les réformes néolibérales ont bouleversé les catégories populaires argentines et uruguayennes. La crise du modèle de substitution d'importation et la destruction progressive des mécanismes traditionnels d'intégration ont eu un coût social élevé dans les périphéries populaires.

1. L'URBANISATION IRRÉGULIÈRE DES SUDS

À partir des années 1950, les villes latino-américaines, tout comme leurs consœurs africaines et asiatiques, connaissent une très forte croissance démographique. Ce phénomène touche plus particulièrement leurs périphéries.

1.1. Une croissance urbaine « explosive »

Au cours de la seconde moitié du 20^e siècle, la croissance démographique de l'Amérique latine, de l'Afrique et de l'Asie est si importante que nombre d'observateurs évoquent une « explosion démographique ». Cette croissance est essentiellement urbaine. Entre 1950 et 1975, alors que les taux annuels moyens de croissance urbaine n'atteignent qu'1,56 % en Europe occidentale, ceux d'Amérique latine et d'Afrique s'élèvent à plus de 4% par an (données de l'ONU citées par Granotier, 1980).

Ainsi, si seulement 36 % de la population urbaine mondiale vivait dans un pays dit « en développement » en 1950, ce taux atteint les 50 % en 1973 et les 60 % en 1990 (base de données Géopolis, Moriconi-Ebrard, 1993). La plupart des villes latino-américaines, africaines et asiatiques cumulent les effets d'une croissance naturelle élevée et d'un solde

migratoire positif très important. La transition démographique, d'une part, et l'exode rural, d'autre part, atteignent un rythme sans précédent dans l'histoire de l'humanité. La dureté des conditions de vie dans un milieu rural en pleine mutation et le mirage de la modernité urbaine incitent à l'exode.

La rapidité et la force de cette urbanisation engendrent des problèmes d'aménagement et de gestion, d'autant plus importants que les ressources économiques des collectivités qui doivent y faire face sont faibles. Les analyses des années 1960 mettent en exergue le phénomène de « sururbanisation », c'est-à-dire le décalage existant entre cette forte augmentation de population et la faible évolution de l'emploi urbain ainsi que des infrastructures (Gilbert, 1994). Alors que l'industrialisation de la vieille Europe au 19^e siècle avait été l'un des principaux facteurs d'urbanisation du continent, l'urbanisation des « suds » a lieu sans industrialisation massive. La faible croissance de l'emploi industriel ne peut absorber l'extraordinaire croissance de la population urbaine : la ville « formelle » sature et n'arrive plus à intégrer ses nouveaux arrivants.

Ces derniers se déplacent alors où l'espace est disponible, c'est-à-dire à la marge. De fait, si cette croissance est essentiellement urbaine, c'est aux marges des villes qu'elle atteint les taux les plus élevés. Des quartiers d'habitat irrégulier se développent principalement en périphérie mais aussi dans des secteurs centraux et anciennement urbanisés, dans les interstices de la ville « formelle ». Bien que cet habitat « illégal » soit par nature difficilement recensable, Granotier en donne quelques estimations : il concernerait 25 % des habitants de Santiago du Chili en 1964, 27 % de ceux de Rio de Janeiro en 1961, 30 % de ceux de Dakar en 1969, 36 % de ceux de Lima en 1969, ou encore 46 % de ceux de Mexico en 1966 (1980, p. 94-95).

La « communauté internationale » prend peu à peu conscience de l'ampleur de ce phénomène. C'est ainsi que, en 1965, est créé le « Centre des Nations Unies pour l'Habitat, la Construction et la Planification » (CNUHCP, ancien nom du CNUEH, Centre des Nations Unies pour les Établissements Humains) et que, en 1970, a lieu un Séminaire interrégional sur « l'amélioration des taudis et des zones de peuplement non réglementées » à Medellin (Colombie) sous les auspices des Nations Unies. Mais ce n'est qu'en juin 1976 que se concrétise véritablement cette prise de conscience avec « Habitat I », la conférence mondiale sur les établissements humains organisée à Vancouver (Canada).

1.2. Force et précocité de l'urbanisation latino-américaine

De par sa force et sa précocité, l'urbanisation latino-américaine diffère de celle des autres pays dits « en développement ». Cette spécificité s'explique par l'histoire singulière du continent. L'Amérique latine hispanophone se fonde sur le modèle de la ville espagnole en damier et sur le grand domaine agricole [*latifundio*]. La colonisation, qui a été « la plus grande entreprise d'urbanisation de l'histoire » (Bataillon, *et al.*, 1998, p. 11), a construit des sociétés essentiellement urbaines. L'administration espagnole avait créé un réseau très hiérarchisé de villes qui quadrillaient l'ensemble du territoire, afin de faciliter le contrôle et l'évangélisation des populations locales. D'autre part, la force de l'exode rural – plus rapide et plus précoce qu'en Afrique ou en Asie – est, en partie tout du moins, due à des structures foncières très inégalitaires.

De nos jours, les taux d'urbanisation dépassent les 70 % et sont proches des moyennes des pays industrialisés. Ces taux sont particulièrement élevés dans les États du Cône Sud. En Argentine, par exemple, 74 % de la population vivait déjà en milieu urbain en 1960, ce taux atteignait 88,3 % en 2002¹. En Uruguay, ces chiffres étaient respectivement de 76,5 % et de 92 %². L'Argentine et l'Uruguay font ainsi partie des quinze pays les plus urbanisés du monde (Bataillon, *et al.*, 1998). Le continent est, de plus, marqué par un fort processus de métropolisation et d'hyperconcentration urbaine. Si, au début du vingtième siècle, l'Amérique latine ne comptait aucune des quinze plus grandes agglomérations mondiales, elle en compte quatre un siècle plus tard : Mexico, São Paulo, Rio de Janeiro et Buenos Aires (Thumerelle, 1996). La plupart des réseaux urbains sont fortement déséquilibrés au profit d'une capitale macrocéphale : dès 1950, Buenos Aires concentrait presque 30 % de la population argentine, de même que Montevideo pour l'Uruguay (Castells, 1971, p. 12)³. Des tendances plus récentes témoignent cependant d'un ralentissement de la croissance des plus grandes villes latino-américaines au profit des villes moyennes (Valladares et Prates Coelho, 1995 ; UN-Habitat, 2008).

Enfin, les villes latino-américaines se sont très tôt distinguées par leurs « ceintures de misères » (Rouquié, 1987, p. 405), appelées localement *villas miseria* (Argentine), *favelas* (Brésil), *barriadas* (Pérou), *barrios clandestinos* (Colombie), etc. C'est pourquoi, dès les

1 *Encyclopédie de l'État du Monde*, Cédérom PC, 2003, Larousse / La Découverte.

2 *Encyclopédie de l'État du Monde*, Cédérom PC, 2003, Larousse / La Découverte.

3 Montevideo concentrait, en 1963, 46,3 % de la population totale de l'Uruguay et 57,4 % de la population urbaine. En 1996, ces chiffres atteignaient respectivement 42,5 % et 46,8 % (Kaztman *et al.*, 2005).

années 1950, les premiers travaux sur la marginalité urbaine sont menés en Amérique latine. En effet, alors que dans la plupart des pays d'Afrique ou d'Asie qui connaissent ce phénomène, il faudra attendre l'impulsion de la Conférence Habitat I pour que la recherche urbaine investisse ce nouveau champ, les spécificités de l'urbanisation latino-américaine ont permis un développement précoce des études urbaines (Yapi-Diahou, 2000). C'est ainsi que, dès les années 1950-1960, sont créés les premiers départements universitaires et centres privés de recherche et de formation dans le domaine de l'aménagement urbain et régional, tels que le Centro de Estudios Urbanos y Regionales (CEUR) [Centre d'études urbaines et régionales] à Buenos Aires et le Centro para el Desarrollo Social de América Latina (DESAL) [Centre pour le développement social de l'Amérique latine] à Santiago du Chili.

1.3. L'hétérogénéité sous une appellation unique

Bien que placés sous une même appellation, ces quartiers sont aussi divers que peuvent l'être les formes d'irrégularité de l'habitat. L'irrégularité peut aussi bien concerner l'occupation que l'utilisation du sol. L'installation dans un quartier irrégulier est, selon les cas, plus ou moins organisée. Le phénomène des « invasions » renvoie à l'installation planifiée de dizaines, voire de centaines de personnes, en l'espace d'une seule nuit⁴ – ou du moins le plus rapidement possible – sur des terrains le plus souvent publics. La rapidité de l'installation, tout comme le caractère public du terrain, diminue les risques d'expulsion (Baby-Collin, 2000 ; Clichevsky, 2000). Ces occupations planifiées ont pris une ampleur considérable au cours des années 1960 et 1970 en Amérique latine. Dans nos cas d'étude, cependant, elles ne croissent véritablement qu'au tournant de la décennie 1980-1990, et dans une bien moins grande ampleur. Ces installations organisées et collectives bénéficient généralement de l'aide technique d'organisations de la société civile. Leur urbanisme les différencie finalement peu de celui des quartiers « formels » : leur tracé est régulier et l'illégalité ne concerne que l'occupation du sol.

Les quartiers les plus précaires, en revanche, sont formés par la juxtaposition de familles, sans qu'il y ait nécessairement de cohérence d'ensemble. L'irrégularité concerne ici tant l'occupation que l'utilisation du sol : les normes de construction légales ne sont pas respectées et les terrains sont généralement peu propices à l'urbanisation du fait de leurs

4 C'est d'ailleurs ce qui explique le nom donné à ce type d'habitat à Istanbul : les *gecekondu*, c'est-à-dire les maisons d'une nuit.

spécificités topographiques ou physiques (risques d'inondation, de glissement de terrain, etc.). L'irrégularité peut aussi renvoyer à l'achat de terres grâce à des opérations plus ou moins légales. Certains lotisseurs illégaux vendent, par exemple, des terrains qui ne leur appartiennent pas⁵.

La forme d'habitat la plus précaire est le bidonville. Ce terme venu d'Afrique du Nord désigne des formes d'autoconstruction à partir de matériaux de récupération divers (bidons, cartons, etc.), consolidées au cours du temps grâce à l'apport de nouveaux matériaux (briques, parpaings, etc.). Teolinda Bolivar (1995) distingue trois étapes dans la construction d'un quartier d'habitat irrégulier : premièrement, l'installation ou l'occupation ; deuxièmement, la viabilisation des terrains (installation des services publics élémentaires) entreprise par les habitants ainsi que l'autoconstruction du logement ; et, enfin, la dotation en infrastructures de fonctionnement collectif (comme la construction des voies de communication) avec l'aide des organismes d'État. Le rythme de consolidation d'un quartier peut être plus ou moins rapide selon le degré de mobilisation des habitants et des leaders locaux, le poids de la pression exercée sur les autorités urbaines, la conjoncture économique et politique, les modalités d'intervention des pouvoirs publics, la localisation des quartiers (notamment s'ils sont visibles de la ville-centre et donc susceptibles d'entacher son image), etc. (Baby-Collin, 2000, p. 75).

2. LES MARGES URBAINES AU TEMPS DE LA DÉSAFFILIATION

Alors que dans certains États latino-américains, tels que le Pérou et le Brésil, l'illégalité de l'occupation et de l'utilisation du sol fut historiquement très importante, en Argentine et en Uruguay, ce phénomène est longtemps resté mineur. Mais le tournant de siècle a été rude pour les deux pays et a fortement ébranlé leurs modèles d'intégration sociale. Rosario et Montevideo ont toutes deux vu leurs périphéries, mais aussi leurs centres mêmes, gagnés par les occupations illégales.

⁵ Alain Durand-Lasserve (1986) a mis en exergue le rôle de trois acteurs fondamentaux du jeu foncier : le propriétaire de la terre (qui détient l'espace disponible), le lotisseur (qui permet la viabilisation des terres à urbaniser) et le producteur ou le promoteur immobilier (qui gère la construction et la vente des terrains lotis).

2.1. La contemporanéité et l'hétérogénéité des marges urbaines à Rosario et à Montevideo

Carte n°1 : Situation de Rosario et de Montevideo



Source : <http://www.ign.gob.ar>

L'Argentine et l'Uruguay sous le coup d'une modernisation excluante

La période qui s'est écoulée des années 1940 aux années 1950-1960 a été marquée, en Argentine comme en Uruguay, par une relative prospérité économique et sociale, dans le cadre du développement des industries de substitution des importations, du salariat⁶ et de la classe moyenne. L'État se fait interventionniste, dans sa version populiste⁷. Le développement de la protection sociale ainsi que de l'emploi industriel et salarié permet une nette amélioration des conditions de vie des populations urbaines. Les deux pays se sont distingués par l'importance des classes moyennes dans leur structure sociale, dans la mesure où ces

6 Le salariat rassemblait 76 % de la population active argentine au début des années 1970 (Merklen, 2001, p. 8).

7 En Argentine notamment, la période péroniste a été marquée par de larges avancées sociales mais aussi par diverses stratégies autoritaires autour du culte de la personnalité de J. D. Perón et de son épouse « Evita ».

dernières ont constitué un facteur essentiel dans leurs modèles d'intégration (Prévôt-Schapira, 1999 ; Merklen, 2001 ; Kaztman *et al.*, 2005). Ces modèles se sont, de plus, élargis à une part non négligeable des couches populaires (*ibid.*). À cette époque, en effet, en Argentine comme en Uruguay, la distribution du revenu par habitant comptait parmi les plus équitables d'Amérique latine. Par ailleurs, les avancées du mouvement ouvrier, marquées par des taux de syndicalisation relativement élevés, ont octroyé une grande capacité de négociation aux salariés, ce qui a pu limiter une trop forte détérioration salariale (Astori et Castagnola, 1984). Les sociétés argentines et uruguayennes se démarquent également par leur relative homogénéité, due en partie à la spécificité de leur peuplement. En effet, à la différence de la plupart des sociétés d'Amérique latine, l'Argentine et l'Uruguay sont essentiellement peuplés de descendants d'Européens tandis que les populations indigènes et celles d'origine africaine, descendantes des esclaves, sont quantitativement peu significatives⁸.

Ces modèles se trouvent toutefois fortement fragilisés depuis la décennie 1970 et cette fragilisation s'accroît à partir des années 1990. La crise du modèle de substitution d'importation et la destruction progressive des mécanismes traditionnels d'intégration ont eu un coût social élevé, notamment dans les périphéries populaires (Prévôt-Schapira, 1999 ; Merklen, 2001 ; Kaztman *et al.*, 2005). À partir des années 1970, une « modernisation excluante » (Barbeito et Lo Vuolo, 1992) se met en place, marquée par la concentration des richesses, la diminution des classes moyennes et des secteurs ouvriers, l'augmentation du chômage, de la pauvreté et de la précarité. Par ailleurs, le développement d'un État interventionniste avait limité le déploiement des stratégies de survie des populations marginalisées, de ces mécanismes de réciprocité décrits par Larissa Lomnitz (1983) qui avaient acquis une relative importance dans d'autres contextes latino-américains (Svampa, 2005). L'Argentine et l'Uruguay se sont alors trouvés d'autant plus vulnérables face à la crise et leurs structures sociales ont connu de profondes mutations.

Un phénomène mineur au regard du contexte latino-américain

Depuis les années 1980, le « grenier du monde » et la « Suisse des Amériques » tendent à rattraper leurs confrères latino-américains en matière d'extension des quartiers irréguliers – même si cette forme d'illégalité reste inférieure à la moyenne des autres pays. Les premières *villas miseria* et les premiers *cantegriles* commencent à se développer au cours des années 1930, et surtout des années 1950, du fait de l'exode rural notamment. Ils restent

⁸ La population d'origine africaine est toutefois plus importante dans le cas uruguayen où elle représente environ 10 % de la population totale.

alors un phénomène marginal dans l'espace urbain. Ce n'est qu'à partir des décennies 1980 et 1990, au sortir des dictatures, que cette forme d'irrégularité de l'habitat s'installe véritablement (Merklen, 2001 ; Kaztman *et al.*, 2005 ; Alvarez, 2006). Ces « villes misère » et « cantegriles » doivent leur nom aux habitants mêmes de ces quartiers, qui ont détourné les mots « villas » et « cantegriles » qui renvoient à l'origine à des formes d'habitat hautement valorisées. Les « cantegriles » désignent, en effet, initialement de luxueuses demeures de la station balnéaire Punta del Este. **La physionomie et la sociologie de ces quartiers évoluent profondément, du bidonville transitoire, porte d'entrée des migrants ruraux en ville, aux grandes invasions de terrain organisées par des citoyens expulsés aux confins des agglomérations.** Dès la fin des années 1980, la croissance démographique de ces quartiers n'est plus alimentée par un exode rural massif. La plupart des habitants des quartiers irréguliers ne sont plus des migrants mais des urbains de première ou deuxième génération. Les grandes occupations de terrain des années 1980 et 1990 sont le fait de ménages urbains, dont beaucoup ont été contraints d'abandonner leur ancien logement suite à une détérioration de leurs conditions salariales (Hardoy et Satterthwaite, 1987 ; Merklen, 1991, 2001 ; Kaztman *et al.*, 2005 ; Alvarez, 2006). Ces occupations se différencient fortement des premières *villas de emergencia* et des premiers *cantegriles*. Elles découlent des processus de « désaffiliation » propres aux dernières décennies (Merklen, 2001).

L'imbrication du régulier et de l'irrégulier

Selon les statistiques officielles, entre 11 % et 13 % des habitants de Rosario et de Montevideo vivaient aujourd'hui dans un *asentamiento irregular*, soit respectivement environ 115 000 et 144 707 personnes, réparties dans 91 et 412 quartiers⁹. L'écart entre ces deux derniers chiffres peut s'expliquer en partie par la plus faible densité de la ville de Montevideo pour une population totale similaire, autour du million d'habitants¹⁰. Si la plupart de ces quartiers se situent en périphérie, ils sont également nombreux dans les interstices mêmes de la ville, notamment à Rosario aux abords des voies de chemin de fer et de leurs

9 D'après le recensement de 1999 (le plus récent à ce jour) du Service public du logement de la municipalité de Rosario et le recensement de 2006 du programme uruguayen PIAI [Programme d'intégration des *asentamientos irregulares*]. L'ancienneté et l'imprécision du recensement de Rosario s'expliquent, en partie, par la volonté de la municipalité de ne pas générer de fausses attentes de la part de la population, un recensement pouvant faire espérer une prochaine régularisation et une validation de l'existant. Le recensement de 1999 repose sur le recensement, plus précis, de 1996, qui comptabilisait 110 212 habitants (De Castro, *et al.*, 1996).

10 Montevideo comptait 1 325 968 habitants selon un recensement de l'INE de 2004 et Rosario 909 606 habitants selon des données de l'IPEC, Institut Provincial de Statistiques et de Recensements, de juin 2005. Montevideo s'étend sur environ 530 km² dont 193 km² d'agglomération, contre 179 km² pour Rosario.

anciens tracés (de nombreuses lignes ayant été fermées). Ils se situent à proximité de quartiers « formels » ou constituent parfois un sous-quartier au sein d'un grand quartier populaire. La délimitation visuelle entre quartiers « réguliers » et « irréguliers » n'est d'ailleurs pas toujours évidente, notamment à Montevideo, où dans certains secteurs de la ville, seul le caractère illégal de l'occupation du terrain distingue les deux¹¹. Les frontières se font très poreuses entre régulier et irrégulier : rares sont les quartiers totalement irréguliers. Premièrement, l'irrégularité est concédée par les pouvoirs publics. Dans nombre d'*asentamientos irregulares*, notamment à Montevideo, des services publics ont même été installés, dont les habitants payent parfois les taxes. Deuxièmement, l'habitat irrégulier se mélange bien souvent à de l'habitat régularisé et à de l'habitat social, tous deux fruits de diverses opérations publiques.

Une autre forme d'habitat complète ce paysage à Montevideo : l'autoconstruction assistée dans le cadre de coopératives. Les coopératives de logements se sont fortement développées dans la capitale uruguayenne. La singularité de cette expérience ne réside pas tant dans la planification et la construction collective de l'habitat (du logement aux équipements collectifs) que dans l'absence de droit de propriété individuelle (Merklen, 2009, p. 43-44). La propriété est ici collective. Une fois les logements construits, les familles acquièrent le droit d'y habiter à vie, sans pour autant jouir du droit de propriété. Ce droit est héréditaire et transmissible mais les habitants ne peuvent ni vendre ni louer leur logement. Les objectifs recherchés sont de défendre le droit au logement et de favoriser le sentiment de solidarité et d'appropriation (par la planification et la construction collective), tout en limitant la spéculation immobilière (par l'impossibilité de vendre ni de louer). La plupart de ces coopératives se regroupent au sein de la Fédération Uruguayenne de Coopératives de Logement par Aide Mutuelle (FUCVAM, *Federación Uruguaya de Cooperativas de Vivienda por Ayuda Mutua*).

La Fédération Uruguayenne de Coopératives de Logement par Aide Mutuelle (FUCVAM)

Créée en 1970, la FUCVAM compte aujourd'hui plus de 380 coopératives dans tout le pays, qui rassemblent environ 25 000 familles. Assistés par une équipe technique, les habitants planifient et construisent collectivement leur logement et les équipements qu'ils seront amenés à partager entre voisins. Les coopératives comptent au minimum six membres. Une fois la construction terminée, les habitants « coopératistes » doivent s'organiser pour la gestion des espaces et

11 Par ailleurs, le caractère illégal de l'occupation ne signifie pas nécessairement que les habitants n'aient pas eu à payer leur terrain, puisqu'il existe un marché immobilier informel.

équipements collectifs et le remboursement du prêt (sollicité par la FUCVAM au Fond National du Logement pour l'achat du terrain et l'acquisition de matériel). Le budget est établi en « unités réajustables » régies par l'indice moyen des salaires qui échappent aux règles du marché immobilier et évitent ainsi l'inflation. Chaque famille a un contrat avec la coopérative. Si une personne veut partir, la coopérative lui rend son capital, équivalent aux remboursements déjà effectués et à ses heures de travail (sans aucune charge spéculative). La majorité des coopératives possède une grande liste d'attente. La sélection des candidats est réalisée sur des critères de revenus essentiellement (les plus bas revenus sont favorisés et une certaine homogénéité des revenus entre les membres de la coopérative est recherchée). Si un membre connaît des difficultés financières ponctuelles, le conseil de la coopérative analyse sa situation puis en discute avec les financeurs. Le conseil peut décider de diminuer – voire annuler – sa cotisation pendant quelques temps.

2.2. Villas miseria et asentamientos irregulares à Rosario

L'émergence des villas miseria dans le contexte urbain argentin

En Argentine, les quartiers d'habitat irrégulier émergent à la fin des années 1930. Le processus d'industrialisation et les restructurations des campagnes poussent de nombreuses populations rurales à tenter leurs chances en ville. Les *villas de emergencia* sont alors essentiellement peuplées de migrants ruraux, nouvellement ouvriers urbains. Elles constituent pour ces migrants une portée d'entrée en ville, une première étape (Merklen, 2001). Au cours des années 1950 et 1960, elles perdent leur caractère transitoire : elles ne sont plus dictées par l'urgence – qui leur avaient donné le nom de *villa de emergencia* – mais s'installent, au contraire, durablement dans l'espace urbain (*ibid.*). Dans son essai *Villa miseria también es América* [Villa misère c'est aussi l'Amérique] publié en 1957, l'écrivain et journaliste Bernardo Verbitsky décrit les dures conditions de vie des populations de ces quartiers qui font désormais partie du paysage urbain. Ce phénomène s'accroît au tournant des années 1970-1980. Les quartiers irréguliers n'augmentent en effet de manière significative qu'à partir des dernières décennies (Merklen, 2001). Leurs habitants ne sont plus, pour l'essentiel, des migrants ruraux mais des populations urbaines expulsées de la « ville formelle » (Hardoy et Satterthwaite, 1987 ; Merklen, 1991, 2001). La majorité d'entre eux a, en effet, eu une expérience antérieure de la vie urbaine mais, surtout, de la ville légitime : « ils sont les héritiers de la capacité d'intégration sociale caractéristique de la société argentine jusque dans les années quatre-vingt » (Merklen, 2001, p. 309).

Dans les années 1960, l'État populiste avait mis en place diverses mesures visant indirectement à favoriser l'accession des populations pauvres à la propriété en périphérie,

telles que des facilités de crédit et une législation peu contraignante, qui avaient permis aux entreprises de promotion foncière de lotir sur des terrains peu viabilisés – voire non viabilisés (Prévôt-Schapira, 1999, 2000a). Mais, à la fin des années 1970, la déstabilisation de l'emploi et, plus généralement, la précarisation sociale, sonnent le glas de l'accès au logement par le biais des lotissements. Ce changement s'explique également par de nouvelles orientations politiques dans le domaine de l'habitat, marquées par la réduction des dépenses, la suppression du principal programme de construction de logements sociaux, le FONAVI (Fonds national pour le logement), et la privatisation de la Banque hypothécaire (au cours de la décennie 1990) (Merklen, 2001). Le système redistributif argentin, considéré jusqu'à la fin des années 1980 comme l'un des plus équitables d'Amérique latine, connaît alors de profondes détériorations : le coefficient de Gini¹² (calculé à partir du revenu des ménages) augmente de 0,4081 en 1980 à 0,4579 en 1989 (Salama et Valier, 1994, p. 29-30). La tendance à l'accentuation des inégalités est également avérée par l'*indicateur d'équité* qui met en rapport les revenus des 40 % de la population aux revenus les plus bas à ceux des 10 % de la population aux revenus les plus élevés. Cet indicateur, qui passe de 0,53 en 1977 à 0,48 en 1983 et 0,28 en 1989, traduit le processus de forte concentration des revenus (*ibid.*). Selon Merklen (2001), ces transformations s'apparentent au phénomène de « désaffiliation » décrit par Castel (1995) : les réformes néolibérales des dernières décennies bouleversent les catégories populaires argentines qui, depuis le péronisme, avaient été socialisées dans le monde du travail et identifiées comme un « peuple travailleur ».

Les asentamientos irregulares à Rosario : une croissance au compte-goutte

Rosario s'est tout d'abord développée comme ville portuaire dans le cadre d'un fort essor des exportations agricoles. Située en plein cœur de la pampa humide¹³, elle relie les zones productives agricoles au marché mondial. À partir de la seconde moitié du 19^e siècle, elle connaît une forte croissance démographique due à l'arrivée de migrants ruraux expulsés des campagnes en restructuration et de migrants étrangers, pour l'essentiel originaires d'Europe occidentale¹⁴. Un secteur ouvrier se consolide alors peu à peu autour des activités liées au chemin de fer, au port et à la raffinerie du sucre (Falcón *et al.*, 2001). À la fin du 19^e

12 Plus cet indicateur se rapproche de 1, plus les inégalités de revenus sont élevées.

13 Dès le 19^e siècle, l'essor de l'économie primaire exportatrice s'est basé, en Argentine, sur la mise en valeur de la pampa humide.

14 En 1887, sur les 50 967 habitants de Rosario, 59 % étaient natifs (pour l'essentiel créoles) et 41 % étrangers, notamment originaires d'Italie et d'Espagne (Falcón *et al.*, 2001).

siècle, de grandes grèves ouvrières agitent la ville, qui gagne alors le surnom de « Barcelone argentine ». Les premières organisations de travailleurs, comme les associations d'aide mutuelle et de défense de la profession, apparaissent. Les premiers quartiers ouvriers commencent à se dessiner autour des grandes industries. Au cours des années 1930, le modèle agro-exportateur entre en crise alors que se met en place l'industrialisation par substitution des importations. Une industrie tournée vers le marché intérieur se développe, notamment autour de la métallurgie, du textile et de l'alimentaire (Falcón *et al.*, 2001). C'est ainsi que se consolide peu à peu un secteur ouvrier industriel, qui, du péronisme aux années 1970, constitue le principal acteur des mouvements sociaux. Parallèlement, une ample classe moyenne émerge autour des activités commerciales et du secteur public (*ibid.*). Des années 1930 aux années 1970, la croissance industrielle et les restructurations des campagnes engendrent de fortes migrations internes, provenant essentiellement des régions nord du pays. Certains de ces nouveaux arrivants, dont des familles de l'ethnie Toba, viennent peupler les premières *villas miseria*¹⁵.

Le profil industriel de la ville entre en crise à partir des années 1970. Le tournant des années 1970-1980 est marqué par la fin du modèle d'industrialisation par substitution des importations et l'ouverture de l'économie, qui entraîne de fortes restructurations au sein du secteur industriel. De nombreuses entreprises incapables de s'adapter au nouveau contexte se voient obligées de fermer. Entre les années 1980 et 1990, Rosario perd 25 % de ses industries et presque 30 % de ses postes de travail, soit environ 13 000 emplois (Falcón *et al.*, 2001). De 1976 à 1983, sous le gouvernement militaire, les mesures d'expulsion autoritaire des populations les plus pauvres du centre-ville se multiplient et un mur est édifié dans le quartier Las Flores, au sud de la ville, pour en dissimuler la partie populaire aux yeux des visiteurs étrangers. Les années 1970-1980 constituent une période de fortes instabilités économiques et sociales en Argentine, marquée par des hausses de prix considérables, et notamment par l'hyperinflation de 1989 qui déclenche des vagues de pillages de magasins [*saqueos*] dans la plupart des grandes villes du pays, dont Rosario.

À la fin des années 1980, les 90 quartiers irréguliers de la ville rassemblaient environ 10 % de sa population (Falcón *et al.*, 2001). Si le phénomène des grandes occupations de terres des années 1980-1990 a touché Montevideo, comme Buenos Aires, dans le cas de la

15 Si cette ethnie originaire du Nord de l'Argentine, notamment des Provinces du Chaco et de Formosa, est quantitativement peu importante à Rosario, et en général dans l'ensemble du pays, elle représente tout de même une population non négligeable des *asentamientos irregulares* de la ville, plus particulièrement dans deux d'entre eux surnommés « quartier Toba ».

ville de Rosario, l'occupation s'est réalisée au « compte-goutte », par l'agrégation successive de familles, sans organisation d'ensemble. Cela s'explique peut-être en partie par l'hétérogénéité des situations des habitants qui n'a pas permis d'organisation collective préalable : citadins déplacés *d'asentamiento* en *asentamiento*, citadins exclus de la ville « formelle » ou, encore, ruraux expulsés des campagnes du Nord. Si l'exode rural est précoce en Argentine, il ne se tarit pas complètement. Les constantes restructurations des campagnes, telles que la monoculture du soja qui s'impose à la fin des années 1990, continuent d'engendrer des vagues d'expulsions (Svampa, 2005). Les communautés indigènes sont particulièrement touchées par ce phénomène (*ibid.*).



Photographie n°1 : Quartier irrégulier Ludueña (Rosario), en bord de voie ferrée ©Pujol, 2006



Photographie n°2 : Quartier irrégulier Ludueña (Rosario) ©Pujol, 2006

Selon un recensement de 1996, 71 % des chefs de famille résidant dans un *asentamiento irregular* étaient nés et avaient habités antérieurement dans une autre localité, seuls 29 % étaient originaires de Rosario (De Castro, *et al.*, 1996). Les migrants venaient, pour l'essentiel, des Provinces du nord (Chaco et Corrientes) et du nord de la Province même de Santa Fe, à la recherche d'un travail (*ibid.*). La majeure partie de ces populations était arrivée au cours des périodes 1975-84 (33,25 %) et 1985-1994 (29,21 %) (*ibid.*)¹⁶. Si l'on prend en compte les six années précédant le recensement (1990-1996), 69,5 % des familles vivaient déjà au même endroit, 11,35 % dans un autre *asentamiento* (de Rosario), 9,83 % dans une autre localité et 8,67 % étaient originaires de la ville « formelle » (*ibid.*). Sur l'ensemble de la période, 18,5 % des familles avaient déménagé d'un quartier « régulier » à un « irrégulier » (*ibid.*). Ce changement ne signifie pas nécessairement, comme l'énonce un peu trop rapidement le recensement, que leurs conditions d'habitat se soient détériorées. Ainsi que cela a pu être démontré dans d'autres contextes, ce déménagement peut relever d'un choix :

16. 33,74 % étaient arrivés avant 1975, dont 20,43 % de 1965 à 1974 (*ibid.*).

certains préféreront être propriétaires même « informels », plutôt que locataires « formels » (Baby-Collin, 2000 ; Yapi-Diahou, 2000).

2.3. Cantegriles et asentamientos irregulares à Montevideo

La Suisse des Amériques remise en question

L'Uruguay a longtemps constitué un modèle d'intégration sociale, ce qui lui a valu le surnom de « Suisse des Amériques ». Au regard du contexte latino-américain, la société uruguayenne est relativement homogène. En dehors du facteur ethnique précédemment cité, d'autres facteurs ont pu jouer dans cette relative homogénéité. L'échelle du pays – qui ne s'étend que sur 176 220 km², contre 2 780 400 km² pour l'Argentine –, a sans doute également contribué à limiter la formation de disparités régionales. Par ailleurs, le précoce développement de certains mécanismes institutionnels, tels que le système éducatif et la bureaucratie d'État, a favorisé la transmission de normes de comportement homogénéisantes (Astori et Castagnola, 1984). Enfin, dans le cadre d'un fort déploiement de l'État, celui-ci a pu employer une partie de la main d'œuvre expulsée des campagnes, qui ne trouvait pas non plus de place dans une industrie urbaine peu développée et limitée à un étroit marché interne (*ibid.*). La main d'œuvre uruguayenne a longtemps été relativement protégée de la précarité que connaissait nombre de pays d'Amérique Latine.

Au-delà du rôle joué par l'État dans cette relative prospérité sociale, d'autres facteurs peuvent être dégagés. L'Uruguay est très tôt marqué par une faible croissance démographique, du fait d'une forte espérance de vie et d'un faible taux de natalité, ainsi que par une forte émigration, ce qui lui a permis de maintenir de faibles excédents relatifs de main d'œuvre, en comparaison avec les autres pays latino-américains (*ibid.*). Il faut, en effet, savoir que selon le recensement de l'Institut National des Statistiques de 2004, le pays atteint à peine les 3 241 003 habitants. D'autre part, l'absence du grand capital avait permis le développement de nombreuses petites et moyennes entreprises familiales « informelles » qui échappaient à la précarité que connaissaient nombre d'activités économiques de ce type dans les autres États d'Amérique latine (Kaztman *et al.*, 2005).

La crise économique qui débute au milieu des années 1950, le tournant développementiste d'inspiration libérale qui commence à se mettre en place au début de la décennie 1970 puis la destruction de l'ancien modèle de développement – qui se concrétise au début des années 1990 – modifient radicalement les formes d'intégration sociale (Kaztman *et*

al., 2005). À partir des années 1970, la plupart des emplois stables auxquels accédaient les couches populaires commencent à disparaître (Kaztman *et al.*, 2005). La politique néolibérale mise en place sous le gouvernement autoritaire, de 1973 à 1984, a engendré la destruction de l'appareil productif de l'économie uruguayenne, entraînant de fortes hausses du chômage et une précarisation généralisée de l'emploi. Les inégalités dans la distribution des revenus se sont fortement creusées : alors qu'en 1973, les 5 % les plus riches concentraient 17,5 % du revenu, ce pourcentage s'élève à 31,1 % en 1979 (Aguirre et Canzani, 1986). Par ailleurs, l'émigration uruguayenne, qui avait été l'un des facteurs limitant la quantité de main-d'œuvre, a stagné, puisque sa principale destination historique, l'Argentine, subissait alors les mêmes conditions politiques, économiques et sociales (Astori et Castagnola, 1984).

La périphérie montevideana gagnée par les occupations irrégulières

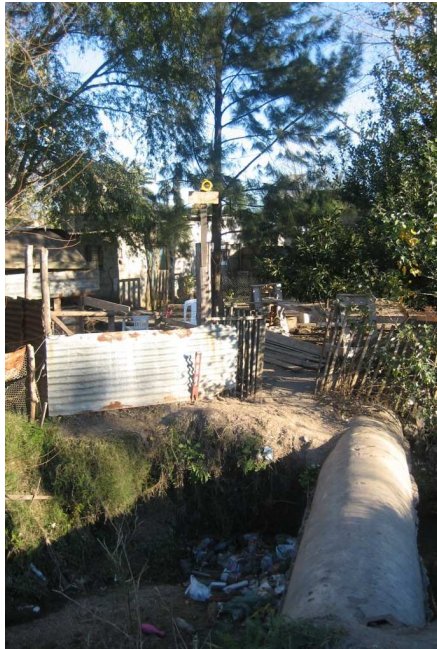
Port naturel sur une baie au centre du front *platense*, Montevideo bénéficie d'une situation privilégiée du point de vue défensif. De ce fait, son peuplement s'insère dans un schéma défensif colonial et dans une stratégie politico-militaire. Pendant l'époque coloniale puis indépendante, la ville ne constitue pas un grand pôle de production mais, en tant que port, elle est le centre d'importantes activités commerciales et administratives. Montevideo confirme peu à peu sa suprématie au sein du réseau urbain uruguayen. Le réseau ferroviaire, structuré radialement vers la capitale, renforce la suprématie de la ville portuaire dans un espace national en formation. Cette primauté est renforcée plus tard par le réseau routier. Au début du vingtième siècle, les gouvernements de José Batlle y Ordoñez¹⁷ sont marqués par un processus de renforcement de l'État et de concentration du pouvoir. La centralisation politique et le développement d'une bureaucratie d'État, alimentées par les caractéristiques du modèle social mis en place par Batlle, renforcent la suprématie *montevideana*. Montevideo concentre alors population, fonctions et activités de divers ordres.

La capitale rassemble ainsi 46 % de la population nationale en 1963¹⁸. Elle est la destination privilégiée des migrations rurales. L'Uruguay, comme l'Argentine, connaît un exode rural précoce, qui se stabilise dans les années 1950. À la fin de la décennie, la plupart des migrants ruraux étaient déjà installés dans les villes, et notamment Montevideo (Kaztman *et al.*, 2005). Des années 1950 aux années 1970, on observe, en périphérie, le développement

17 José Batlle y Ordoñez a été chef de l'État uruguayen de 1903 à 1907 puis de 1911 à 1915. Membre du Parti Colorado, il est à l'origine du modèle démocratique et social uruguayen.

18 Selon des données de l'INE, Institut National des Statistiques. Selon la même source, Montevideo concentrait, en 2004, 41 % de la population du pays.

des *cantegriles*, et, dans le centre même de la ville, celui des *conventillos* et des *casas de vecindad*. La population résidant dans ce type d'habitat reste toutefois quantitativement peu significative au regard de la situation latino-américaine. Dès la décennie 1980, la croissance des *asentamientos irregulares* n'est plus alimentée par l'exode rural mais par l'expulsion des



Photographie n°3 : Entrée d'une maison du quartier irrégulier Nuevo Lecocq (Montevideo)

©Pujol, 2007

habitants de la ville « formelle » (Katzman *et al.*, 2005). Ce phénomène s'accroît à la fin des années 1980¹⁹. La précarisation sociale, la libéralisation du marché immobilier, le manque de construction de logements publics pour les faibles revenus, ainsi que la disponibilité de terrains en périphérie (en majorité publics) et l'émergence d'un marché immobilier informel constituent autant de facteurs pouvant expliquer cette croissance (Katzman *et al.*, 2005). S'il existe quelques occupations de terres illégales avant la fin des années 1980, leur nombre reste négligeable (Katzman *et al.*, 2005 ; Alvarez, 2000, 2006). Au cours des années 1990, en revanche, des centaines de familles occupent les terrains vacants de la périphérie, qu'ils soient de propriété publique ou privée (*ibid.*).

19 Alors qu'entre 1985 et 1996, la croissance annuelle de Montevideo était de 2,3 %, elle atteignait 8,8 % dans les secteurs où se localisaient de nombreux *asentamientos* (Katzman *et al.*, 2005, p. 486).

Du bidonville transitoire, appelé localement *villa de emergencia*, *villa miseria* ou *cantegril*, aux grandes invasions de terrain des dernières décennies, les quartiers irréguliers argentins et uruguayens connaissent de profondes mutations. La plupart de leurs habitants ne sont plus des migrants mais des citoyens contraints d'abandonner leur ancien logement suite à une détérioration de leur condition salariale. Loin d'être homogène, ce phénomène recouvre des réalités fort diverses selon les territoires qu'il dessine. Alors que les périphéries *montevideanas* connaissent des occupations massives, la croissance des quartiers irréguliers se réalise davantage au compte-goutte à Rosario. Dans les deux cas toutefois, l'irrégulier se mêle toujours au régulier. Les habitants bénéficient de certains services publics, dont ils paient parfois les taxes. L'irrégulier côtoie l'habitat régulier, social ou régularisé, ainsi que les coopératives de logement. Les frontières entre régulier et irrégulier s'avèrent ainsi très poreuses.

CHAPITRE 2.
LES APPROCHES SCIENTIFIQUES
DES QUARTIERS IRRÉGULIERS ET DE LEURS HABITANTS,
DE LA MARGINALITÉ À LA VILLE FRAGMENTÉE

Des années 1950 à nos jours, les quartiers irréguliers ont fortement évolué, de même que le regard porté sur eux par les scientifiques. Des thèses de la marginalité à celles de la fragmentation urbaine, ce chapitre propose de s'attarder sur les différentes approches qui ont été privilégiées selon les époques. Dans le contexte développementaliste de l'après-guerre, ces quartiers sont pensés comme une simple étape transitoire, un mal pour un bien pourrait-on dire. Mais devant la permanence de cette inadaptation temporaire, force est de renouveler les outils d'analyse : la marginalité devient structurelle, puis laisse sa place à l'« informel » au cours des années 1970, qui est à son tour gagné par la « pauvreté » une décennie plus tard. Au cours des années 1990 enfin, c'est l'approche en termes de fragmentation qui va s'imposer.

1. MARGINALITÉ ET MODERNISATION

Le terme de « marginalité » apparaît dans les années 1950 dans les travaux des chercheurs latino-américains. Il s'agit là d'une époque où l'explosion urbaine, liée à un fort exode rural et à une forte croissance démographique, a fait se développer de nombreux quartiers à la périphérie des villes. Le terme de « marginalité » – qui vient du latin *margo* (marge, frontière) – est polysémique en ce qu'il désigne à la fois une position sociale et une situation spatiale (la périphérie), un modèle de production non conforme à celui de la ville-centre, une situation juridique (l'illégalité) et une situation minoritaire par rapport à la majorité des formes urbaines (Baby-Collin, 2000).

1.1. La marginalité comme inadaptation temporaire

Des « marginaux » inadaptés à la modernité

Les premières analyses sur la marginalité s'inscrivent dans un contexte international particulier : celui de l'après-guerre et de la décolonisation, au cours duquel se met en place le

cadre général de l' « aide au développement ». Une nouvelle vision du monde s'impose autour de la dichotomie « pays développés » / « pays sous-développés ». Ce changement – qui fait suite à l'opposition entre colonisateurs et colonisés – n'est pas seulement d'ordre sémantique : il introduit l'idée d'une continuité substantielle entre les deux termes, le « sous-développement » apparaissant comme la forme inachevée du « développement » (Rist, 2001, p. 115-132). Une multitude de modes de vie sont alors réduits à une catégorie unique – « sous-développé » – et tous les peuples du monde sont exhortés à suivre la voie du « développement ». C'est ainsi qu'en 1960, l'Organisation des Nations Unies proclame la première « décennie pour le développement » : il est officiellement lancé comme défi à la « communauté internationale ».

Cette vision d'une humanité en marche vers le « développement » prend toute son ampleur dans la thèse de **Rostow** (1963), selon laquelle toutes les sociétés passent par cinq stades : la société traditionnelle, les conditions préalables du démarrage, le démarrage, le progrès vers la maturité et l'ère de la consommation de masse¹. Cette fresque de l'humanité sur la voie du « progrès » et du bonheur consumériste a fortement inspiré les débuts de l'aide au développement. La thèse de Rostow se base pourtant sur un procédé de naturalisation de l'histoire, en présentant un phénomène social comme un phénomène naturel : le modèle fordiste comme évolution « naturelle » de toute société.

Aussi, quand la « communauté internationale » découvre, au cours des années 1950 et 1960, la nouvelle réalité urbaine que constitue l'expansion périphérique des quartiers d'habitat irrégulier, elle n'y voit que l'expression d'une pathologie des villes des « suds », une simple inadaptation temporaire. Les analyses restent « optimistes » : la croissance économique résoudra progressivement ces maux spécifiques aux villes « en développement ».

La croissance exponentielle des quartiers irréguliers trouve alors comme principal facteur explicatif la **dichotomie ville / campagne**. Ces quartiers seraient le résultat du transfert inadapté des coutumes rurales aux modes de vie citadins. Cette opposition est mise en avant pour expliquer les difficultés d'adaptation des migrants ruraux au mode de vie citadin et aux offres d'emploi fournies par une économie urbaine en pleine expansion. En analysant les transformations sociales en cours, le sociologue argentin **Gino Germani** développe sa **théorie de la modernisation**² (1972). Selon son approche

1 Rostow estimait, en 1961, que l'Argentine effectuait son « décollage » (Bataillon, *et al.*, 1998, p. 352).

2 Gino Germani, 1962, *Política y sociedad en una época de transición*, Buenos Aires, Paidós.

« développementiste », d'inspiration culturaliste, **les changements accélérés des sociétés latino-américaines font coexister un secteur social « traditionnel », ou « archaïque », et un secteur « moderne »**. Le sociologue renouvelle ici l'opposition entre civilisation et barbarie, au cœur du célèbre livre *Facundo* écrit en 1845 par l'homme politique argentin D. F. Sarmiento. Selon Germani, la rapidité de ces changements tend à entremêler tout un ensemble d'attitudes et de valeurs qui appartiennent à différents stades de la transition (Germani, 1972).

Les forts flux migratoires de la campagne vers la ville posent un problème d'assimilation. L'extension des quartiers d'habitat irrégulier en périphérie des villes est alors pensée comme une étape inévitable du processus de modernisation. Selon cette théorie, les migrants ruraux seront progressivement intégrés dans cette modernisation, qui les a laissés à la marge dans un premier temps. **Le processus de modernisation est donc à la fois considéré comme cause et solution de cette marginalité transitoire.**

Jusque dans les années 1960, les quartiers « marginaux » n'apparaissent que comme un **écart temporaire** face à un modèle urbain fortement inspiré des schémas d'aménagement et de croissance occidentaux, un simple écart par rapport à la voie du « développement ». C'est alors que des réflexions sur la modernisation et les transformations sociales en cours émerge la théorie de la marginalité. Le **Centro para el Desarrollo Social de América Latina** (DESAL) a joué un rôle primordial dans la diffusion de ce nouveau paradigme. Les analyses de l'époque mettent en avant l'image d'une ville duale divisée entre intégrés et marginaux. Les chercheurs du DESAL, et notamment Vekemans et Venegas, jugeant que les populations « marginales » sont incapables de s'organiser socialement et de « contribuer par leurs décisions à la solution des problèmes les affectant directement » (Vekemans et Venegas, cités par Mallard, 1997, p. 134), préconisent la mise en place d'une intervention extérieure et de politiques d'assistanat. Selon ces auteurs, le déficit de capacité intégratrice des États latino-américains sera progressivement résolu grâce à leur croissance économique. Les États doivent, entre temps, assister ces populations et pallier l'urgence des situations.

La marginalité est ici envisagée avant tout comme **caractéristique d'individus inadaptés à la société urbaine et moderne**. L'unité d'analyse est l'individu et les caractéristiques définissant sa position marginale. La marginalité est pensée comme intrinsèque aux personnes et s'établit par rapport au processus de modernisation. L'intervention de l'État est alors fondamentale pour aider ces populations à sortir de leur marginalité, en adaptant leurs valeurs au monde moderne, et permettre ainsi à la société dans son ensemble de progresser.

Entre culture de la pauvreté et accoutumance

Dans un tel contexte, l'existence d'une « **culture de la pauvreté** » acquiert rapidement une forte notoriété. En 1961, **Oscar Lewis** publie *The children of Sanchez. Autobiography of a mexican family*. Ses recherches au Mexique l'ont amené à définir une « culture de la pauvreté » : il identifie ainsi une cinquantaine de critères supposés caractériser les « pauvres », tels qu'un taux de mortalité relativement élevé, le sous-emploi, le chômage, le travail des enfants, l'alcoolisme et le recours fréquent à la violence (Lewis, 1978, p. 31). La culture de la pauvreté, entendue chez Lewis comme une totalité sociale englobante (Agier, 1999, p. 132), est analysée comme un mode d'adaptation des populations à leur position marginale, qui se perpétue de génération en génération.

Non loin de la « culture de la pauvreté » de Lewis, J. K. **Galbraith**, lui, met en évidence une « accoutumance à la pauvreté »³. Selon sa thèse, les populations des « suds » *s'accoutumeraient* à l'absence de tout espoir d'amélioration de leurs conditions de vie. Cette thèse repose sur la croyance en l'existence d'un « équilibre de la pauvreté », une sorte d'équilibre malthusien qui signifie qu'au sein des « pays pauvres », « tout accroissement de revenu déclenche des forces qui l'annulent et rétablissent le niveau antérieur de privation » (Galbraith, 1980, p. 58). La pauvreté est ici perçue comme un état d'équilibre qui se perpétue continuellement. Les populations agissent donc rationnellement en s'accoutumant à l'inévitable et en ne cherchant pas à lutter contre leur « destin ».

La marginalité comme déviance

Cette approche socioculturelle de la marginalité a comme première filiation les travaux sociologiques de l'**École de Chicago**. Ces recherches, lancées dans les années 1920 et 1930, sont reprises au cours des années 1960 suite au lancement de la « guerre contre la pauvreté » du Président états-unien Johnson. Les sociologues de l'École de Chicago considèrent la ville comme un laboratoire privilégié d'analyse du changement social et des phénomènes de désorganisation sociale qu'il engendre. « La ville est la conjonction, en perpétuelle redéfinition, d'une société complexe et d'un espace différencié » (Grafmeyer et Joseph, 1990, p. 35). L'accent est mis sur l'inadaptation sociale de certains individus et groupes, incapables de s'adapter aux modes de vie et de travail urbains. *L'homme marginal* de Park témoigne des entraves psychosociales et culturelles qu'éprouvent les migrants au cours du processus d'intégration dans la société états-unienne des années 1920 (Azevedo,

3 GALBRAITH John Kenneth, 1979, *The nature of mass poverty*, Cambridge, Harvard University Press, 150 p.

1993). L'individu marginal, tiraillé entre deux systèmes de valeurs divergents, tend à préserver les caractères sociaux de sa culture d'origine, tout en adoptant les valeurs de la culture dominante (*ibid.*). De même, selon Louis Wirth, « une fois installé dans son quartier, chaque groupe tend à reproduire, aussi fidèlement que le permettent les nouvelles conditions, la culture à laquelle il était habitué dans son ancien habitat » (2006, p. 236). Mais il est important de souligner que cet « homme marginal », s'il est inadapté au monde moderne, est bien partagé entre deux mondes : il apparaît comme le moteur du progrès, de la « civilisation », et n'est en rien une figure archaïque.

L'*étranger* de Georg Simmel, l'*homme marginal* de Robert Park et le *hobo* de Nels Anderson sont quelques-unes des figures de ces travaux qui s'attachent à **l'étude des comportements psychosociaux et culturels des « marginaux »**. Ces derniers sont appréhendés au travers de leur **déviance face à une norme sociale urbaine**. Le *hobo*, individu inadapté au monde moderne, se trouve privé de domicile par le mode de production américain (Anderson, 1993). La vie de ces ouvriers migrants du tournant du 19^e et du 20^e siècle, sans domicile ni travail fixe, oscille entre débrouillardise et acceptation de la dépendance (*ibid.*). La marginalité naît de déficiences personnelles mais aussi de certaines entraves qui nuisent à l'insertion des individus dans les modes de vie et de travail urbains. Howard S. Becker, lui, s'attache davantage au processus au terme duquel des individus sont étiquetés comme déviants, comme étrangers au groupe, et leurs réactions à ce jugement, plutôt qu'aux caractéristiques personnelles et sociales de ces « transgresseurs » (1985, p. 32-33)⁴. L'ensemble de ces travaux n'explore toutefois pas tant le *pourquoi* que le *comment* de la marginalité.

Parallèlement à l'apport de l'École de Chicago, il faut également souligner l'importance des travaux de l'École de Birmingham, des *Cultural Studies*, dans l'enrichissement des recherches sur la condition des classes populaires, leur système de valeurs et l'organisation concrète de leur existence quotidienne. Les chercheurs de l'École de Birmingham tentent de comprendre dans quelles mesures la culture des classes populaires fonctionne comme contestation de l'ordre social ou, à l'inverse, comme mode d'adhésion aux

4 « les groupes sociaux créent la déviance en instituant des normes dont la transgression constitue la déviance, en appliquant ces normes à certains individus et en les étiquetant comme des déviants. De ce point de vue, la déviance n'est pas une qualité de l'acte commis par une personne, mais plutôt une conséquence de l'application, par les autres, de normes et de sanctions à un "transgresseur". [...] Qu'y a-t-il de commun à tous ceux qui sont rangés sous l'étiquette de déviant ? Ils partagent au moins cette qualification, ainsi que l'expérience d'être étiquetés comme étrangers au groupe. Cette identité fondamentale sera le point de départ de mon analyse : je considérerai la déviance comme le produit d'une transaction effectuée entre un groupe social et un individu qui, aux yeux du groupe, a transgressé une norme. » (Becker, 1985, p. 32-33)

rapports de pouvoir (Mattelart et Neveu, 2003). Richard Hoggart, l'un des pères fondateurs des *Cultural Studies*, tout en s'attachant à dévoiler l'ethnocentrisme de classe sur lequel reposent la plupart des analyses sociologiques des classes populaires, met en évidence un ensemble d'attitudes et de comportements qui seraient commandés par la conscience confuse du sentiment d'appartenance irréversible à une communauté soumise aux mêmes contraintes, comme la valorisation sentimentale du cercle familial et la bipartition de l'univers social entre « eux » et « nous » (Hoggart, 1970).

1.2. La marginalité comme phénomène structurel

À la fin des années 1960 et au cours de la décennie 1970, la marginalité est envisagée dans une dimension non plus socioculturelle mais socioéconomique. **La focale d'analyse ne porte plus sur les individus mais sur le mode d'accumulation capitaliste et les caractéristiques spécifiques qu'il adopte dans les pays qui ont connu un développement industriel tardif.** Devant le constat de la persistance des disparités – entre pays industrialisés et pays dits « en développement » d'une part, et au sein du milieu urbain d'autre part –, les théories se radicalisent. Le tiers-mondisme triomphe autour des questions de l'impérialisme, de l'« échange inégal », de l'exploitation des masses et des luttes sociales. Le rattrapage prédit n'ayant pas eu lieu, la marginalité est envisagée en termes structurels. Elle est désormais perçue comme un phénomène non plus provisoire mais amené à durer.

De la dégradation des termes de l'échange à la théorie de la dépendance

Les théoriciens de la Commission Économique pour l'Amérique Latine (CEPAL) mettent en avant la dégradation des termes de l'échange dont les États périphériques – les pays dits « en développement » et notamment ceux d'Amérique latine – souffriraient dans leur commerce avec les États centraux – les pays industrialisés. La marginalité est analysée comme **une conséquence indirecte de la domination exercée par les économies des États centraux** sur celles de la Périphérie. Les analystes de la CEPAL rejettent l'idée d'un mouvement « naturel » d'insertion progressive de la main d'œuvre excédentaire dans le secteur moderne et soulignent l'importance de l'intervention de l'État dans ce processus (Azevedo, 1993).

Des théories plus radicales rattachées à l'école marxiste, dites « **dépendantistes** », voient également le jour. Des auteurs tels que **Manuel Castells** dénoncent une « urbanisation

dépendante » (1971, 1981), fruit d'un système capitaliste périphérique. « Le processus d'urbanisation devient donc l'expression, au niveau de l'espace, de cette dynamique sociale, c'est-à-dire de la pénétration, par le mode de production capitaliste historiquement formé dans les pays occidentaux, du reste des formations sociales existantes, situées à des niveaux différents du point de vue technique, économique et social » (Castells, 1981, p. 64)⁵. Castells préfère, par ailleurs, à la notion de « marginalité » celle de « contradiction », qui rend davantage compte de l'organisation sociale des couches populaires dont les objectifs coïncident rarement avec les fins socialement reconnues, c'est-à-dire les intérêts de la « classe dominante » (1981, p. 78-80).

Licia Valladares et Magda Prates Coelho soulignent l'influence de la pensée marxiste sur les études urbaines brésiliennes au cours des années 1970. Le sociologue brésilien Kowarick développe la notion de « spoliation urbaine » qui met en avant la dimension politique de l'urbanisation et la double spoliation des classes populaires : ces dernières, asservies au capital et à la logique de la croissance métropolitaine, sont progressivement exclues des services de consommation collectifs (Valladares et Prates Coelho, 1995). L'incorporation du paradigme marxiste français dans la recherche urbaine latino-américaine a été particulièrement féconde. L'espace urbain n'est plus pensé comme autonome mais comme produit de la société (*ibid.*). De plus, les problèmes urbains prennent une dimension politique : les rapports entre l'État et les classes sociales sont désormais au cœur de l'analyse des contradictions urbaines (*ibid.*).

Ces approches reposent sur les travaux de **Fernando Enrique Cardoso et Enzo Faletto**⁶ (1978), selon lesquels la dépendance découle de l'articulation des intérêts du capitalisme national avec ceux du pôle capitaliste dominant. À la différence des théoriciens de la CEPAL, Cardoso et Faletto mettent l'accent non pas tant sur une division internationale du travail inégale que sur **les liens entre intérêts externes et internes dans le processus de domination**. Pour les théoriciens dépendantistes – et ils se démarquent clairement en cela des approches antérieures –, la croissance économique ne résoudra pas spontanément le problème du manque de capacité intégratrice des États latino-américains. Reprenant les concepts marxistes de « surpopulation relative » et d'« armée industrielle de réserve », ces chercheurs

5 « Cette "urbanisation dépendante" se caractérise, en Amérique latine, par un décalage entre les taux de population urbaine et le niveau de production, l'absence de relation directe entre industrialisation et urbanisation, un profond déséquilibre dans le réseau urbain au bénéfice d'une agglomération macrocéphale, l'accélération exponentielle du processus d'urbanisation, le manque d'emplois et de services pour les nouvelles populations urbaines, le renforcement de la ségrégation socio-spatiale et un inégal accès à la consommation » (Castells, 1981, p. 80).

6 Cardoso et Faletto, 1970, *Dependência e Desenvolvimento na América Latina*, Rio de Janeiro, Zahar.

analysent la marginalité comme l'une des conséquences du système capitaliste qui produit un excédent de main d'œuvre et crée des régimes d'accumulation excluants par nature. La marginalité ne proviendrait donc pas d'un manque de croissance économique mais des spécificités de ce capitalisme dépendant.

La marginalité comme expression de la modernité

L'Argentin **José Nun** conçoit la population « marginale » comme un « sous-prolétariat *afonctionnel* ou *dysfonctionnel* » : si elle est bien produite par le système capitaliste, elle n'est pas indispensable à la reproduction de ce dernier. L'importance de cette « masse marginale » est un phénomène propre au *capitalisme périphérique* qui est dysfonctionnel par rapport au capital et exclut une part croissante de la population (Nun, 1969 ; Mallard, 1997). Le marché du travail est rythmé par la dynamique d'accumulation, qui expulse ou absorbe de la main d'œuvre selon ses besoins. La population exclue forme l'armée industrielle de réserve. Cependant, dans les pays latino-américains, il existe une autre masse de travailleurs, qui est, elle, excédentaire, et non nécessaire au processus d'accumulation du capital. Cette thèse remet en question un certain « hyperfonctionnalisme » qui surévaluait la fonctionnalité des couches populaires dans la reproduction du système capitaliste. Par ailleurs, selon José Nun, l'afonctionnalisation des excédents de population permet d'éviter qu'ils ne deviennent dysfonctionnels, et donc potentiellement dangereux pour le système (Nun, 1969 ; Svampa, 2002).

Pour le Péruvien **Aníbal Quijano** en revanche, le « pôle marginal » a bien un caractère fonctionnel dans la dynamique d'accumulation capitaliste, puisque le faible excédent qu'il dégage n'est pas réinvesti mais transféré au pôle économique dominant par divers canaux, notamment à travers l'achat, par les populations pauvres, de biens de consommation industriels coûteux (Quijano, 1971 ; Mallard, 1997). Aníbal Quijano met également l'accent sur les inégalités d'accès aux moyens de production (Quijano, 1971). La position hégémonique des nouvelles formes de capitalisme a une incidence sur les fonctions et les caractéristiques des éléments antérieurs (*ibid.*). Certaines activités économiques sont amenées à occuper le niveau le plus bas, du fait d'une perte constante des ressources de la production et du marché dont elles disposaient jusqu'alors et/ou de leur incapacité à accéder aux nouveaux moyens de production que suppose le développement technologique (*ibid.*). Elles constituent ainsi un produit subalterne du système capitaliste dépendant.

Les théories dépendantistes innovent sur de nombreux points, notamment en démontrant que la croissance économique ne résoudra pas spontanément le problème de la « pauvreté » et

en repensant les rapports entre « développement » et « sous-développement ». Elles inscrivent ces rapports dans une vision historique des transformations des États « périphériques » en fonction de leur insertion dans le système capitaliste mondial. Le « sous-développement » n'est plus appréhendé comme une sorte d'état « naturel », ainsi que le sous-tendait la thèse de Rostow. De même, **la marginalité n'est plus envisagée comme une forme de survivance d'un passé traditionnel mais bien comme l'expression d'un présent déjà moderne** (Svampa, 2002).

2. INFORMALITÉ ET CRISE

Dans un contexte de crise et face à l'explosion de ce qui était perçu comme « marginal » dans l'espace urbain, l'informel prend le pas sur la marginalité. Les années 1970 privilégient les études empiriques avec la mise en avant d'un « secteur informel ».

2.1. Les prémices de l'informalité

La notion de « secteur informel » a une double origine africaine. En 1971, l'anthropologue anglais **Keith Hart** est le premier à employer l'adjectif « informel » dans ses recherches au Ghana mais il se réfère alors uniquement aux opportunités de revenu (et non à un quelconque secteur). Le terme « informel » est un anglicisme qui signifie « irrégulier, qui ne respecte pas les formes ou les formalités ». Une année plus tard, la notion de « secteur informel » est popularisée par le « **rapport Kenya** » du Bureau International du Travail (BIT)⁷. Les travaux du BIT mettent en avant la petite taille et le caractère familial des unités de production, l'absence d'observation de la réglementation, la facilité d'entrée, l'utilisation de ressources locales, ainsi que le faible niveau technologique (Charmes, 2003 ; Lautier, 2004).

Suite à ces études, les économistes du Programa Regional de Empleo para América Latina y el Caribe (**PREALC**) [Programme pour l'Emploi en Amérique latine et dans les

⁷ HART Keith, 1971, « Informal income opportunities and urban employment in Ghana », présenté à la Conférence sur le sous emploi urbain en Afrique, Institute of Development Studies, University of Sussex, publié dans le *Journal of Modern African Studies*, vol. 11, n°1, p. 61-90. ; BIT, 1972, *Employment, incomes and equality. A strategy for increasing productive employment in Kenya*, Genève, OIT.

Caraïbes], antenne régionale du BIT siégeant à Santiago du Chili, multiplient les études de terrain⁸. Le but de ces recherches est d'évaluer l'importance quantitative, dans les grandes villes latino-américaines, des petits métiers, commerces de rue et petits ateliers de fabrication créés par les plus pauvres et de caractériser ces activités. Ce sont là deux champs d'étude délaissés par les théoriciens de la marginalité qui mettent en évidence le poids social considérable de ces micro-activités populaires désormais qualifiées d'« informelles » (Mallard, 1997). D'après les enquêtes effectuées, elles concernent alors entre 30 et 60% des actifs ayant un emploi (Pérez Sáinz, 1991). L'accent est dorénavant mis sur les **interactions entre système formel et système informel**, plutôt que sur les effets de dépendance et de domination. Les économistes du PREALC rejettent la vision dualiste des théories de la marginalité. Pour ces derniers, la structure de production des États latino-américains, bien qu'hétérogène et hiérarchisée, est *unique* : **le « secteur informel » est au bas de l'échelle sociale mais il fait partie intégrante du système capitaliste** (Pérez Sáinz, 1991)⁹. Les théoriciens de l'informalité s'attachent ainsi à dévoiler, d'une part, ses articulations avec le processus d'accumulation, et, d'autre part, ses fonctions vis-à-vis du capital. Contre la thèse de l'a-fonctionnalité des micro-activités populaires, ils mettent en avant le rôle positif qu'elles jouent dans la valorisation du capital.

2.2. Informalité et crise de l'État

L'informalité dans un contexte néolibéral

Au milieu des années 1970, la valorisation du potentiel de croissance de ces micro-activités populaires apparaît comme un moyen de limiter les coûts sociaux de la crise du modèle d'industrialisation en vigueur depuis plusieurs décennies : le modèle de substitution d'importation. Cette valorisation s'inscrit dans la nécessité urgente de proposer de nouvelles stratégies d'action aux pouvoirs publics. Dans un contexte de libéralisation de l'économie et de désengagement de l'État, le « secteur informel » est valorisé par les tenants de l'idéologie

8 cf. par exemple PREALC, 1978. *Sector informal : funcionamiento y políticas*. Santiago, OIT.

9 Le PREALC définit le « secteur informel » comme « l'ensemble des unités productives – y compris celles n'ayant qu'un seul travailleur à son compte – qui sont le refuge de ceux qui, étant exclus du secteur moderne, sont dans l'obligation d'inventer de nouveaux modes d'obtention de revenus avec un très faible capital et d'autres ressources complémentaires au travail » (Mezzer J. cité par Pérez Sáinz, 1991, p. 35).

néolibérale, dont l'économiste et chef d'entreprise péruvien **Hernando De Soto**¹⁰. Selon ce dernier, l'excès de régulation étatique contraint les entrepreneurs populaires à se réfugier dans la clandestinité. Le « secteur informel » – qu'il assimile à une forme de « capitalisme populaire » – témoigne d'un fort dynamisme économique mais il est entravé par l'intervention étatique. L'une des conditions premières pour sortir du « sous-développement » serait par conséquent la déréglementation (De Soto, 1994). Dans son célèbre livre *L'autre sentier*, l'économiste en appelle à une « révolution informelle » (*ibid.*)¹¹. Bien que de nombreux auteurs aient dénoncé son manque de rigueur scientifique (Pérez Sáinz, 1991), la thèse de De Soto n'en a pas moins eu un fort retentissement dans toute l'Amérique latine¹². Ce succès doit beaucoup à la principale critique dont « l'autre sentier » était porteur : la remise en question de l'interventionnisme étatique qui avait constitué la base des stratégies de développement des décennies antérieures.

Un État contesté

L'informalité économique est rapidement appliquée à l'habitat : les quartiers auparavant qualifiés de « marginaux » deviennent des quartiers d'habitat « informel », fruits des filières « informelles » de production du logement. Le « secteur informel » est valorisé, au même titre que l'autoconstruction et la participation populaire. Le regard porté sur les habitants des quartiers irréguliers se charge de valeurs positives : de « marginaux », ils deviennent « micro-entrepreneurs ». Comme énoncé plus généralement dans le champ de l'aide au développement, « *le pouvoir ne consiste pas nécessairement à transformer la réalité, mais à la problématiser différemment*, à en proposer une nouvelle représentation pour provoquer l'illusion du changement » (Rist, 2001, p. 129-130, en italique dans le texte). Alors que les théoriciens de la « marginalité » portaient un regard critique sur le fonctionnement et les transformations accélérées des sociétés « périphériques », la mise en avant du « secteur informel » légitime le pouvoir d'État qui affiche ainsi sa volonté d'action dans le domaine de la « pauvreté » urbaine. Ainsi que le souligne Claude de Miras, l'interventionnisme étatique s'entend ici dans un sens restrictif, puisqu'il s'agit bien d'afficher sa volonté d'action mais

10 DE SOTO Hernando, 1986, *El otro sendero: la revolución informal*, Lima, Instituto Libertad y Democracia, 317 p.

11 Dans la préface à l'édition française, l'auteur présente ainsi son livre : « Cet ouvrage décrit l'émergence d'une nouvelle classe, acteur de la révolution menée contre un système légal qui constitue une véritable barrière contre le développement » (De Soto, 1994, p. 5).

12 L'ouvrage a connu un franc succès en Amérique latine puis dans le monde entier, notamment dans les pays anglo-saxons.

pas nécessairement d'agir réellement (1991, p. 111-112). Cette réorientation n'est pas neutre, puisqu'elle permet d'écarter une problématique qui, du social, en venait à questionner le politique (*ibid.*). Avec le « secteur informel », l'État se limite essentiellement à proposer des réponses techniques (en matière de crédit, de formation, etc.). La mise en avant d'un « secteur informel » apparaît dans une situation historique précise et sert d'« exorcisme : devant la faillite des politiques de développement, l'appel incantatoire au "secteur informel" chasse les démons, efface les erreurs, permet de repartir sans cesse à zéro » (Lautier *et al.*, 1991, p. 5).

Dans un contexte de désengagement des États sur les plans économique et social, les stratégies de survie des populations, qui passent par des filières « informelles », non officielles, sont valorisées. Autrement dit, la promotion de l'« informel » légitime implicitement le désengagement de l'État. Son rôle en matière de politiques sociales est repensé au profit de nouveaux acteurs : organisations de la société civile et collectivités locales dans le cadre de la décentralisation. La régulation urbaine est déléguée, pour partie, à des opérateurs extérieurs au champ politico-administratif. Un principe *différencié* de gestion de l'espace se met alors en place : d'un côté, les grandes entreprises de services urbains privatisés ; de l'autre, les organisations non gouvernementales, les associations d'habitants et les associations religieuses qui investissent les territoires délaissés aussi bien par ces entreprises que par l'État (Prévôt-Schapira, 2000a). La mode interventionniste est passée : l'État ne donne plus mais il assiste, facilite, accompagne les micro-entreprises, encourage les habitants des quartiers irréguliers à s'organiser pour améliorer leur quotidien, etc. (Baby-Collin, 2000).

La « crise urbaine » témoigne des difficultés rencontrées par l'État pour remplir ses fonctions essentielles, notamment dans le domaine du contrôle du territoire, des infrastructures et des dépenses sociales. Devant ces défaillances, l'« informel » est amené à jouer le rôle d'une instance de régulation : il permet au système de fonctionner tant bien que mal. **Le passage du discours du « tout État » au « tout informel » est particulièrement significatif : il rend compte de l'incapacité étatique à maîtriser le processus d'urbanisation et à assurer les services publics de base** (Hugon, 1993). Face à cette crise, de nombreux acteurs contestent la légitimité de l'« omnipotence » étatique (comme les institutions multilatérales, les entreprises privées et les collectivités locales), d'autres viennent pallier les manques les plus criants, en assurant un service collectif minimum aux populations en difficulté (acteurs de la « société civile » notamment).

2.3. La valorisation des stratégies populaires

La rationalité des pratiques résidentielles des couches populaires

La fin des années 1970 semble ainsi indiquer de nouvelles tendances. De nouveaux acteurs apparaissent sur le devant de la scène internationale : après les institutions multilatérales, les organisations non gouvernementales (ONG) font leur entrée non seulement dans le secteur de l'« aide au développement » mais également dans le champ de la production de connaissances. Au cours de « Habitat I », la Conférence des Nations Unies sur les Établissements Humains qui a lieu à Vancouver en juin 1976, le Forum de l'Habitat – c'est-à-dire la section des ONG – se démarque, notamment du fait de la présence de l'architecte et urbaniste anglais **J.F.C. Turner**. Ce dernier est l'un des rares auteurs qui, dès les années 1960, ne voit pas dans l'habitat « marginal » une « pathologie » des villes « en développement » mais, au contraire, **une réponse créative des couches populaires aux défaillances du processus de modernisation** (Turner, 1979). Il met en avant la rationalité des pratiques résidentielles des citoyens pauvres, puisque selon lui :

« un grand nombre de communautés d'habitat spontané d'Amérique latine offrent une alternative hautement satisfaisante pour les faibles revenus. Elle se caractérise par le développement progressif, conformément au rythme auquel les familles érigent leurs logements, comme leur communauté ; par étape, au rythme que leur permettent leurs ressources » (Turner, cité par Yapi-Diahou, 2000, p. 69).

L'architecte-urbaniste anglais, avec les membres de son association, l'AHAS (Associated Housing Advisory Services), acquis aux principes de la recherche-action (Turner, 1979, p. 197), fonde sa thèse sur trois principes fondamentaux : l'autonomie accrue des habitants dans la construction de leurs milieux de vie, l'emploi de techniques appropriées localement et le respect de l'environnement (*ibid.*, p. 186-191). Les modes de construction de l'habitat doivent accroître le contrôle qu'ont les populations sur leur propre existence. Les idées défendues par l'AHAS sont à l'origine d'une des principales recommandations d'Habitat I : faire de l'« autoconstruction assistée » le remède majeur à l'extension des quartiers irréguliers. Ces analyses sont néanmoins en butte à de fortes critiques, tant des milieux conservateurs qui dénoncent l'atteinte à la propriété privée, que des milieux progressistes et révolutionnaires qui y voient une acceptation des injustices sociales engendrées par le système capitaliste (Mallard, 1996).

À la suite de Turner, des chercheurs tels qu'Alain Durand-Lasserre (1986) soutiennent que les filières « informelles » d'accès au sol et les formes d'autoconstruction sont les mieux

adaptées aux difficultés de gestion des États¹³. Vernière voit dans ce « laisser-aller relatif [...] une forme de sagesse » (1973, p. 605). Ces analyses ont également influencé les recherches argentines : Hardoy, le fondateur du Centro de Estudios Urbanos y Regionales, et Satterthwaite dénoncent l'inadéquation des normes officielles aux besoins des populations et opposent les « véritables constructeurs des villes du Tiers Monde » aux « technocrates et bureaucrates » (Hardoy et Satterthwaite, 1987, p. 28-29). L'habitat irrégulier, tel un organisme vivant qui évolue en fonction des ressources et des besoins des populations, est désormais pensé comme « un processus particulier de transformation sociale, dans une période de transition constante et vitale » (*ibid.*, p. 79).

Vitalité des liens sociaux et stratégies de survie

De vestiges du passé, les quartiers irréguliers deviennent des « porteurs d'espoir », et ce, non pas seulement aux yeux des néolibéraux, car la crise des années 1980 a montré que les stratégies de survie mises en places par les populations « marginales » ou « informelles » pouvaient s'avérer efficaces. « Les "acteurs du bas" ont inventé, innové, créé des activités satisfaisant les besoins essentiels. Les économies non officielles [...] ont constitué des modes d'accommodement, d'ingéniosité, de vie ou survie du plus grand nombre » (Hugon, 1992, p. 212). Les tenants de l'« économie populaire » s'attachent à décrire, au-delà des carences, les initiatives et les nouvelles formes de créativité populaire, « la mobilisation et la mise en activité du monde des pauvres » (Razeto, 1991, p. 29). Face au manque de capacité intégratrice des États, l'accent est mis sur la vitalité des liens sociaux autour de la famille, des communautés et des organisations de base. Les recherches sur les stratégies de survie des populations marginales se développent, comme celles de l'anthropologue mexicaine Larissa Lomnitz qui cherche à comprendre comment survivent ces marginaux (1983). Elle met notamment en avant des mécanismes de réciprocité, tout un système d'échanges qui se base sur les ressources de la parenté et de l'amitié, sur des relations sociales durables, et non dépendantes des aléas du marché (*ibid.*).

13 « Les pratiques informelles, dans leur diversité, constituent les réponses populaires à une exclusion à laquelle les pouvoirs publics participent, soit activement, soit par omission ou démission » (Durand-Lasserre, 1986, p. 110).

3. « LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ » ET TECHNICISATION DU DISCOURS

Si la mise en avant du « secteur informel » annonçait la crise des politiques de « développement », le discours sur la pauvreté l'entérine. Ce glissement symbolise la fin d'une époque où l'on pensait lutter contre les causes du « sous-développement ». Les analyses théoriques sont dépassées, l'heure est au pragmatisme et à l'action – ou plutôt à l'assistance.

3.1. Lutte contre la pauvreté et *capabilities*

Ce changement de perspectives inaugure la tournure que prend l'« aide au développement » au cours des années 1980. Les deux « décennies pour le développement » se sont soldées par un échec cuisant : non seulement le « rattrapage » prédit n'a pas eu lieu mais les disparités entre pays et au sein même des pays se sont creusées. Dans un tel contexte, l'ONU abandonne son défi. Les années 1980 sont celles de la « décennie perdue »¹⁴ et des « ajustements structurels ». Face à la « crise de la dette », les institutions de Bretton Woods multiplient les plans d'ajustement structurel dans les pays des « suds » afin de rétablir certains équilibres comptables jugés indispensables à l'équilibre du système international. Elles préconisent notamment l'ouverture des frontières ; la diminution des subventions à l'industrie et au commerce exportateur ; le retrait de l'État, qui signifie la privatisation des entreprises du secteur industriel et celles du service public ; la déréglementation et la simplification des codes et législation aux niveaux salarial, fiscal, social, etc.¹⁵

Cette orthodoxie libérale a un coût social très élevé. C'est pourquoi elle connaît une inflexion à la fin des années 1980. L'ajustement est désormais « à visage humain », une plus grande attention est portée aux questions de la « pauvreté », comprises dans un sens minimal de « besoins fondamentaux ». Le discours autour de la « lutte contre la pauvreté », porté notamment par la Banque Mondiale, se développe au cours des années 1970-1980 et devient prépondérant à partir de 1990. La technicisation du discours passe par une quantification des « pauvres », en termes de pauvreté absolue, pauvreté relative ou de besoins fondamentaux,

14 Cette crise se manifeste notamment par une forte baisse du taux de croissance économique, l'explosion de la dette extérieure et de l'inflation, le creusement des déficits budgétaires, ainsi que par une forte augmentation de la « pauvreté ».

15 Ces diverses préconisations sont formalisées dans le « Consensus de Washington », expression utilisée pour la première fois en 1989 par l'économiste John Williamson pour désigner ses dix recommandations à l'usage des États voulant réformer leurs économies.

mais aussi par l'injonction à l'auto-organisation. Après le PNUD, la Banque mondiale se rallie aux thèses d'Amartya Sen et porte toute son attention sur le renforcement des *capabilities*, ces « capacités à faire et à être », des pauvres et sur leur *empowerment* (Lautier, 2004). L'auto-organisation des pauvres est alors promue au nom de la participation de la société civile, du renforcement de leurs *capabilities*, de leur *empowerment*, ou encore de leur « capital social », dans sa version popularisée par Robert Putnam¹⁶. Les réseaux communautaires ne sont plus présentés comme des obstacles à la modernisation ou des résurgences d'un passé archaïque mais sont réinterprétés en termes de « capital social » (Svampa, 2005).

Les principaux indicateurs de la pauvreté

La Banque mondiale établit un double seuil de pauvreté pour tous les pays, la *pauvreté absolue*, en dessous duquel les personnes sont considérées comme « pauvres » : le premier est fixé à un dollar quotidien en parité de pouvoir d'achat (PPA) et le second à deux dollars PPA. La *pauvreté relative* est censée prendre en compte des critères nationaux pour définir un niveau de vie minimum. La *ligne d'indigence* correspond à la somme d'argent nécessaire pour acheter un panier de biens servant à la stricte reproduction de l'individu, calculé selon le nombre de calories jugé vital. Si l'on applique à cette ligne un multiplicateur dit d'Engel pour tenir compte des dépenses d'habillement, de transport et de logement, on obtient la *ligne de pauvreté*.

Divers indicateurs statistiques plus qualitatifs et multidimensionnels sont également utilisés pour définir la pauvreté. Sous l'impulsion de Robert McNamara, la Banque mondiale lance la politique des *basic needs* (ou *besoins fondamentaux*), dès les années 1970. L'indicateur utilisé, les *nécessités de base insatisfaites* (NBI), définit la *pauvreté structurelle*. Il évalue les populations défavorisées selon des variables de qualité de vie, telles que l'eau, l'habitat, l'assistance scolaire des mineurs et le mobilier du foyer.

En 1990, le PNUD introduit un nouvel indicateur composite dans son premier Rapport mondial sur le développement humain : l'*Indicateur de Développement Humain*. L'IDH comprend trois éléments : la santé (mesurée par l'espérance de vie à la naissance), le niveau d'éducation (mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes et le taux de fréquentation scolaire aux trois niveaux) et le niveau de vie (PIB exprimé en dollars PPA). En 1997, le PNUD crée un autre indicateur, qui est lui spécifique aux pays dits « en développement » : l'*Indicateur de Pauvreté Humaine* (IPH). Indicateur de vulnérabilité plus que de dénuement, il prend en compte les dimensions les plus élémentaires des manques et déficits affectant la vie humaine : faible longévité ; manque d'éducation de base ; absence d'accès aux ressources privées et publiques, indicateur de la capacité de jouir d'un niveau de vie décent en termes de biens économiques¹⁷.

16 Selon Robert Putnam, le « capital social » renvoie aux réseaux qui relient entre eux les membres d'une société et aux normes de réciprocité et de confiance qui en découlent. L'érosion de ce capital menacerait les démocraties contemporaines, en faisant reculer le civisme et la participation politique (Mayer, 2003). Ces travaux ont connu un franc succès, notamment auprès de la Banque mondiale et de l'OCDE.

17 Les variables de l'IPH sont : le pourcentage d'individus risquant de décéder avant 40 ans, le pourcentage d'adultes analphabètes et les services procurés par l'économie dans son ensemble (qui est formé par la moyenne arithmétique de trois sous-indicateurs : le pourcentage d'individus n'ayant pas accès aux services de santé et à l'eau saine et le pourcentage d'enfants de moins de cinq ans victimes de malnutrition).

La base conceptuelle et méthodologique de l'approche de la « pauvreté humaine » du PNUD se trouve dans les travaux d'Amartya Sen¹⁸. L'économiste indien se démarque des approches en termes de *besoins fondamentaux* pour poser le « problème de la pauvreté » en termes de *capabilities*, c'est-à-dire en termes de justice sociale et d'inégalités. Il s'attache aux connotations légales, aux implications politiques et à la pertinence sociale de ce « problème » – sans nier pour autant l'importance des facteurs économiques. L'accès de certains groupes de population à certains biens dépend essentiellement de facteurs légaux – ou semi-légaux – et économiques. Pour Amartya Sen, « l'allocation d'une personne équivaut à l'ensemble des différents paniers alternatifs de biens qu'une personne peut acquérir en utilisant les différents canaux légaux d'acquisition ouverts à quelqu'un dans sa position » (Sen cité par Destremau et Salama, 2002, p. 74). L'incapacité qu'ont certains groupes de population à se procurer un bien est davantage productrice de famine que la pénurie.

3.2. Le leadership doctrinal des institutions internationales

Les années 1980 voient la montée des instances multilatérales et des ONG dans le champ des producteurs de connaissances, au détriment du milieu de la recherche. Les institutions de Bretton Woods exercent un véritable « leadership doctrinal ». La notion d'informalité, plus particulièrement sous l'expression « secteur informel », est ainsi une des rares notions à avoir été créées par une institution internationale avant d'être abondamment utilisées par les chercheurs, les hommes politiques et le milieu associatif (Lautier, 2004).

« Habitat II », la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains qui s'est déroulée à Istanbul en 1996, a été marquée par l'émergence des collectivités locales dans le champ de l'« aide au développement », notamment par le biais de la « coopération décentralisée ». Tirant partie de ces enseignements, la Banque Mondiale lance le programme « Cities Alliance » qui associe bailleurs de fonds (Institutions multilatérales et bilatérales de coopération) et municipalités. Ce programme a pour objectif de définir les stratégies de développement des villes avec pour priorité la « lutte contre la pauvreté urbaine »¹⁹. Il a pour ambition de devenir le cadre de référence de toutes les réflexions et actions du développement urbain. « Une fois de plus, la Banque Mondiale démontre que l'hégémonie intellectuelle est la meilleure manière d'affirmer une direction politique » (Massiah, 2000). Cette hégémonie rend compte de la tendance à la marginalisation du milieu

18 Le PNUD souligne, dans son Rapport mondial sur le développement humain de 1997, que « la pauvreté peut signifier davantage que l'absence de ce qui est nécessaire au bien-être matériel. La pauvreté, c'est aussi la négation des opportunités et des possibilités de choix les plus essentielles au développement humain ».

19 Cities Alliance a comme slogan « Cities without Slums », « Villes sans bidonvilles ».

de la recherche urbaine. La mise en place d'une nouvelle forme d'expertise collective internationale privilégie le savoir-faire au détriment du savoir scientifique, et la promotion de ce *savoir-faire* prend bien souvent un caractère normatif, à travers la mise en avant des « bonnes pratiques ».

Par ailleurs, de nombreuses études actuelles tendent à banaliser la recherche urbaine sur les pays des « suds ». « La thèse de la "ville globale" postule un universalisme du fait urbain et privilégie une mécanique descendante de prise de décision à partir des seuls modèles occidentaux » (Le Bris, 2000). Difficile pourtant d'appréhender de la même manière les évolutions des quartiers d'habitat social des villes européennes ou états-uniennes à celles des quartiers d'habitat irrégulier des villes africaines ou latino-américaines, d'assimiler les formes d'insertion urbaine, les phénomènes de l'« informalité », de la « pauvreté urbaine », etc., des différents continents, et même des différents pays. L'un des principaux défis de la recherche urbaine est alors de réaffirmer la nécessité de « penser la ville dans des configurations singulières et non réductibles à des modèles à prétention universelle » (*ibid.*).

4. LA VILLE FRAGMENTÉE

Au cours des années 1990, la recherche urbaine s'enrichit des analyses autour de la ville globale et de la fragmentation. La thèse de la « ville globale » rend compte de l'émergence d'un nouveau type de ville dans le cadre de la globalisation des activités économiques (Sassen, 1996)²⁰. Elle s'inscrit dans le cadre de réflexions sur les mutations en cours qui semblent remettre en cause le modèle de la ville industrielle, développé en Europe à la fin du 19^e siècle, et sur l'inadaptation des outils d'analyse traditionnels face à de tels processus.

4.1. De la ville duale à la ville fragmentée

Manuel Castells voit dans les mutations des années 1990 l'apparition d'une « ville duale » comme conséquence du développement contradictoire de la nouvelle économie

20 Sassen Saskia, 1991, *The global city : New York, London, Tokyo*, Princeton, Princeton university press, 397 p.

informationnelle (cité dans Valdès, 2007). Selon le sociologue, si divers groupes sociaux partagent bien le même espace, ils vivent dans des mondes radicalement différents en termes de styles de vie et de position structurelle dans la société (*ibid.*). L'ensemble de ces recherches étudie les liens entre éclatement spatial et social. Elles s'attachent à l'analyse du « processus d'éclatement d'un objet spatial considéré comme porteur d'une unité sociale, l'éclatement spatial apparaissant tantôt comme la traduction ou la conséquence, tantôt comme la cause de l'éclatement social »²¹ (Navez-Bouchanine, 2002, p. 5-6). Vidal Rojas rend ainsi compte de l'émergence de frontières intra-urbaines déterminant des zones monofonctionnelles qui acquièrent une identité propre alors que l'identité de la ville dans son ensemble tend à se dissoudre (Valdès, 2007).

La ville apparaît divisée en fragments qui se caractérisent par la faiblesse de leurs interactions, les opportunités d'échange entre groupes sociaux s'en trouvant d'autant plus réduites. Ces fragments s'insèrent tantôt dans une trame urbaine continue et sont alors peu visibles à l'œil nu, tantôt dans une trame discontinue constituant dans leur forme extrême de véritables îlots hermétiques (Valdès, 2007). Le développement urbain serait marqué par une discontinuité généralisée et une urbanisation en « patchwork ». Françoise Navez-Bouchanine voit dans ces études une certaine similitude avec les analyses décrivant les lotissements irréguliers comme de la « non-ville » (2002b). **De nouvelles formes de ségrégation socio-spatiale apparaissent, qui remettent en question le modèle centre - périphérie et témoignent de la complexification des phénomènes d'inclusion et d'exclusion et de l'accélération des processus de qualification/déqualification des espaces urbains.**

Cette préoccupation touche plus tardivement la recherche française. Au début des années 1990, en effet, les études urbaines mettent davantage l'accent sur les phénomènes de ségrégation (Brun et Rhein, 1994). Il faudra attendre le tournant du siècle pour que la fragmentation devienne l'un des principaux angles d'observation des phénomènes urbains. En 1999, les auteurs réunis autour du numéro 258 de la revue *Esprit* s'interrogent sur cette ville qui « se défait ». Une « nouvelle question urbaine » émerge qui met à l'épreuve la capacité politique de la ville à intégrer, à « faire société » (Donzelot, 1999). La ville « organique », dont l'unité reposait sur l'interdépendance entre les membres de la société, tend à se fragmenter (*ibid.*). Les auteurs mettent en exergue les liens entre la « question sociale » et la « question urbaine », autrement dit, entre le creusement des inégalités sociales et la fragmentation de la ville « traditionnelle » ou « organique » (Donzelot, 1999 ; Prévôt-

21 C'est l'auteur qui souligne.

Schapira, 1999). Ces recherches interrogent le caractère fragmentaire ou, au contraire, rassembleur des métropoles. Face à des processus d'exclusion renforcés, dont témoigne « l'apparition à la marge de la ville d'une population bloquée, privée d'une véritable voie d'intégration » (Donzelot et Mongin, 1999, p. 85), des processus d'agrégation accrus se font jour. Ces derniers témoignent d'une tendance à la désolidarisation des populations les plus aisées, qui ne veulent plus payer pour les plus pauvres. Elles choisissent ainsi de se mettre à l'écart, pour former un « entre-soi », qui peut aller, dans sa forme extrême, jusqu'à la communauté fermée, ou *gated community*, symbole de « sécession » (Jaillet, 1999). L'archétype de la « ville à trois vitesses » met en avant trois tendances simultanées : un phénomène de périurbanisation très hétérogène, un processus de gentrification et, enfin, la relégation (Donzelot, 2004). Ces approches veulent dépasser une lecture duale de la ville, l'opposition entre exclus et inclus, pour rendre compte d'une fragmentation multidimensionnelle de la ville et de la complexification des logiques d'exclusion et d'inclusion qui dessinent « une géographie plus subtile des lieux » (Jaillet, 1999, p. 148).

4.2. De la ségrégation à la fragmentation

L'attention portée à ces processus de fermeture d'espaces relativement homogènes s'inscrit dans la continuité des études sur la ségrégation urbaine. Ces dernières se développent en France à partir des années 1960 – 1970 en ce qui concerne la géographie (Brun, 1994). Le terme de ségrégation vient du verbe latin *segregare* qui signifie « séparer, mettre un animal à l'écart du troupeau ». Il renvoie donc, étymologiquement, à un acte volontaire et implique, à l'origine, qu'auteur et objet de la ségrégation soient clairement identifiés. On a ainsi pu parler, en Afrique du Sud, durant le régime d'Apartheid, d'un État *ségréguant* les populations noires, d'un État ségrégationniste. Si la ségrégation suppose une distance spatiale, elle n'induit pas nécessairement de distance sociale. Les ghettos juifs, souvent pris comme exemple de ségrégation extrême, regroupaient des populations de toute catégorie sociale (Brun et Rhein, 1994). À son origine, en effet, le terme de ghetto se réfère à l'assignation forcée des Juifs dans des districts spéciaux par les autorités politiques et religieuses des villes d'Europe centrale (comme Venise). Suite aux recherches de l'École de Chicago, la notion est utilisée pour définir un espace relativement homogène du point de vue ethnique, regroupant des membres de communautés récemment immigrées ou des Noirs états-uniens. Le ghetto, pour Wirth, a pour rôle de « [limiter] les effets désorganisateur du "choc des cultures", au prix d'une

ségrégation spatiale qui règle le jeu des proximités et des distances avec le groupe dominant » (Grafmeyer, 1994, p. 90). Comprendre ces articulations entre le proche et le lointain s'avère primordial dans les études sur la ségrégation (*ibid.*), qui sont elles-mêmes au cœur de l'analyse des phénomènes urbains pour l'École de Chicago. La ville est dépeinte comme « une mosaïque de peuples ségrégués qui diffèrent entre eux par la race, la culture ou simplement la religion, chacun d'eux cherchant à préserver ses formes culturelles spécifiques », les éléments de cette mosaïque formant autant d'« aires naturelles » (Park, dans Wirth, 2006, p. 13). Les recherches états-uniennes sur les « ghettos noirs », en revanche, ont fait de la notion de ségrégation une problématique essentiellement sociale : « la question raciale a évolué vers celle de l'*underclass*, socialement caractérisée » (Baby-Collin, 2000, p. 482). Ici, le ghetto désigne, par extension, un espace relativement homogène sur les plans socio-économique et/ou socio-ethnique. À la jonction du social et du spatial, le phénomène de ségrégation renvoie à un fait social de mise à distance et à une séparation physique (Grafmeyer, 1994). Les études mettent tantôt l'accent sur l'action, la mise à l'écart, tantôt sur la situation qui en résulte.

Françoise Navez-Bouchanine insiste toutefois sur l'importance de la distinction entre la fragmentation et la ségrégation (2002b). Les analyses de la fragmentation mettent l'accent sur un processus de rupture avec un ensemble social ou politique. Elles rendent compte d'un « effet de *diffraction* dans les modes de socialisation »²² engendré par la fin d'un modèle d'acculturation sociale, autour du travail industriel et du salariat, porteur d'un « faire société » et d'un ordre urbain fonctionnel (*ibid.*, p. 63). La ségrégation, quant à elle, renvoie à « un principe d'organisation hiérarchique mais unitaire » (*ibid.*, p. 62). Pour Marie-Christine Jaillet, la notion de ségrégation s'avère insuffisante face à la radicalité des phénomènes urbains observés et à l'émergence d'une ville en archipel qui perd sa fonction « agglomératrice » (1999, p. 153). Alors que la ségrégation renvoie à une séparation au sein d'un même espace, la fragmentation, ou la sécession, elles, témoignent d'un éclatement urbain. À la différence de la ville ségréguée, les coupures spatiales de la ville fragmentée sont totales et excluent toute forme de contact²³ (Gervais-Lambony, 2003, p. 121).

22 En italique dans le texte.

23 Selon Robert Ezra Park, « la ville [ségréguée] est un complexe formé de mondes [...] qui se touchent, mais ne s'interpénètrent jamais complètement », un certain degré d'interpénétration est toutefois reconnue (1990, p. 179).

4.3. La ville latino-américaine fragmentée ?

En Amérique latine, le thème de la fragmentation s'est précocement développé au Brésil. Utilisé notamment pour sa valeur heuristique, il a fait l'objet de nombreuses recherches dès le début des années 1990 (Vidal, 1994). Milton Santos, par exemple, associe le phénomène de fragmentation à l'immobilité d'une part croissante de citoyens « prisonniers de l'espace local », la ville apparaissant alors comme « un ensemble de ghettos » (Santos cité dans Vidal, 1994). La notion a peu à peu conquis l'ensemble des recherches urbaines latino-américaines. Marie-France Prévôt-Schapira, géographe française latino-américaniste, voit dans les villes d'Amérique latine des évolutions similaires à celles des *villes globales* de Saskia Sassen (1996) : la globalisation accroît la dualisation de la structure sociale et spatiale des métropoles, une fracture s'instaure entre les bénéficiaires de cette globalisation et ceux qui en sont exclus (1999, 2000a)²⁴. Selon elle, les villes latino-américaines ont perdu leurs vertus intégratrices. Des années 1940 aux années 1960, l'Argentine a connu une période de relative prospérité économique et sociale, marquée par le développement des industries de substitution des importations, du salariat et de la classe moyenne. Les années 1980 ont, en revanche, été marquées par « l'érosion du pacte social populiste qui avait permis d'intégrer tant bien que mal, sur un mode clientéliste, les nouveaux citoyens » (Prévôt-Schapira, 1999, p. 129).

Depuis la « décennie perdue », les villes d'Amérique latine sont fragilisées par des processus de désintégration sociale et de polarisation socio-spatiale accrus (Prévôt-Schapira, 1999, 2000a ; Kaztman *et al.*, 2005). La crise du modèle de substitution d'importation a eu un coût social très élevé, notamment dans les périphéries populaires (Prévôt-Schapira, 1999, 2000a ; Kaztman *et al.*, 2005). Le cordon industriel de l'agglomération portègne²⁵, bastion des syndicats ouvriers péronistes, a connu des licenciements massifs. Marie-France Prévôt-Schapira voit dans les *villas miseria* des archétypes du ghetto (1999, p. 144), marqués par des formes de « territorialité exacerbée » et une « identité restreinte » (2000a, p. 361). Kaztman, Filgueira et Errandonea (2005) lisent des phénomènes similaires dans les tendances urbaines actuelles à Montevideo. Selon eux, une « ville fragmentée » serait en train d'émerger, marquée, entre autres, par l'augmentation de la concentration spatiale d'individus affectés par les changements intervenus sur le marché du travail et dans la distribution des revenus et par

24 Elle émet toutefois des réserves quant au « placage » de la thèse de S. Sassen sur des villes latino-américaines aux histoires nécessairement différentes de celles étudiées par l'auteur de *La ville globale*.

25 Adjectif se rapportant à Buenos Aires, la capitale argentine.

l'homogénéisation de la composition sociale des quartiers (Kaztman *et al.*, 2005, p. 482). Ces « quartiers ghettoisés »²⁶ (*ibid.*, p. 482) favoriseraient, par ailleurs, le développement d'une « sous-culture marginale » (*ibid.*, p. 483).

Parallèlement à ce phénomène de « ghettoïsation », le secteur de la construction des résidences fermées est en plein essor depuis les années 1980. Les populations aisées « se protègent et se désolidarisent du reste de la société » (Donzelot, 1999, p. 107) en s'enfermant dans des *countries* (en Argentine), des *condominos fechados* (au Brésil), des *fraccionamientos cerrados* (au Mexique), des *condominios cerrados* (Chili), etc. Si la fragmentation a pour conséquence la multiplication des résidences fermées et des zones de relégation, elle se traduit également par le creusement des inégalités au sein de ces mêmes territoires (Prévôt-Schapira, 1999, 2000a). Les « nouveaux pauvres », issus de la classe moyenne appauvrie, se voient contraints à habiter à proximité des plus pauvres (*ibid.*). Ce processus de fragmentation serait lié à l'affaiblissement des classes moyennes (*ibid.*). En Amérique latine, une frontière se creuserait ainsi non seulement entre les populations aisées et les populations « pauvres » mais également entre « appauvris » – ou « nouveaux pauvres » – et « pauvres structurels » (*ibid.*). Le recours à la notion de fragmentation – plutôt qu'à celle de ville duale – tente alors de rendre compte de l'hétérogénéité de ces situations dans l'espace urbain (Veiga et Rivoir, 2001).

Lorsque la « communauté internationale » découvre, au cours des années 1950, la nouvelle réalité urbaine que constitue l'expansion périphérique des quartiers irréguliers, elle n'y voit qu'une simple inadaptation temporaire. La dichotomie ville / campagne est mobilisée pour expliquer les difficultés d'adaptation des migrants ruraux aux modes de vie et de travail citadins. L'extension des quartiers irréguliers est une étape inévitable d'un processus de modernisation considéré comme cause mais aussi comme solution de cette marginalité transitoire. Dans la lignée des travaux de l'École de Chicago, la marginalité est envisagée avant tout comme caractéristique des individus inadaptés à la société urbaine et moderne. Ces « marginaux » sont appréhendés de par leur déviance face à une norme sociale urbaine. Devant la persistance des disparités toutefois, les théories se radicalisent : la marginalité est

26 « barrios guetificados »

alors envisagée en termes structurels. À la fin des années 1960, le centre d'analyse ne porte plus sur les individus mais sur les spécificités d'un capitalisme pensé comme dépendant. La marginalité n'est plus envisagée comme une forme de survivance d'un passé traditionnel mais comme l'expression même de la modernité. Au cours des années 1970, face à l'explosion de ce qui était perçu comme « marginal » dans l'espace urbain, l'informel prend le pas sur la marginalité. Devant l'incapacité des États à assurer les services publics de base, les stratégies de survie des populations, qui passent par des filières non officielles, sont valorisées. Dans un tel contexte, l'analyse théorique sociale disparaît au profit du volontarisme économique d'État, le discours se technicise. Annoncée par les théories de l'informalité, la crise des politiques de développement est avérée par la mise en avant de la « pauvreté ». Il ne s'agit plus tant d'agir sur les causes du « sous-développement » mais de quantifier et d'assister les populations « pauvres ». Au cours des années 1990, enfin, la recherche urbaine s'enrichit des analyses sur la ville globale et la fragmentation. Les outils d'analyse traditionnels apparaissent inadaptés face aux mutations en cours, dont la globalisation économique, qui tendent à remettre en cause le modèle de la ville industrielle. De nouvelles formes de ségrégation socio-spatiale émergent, qui témoignent d'une fragmentation multidimensionnelle de la ville et de la complexification des logiques d'exclusion et d'inclusion.

CHAPITRE 3.

LES INSUFFISANCES DES APPROCHES MICRO-CENTRÉES

De la marginalité à la ville fragmentée, la plupart des approches des quartiers irréguliers tendent à les penser comme radicalement coupés de la ville, comme un objet en soi. Ces études ont évolué entre deux extrêmes : celles qui se centraient exclusivement sur le quartier et celles qui ne le voyaient que comme un résidu de mécanismes extérieurs. Mais même quand les quartiers sont pensés comme les produits de processus qui les dépassent, ils forment bien un « autre monde ». Une certaine unité et une certaine herméticité sont bien souvent attribuées au quartier. L'analyse de la construction des marges urbaines demande pourtant de dépasser ces approches micro-centrées. Ce chapitre invite à penser les marges au-delà de la pauvreté et du dualisme.

1. AU-DELÀ DE LA PAUVRETÉ

L'analyse de la construction des marges urbaines ne peut se limiter ni à une seule étude du visible ni à une « chiffrage de la misère ». Elle va à l'encontre de nombreux travaux qui reprennent sans la moindre distance critique l'hypothèse d'une « culture de la pauvreté ». Comprendre ces phénomènes exige de dépasser une approche misérabiliste focalisée sur les manifestations les plus visibles d'un système excluant.

1.1. La « pauvreté » comme réalité substantielle

La construction d'une identité générique

Le pauvre, tout comme le marginal, est doté d'une « identité générique » (Agier, 1999, p. 58). Il est perçu comme un simple objet doté d'attributs stigmatisants : stigmates de sa zone de résidence, de son origine, de son informalité, de sa précarité, etc. Cela est particulièrement prégnant dans la célèbre thèse de la « culture de la pauvreté », développée par Oscar Lewis (1978), dont les analyses actuelles restent fortement empreintes. Michel Agier décrypte la procédure intellectuelle aboutissant à la formation de ces « identités génériques » et distingue trois phases successives : celles du *cantonement spatial*, de l'*identification externe* et de

l'inventaire culturel (1999, p. 59-60). La première assigne une place spécifique aux « pauvres » dans le contexte urbain et délimite territorialement leur influence (*ibid.*, p. 59). La seconde correspond à la construction d'une catégorie de population, les « pauvres », comme « référence à la fois exclusive, substantielle et universelle »²⁷ (*ibid.*, p. 60). Enfin, la troisième phase inventorie les différentes caractéristiques d'une culture spécifique « dont l'existence est déjà posée comme conséquence de l'identité » (*ibid.*). Ces différences se fondent sur des caractères d'apparence naturelle, comme l'origine ethnonationale, ou anthropologique, tels que la culture, le mode de vie ou les traditions (*ibid.*). À travers ces approches, la pauvreté apparaît comme une réalité substantielle, malgré la relativité des critères qui servent à l'établir (Ogien, 1983, p. 33). Face à l'hétérogénéité des conditions des individus placés sous l'étiquette de « pauvres », ces études sont conduites à figer des catégorisations nécessairement arbitraires et fluctuantes (Paugam, 2002). Elles négligent, par ailleurs, la multiplicité des positions intermédiaires, ni totalement exclues, ni totalement intégrées : ces « groupes à l'identité incertaine, placés aux lisières du corps social sans pleinement y appartenir, mais sans en être non plus complètement séparés puisqu'ils circulent dans ses interstices » (Castel, 1996, p. 32).

Ces catégorisations *a priori* ont pour origine une différence posée comme principe mais aussi comme menace. Elles conduisent fréquemment à une opposition implicite entre « bons » et « mauvais » pauvres – inorganisés, anomiques et dangereux (Agier, 1999, p. 61) –, qui repose elle-même sur une série d'oppositions : rationalité / irrationalité, ordre / désordre, norme / détournement (Ogien, 1983, p. 168). Les études s'attachent tantôt à décrire les phénomènes de désorganisation sociale, tantôt à valoriser les aspects communautaires (Agier, 1999). Ces approches ne sont pas toujours exemptes de la peur du « péril pauvre », de ces fameuses « classes dangereuses ». Si le bon pauvre fait partie de l'ordre du monde, en revanche, le mauvais pauvre, le marginal, cet « étrange étranger », dérange (Castel, 1996).

Entre misérabilisme et populisme

Du micro-entrepreneur au pauvre passif et dominé, en passant par le pauvre rebelle, les couches populaires sont depuis longtemps le lieu privilégié de projection de stéréotypes de la part des élites (Grignon et Passeron, 1989 ; De Sardan, 1995). Les études ont oscillé entre misérabilisme et populisme, selon le degré d'autonomie qu'elles leur accordaient (*ibid.*). Ces

27 « Il me semble que la culture des pauvres comporte des caractéristiques qui transcendent les distinctions régionales, rurales ou urbaines, et même nationales » (Lewis, 1978, p. 30).

deux extrêmes ne sont pas exempts d'un certain regard condescendant de l'observateur envers l'observé.

« L'asymétrie des échanges symboliques ne se voit jamais autant que dans le privilège de symétrie dont disposent les dominants, qui peuvent à la fois puiser dans l'indignité culturelle des pratiques dominées le sentiment de leur propre dignité et dignifier en daignant les emprunter les pratiques indignes, redoublant ainsi, par l'exercice de ce *pouvoir de réhabilitation*, la certitude de leur légitimité. Pour dire les choses plus crûment, il n'y a pas lieu de décrire comme regard fasciné par la valeur ou la beauté de la culture populaire ce qui n'est jamais chez les dominants que l'exercice d'un droit de cuissage symbolique. » (Grignon et Passeron, p. 61)

Que l'on insiste sur le comportement passif des populations « marginales », en revendiquant une forte intervention de l'État dans une perspective essentiellement assistancialiste, ou que l'on y trouve un certain potentiel révolutionnaire, comme cela a été le cas dans les années 1960-1970, on préconise dans les deux cas l'introduction d'un tiers – État, élite révolutionnaire, etc. – pour venir en aide aux démunis. Les stratégies et les formes d'organisations populaires sont bien souvent dévalorisées, limitées au cadre de stratégies de survie ou soupçonnées d'entrer dans un schéma populiste et clientéliste. Que l'on mette en avant la pauvreté, les rapports de domination, le clientélisme politique ou le potentiel émancipateur d'une économie « populaire », la portée intégratrice de ces formes de sociabilité a presque toujours été limitée à la sphère de la survie (Svampa, 2002).

1.2. Sous l'apparente simplicité d'une « chiffrage » de la misère

Les failles de « l'objectivité » statistique

La pauvreté est souvent présentée comme le principal – voire l'unique – facteur explicatif de la croissance des quartiers d'habitat irrégulier. Ce schéma simpliste, largement diffusé, ne peut rendre compte de la complexité de ce phénomène (Merklen, 2001 ; Alvarez, 2006). Il est même contredit par les statistiques, qui constituent pourtant les principales sources sur lesquelles il s'appuie. À Montevideo par exemple, le niveau de pauvreté diminue dans les années 1990 alors que les occupations de terrains augmentent (Alvarez, 2006).

Au cours des années 1990, sous couvert d'ingénierie méthodologique et d'objectivité statistique, au nom de la « lutte contre la pauvreté », se met en place une « chiffrage de la misère », qui occulte plus qu'elle ne montre (Merklen, 2001 ; Lautier, 2002). Les outils de quantification de la pauvreté monétaire – absolue ou relative – ont certes l'avantage de la simplicité, notamment pour les comparaisons internationales, mais c'est bien précisément

cette simplicité qui est « suspecte » : pourquoi ne pas établir un seuil de pauvreté à 0,9 ou à 1,2 ? Serait-ce, comme l'affirme ironiquement Bruno Lautier, « qu'outre l'éthique, la Banque mondiale [aurait] une préoccupation esthétique » (2002, p. 145) ? Cette simplicité n'est, de plus, qu'apparente puisque, même en ne prenant en compte que la valorisation monétaire de la consommation et en restant dans un cadre national, définir un seuil de pauvreté relative faisant consensus s'avère impossible, les discordances reposant notamment sur la définition du panier de consommation et surtout sur la part des consommations non alimentaires (Lautier, 2002).

Cette vision unidimensionnelle de la « pauvreté » est largement critiquée – bien qu'abondamment utilisée –, notamment du fait qu'elle ne mesure en rien le « bien-être » (ou le « mal-être ») national, qu'elle ne prend en compte que les valeurs marchandes et néglige tout ce qui est en dehors de la sphère monétaire. Force est d'admettre que la mise en place d'indicateurs composites, multidimensionnels, de la pauvreté est difficile, en particulier lorsqu'il s'agit d'établir des comparaisons internationales. L'Indice de Développement Humain – qui garde comme base le PIB, même s'il est modulé par d'autres variables (l'espérance de vie et le niveau d'éducation) – est proposé par le PNUD pour relativiser le poids du PIB. Mais ici encore, du propre aveu de l'un de ses principaux inspirateurs, Amartya Sen, l'IDH ne présente qu'une vision simplificatrice de la « pauvreté »²⁸.

Les travaux sur le développement humain ont le mérite de distinguer le niveau et la qualité de vie, et de souligner le fait qu'ils ne sont pas intrinsèquement liés : de hauts revenus n'impliquent pas nécessairement une haute qualité de vie, de même qu'un niveau de vie modeste peut s'accompagner d'une bonne qualité de vie. Les approches du PNUD prennent en compte diverses dimensions de la pauvreté et reposent sur une théorisation de sa production/reproduction. Cependant, comme le soulignent Destremau et Salama, « le passage à la construction d'indicateurs ne va [...] pas sans poser de multiples problèmes méthodologiques inhérents tant à la multiplicité des dimensions qu'à la difficulté d'en quantifier certaines, nettement qualitatives par essence » (2002, p. 80).

28 « l'IDH, qui est un indicateur sommaire, ne doit pas être considéré comme autre chose qu'une incitation à s'intéresser à la richesse des informations contenues dans le Rapport mondial sur le développement humain. Je dois reconnaître qu'au départ, je ne voyais pas grand intérêt dans l'IDH en tant que tel. [...] J'ai même fait part de mon grand scepticisme à Mahbub ul Haq, père du Rapport mondial sur le développement humain, concernant le fait de se concentrer sur un indicateur sommaire de ce type, d'essayer de saisir dans un chiffre unique la réalité complexe que représentent le développement humain et la misère ». SEN Amartya, « Special contribution », dans UNDP, 1999, *Human Development Report* [En ligne] http://hdr.undp.org/reports/global/1999/en/pdf/hdr_1999_front.pdf (Page consultée le 20 février 2006).

L'inopérance de la notion de « besoin »

L'approche de la « pauvreté » en termes de « besoins fondamentaux » est particulièrement équivoque. Ces derniers y sont entendus comme des « invariants de la "nature humaine" » (Rist, 2001, p. 266). Elle découle d'une série d'évidences : chacun a « besoin » pour vivre de se nourrir, de se loger, de se vêtir, etc. Cette approche repose sur une perspective naturalisante du social et néglige le fait que l'Homme évolue au sein d'une société qui lui impose en partie ses « besoins ». C'est pourquoi Gilbert Rist soutient que « l'approche des besoins fondamentaux est totalement inopérante dans les sociétés vivantes » (2001, p. 274), rappelant au passage qu'elle est « contredite par l'anthropologie qui montre au contraire que "le minimum vital anthropologique" n'existe pas » (2001, p. 273)²⁹. En tant qu'il est humain, le besoin est en partie – voire entièrement – culturel. Le « panier de consommation » dépend du lieu et de l'époque, il varie en fonction des valeurs de la société et des contraintes qu'elle impose à l'individu. La plupart des théories de la « pauvreté » « admettent d'emblée pour véritable et authentique un découpage de la réalité qui repose en fait sur une perception socio-éthique des notions de réussite et d'échecs matériels variable, [...], selon les lieux et les époques » (Paugam, 2002, p. 22). Puisqu'il n'existe pas de « minimum vital anthropologique », ce sont les besoins de la culture dominante qui sont identifiés comme « fondamentaux ».

1.3. La « lutte contre la pauvreté » comme outil de légitimation de l'action publique

La lutte contre la pauvreté dans un modèle d'harmonie

Ces catégorisations de la « pauvreté » ont parfois une vocation davantage idéologique, voire politique, que véritablement scientifique. La mise en avant de la « culture de la pauvreté » légitime l'inaction de l'État. Oscar Lewis affirme, en effet, que « même les gouvernements les mieux intentionnés des pays sous-développés rencontrent des obstacles difficiles à surmonter en raison de ce que la pauvreté a fait des pauvres », considérés comme des « êtres moralement détériorés » (1978, p. 36). La « culture de la pauvreté » permet la survie quotidienne des populations « pauvres », tout en constituant un facteur de résistance aux changements, aux politiques publiques (*ibid.*).

²⁹ C'est également ce que souligne J.P. Olivier de Sardan : « rien n'est plus flou, incertain, imprécis, et pour tout dire inutilisable que la notion de "besoin" » (1995, p. 74).

Plus généralement, la « pauvreté » semble exister sans cause et relever de l'ordre de la fatalité. Présentée comme un état de rareté des ressources et des biens, elle apparaît comme un objet en soi, qui existerait en dehors de tout contexte : un « phénomène hors sol social »³⁰. La pauvreté est mise au banc des accusés, elle est *le* problème. Les discours autour de la « lutte contre la pauvreté », comme sur « l'aide au développement », restent, en général, très abstraits : ils n'énoncent pas les causes des problèmes dénoncés et ne désignent aucun acteur. Marie-Dominique Perrot affirme ainsi : « le comble de l'horreur pour la "langue de coton"³¹ est de dire qui fait quoi »³². Langue consensuelle par excellence, la « langue de coton » est un élément fondamental de la rhétorique internationale. Elle est celle de la rigueur idéologique, pense pour nous et annihile toute contradiction. Afin de ne nommer personne, elle utilise la voie passive. Elle prend souvent la forme de « défis » – contre la pauvreté, contre la faim, etc. –, de « croisade » conduite contre des forces abstraites, qui menaceraient l'humanité (Perrot, *et al.*, 1992, p. 185). On construit la « lutte contre la pauvreté » dans un modèle d'harmonie, en passant sous silence les conflits inhérents, les formes de production et de reproduction du pouvoir (Merklen, 2001).

« On oublie, ce faisant, que pour que de tels "problèmes" surgissent, il faut être au moins deux, que les pauvres ne vont pas sans les riches [...]. Le procédé a le double avantage d'abord de rejeter la responsabilité du "problème" sur la partie faible et, ensuite, de faire disparaître du "problème" celui qui s'arroge le pouvoir de le poser. Ce tour de passe-passe discursif permet, par l'élimination des rapports sociaux, de faire exister une réalité nouvelle, apparemment "objective", en l'occurrence la pauvreté. À partir de là, on peut en parler, la quantifier, s'y attaquer et chercher à l'éradiquer. » (Rist, 2001, p. 411).

La culpabilisation des pauvres sous-jacente

Le fait de ne pas considérer la pauvreté comme le fruit d'inégalités fondées sur les rapports sociaux en vigueur mais comme une chose en soi permet aux pouvoirs publics de n'agir qu'en surface, à coups de politiques ciblées et palliatives, et de légitimer par là-même leur action. L'important n'est-il pas d'agir ? Les pouvoirs publics ne cherchent pas tant à comprendre les processus qui mènent à cette plus grande pauvreté qu'à définir des catégories de pauvres, à identifier des territoires pour permettre le ciblage de l'intervention sociale. Le fait de se focaliser sur les pauvres permet d'éluder les questions de société et les rapports de

30 PERROT Marie-Dominique, « Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale », Toulouse, Université de Toulouse - Le Mirail, 6 avril 2005.

31 M.-D. Perrot se réfère ici à l'expression créée par François-Bernard Huyghe (Huyghe F.-B., 1991, *La langue de coton*, Paris, Robert Laffont, 186 p.)

32 PERROT Marie-Dominique, « Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale », Toulouse, Université de Toulouse - Le Mirail, 6 avril 2005.

pouvoir et rejette tous les problèmes sur la partie faible de l'équation (Agier, 1999 ; Merklen, 2001). L'accent n'est pas mis sur les causes mais sur les conséquences les plus visibles d'un système excluant. Les conséquences paraissent alors être les causes du problème. Certains travaux mettent l'accent sur les processus ségrégatifs qui ont produit cette « sous-culture du désespoir », sur l'existence d'un « effet ghetto » (Sabatini, *et al.*, 2001 ; Arriagada et Rodriguez, 2004 ; Kaztman, *et al.*, 2005, etc.). Ils n'accusent pas ici directement les pauvres de leur pauvreté mais ils ne remettent pas non plus en cause l'existence de cette sous-culture, laquelle se retourne, au final, contre les pauvres, qui participent donc indirectement à la reproduction du système, et donc à leur propre pauvreté.

« La façon de qualifier et de représenter le monde social ne peut en effet être traitée seulement comme une pratique cognitive : elle est aussi un acte politique. En particuliers, dès lors que l'on se place en termes de "problèmes" posés à et par la société, il est évidemment difficile de faire la part entre l'analyse scientifique et la position idéologique. » (Fassin, 1996a, p. 65)

Ces catégorisations ont une portée nécessairement politique et en viennent à être utilisées davantage comme argument que comme concept (Fassin, 1996a). Les discours autour de la « pauvreté » oscillent entre dénonciation de la pauvreté et dénonciation des pauvres (Lautier, 1995 ; Fassin, 1996a). Ils participent de la stigmatisation de ces populations en entérinant une séparation radicale entre les populations qui ont une place dans la société et celles qui sont en marge, ou en dehors. Ces mêmes catégorisations ont, par ailleurs, une valeur performative : elles influencent le regard de ceux qui y recourent, hommes politiques, aménageurs, travailleurs sociaux, etc. (Fassin, 1996a). L'opposition entre bons et mauvais pauvres, ou pauvres méritants et démeritants, convertit ces découpages arbitraires en « instrument[s] d'accusation publique » (Wacquant, 1996, p. 250).

De l'intérêt du catastrophisme

La culpabilisation des pauvres est particulièrement prégnante dans le discours médiatique sur la pauvreté. Les quotidiens argentins et uruguayens ne sont pas exempts de ces jugements hâtifs, décrivant les *asentamientos irregulares* comme « des mondes avec des lois à part », « des endroits où le lieu commun est la peur », « des refuges de délinquants », des « foyers de délits »³³, etc. Il ne s'agit pas de faire ici un inventaire – la liste serait trop longue –, il suffit de lire la presse pour voir défiler ces préjugés. La culpabilisation des

33 Extraits d'articles du quotidien argentin Clarín, dont « Riesgos en villas de emergencia » du 10 octobre 2008, « Villas miseria en crecimiento » du 23 juin 2006 et « Villas consideradas peligrosas. Mundos con leyes propias » du 6 janvier 1999.

pauvres est particulièrement manifeste dans les discours autour de la violence, de la délinquance ou de l'insécurité. Le traitement médiatique rend la pauvreté responsable de tous ces maux. En d'autres termes, les pauvres sont perçus comme responsables de ces phénomènes. La presse laisse place à tous les lieux communs, de l'opposition entre bon pauvre (modeste et travailleur) et mauvais pauvre (le jeune délinquant) à l'existence d'un monde parallèle gouverné par ses propres lois, en passant par les images apocalyptiques de guérilla urbaine.

La criminalisation de la pauvreté dans la presse argentine et uruguayenne

« Les *villas* sont, de plus, des refuges de délinquants qui mettent en péril la sécurité du reste de la population. [...] C'est pourquoi il est nécessaire d'éviter l'expansion du problème avec des politiques destinées à urbaniser les *villas* ou à relocaliser les populations, pour améliorer leurs conditions de vie et pour éviter que croissent les foyers à risque social et de délits »* (*Clarín*, « Riesgos en villas de emergencia » [Les risques dans les *villas de emergencia*], 10 octobre 2008)

« C'est, d'un côté, l'effet du manque de contrôle de l'exclusion sociale étendue et prolongée, qui a sapé les valeurs et paramètres traditionnellement subsistants dans le milieu de la pauvreté et de l'indigence. D'où les agressions aux écoles, la destruction du patrimoine commun ou les attaques aux serviteurs publics [...] »* (*El Litoral*, « La violencia omnipresente » [La violence omniprésente], 31 mai 2007)

« "Les marginalisés", isolés, hors du système, bien qu'ils soient oubliés dans les quartiers construisent d'autres lois, d'autres pratiques, comme s'ils vivaient dans une autre ville, un autre pays ou un autre monde » (*El Litoral*, « Jóvenes, marginación y violencia extrema »* [Jeunes, marginalisation et violence extrême], 26 novembre 2007)

« Un groupe d'habitants des quartiers Conciliación et Colón sont venus voir LA REPUBLICA pour rendre public le fait que dans les deux quartiers l'insécurité a augmenté ces dernières années et que « on ne peut même plus sortir dans la rue ». [...] À toute heure il y a des groupes de mineurs qui ont transformé ce quartier, de gens modestes et travailleurs, en un véritable enfer »* (*La República*, « En barrios Conciliación y Colón varias bandas tienen aterrados a los vecinos » [Dans les quartiers Conciliación et Colón, de nombreuses bandes terrorisent les habitants], 24 décembre 2006)

« Beaucoup d'habitants ne sortent plus de nuit alors que d'autres s'arment pour se défendre, ces deux réactions ont la peur comme dénominateur commun dans des zones où le silence face à ce qui se passe est en général pris comme le meilleur moyen de rester en vie. »* (*El País*, « Un cerro acosado por crímenes, copamientos y enfrentamientos » [Un *cerro*³⁴ assailli par les crimes, les braquages et les affrontements], 31 octobre 2008)

34 Le terme « cerro », qui signifie « colline », n'est pas traduit car il renvoie ici au nom d'un secteur de Montevideo.

Le catastrophisme des discours favorise le traitement humanitaire de la pauvreté : il faut agir à tout prix et agir vite. On retrouve ici le thème de la conjonction de la solidarité et de l'intérêt (Rist, 2001) : dans le discours sur la nécessité de « la lutte contre la pauvreté », solidarité et intérêt sont intrinsèquement liés³⁵. La « solidarité » envers les « pauvres » a pour objectif de maintenir l'équilibre du système (urbain, national ou mondial, selon l'échelle d'analyse) et d'« éviter que croissent les foyers à risque social et de délits »³⁶. Comme le montrait Simmel, l'assistance sert avant tout les intérêts de la collectivité et est par définition conservatrice. « Le but de l'assistance est précisément de mitiger certaines manifestations extrêmes de différenciation sociale, afin que la structure sociale puisse continuer à se fonder sur cette différenciation » (Simmel, 1998, p. 49). Si les stéréotypes associés aux quartiers irréguliers et à leurs habitants perdurent, c'est parce qu'ils sont au cœur d'enjeux partagés par de nombreux acteurs, qu'il s'agisse d'hommes politiques, des médias, de promoteurs immobiliers, de chercheurs, voire même d'ONG qui, pour obtenir les ressources indispensables à leur fonctionnement, participent également de ce catastrophisme ambiant (Valladares, 2006).

2. AU-DELÀ DU DUALISME

La prégnance du discours sur la pauvreté se voit conforter par les approches duales qui feignent d'oublier l'inextricable imbrication du « formel » et de « l'informel » et tendent à entériner une séparation radicale entre les quartiers irréguliers et le reste de la ville.

2.1. L'inextricable imbrication du « formel » et de « l'informel »

Quand le déviant devient majoritaire en milieu urbain...

Comme cela a été montré dans le chapitre précédent, le « marginal » et l'« informel » sont appréhendés à travers leur *déviance*, leur *écart* par rapport à une norme sociale urbaine. À partir des années 1980, ce que l'on ne sait définir que par opposition,

35 Philippe Sassier rappelle, par ailleurs, qu'à l'origine la notion de solidarité est contraire à celle de gratuité, ce n'est que récemment que le sens du mot a évolué pour désigner une obligation qui transcende tout intérêt (1990, p. 318).

36. *Clarín*, « Riesgos en villas de emergencia », 10 octobre 2008.

s'installe, perdure, voire devient majoritaire au sein du système urbain. La crise qui sévit dans tous les pays latino-américains place l'informalité au cœur de ce système. Ainsi que le souligne Pérez Sáinz (1991), l'informalité est un phénomène relativement ancien qui, loin d'émerger au cours des années 1970/1980, est intrinsèquement lié au processus de modernisation latino-américain. Ce qui a évolué, c'est son importance au sein de l'espace urbain : face à la crise des années 1980, elle acquiert en effet un rôle majeur (Pérez Sáinz, 1991, p. 7)³⁷. Non seulement l'informalité de l'emploi devient prépondérante en milieu urbain mais de plus l'« informel » semble résister à l'amélioration du « formel » : il n'y a pas de liens intrinsèques entre croissance économique et baisse de l'informalisation des emplois (Pedrazzini, 1995).

« faisant face à la carence importante de mécanismes de socialisation, [...] et à l'impossibilité d'accès aux mécanismes d'intégration sociale, la population s'est vue obligée d'appliquer d'autres « méthodes », d'élaborer spontanément de nouveaux modèles de socialisations « réalistes », c'est-à-dire adéquats aux circonstances, des stratégies [...] dictées par l'urgence » (Pedrazzini, 1995, p. 128).

Les caractérisations dualistes, opposant le formel à l'informel, ou le marginal à l'intégré, nient la réalité des villes latino-américaines. Elles se réfèrent à un modèle économique et social – système de protection des salariés, système assurantiel, etc. – qui n'est pas le leur. Dans ces pays, pas même le système « formel » n'offre ces garanties de protection (Fassin, 1996b) et une grande partie de l'activité économique et sociale se situe en dehors des réseaux officiels. Comme le soulignent Lautier, De Miras et Morice (1991), l'illégalité ou le non-respect de la loi ne peuvent être pris comme critères de l'« informel » car ces phénomènes se retrouvent aussi bien dans ce que l'on désigne par « secteur formel » que dans le « secteur informel », de la fraude fiscale à la corruption. De même, les qualificatifs de « souterraines » ou d'« invisibles » ne peuvent rendre compte d'activités qui se déploient au vu et au su de tous. Les tendances récentes témoignent, par ailleurs, d'un processus d'« informalisation » du « formel » : multiplication des contrats précaires [*contratos basuras*], des « emplois-bidons » [*empleos truchos*] et des cas de non-respect de la loi du travail (Prévôt-Schapira, 2000a). L'intégration des plus pauvres dans des programmes de type *workfare*, sans aucune protection sociale, participe également de cette tendance (*ibid.*). Il

37 Alors que les activités économiques informelles ne croîtraient que de 3,9% par an de 1950 à 1980, au même rythme que les activités « formelles », ces taux atteindraient respectivement 6,7% contre seulement 3% de 1980 à 1989 (données du PREALC, citées par Pérez Sáinz, 1991, p. 62). Elles représenteraient ainsi, à la fin des années 1990, 55% de l'emploi non agricole (Charmes, 2003). Ce taux atteindrait 75% en Afrique sub-saharienne, 65% en Asie et 45% en Afrique du Nord (*ibid.*).

devient ainsi de plus en plus difficile de distinguer clairement ce qui relève du « formel » de ce qui relève de l' « informel ».

L'informalité comme mode d'adaptation à la modernité

Face à un modèle économique, social et culturel dominant, porte-parole de la « modernité », en crise et en perte de crédibilité du fait d'une capacité d'intégration sociale toujours plus faible, les individus ont été contraints de trouver d'autres moyens d'insertion dans le système urbain (Pedrazzini, 1995 ; Mallard, 1997 ; Baby-Collin, 2000). Les pratiques informelles se sont ainsi converties en un vecteur essentiel d'intégration à la vie urbaine. Les phénomènes d'informalité – longtemps considérés comme des survivances de formes antérieures ou des inadaptations au monde moderne – apparaissent désormais comme l'expression de stratégies complexes d'adaptation des acteurs aux processus de transformation en cours, c'est-à-dire comme l'expression d'une certaine modernité (Navez-Bouchanine, 2002a). Deblé et Hugon montrent ainsi que les activités informelles ne sont pas des survivances mais bien « des créations modernes qui réinterprètent les anciens rapports sociaux ou en inventent de nouveaux » (Deblé, *et al.*, 1982, p. 161). Malgré ces travaux, et bien que, dès les années 1960, les théoriciens de la dépendance aient insisté sur le fait que les phénomènes de marginalité découlaient du processus-même de modernisation, la croyance en une certaine « traditionnalité » ou un certain archaïsme des pratiques informelles – qui peut être dénigré comme valorisé – est particulièrement tenace³⁸.

2.2. Des approches par antithèse

Une définition par la négative

Les approches des diverses informalités restent marquées par l'antithèse. Si les théories de l' « informalité » rejettent le dualisme de celles de la « marginalité », l' « informel », comme le « marginal », n'est défini que par opposition : l'*informel* n'existe que par rapport au *formel*, de même que le *marginal* n'existe que par rapport à l'*intégré*. Les

38 Milton Santos montre que « le « traditionnel » a cessé de l'être dès le moment où toute la vie de la société a été bouleversée par des éléments révolutionnaires, tels que la révolution de la consommation » (1975, p. 49). On peut penser également, dans un autre registre, aux travaux de J.P. Olivier de Sardan, qui critique la propension à analyser la paysannerie africaine en termes de « traditionnalité » : « Le contraste avec la civilisation occidentale est certes réel, mais ne doit pas faire croire, par effet d'exotisme, que tout ce qui est différent est « traditionnel ». Au contraire, la règle, en ville comme dans la brousse la plus éloignée, c'est la transformation, l'adaptation, le changement » (1995, p. 65).

activités « informelles » ont beau se charger de valeur positive dans les analyses néolibérales des années 1970-1980, elles n'en restent pas moins définies par la négative, par leurs manques par rapport au « formel ». Le quartier dit « marginal » est opposé à la ville, lieu de la civilisation, du progrès et de la modernité. Les discours que l'on porte sur lui mettent l'accent sur son retard, son urbanisation tronquée (manque de planification, sous-équipement, proximité avec le monde rural, etc.) voire nient son existence.

Virginie Baby-Collin montre ainsi qu'en Bolivie, les quartiers irréguliers sont appréhendés à partir de leur retard ou de leurs carences vis-à-vis du modèle d'urbanisation que représente la ville « formelle » (2000, p. 347-396). L'image d'une ville incomplète, en formation mais sur la voie de la « modernité », prédomine (*ibid.*). Au Venezuela en revanche, ce schéma linéaire semble dépassé, les *barrios*, stigmatisés pour leur violence et leur insécurité, sont tout bonnement exclus de l'idée de ville (*ibid.*). De même, dans sa thèse sur les micro-activités populaires au Chili, Bruno Mallard explique que ces dernières sont analysées comme des entreprises conventionnelles « dont l'unique singularité réside dans la multiplicité et l'ampleur des déficiences dont elles souffrent » : manque de capital, absence de formation adaptée, etc. (1997, p. 149).

La réalité des quartiers irréguliers n'est appréhendée que par antithèse : elle est jugée *non* moderne, *non* rationnelle, *non* organisée (donc « spontanée »), *non* intégrée, etc. « La normativité tant de la sociologie que de l'économie du travail est telle que les objets "exotiques" ne peuvent être qualifiés que par ce qu'ils n'ont pas » (Lautier, 1991, p. 33). Si ce n'est par antithèse, l'étude prend la forme d'un inventaire, « le rassemblement des éléments exclus d'un ensemble cohérent ne [formant] pas ipso facto un nouvel ensemble cohérent » (Latouche, 1991, p. 115). Les chercheurs ne peuvent alors que multiplier les observations empiriques.

La hiérarchisation sous-jacente

Il est intéressant d'observer comment le dualisme entre ville et campagne peut être reproduit dans le dualisme entre la ville formelle et la ville informelle : le rural comme l'informel ne sont bien souvent définis que par antithèse, en opposition avec la ville. Ils sont la « non ville ». Les quartiers irréguliers comme l'espace rural sont étudiés à travers leur écart par rapport à la norme que constitue la ville. Ce parallélisme des déviations rend également compte de l'assimilation de ces quartiers au monde rural ou à un entre-deux, ni ville ni campagne, qui a longtemps imprégné les études urbaines (Santos, 1975). Cette approche par antithèse a été alimentée par une certaine conception ethnocentrique de la ville, qui a tenté de

plaquer les outils d'analyse des villes des « nords » sur celles des « suds » (Santos, 1975). Ces analyses ne sont pas, en effet, exemptes d'un certain « développementisme » puisque de cette opposition entre ville formelle et ville informelle découle, plus ou moins explicitement, un certain ordre hiérarchique et un sens du développement urbain (Navez-Bouchanine, 2002a).

2.3. De l'approche communautaire à la construction des frontières urbaines

La territorialisation de la pauvreté

Maintes croyances sur les quartiers irréguliers tendent à être érigées en « dogmes » (Valladares, 2006). Une des plus tenaces est celle qui les assimile à des « communautés »³⁹. Cette croyance repose sur l'hypothèse d'une spécificité de ces quartiers au sein de l'espace urbain ; spécificité elle-même soutenue par deux visions antagoniques : la favela comme lieu de solidarités ou, au contraire, comme lieu de violence, « version pervertie du dogme de la communauté » (2006, p. 167-171). La valorisation communautaire de la favela s'inscrit dans la lignée du thème de la sociabilité positive de ses habitants et de leur potentiel auto-émancipateur qui émerge au cours des années 1960-1970 (*ibid.*).

« Il ne s'agit plus de défendre la favela comme solution au manque de logement pour les pauvres, il s'agit de valoriser un mode de vie considéré comme porteur de valeurs de solidarité collective, où les liens sociaux seraient forts, [...] la communauté populaire et solidaire de la favela étant quasiment un contre-modèle à l'individualisme égoïste et à l'anonymat de la grande ville – une affirmation de positivité qu'on rapprochera de la valorisation/fascination du populaire analysée par Grignon et Passeron » (Valladares, 2006, p. 167).

La prégnance des dogmes sur la pauvreté et la spécificité identifie la pauvreté urbaine aux quartiers d'habitat irrégulier et assimile la « lutte contre la pauvreté urbaine » aux politiques d'intervention dans ces quartiers. C'est ainsi que le programme de la Banque Mondiale « Cities Alliance », dont la priorité est la « lutte contre la pauvreté urbaine », a pour slogan : « des villes sans bidonville » [Cities without slums]. La territorialisation de la « lutte contre la pauvreté » a un effet doublement pervers : non seulement elle nie l'existence de populations touchées par la pauvreté en dehors des quartiers irréguliers mais elle sous-estime également les contrastes, l'hétérogénéité des conditions de vie, qui peuvent exister entre ces quartiers et en leur sein même. Autrement dit, elle sous-tend qu'en milieu urbain,

39 J.-P. Olivier de Sardan montre, de même, à quel point la croyance en une communauté consensuelle, où l'individu se fond dans le collectif, est forte dans les images véhiculées autour de la paysannerie africaine (1995, p. 60).

l'essentiel des populations pauvres se concentrent dans les quartiers irréguliers, et que tous les habitants de ces quartiers sont touchés par la pauvreté – c'est même le principal critère qui leur est reconnu.

La cristallisation des barrières identitaires

Au cours des années 1990, le recours à des « cartes de la pauvreté » s'est fortement développé dans la plupart des pays latino-américains afin de définir les « territoires de la pauvreté » (Prévôt-Schapira, 1996). Ces politiques ont permis de donner une plus grande visibilité à l'action de l'État dans des quartiers où il était jusque-là peu présent. Diverses structures y ont ainsi été implantées, en instrumentalisant les solidarités communautaires existantes ou supposées. « Désormais, c'est sur la base de leur appartenance à un territoire à qui est reconnu le statut de "communauté", [...] que les pauvres urbains font reconnaître leurs droits aux bénéficiaires des programmes d'assistance ou aux nouvelles formes d'action publique » (Prévôt-Schapira, 1996, p. 125). La généralisation de ces cartes tend à cristalliser les « barrières identitaires » marginal/intégré ou formel/informel. « La carte contribue à créer le territoire en lui donnant un corps » (Di Méo, 2001, p. 185). La multiplication de ces outils de découpage, tout comme la mise en avant des catégorisations identitaires et de la spécificité de ces quartiers présentés comme des « mondes à part », favorisent une description de la ville en termes de fragmentation (Agier, 1999 ; Valladares, 2006).

2.4. Des ghettos entre non-ville et enclave ?

Une généralisation excessive

Les comparaisons internationales se développent selon une logique descendante, à partir de critères établis par des chercheurs ou institutions des « nords » et d'une vision uniformisante des villes, qui semblent alors toutes affligées des mêmes maux, tels que la fragmentation et la « ghettoïsation ». L'image du ghetto est largement véhiculée par les scientifiques – et *a fortiori* par les médias. Refermés sur eux-mêmes, ne constituant ni des espaces identitaires, ni des espaces de solidarité, lieux de la « non-citoyenneté », les quartiers irréguliers semblent cristalliser tous les maux des sociétés contemporaines.

Le recours généralisé à la notion de fragmentation a eu tendance à occulter la complexité des phénomènes urbains et a parfois même renforcé les analyses duales (Navez-Bouchanine, 2002a). La fragmentation s'est convertie en l'un des principaux paradigmes des

phénomènes urbains actuels, appliqué de manière uniforme sur des réalités urbaines souvent très distinctes. Or l'image d'une ville globale fragmentée et ghettoisée néglige non seulement l'hétérogénéité des réalités urbaines, mais également celle des quartiers irréguliers, placés sous une même étiquette (ghetto, *asentamientos irregulares*, favelas, etc.). Elle sous-estime, de plus, la complexification des phénomènes de ségrégation et de déségrégation, témoignages de l'interpénétration de ces quartiers au reste de la ville (Peralva, 2004 ; Valladares, 2006). La notion de fragmentation a acquis une grande portée en France dans un débat politique marqué par le thème de la « fracture sociale ». De fait, Michel Lussault souligne la prégnance, dans le débat français, de l'idéologie sur l'indispensable *continuum* du « tissu territorial », et de la métaphore connexe présentant le territoire comme un tissu urbain déchiré, dont il faut tenter de recoudre les éléments disparates (2007, p. 114). Cette image du déchirement repose sur le postulat de l'unité de la ville historique dont le caractère mythique est reconnu par les tenants mêmes de la ville fragmentée (Jaillet, 1999). La fragmentation peut, à l'inverse, être entendue comme propriété de base de la vie sociale et les interstices comme étant au cœur du développement des sociabilités urbaines (Navez-Bouchanine, *et al.*, 2002). De plus, cet éclatement de l'espace des pratiques et des références ne représente pas nécessairement une contrainte pour les individus mais peut être utilisé comme une ressource (Navez-Bouchanine, 2002b).

Une citadinité illégitime

Certains des critères exposés par Wirth (2006) et Wacquant (2005) peuvent être rencontrés dans les analyses autour du ghetto, notamment dans celles qui affirment l'existence d'un monde parallèle et le développement d'une sous-culture marginale comme mécanisme de défense. Toutefois, pour Louis Wirth (2006), le ghetto ne se caractérise pas par son homogénéité sociale et n'implique aucunement une fermeture puisqu'il constitue une forme socio-spatiale transitoire permettant l'assimilation des immigrants. Loïc Wacquant souligne, quant à lui, l'usage abusif de la notion de ghetto (2005). Il relève quatre éléments constitutifs du ghetto, à savoir le stigmatisme, la contrainte, le confinement spatial et l'emboîtement institutionnel (*ibid.*). Le ghetto afro-américain des villes fordistes du vingtième siècle relève d'une double exigence d'exploitation économique et d'ostracisme social (*ibid.*). Les Afro-Américains ont été amenés à créer une ville parallèle autour de tout un système d'institutions spécifiques clairement distinctes de celles de la « métropole blanche » (*ibid.*). La construction de ces *ghettos* ne se fonde donc pas sur des critères de pauvreté ou de qualité de l'habitat mais sur « ce parallélisme institutionnel forcé fondé sur un enfermement spatial enveloppant et

inflexible » (*ibid.*, p. 11). C'est pourquoi, selon Wacquant, le ghetto tiendrait davantage des camps de réfugiés ou de l'univers carcéral que des quartiers populaires (*ibid.*, p. 21).

Analyser les quartiers en termes de ghettos, d'enclaves, d'espaces clos refermés sur eux-mêmes, radicalement coupés et exclus de la ville, ou comme symboles d'une « non-ville », empêche de comprendre les villes latino-américaines actuelles et le fait que ces quartiers sont une composante du système urbain. Ces approches tendent à présenter la continuité du monde social comme une réalité discontinue (Fassin, 1996a). La lecture duale, qui oppose deux parties nettement différenciées, était facilitée, jusqu'aux années 1980, par une certaine illusion optique dans la mesure où ce découpage spatial reprenait le schéma centre - périphérie. Mais si le dualisme a rapidement connu de nombreuses critiques, il a longtemps imprégné – et imprègne toujours – les diverses grilles de lecture urbaine. En 1991, Lautier, De miras et Morice s'insurgent contre l'« imposture [...] qui consiste à présenter les sociétés urbaines du tiers-monde comme constituées de deux "secteurs", formel et informel » (Lautier *et al.*, 1991, p. 5). Même si de nombreuses études ont rapidement mis l'accent sur les interactions et la complexité des relations entre « formel » et « informel »⁴⁰ (Santos, 1971, 1975 ; Hugon, 1980 ; Deblé, *et al.*, 1982, etc.), l'intérêt a toutefois été davantage porté sur les phénomènes de partition que sur ceux d'imbrication (Navez-Bouchanine, 2002a).

Ces quelques remarques amènent à prêter attention aux expressions trop facilement utilisées autour du « droit à la ville » : **les habitants des marges ne font pas partie d'une « autre ville », encore moins d'un « autre monde », mais ils souffrent davantage d'une citoyenneté « illégitime » ou peu légitimée.** On rejoint ici Denis Merklen quand il affirme que les quartiers irréguliers « [...] ne sont pas [...] les quartiers d'exclusion, comme le ghetto, complètement séparés de la société. Ce sont les quartiers mis drastiquement à distance tant dans leur rapport à l'espace que dans la participation des individus à la vie sociale. Les quartiers marginaux sont à l'intérieur de la société comme ils font partie de la ville » (Merklen, 2001, p. 520).

40 Santos met l'accent sur le phénomène de bipolarisation plutôt que sur le dualisme, en matière économique. Il montre ainsi que « l'existence de deux circuits dans l'économie des villes est le résultat d'un même groupe de facteurs que, dans un souci de simplification, nous avons appelé modernisation technologique. Ainsi il n'y a pas de dualisme, les deux circuits ayant la même origine, le même ensemble de causes et étant interliés » (Santos, 1975, p. 51). Il insiste, par ailleurs, sur l'impossible assimilation du « circuit inférieur » aux « favelas », qui sont marquées par une très grande hétérogénéité (*ibid.*, p. 67-70).

Ainsi, de nombreuses études ont tendance à sous-estimer l'hétérogénéité des conditions des individus placés sous l'étiquette de « pauvres », en figeant des catégorisations nécessairement arbitraires et fluctuantes. Ces découpages servent des intérêts plus politiques que scientifiques. La pauvreté semble exister sans cause et relever de l'ordre de la fatalité. La « lutte contre la pauvreté » se construit alors dans un modèle d'harmonie, en occultant les rapports de pouvoir. L'opposition entre pauvres méritants et démeritants convertit ces catégorisations en instruments d'accusation publique : les « mauvais » pauvres sont mis au banc des accusés. Les études tendent à entériner une séparation radicale entre les populations qui ont une place dans la société et celles qui sont en marge ou en dehors. Ces « transgresseurs » dérangent. Les phénomènes d'informalité ont longtemps été considérés comme des inadaptations au monde moderne avant d'être compris comme des stratégies complexes d'adaptation aux processus de transformation en cours. La hiérarchisation sous-jacente entre formel et informel témoigne du dualisme qui imprègne toujours de nombreuses grilles de lecture urbaine. Force est de constater pourtant que ces quartiers irréguliers, loin d'être des ghettos exclus de la ville, font partie intégrante du système urbain.

CHAPITRE 4.

DES QUARTIERS AUX PRATIQUES CITADINES

RETOUR SUR UN PARCOURS DE RECHERCHE

Ce chapitre clôt la première partie de ce manuscrit en retraçant mon parcours de recherche. Centrée de prime abord sur une approche critique des quartiers irréguliers, j'ai été amenée à dépasser progressivement le quartier pour m'attacher davantage aux parcours citadins et citoyens des habitants des *asentamientos irregulares* de Rosario et de Montevideo. Le choix d'une lecture compréhensive de l'espace urbain s'est appuyé sur une méthodologie qualitative qui a privilégiée la rencontre avec les habitants membres des organisations à l'étude.

1. UNE LECTURE COMPRÉHENSIVE DE L'ESPACE URBAIN AU TRAVERS DES PRATIQUES CITADINES

La lecture compréhensive de l'espace urbain proposée ici s'attache à croiser les trajectoires citadines et citoyennes, en considérant les habitants comme de véritables co-acteurs de leurs villes.

1.1. Des citadins co-acteurs de leurs villes

Les caractérisations dualistes, opposant le formel à l'informel ou le marginal à l'intégré, mettent en avant l'idée d'un monde divisé en deux catégories – même si certaines formes de franchissement sont parfois reconnues – dont l'une correspond à la norme sociale dominante et l'autre se trouve rejetée au-delà d'une frontière qui se redessine sans cesse (Fassin, 1996a). Ces oppositions s'avèrent peu pertinentes dans des contextes latino-américains, qui, à la différence des pays européens, laissent place à une sorte d'imbrication socio-économique dans laquelle l'ensemble des acteurs, institutionnels ou non, acteurs plus ou moins légitimes, agissent en dehors ou aux limites de la légalité et dans laquelle la marge, loin d'être une exception à la règle, peut être majoritaire. Le formel n'est pas plus représentatif de la réalité de ces villes que l'informel : tous deux font système. Aux marges

des villes, par ailleurs, l'absence – ou la déficience – de l'action des autorités planificatrices et régulatrices favorise le développement de formes d'expressions originales, laissant de plus grandes marges de manœuvre aux habitants qui jouent sur les frontières entre légal et illégal, formel et informel, etc. (Berry-Chikhaoui, *et al.*, 2000 ; Dorier-Apprill, *et al.*, 2007 ; Sierra *et al.*, 2008). Ces stratégies sont davantage visibles dans les villes des suds que dans celles des nords, où l'encadrement normatif a tendance à occulter les pratiques informelles. Toutefois, certains travaux montrent comment, même dans les villes d'Europe occidentale, les citoyens peuvent mettre à profit les disjonctions spatiales dans la construction de compétences (Rouilleau-Berger, 1993 ; Zeneidi-Henry, 2002 ; Bouillon, 2009). Les diverses formes de précarisation salariale qui touchent les villes européennes, comme latino-américaines, « rendent floues les frontières entre les espaces institués et ceux non régis par les codes d'une autorité instituée » (Rouilleau-Berger, 1993, p. 194).

En tentant d'éviter les travers du misérabilisme et du populisme, on peut alors centrer son attention sur les *arts de faire* des citoyens, sur ces « mille pratiques par lesquelles [ils] se réapproprient l'espace organisé par les techniques de la production socioculturelle » (de Certeau, 1990, p. XL), tout en maintenant une distance relative avec la vision d'un individu opprimé par la technostucture (Berry-Chikhaoui, *et al.*, 2000). Contraints de « faire avec » (de Certeau, 1990), les citoyens ne réagissent pas seulement par la ruse ou le « braconnage ». Face à un pouvoir omniprésent, ils réécrivent quotidiennement un ensemble de règles intermédiaires. Pour Michel de Certeau, « la tactique n'a pour lieu que celui de l'autre. Elle s'y insinue, fragmentairement, sans le saisir en son entier, sans pouvoir le tenir à distance. [...] Ce qu'elle gagne, elle ne le garde pas. Il lui faut constamment jouer avec les événements pour en faire des "occasions" » (1990, p. XLVI). Les individus mettent en place des inversions discrètes de l'ordre dominant, le métaphorisent et le font fonctionner sur un autre registre, sans le quitter pour autant (1990, p. 54). Ces tactiques agissent toutefois à la marge, puisqu'« elles introduisent un mouvement brownien dans ce système » (1990, p. XLVII).

Les approches dualistes et misérabilistes vont de pair avec une vision descendante de la ville, qui n'accorde aux habitants qu'un statut subalterne dans la production de l'espace urbain et considère les hommes politiques, les techniciens et les scientifiques comme les seuls acteurs légitimes, détenteurs de la compétence, du droit de penser et de faire la ville (Berry-Chikhaoui, *et al.*, 2000). Pour renouveler la description d'un tissu urbain éclaté, et prendre du recul par rapport à cette vision descendante, on peut tenter d'identifier les lieux et les moments où se fabriquent une règle partagée et adopter une lecture compréhensive qui place ceux qui n'ont que peu de prise sur les institutions, les citoyens et citoyens ordinaires, en

participants à part entière à la fabrication et à la transformation des villes (Berry-Chikhaoui, *et al.*, 2000). Les savoirs et les compétences des habitants seront ici entendus comme autant d'arts de faire qui contribuent matériellement et symboliquement à la construction de l'espace urbain. La focale d'analyse se porte sur les pratiques citadines, sur ces mille façons de faire, d'être et de vivre en ville, dans leur quotidienneté et leur ordinaire (Berry-Chikhaoui, *et al.*, 2000). Les habitants sont envisagés non seulement comme récepteurs passifs, mais d'abord et avant tout comme producteurs, *artisans*, co-acteurs de la ville, ce qui pousse à s'interroger sur leur marge d'intervention et de réflexivité. Ils mettent en œuvre certaines pratiques qui leur permettent de s'affranchir en partie des frontières urbaines, en les contournant, en s'y opposant, ou, au contraire, en accentuant la coupure pour mieux en tirer profit (Agier, 1999¹).

1.2. De la relativité des marges à l'étude du mouvement

Cela nous amène à la **relativité des marges urbaines, en tant que construction sociale et politique** (Sierra, *et al.*, 2008), et au risque de leur substantialisation. Les marges ne peuvent être pensées que dans une dynamique, une tension permanente, entre formel et informel, pouvoirs et résistances, ou encore entre le légitime et le moins légitime. Cela ne signifie pas pour autant qu'elles n'existent qu'en situation de résistance, d'opposition, ou simplement de réaction face aux autorités, face au formel. Elles peuvent avoir, au contraire, une autonomie relative face aux pouvoirs publics (Frey, 2000). La marge n'est pas seulement le revers de la médaille d'un formel incomplet ou le témoignage de ses failles. Elle est *autre*, elle peut aussi être *alternative*, sans se construire nécessairement en opposition à un formel référent, mais plutôt dans cette dynamique perpétuelle. La marge peut également faire évoluer la norme, qui résulte alors de l'interaction entre les frontières poreuses du formel et de l'informel. Des pratiques jugées déviantes dans un premier temps peuvent finir par être tolérées, notamment devant leur caractère massif, et faire évoluer progressivement les normes de gestion de l'espace. L'étude des chemins de traverse empruntés par des individus en quête de légitimité dans la ville dévoile la capacité des marges à infléchir les usages et les normes, à les négocier, voire à les détourner de leurs fonctions (Castel, 1996 ; Berry-Chikhaoui, *et al.*, 2000 ; Dorier-Apprill, *et al.*, 2007 ; Sierra, *et al.*, 2008).

¹ Ces pratiques renvoient aux stratégies de contournement, de confrontation et de réciprocité, décrites par Michel Agier (1999, p. 63-90).

Une lecture compréhensive de l'espace urbain au travers des pratiques citadines nous invite à nous distancier des approches statiques de la fragmentation urbaine et, plus particulièrement, des figures du ghetto, de l'isolat, ou encore de l'enclave, qui amènent à ériger des cartes de la pauvreté, et à appréhender, au contraire, ce qui fait lien : le mouvement sous toutes ses formes. L'entrée par les pratiques citadines et les mobilités spatiales permet en effet de rendre compte de la fluidité des frontières rigidifiées par les analyses de la fragmentation urbaine (Baby-Collin, 2000). Cela demande de s'affranchir un instant de la volonté de l'aménageur d'ordonner, de mesurer, de délimiter des ensembles spatiaux pour reporter son attention sur les trajectoires, les circulations et les itinéraires citadins et sur la manière dont ces mouvements peuvent faire sens et lien (Tarrus, 1989, 2000 ; Piolle, 1990).

Partie d'une analyse critique des quartiers irréguliers dans le cadre de mon DEA, cherchant à poser les premières bases d'une autre approche de ces quartiers, en tentant de déconstruire cette nébuleuse informelle, j'ai progressivement été amenée à dépasser cet « informel », tout comme l'échelle du quartier, au fur et à mesure que j'avançais dans mes recherches. Je me suis retrouvée, d'une certaine façon, face à une impasse : comment étudier les pratiques informelles et les quartiers irréguliers sans leur accorder pour autant une certaine spécificité et tomber dans l'écueil du populisme ? Certains travaux, dans la lignée desquels je m'inscrivais, ou du moins tentais de m'inscrire, avaient déjà fortement renouvelé cette approche (pour n'en citer que trois : Pedrazzini, 1995 ; Baby-Collin, 2000 ; Merklen, 2001). Ma première analyse critique aurait pu m'amener à étudier les phénomènes de pauvreté dans d'autres lieux que ces quartiers stigmatisés². Il m'a semblé qu'une approche de ces quartiers restait néanmoins pertinente et nécessaire, et qu'il s'avérait primordial de la dépasser au profit d'une analyse des parcours citadins et citoyens. Si certaines études mettent l'accent sur les liens entre « formel » et « informel », elles présupposent bien souvent une certaine autonomie de ces deux « mondes », le degré d'autonomie et de fluidité étant plus ou moins variable selon les cas. Pourquoi alors ne pas aller au terme de l'analyse et n'étudier que les liens et les interactions ? Il s'agirait ainsi de tenter d'appréhender le mouvement, cet entre-deux ni formel ni informel, et de prendre réellement en compte le fait que rien n'est exclusivement formel ni exclusivement informel.

Ces diverses remarques témoignent de la difficulté d'échapper au dualisme, quand bien même on le critique. Par facilité de langage, les analystes y retombent souvent, tels les

² On peut penser ici aux travaux de Lionel Rougé (2005).

tenants de l'économie populaire, qui, s'ils cherchent à dépasser l'opposition simpliste entre activités traditionnelles et modernes, ne peuvent s'en défaire totalement³. De la même manière, Sierra et Tadié, s'ils insistent bien sur le fait que « les marges font partie intégrante de la ville » (2008, p. 3), n'en affirment pas moins que « [la marge] est un autre monde souvent combattu mais toléré car il participe à l'existence de la société urbaine »⁴ (*ibid.*, p. 5). Tout cela ne fait que confirmer le caractère nécessairement hybride de la marge, à la fois légal et illégal, régulier et irrégulier, formel et informel...

Puisque la marge est fluctuante et se recompose continuellement, il aurait été arbitraire de vouloir la fixer dans des limites spatiales nettes, établies *a priori*, j'ai donc centré mon attention non pas sur les quartiers d'habitat irrégulier en tant que tels, mais sur le rapport au quartier, et à l'espace proche, dans ces parcours citadins et citoyens. La marge fait non seulement partie de la ville, mais elle offre, de plus, un angle privilégié, plus « cru », d'observation des phénomènes urbains. « C'est donc aux marges, dans des espaces liminaires ou des non-lieux, que se définissent le mieux le citoyen » (Agier, 1999, p. 17). Autrement dit, il s'avère nécessaire de dépasser les marges pour les étudier et les marges ne parlent pas seulement d'elles-mêmes mais de toute la ville.

Le choix initial de me raccrocher au quartier en tant que tel plutôt qu'aux pratiques citadines était sans doute dû à un certain « complexe d'infériorité » que connaissent nombre de géographes et qui nous pousse à justifier sans cesse nos orientations et nos choix de recherches, de peur qu'ils ne soient jugés géographiquement non pertinents par nos pairs. C'est ce qui a amené, par exemple, Fabrice Ripoll à donner au premier tome de sa thèse un contenu fortement épistémologique afin de pouvoir, dans un second tome, lancer les bases d'une géographie des mouvements sociaux, autrement dit afin que la thématique des mouvements sociaux soit reconnue comme géographiquement pertinente (2005).

1.3. Croiser les parcours citadins et citoyens

Mes recherches portent sur ***l'expérience urbaine des habitants des asentamientos irregulares de Rosario et de Montevideo membres de diverses organisations de quartier.***

3 « Cette économie populaire conjugue des ressources et des capacités professionnelles, techniques, organisationnelles et commerciales) de type traditionnel avec d'autres de type moderne, dans le but d'assurer sa subsistance quotidienne au moyen d'un nombre incalculable d'activités hétérogènes et variées. » (Razeto, 1991)

4 C'est moi qui souligne.

Deux niveaux de mobilité spatiale sont à l'étude : les pratiques collectives de l'espace urbain des organisations d'habitants d'une part, et, d'autre part, l'influence que ces dernières peuvent avoir au plan personnel sur la mobilité spatiale de leurs membres. Le premier niveau analyse la dimension spatiale de l'action collective, alors que le second, plus individuel, renvoie à l'acquisition de compétences de mobilité. Il se réfère à l'étude de l'expérience urbaine des habitants des quartiers irréguliers, c'est-à-dire à leurs pratiques et à leurs représentations de la ville (Kokoreff, 1993, 2005). L'expérience urbaine est « une expérience sociale renvoyant à un ensemble de pratiques surdéterminées par des effets de milieu [...] mais elle est aussi une dimension essentielle de l'exploration de la pluralité du monde urbain, et par là, des échanges qui s'y constituent » (Kokoreff, 2005, p. 221). Étudier l'expérience urbaine permet de prendre en compte les effets de structure, les mécanismes macrosociaux, sans négliger pour autant la marge de manœuvre dont disposent les individus. Cela évite de figer les citoyens dans des catégories préétablies (marginaux, pauvres, dominés, etc.) et permet de mieux appréhender leurs trajectoires, faites de constantes négociations avec la ville légitime.

L'objet de mes recherches porte moins sur l'étude des flux, des déplacements quotidiens ou réguliers des populations en soi, que sur leur signification. La mobilité spatiale est entendue comme *compétence* : elle se réfère à la question du pouvoir et du savoir, aux savoirs sur l'espace et à la capacité à se projeter *ailleurs*, non seulement en termes de représentations mais également en termes de pratiques concrètes (Capron, *et al.*, 2005 ; Ripoll et Veschambre, 2005b). Les compétences de mobilité, à leur tour, sont à envisager en tant que *potentiel*, ce qui renvoie aux connaissances et ressources diverses des individus, mais aussi en tant que mouvements effectifs, en tant que *mise en acte* (Berry-Chikhaoui, *et al.*, 2000 ; Lussault, 2007). Analyser les modes de construction des compétences de mobilité demande de les appréhender à partir de la mobilisation des divers répertoires de rôles et de ressources, ce qui invite à reconnaître la multiplicité des identités citoyennes (Berry-Chikhaoui, *et al.*, 2000). L'analyse des interactions entre ces parcours citoyens et citoyens amène à mettre en relation l'étude des routines de la vie quotidienne et celle des actions de contestation politique (Auyero, 2004).

Le croisement de ces parcours est privilégié afin d'interroger le rôle des mobilisations collectives dans la construction de *territoires intermédiaires*, où se négocie le passage de l'expérientiel à l'institutionnel. L'expérientiel renvoie au vécu, aux pratiques, à l'*expérience* des individus mais souffre d'une faible légitimité. L'institutionnel, quant à lui, s'il est légitime par essence, peut pêcher, par contre, par son inadaptation au vécu. Cela nous conduit à

interroger le degré d'ouverture et de réactivité des systèmes politiques locaux à la protestation. Consacré dans un premier temps au cadre urbain argentin, ce sujet de thèse s'est étendu aux villes uruguayennes. L'intérêt de cet élargissement ne réside pas tant dans la comparaison de Rosario et de Montevideo que dans la possible mise en généralité de mes réflexions et de mes résultats de recherche. Les va-et-vient entre ces deux villes permettent d'éclairer un objet par un autre : ils soulèvent des questions que l'observateur n'aurait pas nécessairement été amené à se poser sans cette confrontation (Gervais-Lambony, 2003). Ils suggèrent des pistes de recherche et dévoilent certains mécanismes pensés comme « évidents » mais qui relèvent en réalité d'une construction sociale historiquement datée (Coutras, 2005). La confrontation des deux terrains vient ici nourrir la réflexion. Toutefois, la référence aux deux villes disparaît parfois au cours de la rédaction. Ce flou, qui pourrait certes décontenancer le lecteur désireux de se raccrocher à un lieu concret, est volontaire car mon intention n'est pas de mettre en parallèle les évolutions des deux villes dans leurs similitudes et leurs différences mais bien d'enrichir la réflexion par l'apport de deux contextes urbains à la fois semblables et divergents.

Par ailleurs, le choix d'une approche qualitative nécessitait l'étude de contextes urbains relativement proches. Situées au cœur du bassin de La Plata, marquées par une histoire et une culture commune, Rosario et Montevideo ont une taille démographique similaire (autour du million d'habitants). Sous l'influence de leurs voisines brésiliennes, ces deux villes ont, de plus, mis en place des modes de gestion urbaine innovants, notamment en matière de décentralisation administrative et de participation citoyenne⁵. Ces démarches « participatives » arrivent-elles cependant réellement à prendre en compte et à valoriser les stratégies citadines et citoyennes à l'œuvre dans les territoires intermédiaires ? La consolidation de ces territoires demande une forme de légitimation de la sphère « formelle », c'est-à-dire une reconnaissance de la part des pouvoirs publics, qui se trouvent alors sollicités dans leur devoir d'appréhension de ces quêtes de territorialité.

⁵ En outre, Rosario et Montevideo, bien qu'ayant une taille démographique similaire, sont impliquées dans des dynamiques différentes – l'une plus intérieure, l'autre plus internationalisée – qu'on ne peut négliger.

2. ÉLÉMENTS MÉTHODOLOGIQUES

La lecture compréhensive de la ville proposée ici s'appuie sur une approche qualitative, menée au travers des entretiens et de l'observation directe. Suite à des enquêtes exploratoires, sept organisations d'habitants ont été choisies.

2.1. Le choix d'une approche qualitative

Cette recherche s'appuie sur trois périodes d'enquêtes – d'une durée totale de seize mois – réalisées à Rosario et à Montevideo entre 2006 et 2008. Les données présentées reposent sur un corpus de 64 entretiens semi-directifs approfondis auprès de membres des diverses organisations à l'étude, dont la plupart ont pu être interrogés sur au moins deux périodes d'enquête. Ces sources sont renforcées par une centaine d'entretiens informels et un travail d'observation directe, lors des activités collectives organisées au sein et en dehors des quartiers. Le corpus élargi représente entre 300 et 500 habitants selon le degré d'implication considéré – les membres réellement investis dans l'organisation ou les participants occasionnels.

J'ai fait le choix de privilégier une approche qualitative, basée sur la rencontre avec les acteurs locaux, et plus particulièrement avec ceux qui s'investissent dans les différentes formes d'action collective étudiées, qu'ils soient référents ou simples membres de l'organisation. Ces rencontres ont essentiellement pris la forme d'entretiens informels et semi-directifs. Ces entretiens ont été, selon les cas, individuels ou collectifs. Réunir deux ou trois personnes m'a parfois permis de récolter de riches informations, en facilitant les échanges avec les enquêtés et en « débloquent » certaines situations, notamment en limitant l'appréhension qu'éprouvaient certaines personnes face à la situation d'enquête, par peur de ne pas savoir répondre, de mal répondre ou de n'avoir rien d'intéressant à raconter⁶. Même si cette appréhension a diminué avec le temps, la présence d'un de leurs pairs rendait l'échange plus fluide, le débat qui s'installait entre les enquêtés les amenait à sortir de leurs retranchements. Certaines de mes questions étaient parfois redondantes mais permettaient aux interrogés de préciser leurs propos, tout comme elles me permettaient de confirmer ou de

⁶ Ce cas de figure s'est posé pour certains membres des organisations, non référents, qui n'étaient pas habitués à s'exprimer en public, ni à porter de recul sur leur engagement. À la fin d'un entretien, une des mes enquêtées a rassuré l'une de ses amies, avec laquelle je devais prochainement m'entretenir, en lui disant « ne t'inquiète pas, c'est facile en fait ».

nuancer ce qui avait été dit auparavant. Ces entretiens ont porté à la fois sur les parcours citoyens (engagement dans l'association) et citoyens (pratiques quotidiennes de la ville, rapport au quartier, etc.) et sur leurs croisements.

J'ai accordé une large place à l'observation directe, en me positionnant en tant qu'observateur participant externe et en effectuant de longs séjours sur place afin de permettre une meilleure insertion sur les terrains de mes recherches. Ainsi que l'affirme Schwartz, l'observation est toujours plus ou moins participante, puisque notre position est amenée à osciller entre observateur extérieur, partenaire et acteur au sein du groupe étudié (Schwartz, 1993, p. 270). L'observateur est, en partie, acteur puisque « il n'y a pas d'observation neutre, pur regard qui laisserait inchangés les phénomènes sur lesquels il porte » (Schwartz, 1993, p. 271). Il faut alors trouver un équilibre entre détachement et participation et prendre en compte sa subjectivité, en considérant les matériaux d'enquête, non comme des représentations immédiates d'une réalité « naturelle », antérieure à l'observation, mais bien comme des effets de la situation d'enquête (Schwartz, 1993, p. 274). Accepter sa subjectivité signifie également reconnaître que le système d'interactions entre les groupes étudiés et l'observateur participe de la construction de la recherche. Enfin, j'ai tenté d'alterner une observation « flottante » – consistant à ne pas mobiliser son attention sur un objet précis mais à la laisser flotter afin que les informations la pénètrent avec le moins de filtres, le moins d'*a priori* possibles – et une observation focalisée sur l'évolution des groupes, des lieux, des trajectoires individuelles et collectives (Rouleau-Berger, 1993, p. 26-29). Dans un premier temps, mon approche du terrain a été *exploratoire*, sans grille d'analyse préétablie, puis elle s'est structurée au fil du temps. Les organisations à l'étude ont été choisies suite à ces explorations⁷. Prendre appui sur une longue période de temps et sur une observation flottante limite les risques de calquage de catégories préconçues sur les situations et les comportements observés⁸. J'ai ainsi accordé une grande place au terrain dans cette recherche, tout en m'efforçant d'éviter l'écueil d'une « illusion empiriste » (Bourdieu, 1993).

Si les membres des organisations de quartier constituent le principal corpus de mes enquêtes, j'ai également réalisé de nombreux entretiens auprès des pouvoirs publics, notamment auprès des membres des programmes de régularisation des quartiers irréguliers

7 Une présentation des entretiens exploratoires et secondaires est disponible en annexe.

8 « L'observation in situ désigne les activités d'un chercheur qui observe personnellement et de manière prolongée une partie des situations et des comportements auxquels il s'intéresse, et n'est donc pas réduit à ne connaître ceux-ci qu'à travers les catégories utilisées par ceux qui y participent » (Chapoulie, cité dans Rouleau-Berger, 1993, p. 25)

des deux villes (Rosario Hábitat et PIAI), du Budget participatif (en Argentine et en Uruguay), du programme de décentralisation culturelle *Esquinas* à Montevideo et de l'équipe d'un conseiller municipal de Rosario, militant social de longue date élu aux élections municipales de 2005 (Juan Rivero). J'ai choisi de me centrer sur le programme *Esquinas* à Montevideo et sur l'équipe de Juan Rivero à Rosario car ces deux cas me paraissaient particulièrement bien illustrer la volonté d'ouverture des deux gouvernements locaux aux acteurs socio-territoriaux. Au sein du programme de décentralisation culturelle de Montevideo, j'ai étudié plus particulièrement deux « esquinas » : le « Mercadito », formé par des habitants du quartier Bella Italia, et le centre « Ateneo Sur » du Barrio Sur. Les entretiens ont été réalisés auprès des membres de ces deux « esquinas », de Julio Brum, directeur adjoint du programme, et Eduardo Llado, coordinateur du programme pour la Région Ouest de Montevideo⁹, référent sur les dossiers culturels du comité local du Centre communal de zone 14 et membre de la Commission de culture de ce centre communal. Enfin, un travail d'observation directe a été réalisé lors de diverses activités, réunions, assemblées, etc., organisées dans le cadre de ces programmes.

2.2. L'étude des mouvements de chômeurs à Rosario

Mon étude a porté sur diverses organisations d'habitants. À Rosario, j'ai analysé plus particulièrement trois mouvements de chômeurs. Le fait d'avoir réalisé un court séjour de recherche en 2004 dans le cadre de la maîtrise¹⁰ m'avait permis de rencontrer diverses organisations sociales de Santa Fe, une ville voisine. Ce séjour a facilité ma première insertion sur le terrain, en 2006. C'est grâce à ces organisations que j'ai pu établir mes premiers contacts à Rosario.

⁹ La Région Ouest regroupe les Centres Communaux de Zone 12, 13, 14, 15, 17 et 18.

¹⁰ Pujol Charlotte, 2004, *La participation citoyenne comme réponse à la crise du système représentatif. L'exemple de Santa Fe (Argentine)*, Mémoire de maîtrise Institut Universitaire Professionnalisé Aménagement et développement territorial, Université Toulouse 2 - Le Mirail, 177 p.

Les organisations de chômeurs¹¹ naissent, au niveau national, comme des formes de résistance aux réformes néolibérales brutales des années 1990 qui ont conduit à la désindustrialisation et à la privatisation / mise en concession des entreprises publiques et engendré des licenciements en masse. Ces organisations sont souvent désignées comme *piqueteros*, en référence à leur moyen d'action principal : la coupure de route ou *piquete*, dont le nom est dérivé du piquet de grève. Les coupures de route se généralisent à partir de 1996-1997, suite aux mobilisations massives au sein des villes pétrolières des provinces de Neuquén et de Salta, entièrement structurées autour de l'entreprise Yacimientos Petrolíferos Fiscales [Gisements pétroliers de l'État], l'une des plus grandes entreprises publiques de l'époque. Les premiers *piqueteros* apparaissent ainsi entre les rangs des anciens salariés d'un État qui s'est voulu interventionniste. Ils sont les héritiers de générations socialisées dans le cadre d'une certaine stabilité salariale et d'un relatif bien-être social (Svampa et Pereyra, 2004). Le *piquete* apparaît comme l'une des innovations au sein du répertoire de confrontation politique argentin nées dans le courant des années 1990, tout comme les *escraches*, affronts publics envers les politiciens corrompus, ou les *estallidos*, révoltes populaires visant la destitution du gouvernement provincial ou national (Merklen, 2002). Si le *piquete* est utilisé par de nombreux acteurs sociaux, son utilisation systématique a conduit à identifier fortement les mouvements de chômeurs à la coupure de route.

À Rosario, ces mouvements sont avant tout des organisations d'habitants d'*asentamientos irregulares*, qui se reconnaissent aujourd'hui comme des « mouvements de chômeurs ». Ils s'organisent ainsi par quartier et non par secteur d'activités. Certains mouvements sont restés locaux (à l'échelle d'un ou plusieurs quartiers), alors que d'autres se sont affiliés à des organisations d'ampleur nationale. Ils sont tournés, d'une part, vers le quartier, autour d'un centre communautaire à partir duquel s'organisent diverses activités d'autoproduction et d'animation socioculturelle, et, d'autre part, vers l'action directe. Les organisations de chômeurs dites « indépendantes » ont acquis une importance relative à Rosario. Ces organisations sont appelées ainsi car elles ne sont affiliées ni au Péronisme ni au

11 J'utiliserai indistinctement dans ce travail les termes *organisations* et *mouvements* de chômeurs. Il serait plus exact d'utiliser les termes d'organisations ou de mouvements de *travailleurs sans-emploi* car l'une de leurs revendications porte justement sur la reconnaissance de leur statut de travailleur et, de plus, ces personnes ne sont pas nécessairement toutes reconnues comme étant au chômage, c'est-à-dire qu'elles ne sont bien souvent pas incluses dans les recensements officiels. De fait, ils ne bénéficient pas de l'assurance chômage qui, bien que peu développée, existe en Argentine. L'allocation sociale que certains reçoivent est davantage liée à des critères de revenus qu'à leur situation sur le marché du travail. Par ailleurs, nombre d'entre eux cumulent de petits emplois non déclarés. Toutefois, par souci de simplicité, c'est le terme « chômeurs » qui sera utilisé ici.

Radicalisme, les deux grands partis politiques argentins, elles entretiennent toutefois des liens plus ou moins directs avec des partis ou mouvements de gauche minoritaires, tels que le Parti Communiste Révolutionnaire (de tendance maoïste), le Mouvement Populaire Révolutionnaire Quebracho (nationaliste révolutionnaire) et le Mouvement Socialiste des Travailleurs (trotskyste). Depuis 2003, un Front de chômeurs [*frente de desocupados*] regroupe la plupart d'entre elles, qu'elles soient de portée nationale ou locale.

J'ai étudié plus particulièrement trois de ces organisations, choisies à la suite d'une série d'entretiens exploratoires menés auprès des différentes organisations composant le Front de chômeurs. Certaines activités collectives du « Front », telles que les assemblées et les manifestations, m'ont toutefois permis de suivre l'évolution générale de l'ensemble de ces mouvements. Les organisations retenues se sont développées dans trois *asentamientos irregulares* distincts : le Centro de Trabajadores Desocupados [Centre des travailleurs sans emploi] Flamarión Sur et l'organisation Centros Comunitarios [Centres communautaires] Las Flores sont deux organisations micro-locales tandis que la Coordinadora de Trabajadores Desocupados [Coordination des travailleurs sans emploi] Aníbal Verón est une organisation nationale qui ne s'est développée à Rosario que dans un seul quartier.

Le **Centro de Trabajadores Desocupados (CTD) Flamarión Sur** a été formé en 1999 par les habitants de l'*asentamiento* éponyme. Les membres de l'organisation situent l'origine de leur mobilisation sous le gouvernement de Raúl Alfonsín, lors de l'hyperinflation de 1989 et des premiers *saqueos* [pillages de magasins] – qui ont été particulièrement importants à Rosario. Ils vivaient alors à *Villa olvidada* [Ville oubliée] et ont organisé, de manière « spontanée », des soupes populaires pour pallier la crise. Ils n'ont commencé à s'organiser véritablement qu'à partir de 1993 quand ils ont été expulsés par la municipalité et déplacés de *Villa olvidada* pour être relogés à quelques centaines de mètres, dans les logements municipaux (alors au nombre de seize) de Flamarión Sur, leur quartier actuel. S'est alors engagée une confrontation avec la municipalité, à travers le Service Public du Logement, pour la gratuité des nouveaux logements. Après une année d'intenses négociations, la municipalité a fini par céder. Actuellement, aucun des habitants ne paye de loyer. Flamarión Sur a ainsi une situation particulièrement ambiguë, puisqu'il se compose à l'origine de logements municipaux – donc réguliers – mais dont les habitants refusent de payer le loyer – ce qui les place dans une certaine illégalité concédée par les pouvoirs publics. Par ailleurs, cette

ambiguïté s'est vue renforcée par la construction de logements irréguliers dans le quartier¹². Ce sont les habitants qui ont donné ce nom à leur quartier, en référence à la principale rue qui le traverse. Le CTD Flamarión Sur a été créé en 1999. Il regroupait, entre 2006 et 2008, une centaine de personnes. Ses membres se rassemblent chaque semaine en assemblée. Le centre accueille des activités régulières telles qu'une cantine populaire (pour environ 200 personnes), un atelier de couture, un potager communautaire et un atelier de charpenterie, ainsi que d'autres activités qui varient selon les mois : événements festifs tels que la journée de l'enfant ou le carnaval, ateliers - formation sur une thématique liée à la santé (en partenariat avec un hôpital), déjeuners - rencontres avec d'autres militants populaires, etc. C'est ce mouvement de chômeurs qui a impulsé, aux côtés de la CTD Aníbal Verón, la création du Front de chômeurs.

Le mouvement de chômeurs **Centros Comunitarios Las Flores** réunit une cinquantaine de femmes de l'*asentamiento irregular Flores Sur*, situé au sud de Rosario. En 2002, suite aux dommages matériels causés par une tempête, un groupe d'habitantes du quartier se rassemblent pour demander de l'aide aux autorités publiques. N'obtenant aucune réponse malgré leurs demandes réitérées, elles décident de monter leur premier *piquete*. Elles finissent par obtenir le matériel nécessaire. Cette protestation « spontanée » commence à s'organiser et à gagner en effectif. D'autres femmes du quartier les rejoignent et elles obtiennent alors quelques allocations sociales. Dans les quatre mois suivant la tempête, elles ouvrent un centre communautaire dans la maison de l'une de leurs référentes, un centre qu'elles baptisent « La Lucha » [La lutte]. Leur mouvement est le dernier à rejoindre le Front de chômeurs (en 2004). Aucune de ces femmes n'a de passé militant et leur manque d'expérience rend l'organisation plutôt « tâtonnante ». Les assemblées - réunions se font en fonction des besoins et ne sont donc pas régulières. Le mouvement de chômeurs organise une cantine populaire hebdomadaire et des activités qui varient selon les semaines et les ressources disponibles, telles que des événements festifs et des « journées solidaires » de nettoyage du quartier. En 2007, un potager communautaire et un atelier de charpenterie pour les adolescents ont été mis en place¹³.

12 L'*asentamiento* Flamarión Sur regroupait environ 1020 habitants en 1996 selon le recensement de De Castro, Franchelli et Piccolo.

13 Un atelier de couture avait également été mis en place en 2004 mais il a fermé devant le manque de moyens financiers et matériels.

La **Coordinadora de Trabajadores Desocupados (CTD) Aníbal Verón** est un mouvement de chômeurs d'ampleur nationale, qui ne s'est développé, à Rosario, que dans l'*asentamiento irregular* Magnano. En 1999, certains habitants du quartier ont créé une coordination de travailleurs sans-emploi puis, en 2003, ils se sont affiliés au mouvement national de la CTD Aníbal Verón. À l'époque de mes enquêtes, le mouvement de chômeurs regroupait environ cent familles. Au sein du centre communautaire, différentes activités hebdomadaires sont organisées : les assemblées de la CTD, des ateliers culturels, des ateliers sur des thématiques liées à la santé telles que les addictions, un potager communautaire, des ateliers formations sur la vannerie et l'agriculture, etc.

Les quartiers Las Flores Sur et Magnano – également appelé Molino Blanco – naissent dans les années 1960 et s'accroissent progressivement par vagues d'occupations successives, particulièrement fortes au cours de la décennie 1990. Ils rassemblent des logements publics, fruits de diverses opérations ponctuelles successives, et des occupations irrégulières, dont une partie a été régularisée entre 2004 et 2008 dans le cadre du programme municipal d'intégration des quartiers irréguliers, Rosario Habitat¹⁴. En 2002, l'*asentamiento irregular* Flores Sur regroupait environ 400 familles¹⁵. C'est un quartier qui a connu de fortes mobilisations lors des *saqueos* de 1989 et lors de la crise de fin 2001¹⁶. Le quartier Magnano regroupait, quant à lui, 3482 habitants en 2004 – c'est-à-dire avant le lancement du programme Rosario Habitat qui a relocalisé presque 30% des familles.

Outre le fait qu'elles aient toutes trois été créées à l'échelle micro-locale, ces organisations présentent plusieurs caractéristiques communes. Dans tous les cas, en effet, bien que leurs membres habitent en majeure partie le quartier d'origine du mouvement, dans lequel est implanté le centre communautaire, ils ont été rejoints par des habitants des quartiers voisins. Les femmes y sont surreprésentées et constituent plus des trois-quarts des effectifs. La plupart des membres bénéficient d'une allocation sociale. Ce ne sont pas des mouvements de masse (ils regroupent d'une cinquantaine à une centaine de personnes), mais des

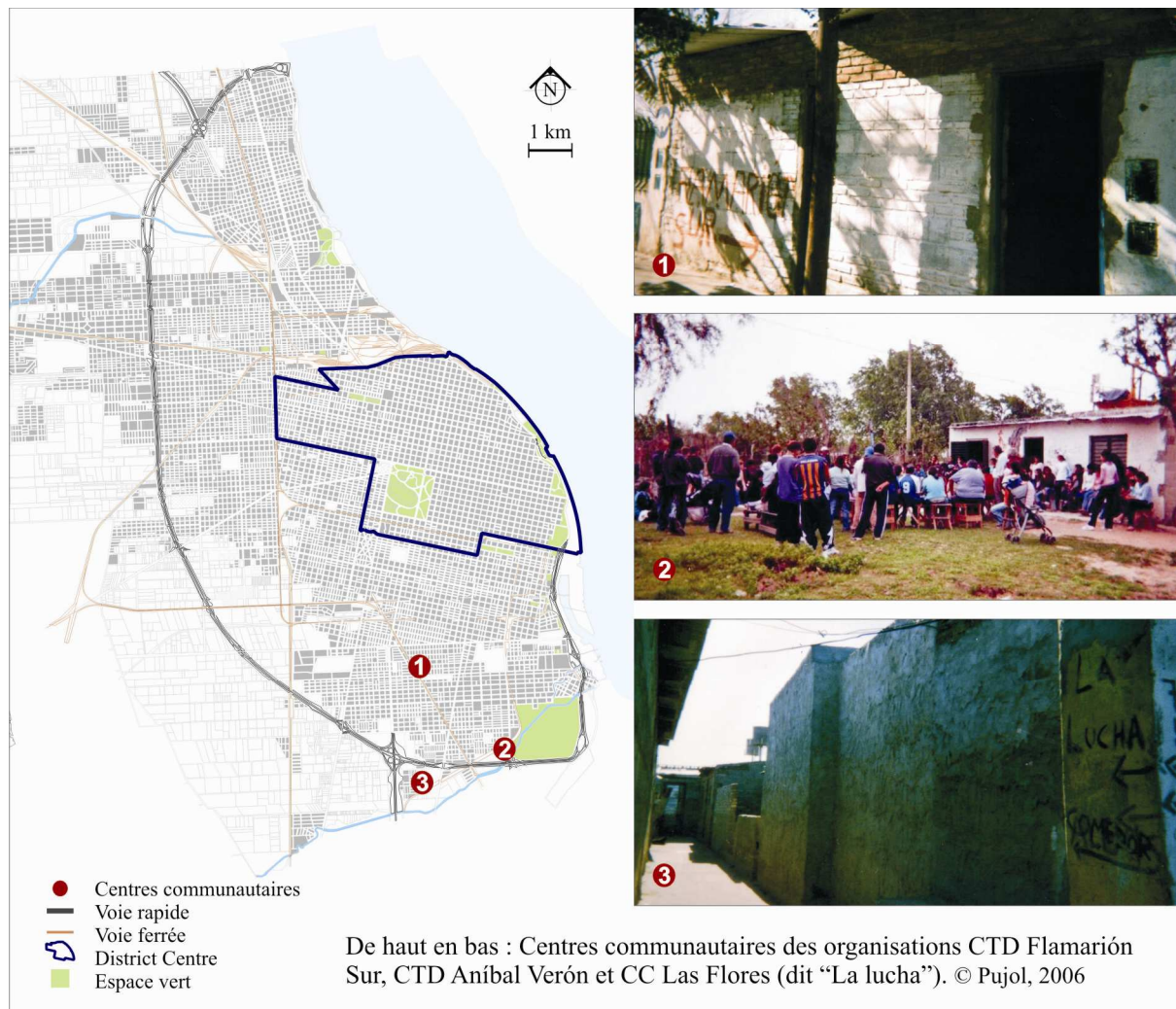
14 Le quartier Las Flores devrait connaître de nombreux changements au cours de ces prochaines années. Depuis 2006, la construction d'un grand casino est en projet aux limites du quartier, en bord de rocade. Nombre d'habitants de l'*asentamiento irregular Villa Granada* qui se trouvait sur l'emplacement du futur casino ont déjà été expulsés.

15 ROSARIO HÁBITAT, 2002, *Documento ambiental. Proyecto Las Flores*, Rosario, Servicio Público de la Vivienda, 67 p.

16 C'est également dans ce quartier qu'a été érigé un mur pour cacher la partie populaire de la ville durant la dictature militaire.

organisations d'habitants qui ont atteint un haut degré de coordination interorganisationnelle à la suite de la création du Front de chômeurs de Rosario.

Carte n°2 : Situation des organisations étudiées à Rosario



2.3. Le choix des organisations d'habitants *montevideanas*

À Montevideo, la sélection des organisations a été plus difficile, du fait de ma méconnaissance du terrain mais aussi de l'étendue de la ville. J'ai commencé par réaliser des entretiens exploratoires auprès des équipes sociales de certains Centres communaux de zone¹⁷

¹⁷ La Municipalité, dirigée par le *Frente Amplio* depuis 1990, est divisée en dix-huit circonscriptions territoriales, où fonctionnent un Centre communal de zone, un Comité local (*Junta local*) composé de cinq membres désignés par le Maire (respectant la représentation des partis politiques au sein du Conseil communal) et un Conseil d'habitants (*Concejo Vecinal*), composé de 25 à 40 habitants (conseillers communaux) élus par les habitants.

de la périphérie, de membres du programme national d'intégration des *asentamientos irregulares* PIAI, de chercheurs uruguayens¹⁸, de divers acteurs sociaux travaillant depuis de nombreuses années dans les quartiers populaires de la ville¹⁹ et, enfin, auprès de plusieurs associations d'habitants²⁰. Suite à ces explorations, quatre organisations ont été choisies en fonction de leurs relations avec le gouvernement local et de leur ancrage territorial : elles devaient être portées par des habitants et avoir un projet global pour leur quartier.

La première est la **commission d'habitants du Tobogán**, mise en place en 1999 pour œuvrer en faveur de la régularisation du quartier. Les premiers habitants s'y sont installés à la fin des années 1980 mais la majeure partie est arrivée dix ans plus tard. Ils ont déjà obtenu, suite à leur mobilisation, certains aménagements tels que le tracé des rues, l'éclairage et le ramassage des ordures. Ils payent des impôts locaux pour ces deux derniers services. L'*asentamiento* Tobogán est consolidé et ressemble à un quartier populaire « régulier ». Ce n'est toutefois qu'une solution temporaire puisque les habitants seront amenés à déménager tôt ou tard, le quartier étant construit sur une zone inondable. Les habitants ont abandonné leurs premières revendications autour de la régularisation mais ils maintiennent leur mobilisation en faveur d'un « logement digne » : s'ils doivent déménager, ils veulent que ce soit dans des conditions similaires à celles dans lesquelles ils vivent actuellement.

J'ai également étudié une coordination de quartiers, la **Coordinadora de asentamientos irregulares** du secteur 12, qui regroupe des habitants de divers quartiers irréguliers de ce secteur de la ville. Certains membres de la « Coordinadora » sont également conseillers communaux au sein du Conseil d'habitants [*Concejo Vecinal*] et/ou participent à la commission d'habitants de leur propre quartier. L'organisation a été créée en 2002, au beau milieu de la crise nationale, et suite à de grandes inondations qui ont mis en exergue la nécessité de coordonner les efforts des habitants. Certains *asentamientos* seront régularisés dans le cadre du Programme national d'Intégration des Asentamientos Irregulares, PIAI. Les membres de la « Coordinadora » ont tenté de mettre en place un comité de coordination [*mesa de relacionamiento*] avec les différentes autorités publiques. Entre 2004 et 2006, dix-neuf

18 Je me réfère ici plus particulièrement à Sebastián Aguiar, sociologue de l'Universidad de la República, ainsi qu'à Ruben Kaztman et María José Alvarez, sociologues de l'Universidad Católica.

19 Je me réfère ici plus particulièrement à l'ONG San Vicente, à la FUCVAM (*Federación Uruguaya de Cooperativas de Viviendas por Ayuda Mutua*) et à l'ONG AMARC.

20 Je me réfère ici plus particulièrement à la Commission d'Habitants 4 de marzo et à la Radio communautaire El Puente.

réunions ont rassemblé, aux côtés de la Coordinadora, de nombreuses institutions telles que le Ministère du Logement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement [Ministerio de Vivienda, Ordenamiento Territorial y Medio Ambiente], le Ministère du Transport et des Travaux Publics [Ministerio de Transporte y Obras Públicas], la Municipalité, le Centre communal de zone [Centro Comunal Zonal], le Comité local [Junta local] et le Conseil d'habitants [Concejo Vecinal]. Ces réunions ont débouché sur quelques aménagements ponctuels mais elles n'ont pas permis la création d'une instance de coordination pérenne entre les différentes entités.

La troisième organisation choisie est une radio communautaire de l'*asentamiento irregular* « Juventud 14 », **Resistencia FM**. Elle a été créée en 2004 par des membres de l'ancienne commission de quartier et s'inscrit dans le prolongement de la mobilisation pour l'occupation de Juventud 14. Cette dernière a commencé en 1993 sous l'initiative de quatorze jeunes qui ont alors baptisé le quartier « Jeunesse 14 ». Les terrains étaient, à l'origine, privés, mais ces jeunes, organisés en commission, ont pu obtenir leur rachat par la Ville de Montevideo. Quelques services collectifs ont peu à peu été installés (tels que l'électricité, l'eau, le ramassage des ordures ménagères et, plus récemment, l'assainissement). Quelques années plus tard, la radio communautaire a vu le jour comme un outil de communication réalisé pour et par les habitants du quartier. Elle est également pensée comme un moyen de communication alternatif ayant comme objectif de promouvoir un autre regard sur les *asentamientos irregulares* et leurs habitants.

La quatrième organisation est quelque peu atypique. Il s'agit d'une troupe de joueurs de candombe du quartier Palermo, la **Comparsa d'Isla de Flores**. Contrairement aux autres, ce dernier groupe n'est pas situé dans un *asentamiento irregular* mais dans un quartier populaire régulier proche du centre-ville, le quartier Palermo, quartier historique des anciens esclaves, où aujourd'hui encore la population noire reste surreprésentée. Le candombe est un genre de musique traditionnel de la culture afro-uruguayenne. La comparsa d'Isla de Flores se compose de 35 jeunes, de 20 à 30 ans, la plupart habitant le quartier. La troupe a été créée en 2000, sous sa forme actuelle, par trois jeunes coordinateurs, mais elle s'inscrit dans la longue tradition des *comparsas* du quartier Palermo. Ce dernier choix a été motivé par la volonté de dépasser l'informel, c'est-à-dire de ne pas rester focalisé sur les quartiers d'habitat irrégulier, pour s'attacher davantage aux pratiques citoyennes. De plus, comme je m'en suis rendu compte

au fur et à mesure de l'avancée de mes recherches, toutes les organisations étudiées dépassaient largement le micro-local.

Carte n°3 : Situation des organisations étudiées à Montevideo



2.4. Convergences et divergences des échantillons d'étude

Attardons-nous un instant sur quelques caractéristiques des échantillons d'étude. Le profil des personnes interrogées est légèrement plus jeune à Rosario qu'à Montevideo : dans le premier cas, 75 % ont entre 19 ans et 40 ans, dont la moitié a moins de 30 ans, alors que dans le second, la proportion de personnes âgées de moins de 40 ans ne s'élève qu'à 58 %

(33 % ont moins de 30 ans). Nombre d'études ont en effet montré la relative jeunesse des membres des organisations de chômeurs (Svampa et Pereyra, 2004). De plus, l'essentiel des personnes interrogées sont des femmes : à Rosario, elles représentent 81 % des enquêtés, contre 58 % à Montevideo, ce qui renvoie à l'importance (quantitative) des femmes dans les organisations de quartier, et *a fortiori* au sein des mouvements de chômeurs (Svampa et Pereyra, 2004 ; Cerrutti et Grimson, 2005). Dans le cas argentin, par ailleurs, l'essentiel des personnes interrogées n'a jamais eu d'emploi stable, ni « formel ». Elles occupent divers petits emplois, des « changas » telles que vendeuses ambulantes ou employées domestiques pour les femmes et ouvriers du bâtiment pour les hommes. Dans la capitale uruguayenne, la situation est plus contrastée : si certains n'occupent que des petits emplois successifs, d'autres ont des commerces relativement stables (atelier de réparation et de vente de pneumatiques, épicerie, etc.), qu'ils soient formels ou informels, et d'autres encore sont (ou ont été) ouvriers dans le secteur « formel », voire sont employés de la fonction publique. En ce qui concerne le niveau d'études, il est inférieur à Rosario : 69 % n'ont fait que des études primaires, incomplètes dans la moitié des cas, seuls 31 % des études secondaires et aucun n'est allé à l'université²¹, alors qu'à Montevideo presque tous les enquêtés ont reçu une formation secondaire, voire universitaire (dans de rares cas toutefois)²². De même, à Montevideo, la plupart des membres ont une expérience antérieure de la ville « formelle », presque tous ont précédemment habité dans un quartier régulier, alors qu'à Rosario, la grande majorité a toujours vécu dans un quartier irrégulier (qui peut être le quartier actuel ou un autre quartier de la ville).

À Montevideo, enfin, à la différence de la majorité des membres des organisations de chômeurs, les enquêtés ont presque tous une expérience de militance sociale ou politique antérieure à leur engagement au sein de l'organisation, notamment dans des commissions de quartier (25 %), au sein d'un Conseil d'habitants (15,6 %), d'un parti politique (15,6 %) ou lors d'occupations de terrains (9,4 %). Seuls 44 % des *piqueteros*, en revanche, ont une expérience antérieure, au sein d'un autre centre communautaire (33 %) ou d'un parti politique (11 %). À Rosario, comme à Montevideo, cependant, la plupart des référents des

21 Selon un recensement municipal de 1996, 52,4 % des habitants d'*asentamientos irregulares* ayant plus de 14 ans n'avaient aucune instruction formelle ou avaient des études primaires incomplètes, pour une moyenne municipale de 17,86 % (De Castro, *et al.*, 1996). Selon des statistiques du programme Rosario Habitat portant sur le quartier Molino Blanco, en 2001, 50 % des personnes ayant plus de 24 ans avaient une instruction primaire incomplète, voire inexistante.

22 Selon le recensement de María José Alvarez-Rivadulla datant de 2006, à Montevideo, 24 % des habitants d'*asentamientos irregulares* avaient des études primaires incomplètes, 36 % avaient achevé le primaire, 36 % avaient effectué des études secondaires et 2 % universitaires (Alvarez-Rivadulla, 2009).

organisations ont une trajectoire militante relativement longue. C'est par exemple le cas de Chiche, le référent du CTD Flamarión Sur. Par son père, ouvrier et dirigeant syndical péroniste, il a connu et est entré dans le milieu de la construction à 17 ans. À 18 ans, il a été délégué syndical à son tour. Il a milité dans les Jeunesses Péronistes puis au sein des Montoneros au cours des années 1960 et 1970. Il s'est ensuite tourné vers le Parti Communiste, duquel il a été délégué pendant onze ans. En 1990, il a quitté ce parti, aux côtés d'autres militants avec qui il a cherché à fonder un nouveau mouvement politique. Ils l'ont créé finalement quelques années plus tard sous le nom de Refundación comunista [Refondation communiste]. Par ailleurs, il a dirigé plusieurs associations de quartier, notamment une vecinal [association de voisins] et un club socio-sportif. Il est, enfin, conseiller participatif (au sein du Budget participatif de Rosario) depuis plusieurs années.

En ce qui concerne les quartiers d'ancrage des organisations, il faut souligner leurs différences en termes d'accessibilité. À Rosario, les *asentamientos irregulares* sont disséminés dans l'espace urbain. Nombre d'entre eux se situent dans les interstices mêmes de la ville, notamment aux abords des voies de chemin de fer et de leurs anciens tracés. Ils sont situés à proximité de quartiers « réguliers » et constituent parfois un sous-quartier au sein d'un grand quartier populaire. Cette particularité urbaine et la superficie moyenne de la ville (179 km²) placent ces *asentamientos irregulares* à une faible distance du centre-ville, non seulement en distance mais également en temps, puisque la proximité de zones d'habitat « formelles » facilite leur desserte. Ainsi, pour les trois quartiers étudiés, les trajets en autobus pour rejoindre le centre-ville n'excèdent pas une heure (leur durée moyenne oscille entre 30 et 45 minutes, selon les trajets et les horaires). Cette accessibilité facilite les déplacements des habitants des marges, même si le coût du billet est un frein certain²³. La proximité physique rend également possible l'usage d'une bicyclette. À Montevideo, par contre, l'étendue de la ville (193 km²) rend les déplacements entre la périphérie et le centre-ville plus difficiles. Il n'est pas rare de devoir prendre deux autobus pour réaliser le trajet, ce qui augmente non seulement la durée (entre 45 minutes et 1h30 selon les trajets et les horaires) mais aussi le coût du déplacement.

23 Par ailleurs, aucune réduction sur le prix du billet n'est accordée pour les personnes au chômage, qui doivent donc payer le plein tarif.

Ainsi, les caractérisations dualistes s'avèrent peu pertinentes en Amérique latine, dans des contextes où la plupart des acteurs agissent aux limites de la légalité et où la marge peut être majoritaire. Ces approches vont de pair avec une vision descendante de la ville, qui n'accorde aux habitants qu'un statut subalterne dans la production de l'espace urbain. Le choix d'une lecture compréhensive, en revanche, place les citadins et citoyens ordinaires au cœur de la fabrication et de la transformation des villes. Cela permet de se distancier des approches statiques de la fragmentation urbaine, et plus particulièrement de la figure du ghetto, et d'appréhender, au contraire, ce qui fait lien, le mouvement sous toutes ses formes. Les marges sont ici pensées dans une dynamique, une tension permanente entre formel et informel, entre le légitime et l'illégitime. Elles font non seulement partie de la ville mais elles offrent, de plus, un angle privilégié d'observation des phénomènes urbains. Il s'avère alors nécessaire de dépasser les marges pour les étudier. Mes recherches portent ainsi sur les parcours citadins et citoyens des habitants des *asentamientos irregulares* de Rosario et de Montevideo qui s'investissent dans diverses organisations de quartier. Elles s'attachent à ces trajectoires citadines faites de constantes négociations avec la ville légitime. Ces recherches s'appuient sur une approche qualitative, construite à partir de la rencontre avec les habitants membres des organisations à l'étude, au travers des entretiens et de l'observation directe.

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

Du bidonville transitoire des années 1950 aux grandes invasions de terrain des années 1990, les quartiers irréguliers argentins et uruguayens connaissent de profondes mutations. La marginalité est pensée de prime abord comme intrinsèque aux personnes et s'établit par rapport au processus de modernisation. L'accent est mis sur les caractéristiques de certains individus jugés incapables de s'adapter aux modes de vie et de travail urbains. Devant la persistance d'une situation pensée transitoire, la marginalité est envisagée en termes structurels puis laisse sa place à l'informalité, elle-même gagnée à son tour par la pauvreté. Au cours des années 1990 enfin, la vision d'une ville globale et fragmentée s'impose.

Bien que, dès les années 1960, les théoriciens de la dépendance aient montré que les phénomènes de marginalité découlaient du processus même de modernisation, la croyance en une certaine « traditionnalité » des pratiques informelles est particulièrement tenace. Les comparaisons internationales se développent selon une logique descendante, à partir de critères établis par des institutions des « nords » et d'une vision uniformisante des villes, qui semblent alors toutes affligées des mêmes maux, tels que la fragmentation et la « ghettoïsation ». La notion de fragmentation a été proposée afin de dépasser la question de la ségrégation réduite au ghetto et a mis l'accent sur la complexification des logiques d'exclusion et d'inclusion. Cependant, la généralisation de cette notion a parfois occulté la diversité des réalités urbaines. Par ailleurs, l'image d'une ville en fragments tend à renforcer l'assimilation des quartiers irréguliers à des ghettos, aux limites infranchissables.

Pour renouveler la description d'un tissu urbain éclaté, on peut adopter une lecture compréhensive au travers des pratiques citadines, ces mille façons d'être et de vivre en ville, dans leur quotidienneté et leur ordinaire. Mes recherches portent sur l'*expérience urbaine* des habitants des *asentamientos irregulares* de Rosario et de Montevideo qui s'investissent dans diverses organisations de quartier. Le croisement de ces parcours citoyens et citadins amène à relier l'étude des routines de la vie quotidienne à celle des actions de contestation politique. L'étude de l'expérience urbaine de ces habitants est ici privilégiée afin d'interroger le rôle des mobilisations collectives dans la construction de *territoires intermédiaires*, où se négocie le passage de l'expérientiel à l'institutionnel.

DEUXIÈME PARTIE

Expérience urbaine et action collective

La dimension spatiale de l'action collective reste peu étudiée. Bien qu'elle ait pour objet la dimension spatiale des sociétés ou du social (Lévy, 1994 ; Lévy et Lussault, 2003 ; Séchet et Veschambre, 2006), la géographie a peu investi le champ de l'action collective (Ripoll, 2005). Et les études portant sur l'action collective, menées notamment par des politistes et des sociologues, ont rarement pris en compte cette dimension, si ce n'est comme contexte implicite des mobilisations collectives (Auyero, 2005). S'assumant comme science sociale, la géographie dévoile la réciprocité du social et du spatial (Di Méo, 2001). L'espace est alors pris en compte dans la compréhension et l'explication des phénomènes sociaux. Socialement construit, il participe aussi de l'explication des processus sociaux. Il n'est pas qu'un support des pratiques, il est avant tout un *instrument* de l'action (Lussault, 2007). Il n'est pas une simple étendue matérielle mais une ressource et une contrainte mobilisée et transformée dans, par et pour l'action (*ibid.*). Cette double dimension de l'espace, structurée et structurante, a été mise en valeur dans les travaux de William H. Sewell qui montre comment les processus de contestation sont contraints par leur environnement, tout en participant de la production de nouvelles structures et relations spatiales (Sewell, cité par Auyero, 2005). « La lutte collective se construit en effet dans et par l'espace » (*ibid.*).

Cette deuxième partie s'attache à la dimension spatiale de l'action collective, qui en tant que « configuration d'actions situées », se déroule dans des lieux et à des moments qui ne sont pas interchangeables (Cefaï et Lafaye, 2001 ; Cefaï, 2007). Daniel Cefaï, à la suite des travaux d'Erving Goffman, nous amène à penser l'action collective *en situation*, tout en la dépassant. « La "situation" n'est donc pas exclusivement une situation de coprésence [...] Elle inclut tous les éléments qui entretiennent une relation de pertinence avec un événement [...] Les situations ne sont donc jamais encloses dans un bout d'espace-temps "immédiatement atteignable" par les acteurs coprésents. [...] Leur unité de pertinence ne se donne pas tout entière ici et maintenant » (Cefaï, 2007, p. 666).

Suite à un bref aperçu des études sur la mobilité spatiale aux marges, cette partie explore les jeux entre mobilité et ancrage dans les parcours citadins et citoyens des habitants membres d'organisation de quartier. Puis elle s'attarde sur le croisement de ces parcours sous un angle cette fois plus individuel que collectif. Elle se penche sur l'expérience urbaine des habitants investis dans les organisations de quartier, et plus particulièrement sur les trajectoires féminines. L'engagement dans ces organisations, et *a fortiori* au sein des mouvements de chômeurs, engendre de fréquents déplacements dans l'espace urbain, influant par là sur leurs pratiques et leurs connaissances de la ville. Modifie-t-il pour autant leur rapport à l'espace urbain ? A-t-il une influence sur l'ensemble de leurs pratiques de l'espace urbain (au niveau de l'emploi, des loisirs, etc.) ? Que signifie le fait de « circuler » pour les habitants qui s'investissent dans ces différentes formes d'action collective ? La participation dans une organisation de quartier multiplie les occasions de déplacements au sein de l'espace urbain, mais cela signifie-t-il pour autant que les habitants sont plus *mobiles* ? Dans quelles mesures les déplacements, dans le cadre des diverses formes d'action collective, leur permettent-ils d'acquérir de nouvelles compétences de mobilité ? Qu'apportent ces déplacements aux habitants qui étaient déjà amenés à se déplacer fréquemment au sein de l'espace urbain ? Cette mise en visibilité n'est-elle acceptée que tant qu'elle reste de l'ordre du temporaire, de l'occasionnel ? En quoi, enfin, les mobilités des habitants des marges interrogent-elles les processus de fragmentation ?

CHAPITRE 5.

LA MOBILITÉ SPATIALE AUX MARGES

La mobilité spatiale est une caractéristique majeure de nos sociétés. Le monde actuel nous y enjoint. Elle devient une exigence. Ce chapitre propose de s'attarder un instant sur les diverses approches de la mobilité, envisagée ici comme un affranchissement des contraintes spatiales. L'essor des mobilités amène à repenser non seulement le rôle du quartier mais aussi les réarticulations entre le proche et le lointain qui émergent.

1. DES RAPPORTS INÉGAUX À LA MOBILITÉ

Les capacités à se mouvoir demeurent inégalement distribuées entre les groupes sociaux. Parallèlement, dans une société où la mobilité est socialement valorisée, les différentiels de capacité à jouer avec les espaces deviennent des facteurs inédits d'inégalités.

1.1. La mobilité, une caractéristique majeure des sociétés contemporaines

Hier décriée, la mobilité est, de nos jours, fortement valorisée. Longtemps perçue comme une menace pour la cohésion des territoires, assimilée au vagabondage, elle était socialement dépréciée (Le Breton, 2004 ; Zeneidi-Henry, 2002, 2005). Dans la mesure où elles n'avaient pas de place assignée, les populations mobiles se trouvaient en marge de l'ordre du monde (Castel, 1996). Stigmatisées comme « mauvais pauvres », elles étaient privées du droit à la charité (Le Breton, 2004). Les sociétés contemporaines, à l'inverse, accordent un caractère fortement bénéfique au progrès et au changement et ont érigé la mobilité, et le mouvement en général, en valeurs suprêmes (Allemand, *et al.*, 2004). La mobilité est ainsi devenue l'une des caractéristiques majeures de nos sociétés. Pour Urry, le monde contemporain se définit davantage par la circulation que par les structures et les organisations stables (cité dans Allemand, 2004, p. 124). La mobilité, transversale à toutes les pratiques sociales, se convertit en « une forme élémentaire de la vie quotidienne, une matrice de toutes les expériences sociales » (Le Breton, 2006, p. 26). Qu'ils mettent en avant « une "transition mobilitaire" » (Knafou, 1998) ou un « paradigme mobilitaire » (Tarrus, 1993,

1996, 2000 ; Piolle, 1990), nombre d'auteurs s'accordent sur le rôle prépondérant qu'a aujourd'hui acquis la mobilité dans nos sociétés. Les villes deviennent davantage des points de convergence des mobilités, que des lieux de sédentarité (Tarrus, 1993, 1996, 2000 ; Piolle, 1990).

Être mobile est désormais une condition *sine qua non* de l'intégration sociale et de l'insertion urbaine. La mobilité s'est convertie en une exigence pour participer pleinement à la vie urbaine (Rémy et Voyé, 1992). Elle permet, en effet, de profiter au mieux des ressources de la ville. L'accès à de nombreux biens et services, au logement, au travail, à l'éducation, à la culture, etc., requiert la possibilité de se mouvoir (Allemand, *et al.*, 2004). Les déplacements, de même que les non-déplacements ou les stratégies d'évitement, conditionnent la relation des individus à leurs territoires (Le Breton, 2006).

1.2. Des différentiels de capacité à se mouvoir

Cette mobilité généralisée n'est cependant pas également distribuée entre les groupes sociaux. En effet, si la mobilité ne représente plus un délit et est aujourd'hui socialement valorisée, celle des plus pauvres reste suspecte (Zeneidi-Henry, 2002, 2005). Le contrôle des déplacements de ces populations indésirables reste une préoccupation des pouvoirs publics (*ibid.*). Par ailleurs, nombre d'études portant sur les quartiers dits « en difficulté », de France ou d'ailleurs, bien souvent empreintes de misérabilisme, tendent à les assimiler à des ghettos, renfermés sur eux-mêmes. Leurs habitants auraient un rapport à l'espace urbain limité, voire circonscrit au quartier. D'autres recherches, portant, elles, sur la mobilité en général, ne proposent qu'un bref aparté sur la mobilité des habitants des quartiers populaires, qui semble faire exception à la règle des bienfaits de la mobilité généralisée ou globalisante¹. De nombreux travaux attestent de l'inégalité des rapports à la mobilité entre les groupes sociaux. Les contraintes de distance et de proximité ne sont pas les mêmes pour tous (Rémy et Voyé, 1992). En France, les premières études comparatives sur les familles ouvrières et bourgeoises témoignent de différences notables en matière de mobilité (Chombart de Lauwe cité dans Grafmeyer, 2007). Pierre Bourdieu soutient que « le défaut de capital intensifie l'expérience de la finitude : il enchaîne à un lieu » (Bourdieu, 1993, p. 258). Le constat semble unanime :

¹ Voir par exemple : Rollier Yann et Wiel Marc (1993).

plus la position sociale est modeste, plus la mobilité des individus est faible. Une position sociale modeste condamnerait à l'immobilité et à la captivité.

Les travaux de Jean Rémy et Liliane Voyé dévoilent les **différentiels de capacité existant entre les individus assignés au proche car limités par des repères concrets et non transposables et ceux dotés de capacités d'exportation** grâce à « une grille transposable de lecture de l'espace » (1992, p. 73). Alors que les uns ne sont plus à leur place dès lors qu'ils franchissent les limites du proche, les autres, dotés d'un certain don d'ubiquité, sont chez eux dans tous les lieux de pouvoir (*ibid.* ; Ripoll et Veschambre, 2005b). Éric Le Breton (2004) évoque, quant à lui, un phénomène d'« insularité » afin de rendre compte de la situation d'enclavement des populations disqualifiées pour qui les rares sorties des territoires du proche sont vécues comme des aventures, du fait de leur caractère exceptionnel, et sont précisément motivées. **Les capacités à maîtriser les distances, à jouer sur plusieurs espaces, demeurent ainsi inégalement distribuées entre les groupes sociaux.**

Non seulement une position sociale modeste entrave la mobilité des individus, mais surtout, dans une société qui valorise fortement la mobilité, les différentiels de capacité à se mouvoir se convertissent en facteurs inédits d'inégalités (Rémy, 1996 ; Stock, 2004). La possession de compétences de mobilité n'est pas seulement une conséquence de la position sociale : elle en est également une composante (Lévy, 2000). Autrement dit, c'est aussi du fait de leur faible mobilité que les populations sont démunies (*ibid.*, p. 160). Éric Le Breton (2004) montre de même que si la disqualification sociale engendre des formes d'« insularité », cet enclavement territorial génère à son tour une désocialisation progressive. Ainsi, les différentiels de capacité à se mouvoir et les autres inégalités sociales se conditionnent mutuellement. Et comme le remarque Jacques Lévy, puisque « la maîtrise consciente et conquérante de sa place dans la société » inclut la capacité à changer de lieu, « la mobilité est aussi un "capital" » (2004, p. 300).

2. LA MOBILITÉ COMME AFFRANCHISSEMENT DES CONTRAINTES SPATIALES

L'injonction à la mobilité rend compte d'une volonté d'affranchissement des contraintes de distance et de proximité. L'augmentation des mobilités – entendues comme actes et comme expériences – amène à repenser les articulations entre le proche et le lointain.

2.1. La valeur mythologique du quartier dans la mobilité généralisée

Le quartier apparaît en géographie comme une notion banale et vague, désignant une simple fraction d'espace urbain relativement homogène (Lussault, 2003 ; Humain-Lamouré, 2007). Il prend sens, comme échelle et objet, à la fin des années 1970, dans le cadre d'un fort renouvellement de la discipline au sein des sciences sociales (Humain-Lamouré, 2007). La vision fonctionnaliste qui pense le quartier dans le cadre d'un zonage monofonctionnel, comme la vision nostalgique qui fait du quartier, assimilé à un village, l'échelon de sociabilité spontanée, « reposent sur trois postulats : une clôture de la vie sociale, une certaine autonomie des activités et des ressources à l'échelle du quartier, et enfin une prédominance des relations de proximité dans la structuration des réseaux de sociabilité » (Humain-Lamouré, 2007, p. 42-43). L'objectivation du quartier s'appuie sur les analyses de l'École de Chicago qui en fait l'expression d'une communauté culturelle, quasiment naturelle (Di Méo, 1994). Dès les années 1930 cependant, Louis Wirth montre que les rapports sociaux obéissent davantage à la logique des réseaux de sociabilité qu'au déterminisme étroit de la proximité spatiale (Di Méo, 1994). Les postulats de la clôture, de l'autonomie et de la sociabilité sont par ailleurs fortement remis en cause au cours des décennies 1970 et 1980 devant le constat de l'éclatement des réseaux de sociabilité qui fait déchoir le quartier de son rôle de cellule élémentaire de la société urbaine (Humain-Lamouré, 2007).

Selon certaines études, en effet, la mobilité généralisée rendrait caduque l'échelle du quartier, qui ne serait plus le lieu privilégié de structuration des réseaux de sociabilité, si ce n'est pour les exclus de la mobilité (Ascher, 1995 ; Chalas et Dubois-Taine, 1997). Sans compter que même pour ces individus « captifs », les relations de voisinage seraient limitées par les fortes disparités sociales qui existent entre eux (Ascher, 1995). C'est ainsi que « les voisins [...] voient de moins en moins » (Ascher, 1995, p. 149). Pour certains, l'essor des mobilités quotidiennes permettant la constitution de réseaux sociaux sur un mode électif, les rapports sociaux s'effectueraient en se dissociant des lieux (Chalas et Dubois-Taine, 1997). Pour d'autres, cet essor, caractéristique de la « surmodernité », favoriserait l'émergence de « non-lieux », tels que les aéroports marqués par des mouvements incessants (Augé, 1992). Nombre d'études s'accordent ainsi sur le fait que l'augmentation des mobilités va à l'encontre de toute forme d'ancrage spatial. Cette dualité entre l'ici et l'ailleurs n'est pas nouvelle. Comme le rappelle Guy Di méo, c'est bien l'opposition entre l'enracinement dans la maison, dans la localité, et la fréquentation aventureuse du vaste monde qui est au cœur de l'Odyssée (2001, p. 168).

À l'extrême opposé, nombre de politiques publiques ont tendu, en France comme en Amérique latine, à survaloriser la communauté locale comme ressource. La représentation du quartier comme échelon de sociabilité spontanée reste ici en vigueur. Le quartier, considéré comme l'unité de base de la vie urbaine, est, en effet, porteur d'une puissante mythologie spatiale (Lussault, 2003). Comme le souligne Guy Di Méo, cette survalorisation ne va pas sans quelques arrière-pensées : « Cet aveuglement ne traduirait pas quelque duplicité ? Quartier-alibi servant des intérêts économiques et politiques ; ou simplement, quartier-utopie, faux espoir de l'architecte à la recherche d'espaces idéaux qui se décrèteraient identitaires, voire communautaires, et apporteraient déjà, par leur seule existence, quelques réponses simples aux problèmes sociaux ? » (Di Méo, 1994, p. 264).

Une attention particulière doit ici être portée aux discours autour des effets de quartier (ou de lieu) et des bienfaits de la mixité sociale. De l'hypothèse de l'existence d'effets de quartier – négatifs dans le cas des quartiers dits « en difficulté » –, les analyses glissent parfois vers une deuxième hypothèse : si vivre dans un quartier pauvre a des répercussions négatives sur les habitants, alors mieux vaut vivre dans un quartier aisé. Cette seconde hypothèse a été au fondement d'expérimentations dans les politiques du logement aux États-Unis (Bacqué et Fol, 2007). Ces expérimentations se basent sur des approches psychosociologiques autour du phénomène de « contagion », rendant compte de la diffusion des comportements jugés « déviants » (*ibid.*). Ces travaux reposent bien souvent sur l'hypothèse d'une « culture de la pauvreté » (Lewis, 1978) reprise sans distance critique. Nombre d'entre eux s'appuient sur une conception essentialiste de la culture selon laquelle ce sont les normes culturelles qui sont les principaux facteurs de marginalité des individus (Agier, 1999 ; Bacqué et Fol, 2007). Selon ces études, les populations baignant dans un contexte de pauvreté et ne voyant que des individus pauvres autour d'elles n'ont de modèles que leurs semblables. Il faut donc favoriser la mixité sociale non seulement pour qu'elles puissent se confronter à des codes et modes de vie « normaux » et non déviants – afin de lutter contre leur « sous-culture marginale » et contre « les facteurs de transmission intergénérationnelle de la pauvreté » (Arriagada et Rodríguez, 2004) –, mais également afin de permettre une mobilité sociale ascendante. Les normes de comportements qui prévalent dans les quartiers pauvres sont ainsi considérées comme naturellement nocives alors que l'influence de la cohabitation avec des groupes aisés semble positive par nature (Bacqué et Fol, 2007).

2.2. La mobilité comme acte et comme expérience

Le rapprochement spatial de groupes sociaux très divers n'implique pourtant pas en soi un rapprochement social (Piolle, 1990-1991 ; Bourdieu, 1993). Le simple fait d'être physiquement présent à un endroit ne signifie pas nécessairement que l'on y soit à sa place, ou du moins que l'on y soit reconnu comme tel, ni que l'on soit en mesure de s'approprier cet espace. L'occupation légitime d'un lieu suppose notamment la possession de certains codes corporels et langagiers (Bourdieu, 1993). Le rôle crucial de la mobilité en matière d'insertion sociale ne repose pas tant sur la nécessité de se confronter aux normes de comportements de groupes sociaux plus aisés, comme l'affirment certaines analyses de la mixité sociale, mais plutôt sur l'affranchissement (relatif) des contraintes spatiales, des contraintes de distance et de proximité, sur l'affranchissement des frontières urbaines, qui offrent la possibilité d'une ouverture sur les autres et l'ailleurs. Tout déplacement n'engendre pas nécessairement une plus grande mobilité. Selon Xavier Piolle – proche ici des analyses d'Alain Tarrus (1989, 1993, 2000) –, la mobilité spatiale constitue un franchissement de limites socialement significantes, une traversée des hiérarchies sociales (Piolle, 1990). Elle implique un double phénomène de rupture et d'ouverture : rupture avec une sorte d'unité sociale basée sur la proximité spatiale et ouverture à d'autres appartenances, souvent moins prédéterminées (*ibid.*). Toute mobilité crée des opportunités de coprésence, d'interactions et de communications (*ibid.*). Elle traduit la possibilité d'aller « au-delà des allégeances territoriales » (Rémy et Voyé, 1992, p. 86). Elle interroge inévitablement le rapport à l'autre et les métissages inhérents à ces pratiques (Knafou, 1998 ; Tarrus, 2000).

Comprendre cette mobilité ne renvoie alors pas tant à une comptabilité des flux qu'à l'étude des différentes capacités à maîtriser les distances et à jouer sur plusieurs espaces. En effet, « ce n'est plus tant aujourd'hui la vitesse pure (qui peu ou prou devient accessible au plus grand nombre) que la capacité de maîtrise des différentes métriques de la mobilité, y compris celle de la lenteur, qui joue un rôle de facteur distinctif entre les individus et entre les groupes sociaux » (Lussault, 2007, p. 63). Étudier la pratique des lieux demande de dépasser une approche superficielle en termes de fréquentation ou de flux pour **s'attacher aux pratiques comme actes et comme expériences** (Stock, 2004 ; Lussault, 2004, 2007). Pour chaque acteur, les compétences de mobilité sont à envisager en tant que potentiel, ce qui renvoie à ses connaissances et ressources diverses, et en tant que mouvements effectifs, en tant que mise en acte (Lussault, 2007). Il s'avère nécessaire de dépasser une simple métrique spatiale pour envisager la mobilité spatiale en termes de compétences, afin de mettre l'accent

sur l'acte de se mouvoir, et donc sur l'acteur et ses logiques, plus que sur l'activité réalisée (Coutras, 2005). La mobilité acquiert par là une finalité propre qui est de peser sur les rapports sociaux (*ibid.*). Autrement dit, il faut **investir de sens social le mouvement spatial** (Piolle, 1990 ; Tarrus, 1993, 2000).

L'essor des mobilités témoigne de la complexification de l'articulation entre des groupes sociaux et leurs espaces et interroge le principe territorial historiquement construit autour du cloisonnement à l'intérieur d'espaces continus (Piolle, 1990 ; Capron, *et al.*, 2005). « Cette remise en cause affecte, du même coup, les approches par trop univoques de certaines catégories spatiales (périphérie, enclaves) ou sociales (dominés, marginaux, exclus) qui sont bien souvent instrumentalisées comme construction sociales ou politiques » (Capron *et al.*, 2005, p. 11). Cet essor remet en question la pertinence des modèles centre/périphérie ou centre/marge. Étudier les phénomènes de mobilité demande de s'intéresser aux limites mais aussi à leurs franchissements (Lussault, 2007), aux aptitudes aux passages et aux entrées-sorties de l'affectation identitaire (Tarrus, 2000).

2.3. Des réarticulations complexes entre le proche et le lointain

Loin d'atténuer la question spatiale, l'augmentation des mobilités renforce sa prégnance (Lussault, 2007). Bien que standardisés, les emblèmes des espaces contemporains, tels que les gares, les autoroutes ou les aéroports, ne constituent pas pour autant des « non-lieux » : ce sont au contraire des « hyper-lieux », « des attracteurs de nos spatialités mobilitaires » (Lussault, 2007, p. 62). La généralisation de la mobilité ne supprime pas la proximité mais engendre des réarticulations complexes entre le proche et le lointain (Rémy, 1996 ; Le Breton, 2006). Aussi, si l'échelle du quartier reste pertinente (en matière de structuration des réseaux de sociabilité), **la complexité du rapport au quartier ne peut-elle être appréhendée que dans l'articulation des échelles urbaines**, notamment en ce qui concerne les quartiers populaires (Authier, *et al.*, 2007). Autrement dit, on ne peut comprendre le quartier en restant focalisé à son échelle. Non seulement le quartier peut constituer une ressource pour ses habitants (Merklen, 2001) mais, de plus, cet ancrage peut être cumulatif d'autres usages, plus mobiles, de la ville (Authier, *et al.*, 2007). Mobilités et ancrages doivent être pensés en articulation et non en opposition (Tarrus, 1989 ; Piolle, 1990 ; Rémy, 1996). La tension entre ségrégation et mobilité mise en évidence dans les analyses de l'École de Chicago ne renvoie pas nécessairement à une lutte constante entre deux

tendances contradictoires mais peut être comprise, au contraire, dans l'interrelation des deux phénomènes.

Le « doute radical » qu'émet Xavier Piolle « sur le rôle exclusif de la proximité spatiale dans le lien social » (1990-1991, p. 355) ne constitue pas une remise en cause du rôle de la proximité en soi (par rapport au lien social). Ce que le géographe dénonce c'est son caractère exclusif, de même que la vision d'une certaine proximité marquée par la contiguïté spatiale (*ibid.*). L'espace proche n'est plus donné mais à construire (*ibid.*). « S'interroger sur la pertinence du facteur de contiguïté n'est pas méconnaître ni minorer l'espace mais seulement se refuser à le confondre avec l'articulation géométrique des lieux » (*ibid.*, p. 357). La remise en question ne porte pas tant sur la proximité en soi que sur une vision minimaliste qui pense l'espace en continu, sans hiatus ni rupture. L'espace proche, ou le voisinage, ne constitue pas un arrangement lisse (Piolle, 1990-1991 ; Lussault, 2007).

Ainsi, la mobilité devient une exigence pour participer pleinement à la vie urbaine. Les capacités à maîtriser les distances demeurent pourtant inégalement distribuées entre les groupes sociaux. Si la mobilité a aujourd'hui acquis un rôle crucial en matière d'insertion sociale, c'est qu'elle témoigne d'un affranchissement (relatif) des frontières urbaines, qui offre la possibilité d'une ouverture sur les autres et l'ailleurs. La généralisation des mobilités ne supprime pas la proximité mais renouvelle les imbrications entre le proche et le lointain. La complexité du rapport au quartier ne peut alors être appréhendée que dans l'articulation des échelles urbaines.

CHAPITRE 6.

QUAND LA MOBILITÉ SE FAIT ANCRAGE ET L'ANCRAGE MOBILITÉ...

La mobilité est une caractéristique majeure des sociétés contemporaines. Son essor rend compte d'une complexification de l'articulation entre les groupes sociaux et leurs espaces. Si le constat d'une mobilité généralisée est relativement partagé, les quartiers dits « en difficulté », que ce soit d'Argentine, d'Uruguay ou d'ailleurs, dépeints comme des ghettos refermés sur eux-mêmes, semblent exclus de cette tendance. L'Argentine et l'Uruguay du tournant de siècle sont, en effet, marqués par un fort ancrage territorial des couches populaires. Les réformes néolibérales ont radicalement déstabilisé le modèle d'intégration sociale dans lequel s'étaient formées les identités populaires (Merklen, 2001). De nos jours, celles-ci se structurent davantage par le biais de leur inscription territoriale que par celui de l'emploi et des diverses formes de protection sociale de l'État ou des syndicats (*ibid.*). Cet ancrage ne traduit pas pour autant un phénomène de repli. Il est, au contraire, intrinsèquement lié à des pratiques plus mobiles de la ville. L'exploration des jeux entre mobilité et ancrage dans les parcours citoyens et citoyens des membres d'organisation de quartier tente de comprendre en quoi leur rapport à l'espace urbain se trouve modifié par leur engagement.

1. LA DIMENSION SPATIALE DE L'EXPÉRIENCE MILITANTE

À Rosario comme à Montevideo, l'expérience militante a une dimension éminemment spatiale. L'engagement dans une organisation d'habitants favorise une ouverture sur les autres et l'ailleurs, tout en renouvelant le rapport des citoyens ordinaires à leur espace proche.

1.1. Une ouverture sur les autres et l'ailleurs

Le fait de « sortir », de sortir du logement et du quartier, revêt une dimension fondamentale dans l'expérience militante des habitants, notamment pour les femmes. Dans les récits de leur engagement, ils insistent souvent sur cette volonté de « sortir », ou, du moins, un lien implicite est établi entre l'engagement et le fait de sortir. C'est ainsi qu'ils « *sortent*

lutter », selon l'expression la plus couramment utilisée. Irma, par exemple, explique qu'elle a voulu s'investir dans le Centro de Trabajadores Desocupados Flamarión Sur parce qu' « [elle] aime participer » et, par là, elle sous-entend qu' « [elle] n'aime pas rester enfermée chez [elle] » et qu' « [elle] se sent bien [là-bas]. [Elle] n'[a] pas l'habitude de sortir et [elle s'est] fait plein d'amies ». Cela renvoie également à l'importance des sociabilités militantes, ces « à-côtés de l'action collective » (Renou, 2009, p. 509). Participer à une organisation d'habitants permet une ouverture sur les autres et l'ailleurs. L'expérience militante est parfois vécue comme une distraction, une manière de s'échapper d'un quotidien difficile. Mais elle permet aussi de s'identifier à un groupe, en construisant peu à peu une identité collective.

Les seules conditions matérielles d'existence ne suffisent pas à expliquer l'engagement des habitants (Merklen, 2001 ; Auyero, 2004). La recherche individuelle et collective de reconnaissance et de respect est également essentielle (Auyero, 2004)². L'engagement permet une forme de valorisation de soi : les activités sont perçues comme « une responsabilité », « un engagement », une « manière de faire quelque chose d'utile », « un travail »³, etc., par ces habitants dont les conditions de travail sont souvent précaires. Il est parfois vécu comme un besoin existentiel de se prouver à eux-mêmes et de prouver au monde qui les entoure qu'ils existent, de sortir de leur invisibilité sociale. Il apparaît comme une manière de s'arroger une place dans le monde, et en premier lieu dans la ville, où ils ont le sentiment de n'être jamais vraiment légitimes, ou plus exactement de n'être jamais totalement reconnus comme légitimes. L'engagement, comme l'ouverture qu'il permet, interroge notre expérience au monde. Cette irruption sur la scène publique et politique permet à ces citadines et citadins ordinaires d'échapper à un isolement qui les condamnerait à l'impuissance et à la passivité (Frey, 2000).

« Quand tu arrives à l'*asentamiento* et que tu vois la solitude, on dirait que tu es en dehors de la tête de tout le monde, de tous ceux qui ont la possibilité de définir des choses. [...] Moi je crois que c'est un peu... qu'on se refuse à ne pas exister... parce que c'est un peu le sujet [...] cette invisibilité à laquelle on relègue les gens qui n'ont pas de pouvoir économique, ni de pouvoir d'un statut, ni de pouvoir d'un diplôme, non ? Donc moi je crois que bien au fond de moi c'est comme une lutte désespérée pour rompre cette invisibilité à laquelle on veut te soumettre. [...] Imagine un peu : moi j'ai une petite épicerie chez moi, si je me contente seulement de vendre, même si je parle avec les voisins et si je fais des

2 « Le monde social donne ce qu'il y a de plus rare, de la reconnaissance, de la considération, c'est-à-dire, tout simplement, de la raison d'être. [...] De toutes les distributions, l'une des plus inégales et, sans doute, en tout cas, la plus cruelle est la répartition du capital symbolique, c'est-à-dire de l'importance sociale et des raisons de vivre » Bourdieu (1997, p. 283-284).

3 Données issues des entretiens.

connaissances et tout ça, je meurs. »* (Cristina, Coordinadora de asentamientos, Montevideo)

« Dans ce monde, avec les besoins de chacun et ceux du quartier, tu es profondément seul... la Coordinadora est un espace où on sent qu'on n'est pas brisé et qu'il faut continuer à lutter... Le contact avec les autres camarades est vraiment important parce qu'écorchés on l'a été des tonnes de fois et on n'a plus rien et on s'appuie les uns sur les autres et on est toujours là... Et ça c'est très important. [...] On voit beaucoup de choses difficiles dans les *asentamientos*, dans le sens de beaucoup de styles de vie brisés, de très peu d'espoir dans le changement, non ? Donc c'est comme si on s'accrochait aux espaces où on voit que les camarades sont dans le positif... pour ne pas se perdre dans ce chaos... [...] Tu as besoin de te retrouver avec des camarades qui se battent, qui luttent... C'est pour moi le plus important, quand il y a des gens qui cherchent une sortie à cette histoire [...] L'important c'est de ne pas perdre espoir... Et on ne l'a pas perdu. »* (Cristina, Coordinadora de asentamientos, Montevideo)

« La Coordinadora c'est aussi pour moi un espace où on se rencontre, où on échange, et où on prend des forces parfois parce que... moi je dis parfois en rigolant qu'on dirait un espace de thérapie [rires] [...] on échange une quantité de choses et on se donne des forces pour continuer »* (Isabel, Coordinadora de asentamientos, Montevideo)

« C'est vraiment se sentir acteur d'où tu es, sentir que tu participes à quelque chose, que tu existes... que tu peux apporter quelque chose... »* (Emilia, Resistencia FM, Montevideo)

« Sur le plan personnel, la motivation était, est, le besoin que l'on peut ressentir à communiquer, à s'exprimer devant les gens. Donc je l'ai pris comme ça, comme un bon outil pour dire ce qu'on pense. Parce que cette sensation qu'on ressent [...] cette chaleur humaine, et au-delà des manques qu'a la radio, je sais pas, y a quelque chose de spécial, on se sent très à l'aise ici, dès le premier jour... et je me suis dit "oui, cet endroit c'est le bon". »* (Carlos, Resistencia FM, Montevideo)

« J'ai trouvé un espace où mon travail a de la valeur. On compte sur moi. Pour eux, je suis importante. Ils comptent sur le fait que je vienne et fasse telle ou telle chose... et pour moi, c'est très important. »* (Erika, CTD Flamarión Sur, Rosario)

1.2. Un rapport renouvelé à l'espace proche

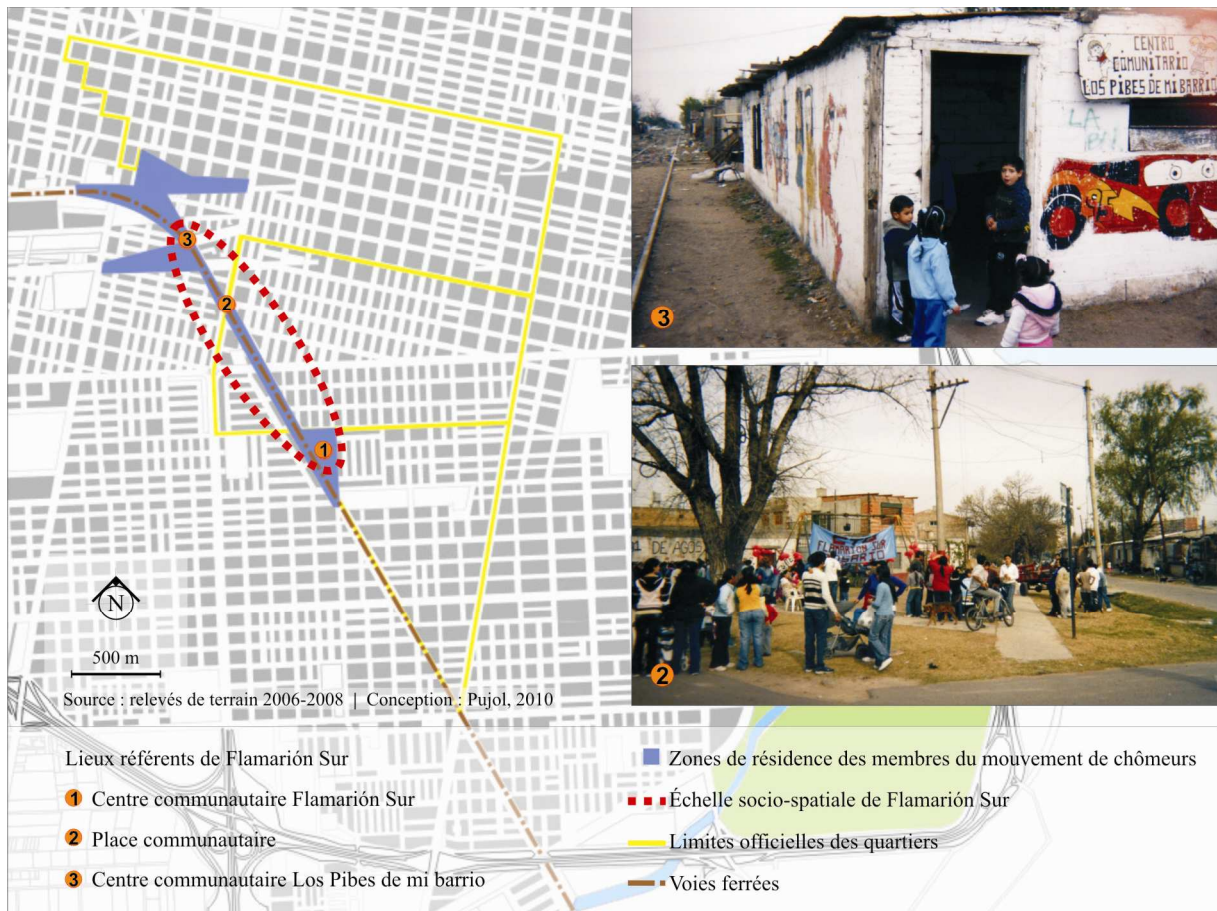
La construction du groupe est ici fondamentale et se forge autour d'un rapport renouvelé au quartier, ou à l'espace proche. Ainsi, pour Elba, l'une des coordinatrices du Centro de Trabajadores Desocupados Flamarión Sur, les limites spatiales du quartier et les limites sociales de l'organisation se confondent. Elle se reconnaît et se présente comme une habitante de Flamarión Sur. Pour les membres de l'organisation, tous ceux qui vivent à l'intérieur des limites spatiales du quartier n'appartiennent pas nécessairement à Flamarión

Sur, alors que certains habitants des quartiers voisins, eux, peuvent en faire partie. Cette confusion est permanente dans le discours des membres⁴. Ce sont les habitants du quartier qui l'ont appelé « Flamarión Sur ». Ils l'ont créé après avoir été expulsés d'un autre *asentamiento irregular*, Villa olvidada, situé à quelques centaines de mètres (en 1993). Les fondateurs du mouvement (créé en 1999) sont issus de cette première lutte. Dès le début, certains habitants restés à Villa olvidada les accompagnent. Puis, ils sont peu à peu rejoints par de nouveaux habitants du quartier (arrivés après la création du quartier ou du mouvement de chômeurs) ainsi que par des habitants des quartiers voisins. Flamarión Sur revêt indéniablement une dimension spatiale : il porte le nom de la rue qui le traverse et les habitants se définissent comme « habitants de Flamarión Sur ». Mais il a également une dimension sociale, il s'est construit au rythme de la construction du mouvement de chômeurs : les premières soupes populaires, l'expulsion de Villa Olvidada, le combat pour la gratuité des nouveaux logements et, enfin, la création du Centro de Trabajadores Desocupados. En 2005, un autre centre communautaire surnommé « Los pibes de mi barrio » [les gamins de mon quartier] situé dans un quartier proche, l'*asentamiento irregular* 25 de mayo, se rallie également au mouvement de chômeurs. De nos jours, l'essentiel des activités de l'organisation ont lieu dans un des deux centres communautaires ou sur une place publique située entre les deux.

Dans toutes les organisations, les revendications et les diverses actions mobilisent toujours d'une manière ou d'une autre le registre spatial de l'habitant, du quartier, mais elles finissent le plus souvent par le dépasser. D'une part, si la plupart des membres habitent le quartier de création de l'organisation et où fonctionne son siège, nombreux sont ceux qui résident dans des quartiers voisins – réguliers ou non. D'autre part, leurs préoccupations ne se limitent bien souvent pas à cette seule échelle, ni à une dimension strictement physique de l'espace. Si cette dimension est bien toujours présente, et si elle est généralement à l'origine de leur mobilisation, les revendications et actions diverses ne portent pas seulement sur les infrastructures et les services mais portent également sur des thématiques plus générales ayant trait au social, à la culture, à la santé, à l'éducation, etc. Les organisations constituent ainsi des communautés d'habitants qui transcendent les limites spatiales des quartiers. Plutôt que de quartiers, il s'agit en fait d'espaces proches, qui ne restent pas circonscrits dans des limites spatiales nettes, mais qui transcendent la contiguïté spatiale, dans une proximité qui n'est pas donnée mais à construire (Piolle, 1990-1991).

4. Lors de mes toutes premières enquêtes, j'avais compris que le quartier, comme le mouvement de chômeurs, s'appelait « Flamarión Sur ». Puis je me suis rendue compte que tous les habitants vivant à l'intérieur des limites spatiales du quartier n'étaient pas considérés comme faisant partie de Flamarión Sur.

Carte n°4 : L'échelle socio-spatiale de Flamarión Sur



2. QUAND L'ANCRAGE EST FACTEUR DE MOBILITÉ ET VICE VERSA

À Montevideo, les organisations se fondent sur le registre spatial du quartier. Mais elles finissent toujours par dépasser cette échelle. L'ancrage au quartier – ou plutôt à l'espace proche – y est facteur de mobilité.

2.1. Entre ancrage et déni du quartier

Dans le cas de la Coordinadora de asentamientos, l'identification est forte sur le secteur élargi (Colón) mais faible sur le quartier. Les membres se présentent d'abord comme habitants de Colón et ensuite de leur quartier. Ce dernier ne représente pas un espace d'identification, si ce n'est en devenir – après sa régularisation. La plupart d'entre eux vivaient auparavant dans un quartier « régulier » de Montevideo et ont été contraints de

déménager, au cours des années 1990, suite à des changements de situations professionnelles ou familiales notamment. Ces déménagements ont souvent été durement vécus, d'autant plus devant les espoirs de prochaine régularisation éternellement repoussés. Le sentiment d'appartenance au secteur de Colón est à la fois une forme de revendication et une forme de rejet de l'*asentamiento irregular*.

La Coordinadora a été créée en 2002 dans le contexte de crise nationale et suite à de grandes inondations qui ont mis en évidence la nécessaire coordination entre les nombreux quartiers d'habitat irrégulier du secteur. Elle est ainsi, dès ses prémisses, pensée au-delà de l'échelle du quartier. Participer à l'organisation occasionne une plus grande mobilité dans le secteur – dans les quartiers « réguliers » ou non – mais aussi dans d'autres secteurs de la ville. Les membres sont amenés à rencontrer régulièrement les commissions d'*asentamientos irregulares* du secteur, les autorités locales (au sein du Centre communal de zone), municipales (Ville de Montevideo) et nationales (les différents ministères). La tentative de coordination entre le Ministère du Logement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, le Ministère du Transport et des Travaux Publics, la Ville de Montevideo, le Centre communal de zone, le Comité local et le Conseil d'habitants, qui s'est traduite par l'organisation de dix-neuf réunions de 2004 à 2006, est l'un de leurs projets les plus aboutis, même s'ils ne sont finalement pas parvenus à mettre en place une instance pérenne de négociation. Des échanges, plus informels, ont également lieu à travers le Centre communal de zone. Les réunions de la Coordinadora s'y déroulent. De plus, certains membres ont été élus au sein du Conseil d'habitants. Ils sont ainsi amenés à être régulièrement en contact avec de nombreuses institutions, telles que le Programa de Integración de Asentamientos Irregulares (PIAI).

L'engagement permet d'échapper au quotidien du quartier. Cependant, s'investir au sein du quartier reste tout de même une priorité puisque c'est bien l'objectif de régularisation – ou du moins d'amélioration de certains services et infrastructures – qui est recherché par les habitants et qui les a réunis. De plus, c'est bien la qualité d'« habitant » qui est mobilisée pour justifier l'engagement.

Entretien avec Cristina, Isabel et Fabiana de la Coordinadora de asentamientos* :
Cristina : « Quand on me demande : "d'où tu es?" le premier truc qui me vient c'est "de Colón". »
Isabel : « Il y a une certaine identité de Colón. Nous, on est dans la périphérie de Colón, certains disent que notre quartier s'appelle Colón norte. Mais moi je suis de Colón. [...] »
Cristina : « Oui, pour moi, c'est tout Colón. »
Isabel : « On se sent faire partie de... Tu commences à tisser tellement de réseaux que tu te sens... tu connais des gens de partout... [...] C'est ta vie, là où tu es... »

Moi je ne dis pas "25 de Agosto", parce que [...] pour moi, c'est très limité, parce que ma vie va au-delà, la plupart de ma vie est dans tout Colón. »

Fabiana : « Oui, parce que nous on vient, on achète tout ici, les grandes pharmacies sont ici, les grands supermarchés... »

Cristina : « Moi, je me sens faire partie de Colón, même si je vis dans un *asentamiento*... »

Fabiana : « et c'est qu'on fait partie de Colón... »

Cristina : « Moi je dis plutôt dans le sens de l'appartenance... parce que quand on me demande "d'où tu es ?" [...] ça ne me vient pas de dire de l'*asentamiento* [...] »

Isabel : « Et il y a des endroits où tu ne dis pas que tu es de l'*asentamiento*... »

Fabiana : « Non, parce qu'on te discrimine... »

« Moi je vais à l'*asentamiento* mais je n'ai jamais pensé que les choses allaient rester comme ça... Je suis partie avec l'idée d'un quartier, OK? Je ne sais pas si mon raisonnement a été "on ne va pas être inférieur parce qu'on est pauvre" je ne sais pas... Mais le sentiment était... je veux vivre dans un quartier... »* (Cristina, Coordinadora de asentamientos, Montevideo)

« Nous... disons que notre rêve c'était un vrai quartier, nous on pensait à un quartier, c'était ça l'objectif. Moi j'étais déjà institutrice. Je me disais "dans 10 ans ça va être un quartier". Nous, notre idée ce n'était pas d'aller vivre dans un taudis. [...] Nous on disait "on peut vivre comme des marginaux mais on n'est pas des marginaux". »* (Isabel, Coordinadora de asentamientos, Montevideo)

2.2. Quand un ancrage exacerbé permet la mobilité

D'autres organisations, au contraire, valorisent fortement le quartier, voire même une seule partie. Cela est particulièrement marqué dans le cas des *comparsas*. Les membres de la Comparsa d'Isla de Flores se revendiquent du quartier Palermo, ou seulement d'une partie de Palermo – Ansina – ou de la rue Isla de Flores. Ces différentes échelles représentent des symboles forts dans l'histoire du candombe et de la culture afro-uruguayenne en général. L'appropriation de l'espace est fondamentale dans le cas des *comparsas* de Montevideo. À l'instar des conflits sociaux, la lutte pour la rue y constitue un élément central. L'ancrage est exacerbé. Berceaux du candombe afro-uruguayen, les quartiers Palermo et Barrio Sur sont les deux quartiers historiques des anciens esclaves. Le candombe désigne initialement les réunions au cours desquelles se rassemblaient les esclaves africains durant leurs jours de repos et les musiques et les danses qui les caractérisaient. Les esclaves se regroupaient selon leur nation d'origine. Chaque année, le 6 janvier, diverses processions étaient organisées pour l'Épiphanie, en l'honneur du roi mage Balthazar. Les esclaves, parés de leurs plus beaux atours, parodiant leurs maîtres, défilaient alors au rythme des tambours et sous les couleurs de leur nation d'origine.

De nos jours, le *candombe* s'exprime à travers diverses pratiques de rue, notamment lors du Défilé officiel des « *Llamadas* », des « *llamadas* » de quartier et des sorties de tambours hebdomadaires. Le Défilé des « *Llamadas* » a lieu chaque année, en février ou en mars, dans le cadre du Carnaval de Montevideo. Ce dernier, mis en place au cours du 19^e siècle, donne lieu à diverses expressions carnavalesques, telles que les *comparsas* et les *murgas*⁵, et s'étale sur une période de 40 jours. Les *sociedades de negros y lubolos* [sociétés de noirs et *lubolos*⁶], plus communément appelées *comparsas*, défilent alors le long de la rue Isla de Flores, sous le regard des spectateurs et du jury. Le défilé apparaît dans sa forme actuelle en 1956. Les *comparsas* n'intervenaient auparavant que lors du défilé d'ouverture du carnaval (Arce Asenjo, 2008), qui se déroule le long de l'avenue principale du centre-ville, l'avenue 18 de julio, aux côtés des autres catégories carnavalesques, telles que les *murgas*. Les *comparsas*, formées pour le carnaval officiel, se composent d'un groupe de percussionnistes, de danseuses et de personnages traditionnels, tels que le *gramillero* et la *mamá vieja*, un vieux guérisseur en costume et une gouvernante revêtue des habits de ses maîtres. Dans le cadre du festival, les *comparsas* interviennent de nos jours pendant le défilé d'ouverture, le défilé des *llamadas*, les *tablados* [scènes de rue] ainsi que lors du concours officiel du Teatro de Verano [théâtre d'été]. Le terme de « *llamada* », qui signifie littéralement « appel », fait référence au moment où les premiers percussionnistes sortent dans la rue pour jouer du tambour et *appellent* les autres percussionnistes et les habitants à se joindre à eux. Il annonce ainsi le début du spectacle. La « *llamada* » renvoie aux défilés de quartier, fréquents de décembre à mai et plus épars aux autres périodes de l'année, à l'occasion des jours fériés notamment. Enfin, des « sorties de tambours » ont lieu chaque fin de semaine : c'est l'occasion pour les percussionnistes de répéter dans la rue. Ce phénomène, plus récent, est en pleine expansion depuis quelques années (Arce Asenjo, 2008).

Ansina était le nom d'un des célèbres *conventillos*⁷ de la ville. Les habitants d'Ansina rivalisaient alors avec ceux de l'autre grand *conventillo* Medio Mundo (du Barrio Sur) lors du défilé officiel du Carnaval. Bien que les deux immeubles aient aujourd'hui disparu, Ansina et

5 La *murga* renvoie, d'une part, à un genre de musique théâtralisée, et d'autre part, aux groupes qui s'y adonnent. Elle est l'une des expressions traditionnelles du Carnaval de Montevideo.

6 Le terme « *lubolo* » fait référence aux hommes blancs qui se noircissaient le visage pour pouvoir jouer dans une *comparsa* lors du carnaval. Les premières *comparsas* de blancs et de noirs apparurent lors du carnaval de 1874 (Arce Asenjo, 2008).

7 Ces logements ont été construits à la fin du 19^e siècle afin d'accueillir les nombreux immigrants. Les familles afro-uruguayennes s'y sont peu à peu concentrées. Destinés aux ménages modestes, ce type d'habitat se caractérisait par l'alliance des espaces privés et des espaces d'usage collectif. Les familles ne disposaient bien souvent que d'une seule pièce privée et partageaient les autres pièces avec leurs voisins.

Medio Mundo représentent toujours deux échelles de forte identification. La rue Isla de Flores est également un lieu emblématique. Elle traverse les quartiers Palermo et Barrio Sur et était l'une des principales rues que parcouraient les *llamadas* spontanées qui sortaient des deux grands *conventillos*. Elle a été partiellement désignée comme parcours officiel pour le Défilé des Llamadas du Carnaval, depuis son institutionnalisation en 1956 (Arce Asenjo, 2008). Bien que l'itinéraire ait quelque peu évolué au fil du temps, la rue Isla de Flores demeure la principale artère du défilé officiel. Elle est fortement liée à l'histoire du candombe. C'est ainsi que la tentative municipale de déplacer le Défilé des Llamadas à l'avenue 18 de julio a rapidement avorté. Devant les nombreuses protestations, dès l'année suivante, le défilé a retrouvé ses origines : les quartiers Barrio Sur et Palermo, et plus particulièrement la rue Isla de Flores (*ibid.*).

La troupe d'Isla de Flores doit alors continuellement prouver sa légitimité à être *la comparsa* d'Isla de Flores, d'Ansina et de Palermo, notamment par la régularité et la qualité de ses prestations. Ces dernières conditionnent la reconnaissance de la part des autres *comparsas* (anciennes et actuelles) et des habitants du quartier en général. Toute *comparsa*, et *a fortiori* à Palermo et à Barrio Sur, doit émaner véritablement d'un lieu précis, être identifiée à un quartier en particulier. L'appui et la participation des habitants sont essentiels. Nombreux sont, de fait, ceux qui viennent danser ou profiter simplement du spectacle, seuls ou en famille, en suivant le défilé ou accoudés à leur fenêtre. Qu'ils assistent ou non au défilé, les habitants ne peuvent ignorer les tambours qui prennent momentanément possession du quartier, par leur présence physique mais aussi sonore. Afin de favoriser la participation des habitants et l'ambiance familiale du défilé, les jeunes coordinateurs doivent s'assurer du bon déroulement du défilé et éviter toute perturbation, en limitant notamment la consommation d'alcool car les sorties de tambours hebdomadaires rassemblent une foule très hétéroclite et il n'est pas rare d'y voir des personnes ivres.

Tout est pensé pour montrer l'identification de la troupe au quartier : le nom du groupe, inspiré par celui de la rue, ainsi que le parcours du défilé hebdomadaire doivent s'inscrire dans l'histoire et la culture afro-uruguayennes. Le défilé, qui suit toujours le même trajet, est réalisé en fonction des lieux référents : la rue Isla de Flores, l'emplacement de l'ancien *conventillo* Ansina, le centre culturel Africanía, etc. Le marquage de l'espace est particulièrement manifeste lors du défilé : l'appropriation de l'espace y est exclusive, ne permettant pas d'autres usages de l'espace, entravant même l'accès aux autres usagers. Ceci donne lieu à des luttes symboliques pour l'appropriation de l'espace. Le quartier Palermo a

plusieurs *comparsas* mais chacune a son propre parcours et ses propres horaires, l'enjeu étant d'imposer ceux de sa troupe. Des graffitis et diverses inscriptions murales viennent renforcer le marquage de l'espace et l'identification de la troupe au quartier.

« Et bon, au fur et à mesure, on a vu que la *comparsa* du quartier était en train de changer. *Cuerda de Ejido*, *Retumbe de Ansina*⁸, etc., ont commencé à sortir... et bon, nous, on considérait que la *comparsa* idéale du quartier était de ce côté, d'Ansina par derrière, la *comparsa* du moment, celle de toujours, avec le thème de la tradition, de la culture, c'est celle-là la *comparsa*...[...] D'abord, on veut prendre le terrain, il faut faire une base ici tranquillement et que les gens te connaissent, que tu fasses le terrain, que tu fasses les rues, ça c'est le plus important. *Qu'entends-tu par "faire le terrain" ?* Dans le sens de... tu vois comment font les chiens ? Ils marquent leur terrain. Nous, en sortant jouer, les gens nous connaissent, on marque notre terrain »*
(Martín, *Comparsa Isla de Flores*, habitant de Palermo, Montevideo)



Photographies n^{os} 4 et 5 :
Sortie de tambour dominicale de la troupe Isla de Flores.
N°4 : Sur le sol, les inscriptions « Isla de Flores » et « Palermo » viennent renforcer le marquage de l'espace.
N°5 : Les habitants suivent le cortège ou contemplent le défilé de leur fenêtre.
© Pujol, 2008



L'ancrage est ici survalorisé : en effet, s'il s'agit bien d'être *la comparsa* du quartier, tous les participants n'habitent cependant pas Palermo, encore moins la partie Ansina ou la rue Isla de Flores. Si cet ancrage est fondamental, s'il favorise la reconnaissance locale des habitants, il permet surtout de sortir du quartier, il est facteur de fortes mobilités. Il permet de

⁸ *Cuerda de Ejido* et *Retumbe de Ansina* sont d'autres *comparsas* du quartier Palermo.

se présenter au Carnaval, en s'inscrivant dans une longue tradition de *comparsas*, et à de nombreux événements culturels que ce soit à Montevideo ou dans d'autres villes uruguayennes, voire étrangères.

2.3. L'ancrage comme militance ou quand la mobilité permet l'ancrage

D'autres organisations d'habitants valorisent également fortement l'échelle micro-locale, l'ancrage étant alors entendu comme une forme de militance. Le fort investissement dans le quartier s'inscrit souvent à la suite d'un engagement politique et d'une volonté de s'écarter d'une politique jugée trop partisane. Le quartier est investi comme une nouvelle manière d'exprimer sa militance. Les membres s'attachent essentiellement à l'espace proche. L'appartenance au quartier et au secteur est revendiquée. La radio communautaire Resistencia FM, par exemple, s'inscrit dans le prolongement de la mobilisation pour l'occupation de l'*asentamiento irregular* Juventud 14 qui fut organisée en 1993 par quatorze jeunes qui s'étaient connus lors de diverses activités politiques. Si l'occupation était motivée par certaines situations de rupture biographique, elle est vécue avant tout comme une forme d'engagement social et politique. La radio communautaire, pensée à sa création comme outil de communication réalisé pour, et par, les habitants du quartier, est également un moyen de communication alternatif dont l'objectif est de promouvoir un autre regard sur les *asentamientos irregulares* et leurs habitants.

La radio débute avec quelques équipements sommaires prêtés par un voisin (un transmetteur, une console et un microphone) à la fin de l'année 2004. Le projet se consolide petit à petit, d'autres habitants s'y intègrent, les performances techniques de la radio sont améliorées progressivement grâce à l'apport de nouveaux matériels, donnés par des habitants du quartier ou achetés à crédit. Les fonds proviennent de l'organisation de loteries et des contributions volontaires des habitants, notamment des commerçants du quartier. La radio n'émet que deux jours par semaine. Les programmes sont variés et portent sur des informations essentiellement micro-locales ou locales, sur toute sorte de thématiques (culturelles, sociales, politiques, économiques, etc.). Tous les intervenants vivent dans le quartier ou dans un quartier proche, la plupart n'ont aucune expérience dans le domaine. Les habitants s'identifient peu à peu à *Resistencia* qui constitue également un lieu d'animation les fins de semaine. Les habitants y passent, ils viennent discuter autour d'un maté et écouter

l'émission en direct. Les membres accordent une grande importance au fait que ce projet soit vraiment porté par les habitants, que ce soit véritablement un projet de quartier.

« Quand [une radio] est communautaire, quand on l'utilise vraiment comme une radio communautaire, une radio en libre accès, où peuvent venir s'exprimer les plus petits comme les plus âgés [...] ça génère une autre connaissance, [...] du fait d'être sur les ondes au fait de pouvoir communiquer et transmettre, transmettre des idées, des pensées ou des choses qui nous arrivent, qui parfois nous arrivent en commun, à beaucoup d'habitants, d'ici, du coin. Nous on est tellement empêtrés dans nos besoins qu'on ne se rend pas compte qu'on a certains problèmes en commun. C'est ce qu'ont les radios communautaires, à la différence d'un moyen de communication de masse, ça les rend plus réelles, plus avec les pieds sur terre... Pour moi c'est quelque chose d'indispensable : dans tous les quartiers, il devrait y avoir une radio communautaire, mais qui fonctionne réellement comme une radio communautaire. [...] Moi je crois que toute radio communautaire, qui surgit comme ça de l'organisation des gens, qui surgit des besoins des gens d'avoir un espace de communication, doit diffuser des informations qui n'arrivent pas... On est dans la périphérie et il y a de l'information qui n'arrive pas, de l'information qui n'est pas destinée à cette partie, et, au moins l'idée de Resistencia, c'est de chercher cette information qui n'arrive pas et de la diffuser. »* (María Elena, Resistencia FM, Montevideo)



Photographies n^{os} 6 et 7 : Émissions de radio de Resistencia FM

© Pujol, 2008

Les désillusions liées à leurs premiers engagements politiques amènent les membres à privilégier l'échelle micro-locale, pensée plus neutre, davantage épargnée par les enjeux de pouvoir, mais ils gardent toutefois de nombreuses relations issues de leurs premières expériences militantes, qu'ils mobilisent à l'occasion pour certaines émissions. La radio, de plus, en tant que moyen de communication, permet de sortir du quartier – même si l'aire de diffusion est relativement faible étant donné les limites techniques du matériel. Les interactions entre ces mouvements centripètes et centrifuges autour du quartier sont constantes.

Ces jeux de force vers l'intérieur et vers l'extérieur sont également manifestes dans le contexte de la commission de l'*asentamiento* Tobogán. Les habitants privilégient l'échelle du

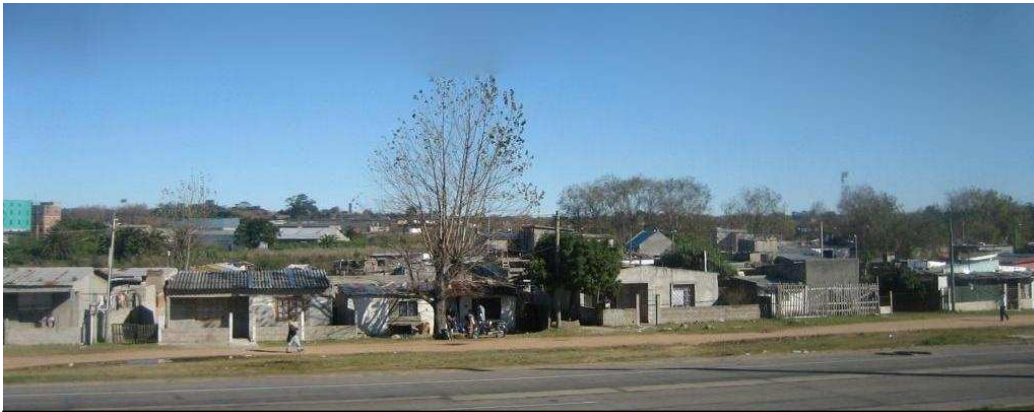
quartier pour ce qui est des revendications et des activités d'animation socioculturelle. De par leurs expériences politiques passées cependant, ils maintiennent de nombreuses relations en dehors, qui leur permettent en retour de renforcer l'ancrage au quartier. Le financement de l'installation d'une bibliothèque et de l'aménagement d'une aire de jeux pour enfants, par exemple, a été possible grâce à ces relations extérieures. Ainsi, si les membres de Resistencia FM et de la commissions d'habitants Tobogán valorisent fortement l'échelle micro-locale, ils sont non seulement régulièrement amenés à la dépasser, mais, de plus, ce sont leurs relations extérieures qui permettent en partie cet ancrage. Ces diverses organisations ne sont pas non plus exemptes d'enjeux de pouvoir, l'ancrage et la reconnaissance locale peuvent également être pensées dans une perspective de carrière politique ascendante, mais il s'agit ici davantage de stratégies individuelles que collectives.

Cette valorisation de l'ancrage ne constitue en rien un repli, puisqu'il reste toujours ouvert sur l'extérieur. Bien que promu, l'ancrage est toujours dépassé. La plupart des logements de Tobogán sont de petits pavillons avec jardin très bien entretenus. L'intérieur et l'extérieur sont soignés. Les rues, bien qu'en terre battue, sont clairement tracées. Chacun a à cœur d'entretenir son petit espace, de se démarquer de l'image du vulgaire habitant des *cantegriles* et de faire apparaître Tobogán comme un « vrai quartier ». Le rejet du stigmatisme se porte alors sur ceux qui ne font pas cet effort, ceux qui ne sont pas « comme eux », sur les constructions plus récentes et beaucoup plus précaires apparues aux limites du quartier – et qui ne sont d'ailleurs pas considérées comme faisant partie de Tobogán. Lors de ma première visite de l'*asentamiento*, Lita m'a ainsi expliqué qu'une des familles qui vivait du recyclage des déchets était « différente », car bien qu'elle ait davantage de ressources que nombre d'habitants, elle gaspillait son argent et ne faisait rien pour améliorer son logement. De même, lors d'une assemblée de quartier, les échanges ont été vifs entre le père de cette famille – qui est arrivé vraisemblablement ivre à la réunion – et d'autres habitants. Ces derniers se plaignaient de la conduite de « certains habitants » qui rabaissaient Tobogán au niveau d'un vulgaire *cantegril*. Lita aime son quartier et s'y investit. Comme beaucoup d'habitants, elle est attachée à l'image qu'il renvoie aux personnes extérieures. Ils ne veulent surtout pas être assimilés à des *villeros*⁹.

Les représentations portées sur le quartier influent sur ses chances d'être régularisé, ou, du moins, sur les conditions de sa relocalisation – l'hypothèse la plus probable étant

⁹ Terme péjoratif désignant les habitants des quartiers irréguliers, communément appelés « villas » en Argentine.

donné la situation de l'*asentamiento* en zone inondable. L'investissement des habitants dans l'entretien de leur logement et de leur quartier ne constitue en rien un repli territorial, ni un repli sur l'espace privé et semi-privé. Dans un premier temps, quand ils croyaient à une possible régularisation, ils tentaient de montrer aux pouvoirs publics qu'il ne manquait finalement à Tobogán que d'être régularisé, que d'obtenir la reconnaissance officielle, pour devenir un vrai quartier (les coûts de la régularisation auraient alors été moindres). Quand ils ont commencé à abandonner leurs espoirs de régularisation, et qu'ils ont commencé à revendiquer une relocalisation dans des conditions dignes, l'investissement autour du logement et du quartier a gardé toute son importance. Ce qui est en jeu n'est pas tant le quartier que les conditions d'habitat auxquelles ils aspirent. L'investissement au sein du quartier peut jouer sur les conditions de la relocalisation.



Photographie n°8 : Les pavillons de l'asentamiento Tobogán

© Puiol, 2008

3. INSCRIPTION CIRCULATOIRE, ENTRE LE QUARTIER ET L'AILLEURS

À Rosario, l'expérience militante au sein des mouvements de chômeurs entraîne un va-et-vient permanent entre le quartier et la route. Ces organisations sont tournées, d'une part, vers le quartier, autour d'un centre communautaire à partir duquel s'organisent diverses activités d'autoproduction et d'animation socioculturelle, et, d'autre part, vers l'action directe.

3.1. Les mouvements de chômeurs à Rosario

À Rosario, comme dans la plupart des villes argentines, les mouvements de chômeurs ont émergé à la fin des années 1990 dans un contexte de désindustrialisation massive et de privatisation des entreprises publiques. Leur essor a été favorisé, par ailleurs, par la mise en place des allocations sociales « Trabajar » [travailler] puis « Jefe y Jefa de Hogar » [homme et femme chef de foyer]. Dans un contexte de crise nationale, le gouvernement argentin a instauré ces aides destinées aux chefs de foyer qui avaient au moins un enfant mineur à charge et n'avaient aucun revenu stable (c'est-à-dire qui n'avaient pas de revenus réguliers ou qui ne travaillaient pas dans le « secteur formel »). En échange d'une prestation, soit quatre heures de travail par jour dans une entreprise, une administration ou une association, ils recevaient une allocation mensuelle de 150 pesos argentins (soit environ 35 euros). Les diverses allocations sociales, d'origine nationale ou provinciale (Province de Santa Fe), variaient entre 100 et 150 pesos mensuels. Le fait d'exiger une prestation a favorisé l'essor d'activités communautaires au sein des quartiers. Les organisations ont dû créer elles-mêmes les cadres nécessaires à la mise en place des projets communautaires (Svampa et Pereyra, 2004). Le gouvernement de l'Alianza (décembre 1999 - décembre 2001) a délégué la gestion de ces allocations sociales directement aux organisations de chômeurs, ce qui a permis une plus grande transparence dans la distribution des ressources mais surtout de contourner les réseaux clientélistes du Parti Justicialiste (*ibid.*). Pour bénéficier de ces allocations, les mouvements devaient toutefois légaliser leur statut, en se transformant en association civile ayant une personnalité juridique, et présenter des projets au Ministère du Travail (*ibid.*)¹⁰.

10 Selon certaines estimations, à la fin de l'année 2002, le nombre d'allocations sociales s'élevait à plus de deux millions, dont 10 % étaient gérées directement par les organisations de chômeurs et 90 % par les municipalités (Svampa et Pereyra, 2004, p. 101).

Les mouvements de chômeurs ont acquis une importance relative dans les quartiers populaires de Rosario. Beaucoup étaient, à l'origine, des organisations d'habitants d'*asentamientos irregulares*. Certains ont décidé de s'affilier à des mouvements d'ampleur nationale, d'autres ont privilégié l'échelon local (la ville), voire micro-local (un seul quartier). Depuis 2003, un Front de chômeurs regroupe la plupart de ces organisations, qu'elles soient de portée nationale – comme la Coordinadora de Trabajadores Desocupados (CTD) Aníbal Verón [Coordination des travailleurs sans emploi Aníbal Verón], la Corriente Clasista y Combativa (CCC) [Courant de classe combatif], la Coordinadora de Unidad Barrial - Movimiento Teresa Rodríguez (CUBa-MTR) [Coordination d'unité de quartier - Mouvement Teresa Rodríguez¹¹] et le Movimiento Sin Trabajo (MST) - Teresa Vive [Mouvement des sans travail - Teresa vit toujours] – ou de portée locale – comme le Centro de Trabajadores Desocupados (CTD) Flamarión Sur [Centre des travailleurs sans emploi de Flamarion Sud], l'organisation Centros Comunitarios (CC) Las Flores [Centres communautaires Las Flores] et l'association civile Padres del dolor [Pères de la douleur]. Le Front de chômeurs perdure en 2009 malgré diverses fluctuations dans son degré de combativité. Fréquentes lors de mon premier séjour en 2006, les actions collectives menées au sein du « front » se sont faites plus rares en 2007 puis ont augmenté à nouveau en 2008. Le « front » a connu maintes recompositions, entre les différentes organisations, et au sein de chacune d'entre-elles : certaines organisations sont parties et d'autres sont arrivées, certaines ont perdu des membres alors que d'autres en ont gagné... Au-delà des querelles personnelles et des luttes de pouvoir, la plupart des organisations sont cependant arrivées à faire alliance pour faire front commun et porter leurs revendications.

Les pratiques socio-spatiales de ces mouvements évoluent constamment entre le quartier, autour du centre communautaire, et la « route ». Ils ont essentiellement recours à la coupure de route et à la manifestation de rue pour porter leurs revendications sur l'emploi, les allocations sociales, les bourses scolaires et l'aide alimentaire notamment. La distribution des allocations sociales étant parfois opaque et ne se faisant pas nécessairement et uniquement sur les critères établis par la loi (tels qu'avoir des enfants à charge et ne pas disposer de revenus réguliers), tous les membres des mouvements de chômeurs n'en bénéficient pas. La gestion de ces aides étant déléguée aux organisations, et non directement à leurs membres, celles-ci tentent de maintenir une pression constante sur les autorités publiques afin d'augmenter la quantité d'allocations pour leurs membres, et plus globalement de réévaluer leur montant –

11 Teresa Rodríguez était une enseignante de Neuquén tuée par la police durant le soulèvement populaire de Cutral-Co et Plaza Huincul en 1997.

inchangé depuis la mise en place du programme « Jefe y Jefa de Hogar » en 2002. Il en va de même pour les bourses scolaires et l'aide alimentaire – distribuée aux centres communautaires sous forme de tickets utilisables auprès des commerçants.

En 2006, toutes ces aides étaient reçues au sein du « front » puis réparties entre les différents mouvements, qui les distribuaient à leur tour à leurs membres. Le « front » jouissait alors d'une personnalité juridique par l'intermédiaire de la CCC, seule organisation à bénéficier de cette reconnaissance légale. Cette situation plaçait la CCC en position de force pour faire valoir prioritairement les besoins de ses membres et la répartition des « fruits de la lutte » était source de tensions entre les mouvements de chômeurs. En 2007, certaines organisations ont tenté d'obtenir leur propre personnalité juridique. En 2008, le paysage de cette redistribution a évolué : le référent du CTD Flamarión Sur est parvenu à obtenir une personnalité juridique par l'intermédiaire de la *vecinal* [association d'habitants] de son quartier. Ils ont été rejoints par la CTD Aníbal Verón, l'association Padres del dolor et Las Flores. La CCC et le MST-TV, quant à eux, reçoivent les aides chacun de leur côté.

Les assemblées, qui prennent un caractère plus ou moins régulier selon les organisations, sont l'occasion de présenter les diverses activités en cours et à venir, de débattre autour des objectifs et moyens de la protestation (toute coupure de route et toute manifestation sont, généralement, soumises au vote) et de rappeler à l'ordre ceux dont la participation reste trop occasionnelle. Les membres, et notamment les bénéficiaires des allocations sociales, sont tenus de participer aux diverses activités qui ont lieu au sein du quartier et en dehors, sous peine de perdre leurs allocations. Toute absence est à justifier. Il est fréquent que les absents envoient un de leurs proches pour les représenter. Un « apport solidaire » mensuel de deux pesos est demandé à chaque membre, afin de financer les tickets de bus pour aller manifester et les déplacements liés à la gestion du centre communautaire par exemple. Diverses activités ponctuelles, telles que des lotos et des repas, sont également organisées afin de collecter des fonds. D'autres activités plus pérennes sont mises en place : des ateliers d'autoproduction et d'autosubsistance, autour de potagers communautaires, d'ateliers de couture, de charpenterie et de vannerie notamment, octroient aux organisations de chômeurs une relative autonomie face aux pouvoirs publics. Les légumes du potager servent à alimenter la cantine populaire. Les produits des ateliers de charpenterie, de vannerie et de couture sont par contre mis en vente, pour l'essentiel aux habitants du quartier et à prix modique.

Les autres mouvements de chômeurs du « Front »

La **Coordinadora de Unidad Barrial - Movimiento Teresa Rodríguez** (CUBa-MTR) est un mouvement de chômeurs d'ampleur nationale. En 2004, la CUBa, liée au Parti Révolutionnaire de la Libération (marxiste - léniniste), a fusionné avec une scission du MTR, d'inspiration guévariste. À l'échelon local, le mouvement est issu d'une *coordinadora de trabajadores desocupados* [coordination des travailleurs sans emploi] née en 1997 dans le quartier Matheu. La coordinadora s'est ensuite étendue à Villa Gobernador Galvez, commune du Cordon industriel, au sud de l'agglomération, puis à d'autres quartiers de la ville. Elle s'est ralliée au mouvement national CUBa en 2002. En 2006, la CUBa-MTR était présente dans de nombreux quartiers de la ville et dans quelques communes du Cordon industriel.

La **Corriente Clasista y Combativa** (CCC) est un mouvement d'ampleur nationale d'origine syndicale, lié au Parti Communiste Révolutionnaire de filiation maoïste. À Rosario, le mouvement est né dans le quartier Santa Lucía, aux limites ouest de la ville. En 1998, un groupe de femmes du quartier se sont rassemblées pour demander aux pouvoirs publics la création d'une cantine communautaire. Devant le manque de réponses, le mouvement s'est peu à peu consolidé. En 2001, il s'est rallié à la CCC et s'est étendu à d'autres quartiers de la ville et à d'autres communes du Cordon industriel. L'organisation regroupait vingt-trois centres communautaires en 2006. Le mouvement connaît sa plus forte mobilisation dans les deux quartiers Toba de Rosario et a créé une branche plus spécifique aux revendications des populations autochtones, *Pueblos originarios en lucha* [peuples originaires en lutte]. Dans chaque quartier, une assemblée hebdomadaire est organisée. Les délégués de chaque quartier se retrouvent une fois par semaine dans le comité de coordination au niveau de l'agglomération.

Le **Movimiento Sin Trabajo - Teresa Vive** (MST-Teresa Vive) est un mouvement de chômeurs d'ampleur nationale fondé en 2002, lié au parti politique trotskiste *Movimiento Socialista de los Trabajadores* [mouvement socialiste des travailleurs]. À l'échelon local, le MST-Teresa Vive se différencie nettement des autres mouvements de chômeurs. Il fonctionne davantage comme un parti politique : ses membres sont des militants, le mouvement s'est développé à Rosario du parti politique vers les quartiers et n'est pas né, comme dans le cas des autres organisations, de la volonté et de l'organisation « spontanée » des habitants d'un quartier.

L'association **Padres del dolor** est née en 2003 dans le quartier populaire Ludueña, au nord de la ville, à l'initiative de pères et de mères de familles réclamant justice pour la mort de leurs enfants, victimes de bavures policières ou de crimes non résolus. En 2004, le mouvement a élargi son combat pour la justice, en militant pour une justice sociale : ils ont créé la Subcomisión de comedores comunitarios [sous-commission des cantines communautaires] *Padres del dolor*. Lors de mon enquête en août 2006, ils géraient dix centres communautaires, implantés dans différents quartiers de Rosario, deux autres étaient en projet.

3.2. Les lieux de la protestation

Les mouvements de chômeurs confèrent une grande visibilité aux habitants des marges urbaines. Leurs diverses activités requièrent de nombreux déplacements au sein de l'espace urbain, notamment dans le centre-ville, dans le cadre des manifestations, des diverses démarches administratives, des réunions et des assemblées du Front de chômeurs qui ont lieu à *La Toma* [La Prise], ancien supermarché récupéré par ses employés et transformé en centre socioculturel, ou au siège du syndicat Asociación de Trabajadores del Estado [Association des travailleurs de l'État]¹², etc. Les membres sont également amenés à fréquenter d'autres quartiers populaires, lorsque des réunions du Front de chômeurs ont lieu dans un centre communautaire, lors des coupures de route ou pour certaines activités organisées par un autre mouvement, par exemple.

L'ex supermarché Tigre repris par ses employés

Suite à la faillite de la chaîne de supermarché Tigre en 2001, les employés de la succursale centrale de Rosario se sont mobilisés pour défendre leurs emplois. Ils ont proposé un projet de réactivation autour de la création d'une Cooperativa de Trabajadores Solidarios en Lucha [coopérative de travailleurs solidaires en lutte]. Un an plus tard, la coopérative entrait en fonctionnement et un centre socioculturel, surnommé *La Toma*, était créé. Le supermarché communautaire commercialise prioritairement des produits d'origine artisanale ou coopératiste. Une cantine « universitaire et populaire » est également mise en place en partenariat avec la Federación Universitaria de Rosario [Fédération universitaire de Rosario]. *La Toma* promeut, par ailleurs, de nombreuses activités sociales et culturelles.

Les luttes *dans* la rue et *pour* la rue apparaissent comme un élément central des conflits sociaux. Les manifestations et les coupures de route constituent en soi des pratiques alternatives à l'ordre socio-spatial institutionnalisé, des détournements des usages institutionnalisés, légitimés, de l'espace public. Elles perturbent les activités « normales » des lieux et engendrent des pratiques inhabituelles, *extraordinaires* de la vie des lieux (Ripoll, 2005). De plus, les manifestations et les coupures de route engendrent indirectement d'autres formes de détournement des usages de l'espace public – comme des soupes populaires ou des parties de football improvisées au beau milieu d'une route – qui perturbent les routines spatiales existantes (Auyero, 2005 ; Armesto, 2005). Cependant, la régularité de ces actes

12 L'Asociación de Trabajadores del Estado est l'un des principaux syndicats d'employés du secteur public.

(deux à trois par mois)¹³ convertit d'une certaine façon ces activités en pratiques ordinaires des lieux. Les manifestations et les coupures de route font désormais partie du quotidien des habitants de Rosario. La route est devenue l'espace privilégié de confrontation politique entre les couches populaires et l'État. La coupure de route est une pratique éminemment spatiale qui affecte nécessairement les autres pratiques, notamment celles liées à la production, à la distribution et au commerce. Occuper la route revient en effet à s'approprier un espace indispensable au bon fonctionnement du commerce, de la production, de la communication, etc., ce qui place les mouvements de chômeurs dans une position relativement stratégique (Armesto, 2005).

S'approprier un espace renvoie au fait d'y imposer un usage particulier, ce qui implique, au moins indirectement, de priver les autres groupes sociaux ou usagers de cet espace, que ce soit de façon durable ou non. L'appropriation sous-entend l'identification d'un groupe à un lieu et à certains usages de ce lieu : identification de la part des individus du groupe, bien sûr, mais également de la part des autres groupes, ce qui suppose une forme de légitimation ou, du moins, de reconnaissance de la part des autres usagers. Cette appropriation peut être partielle comme exclusive : elle ne permet pas, dans ce cas, d'autre usage de l'espace et empêche l'accès à d'autres usagers, de manière temporaire ou durable (Ripoll et Veschambre, 2005).

Les mouvements de chômeurs doivent négocier constamment leur présence au sein de l'espace public. L'appropriation citoyenne de l'espace public génère des conflits d'usages de l'espace entre différents groupes sociaux. Ainsi, les manifestations et les coupures de route empêchent de manière temporaire tout autre usage de l'espace public, voire, dans certains cas, en interdisent tout simplement l'accès, ce qui est source de tensions et de conflits entre différents usagers, entre *piqueteros*, automobilistes et usagers des transports en commun par exemple. Ces tensions peuvent se lire dans la presse argentine qui véhicule bien souvent un discours stigmatisant les *piqueteros*, au nom de la liberté de circulation notamment, les présentant comme des éléments perturbateurs de l'ordre public.

Une certaine ritualisation de l'action collective se dégage. Les manifestations se font au centre-ville, face aux lieux de pouvoir, comme le siège du gouvernement provincial ou le Secretaría de Promoción Comunitaria [Secrétariat de promotion communautaire] de la province, et face aux symboles de la ville, comme le Monumento a la Bandera [monument au

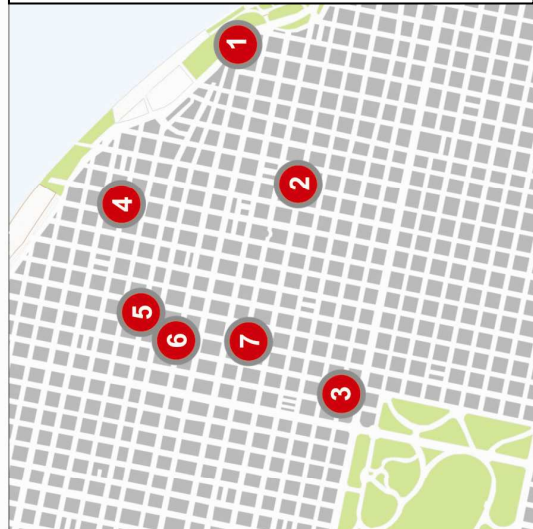
13 C'est la moyenne des manifestations et des coupures de route organisées par des mouvements de chômeurs à Rosario entre les mois d'avril et d'octobre 2006, lors de mon premier terrain de recherche. Elles étaient toutefois moins fréquentes en 2007 et en 2008.

drapeau]. Le petit bar situé en face du Secretaría de Promoción Comunitaria est devenu un lieu de rencontres entre les membres des organisations. Les routes sont coupées aux entrées de ville ou aux voisinages du quartier d'un mouvement. Les lieux de mobilisation sont en partie déterminés par les routines spatiales de la vie quotidienne (W.H. Sewell cité dans Auyero, 2005). Du fait d'une meilleure connaissance des lieux et de la proximité physique, les premières coupures de route des organisations de chômeurs ont généralement lieu dans le voisinage du quartier d'origine du mouvement. La protestation a ses lieux : des lieux centraux comme *La Toma* – l'ancien supermarché récupéré par ses employés s'est converti en un lieu référent de la protestation sociale de Rosario – ou le siège de l'Asociación de Trabajadores del Estado, des lieux où se réunit fréquemment le Front de chômeurs, mais également des lieux périphériques comme le centre communautaire du CTD Flamarión Sur. À l'échelle nationale, d'autres lieux se convertissent également en lieux référents pour la plupart des mouvements de chômeurs – malgré la forte hétérogénéité de ces derniers –, tels que les villes des premiers soulèvements *piqueteros* (Cutral-Co, Plaza Huincul, Mosconi et Tartagal) et le pont Pueyrredón, lieu de la répression policière du 26 juin 2002¹⁴.

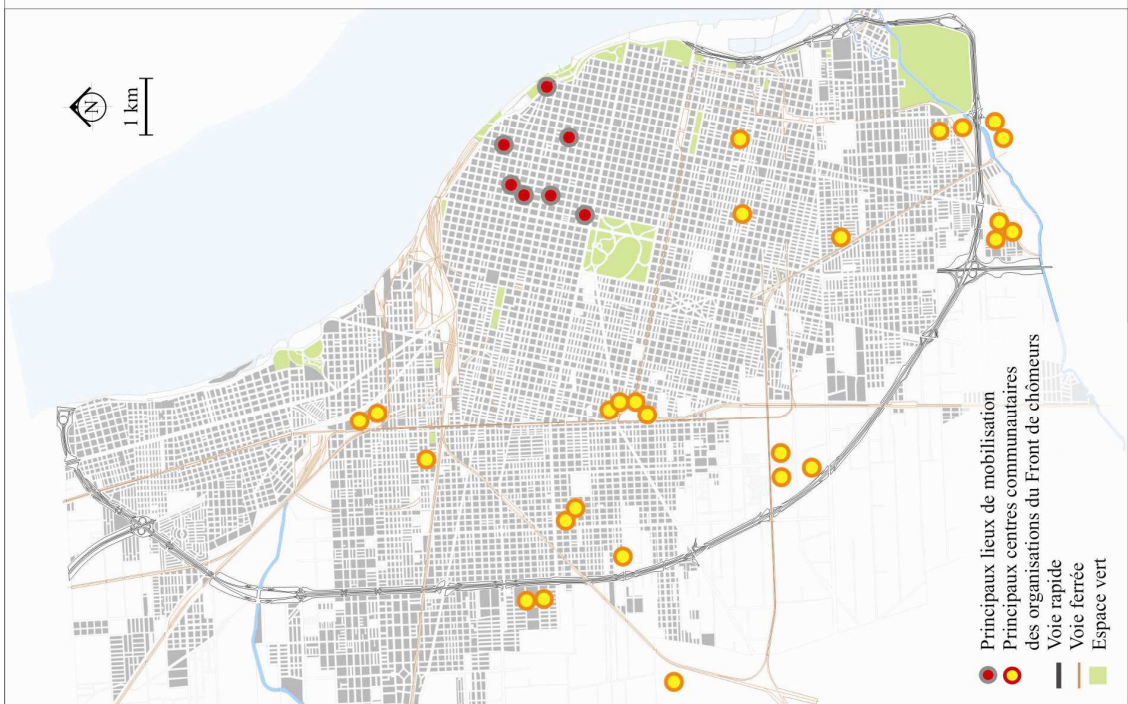
14 L'année 2002 a été une année d'intenses mobilisations dans de nombreuses villes du pays. Le 26 juin, 1200 membres du Bloque Piquetero Nacional [Bloc Piquetero National] qui manifestaient sur le pont Pueyrredón, au sud de la capitale fédérale, ont été sévèrement réprimés. Deux militants, Dario Santillán et Maximiliano Kosteki, ont été tués. Depuis lors, une grande manifestation nationale a lieu sur ce pont pour commémorer le triste anniversaire. Des manifestations locales sont également organisées dans diverses villes argentines.



Carte n°5 :
Les lieux de la protestation à Rosario



- 1 Monumento a la Bandera
 - 2 Secretariat de promotion communautaire
 - 3 Tribunaux provinciaux
 - 4 Centre culturel La Toma
 - 5 Siège du syndicat ATE
 - 6 Place San Martín, siège du gouvernement provincial
 - 7 Siège de la CCC
- Source : relevés de terrain 2006
Conception : Pujol, 2010



3.3. Quand l'informel submerge la ville légitime

Une lecture des villes argentines dans la lignée des analyses de Michel Agier sur le carnaval à Salvador de Bahia (1999) pourrait mettre en évidence une ville « formelle », « légitime », débordée par la ville « informelle », « non légitime ». L'ethnologue montre comment le carnaval brésilien donne lieu à des luttes pour l'occupation de l'espace urbain et est l'occasion d'une remise en cause des règles et des acteurs qui définissent la ville (*ibid.*, p. 76-80). « Une sorte de course-poursuite est ainsi reprise chaque année, et ce depuis le milieu du XIX^e siècle : les ségrégations de l'ordre social urbain sont rattrapées par le circuit du carnaval qui recompose rituellement une ville davantage partagée » (*ibid.*, p. 79-80).

Les *piqueteros* dérangent la société argentine. Leurs mobilisations perturbent les valeurs et les normes des usages de l'espace, le « bon usage » de l'espace public, du fait, d'une part, du détournement de ces usages, et, d'autre part, en raison des groupes sociaux mobilisés. Elles rendent visibles les groupes sociaux marginalisés au sein de l'espace urbain. Ce ne sont plus simplement des militants, mais des familles entières qui se mobilisent. Dans les divers discours véhiculés par la presse, on peut ainsi rencontrer de nombreuses références aux « classes dangereuses », les villes argentines paraissant assiégées par leurs pauvres. Les mouvements de chômeurs peuvent aussi parfois « jouer » sur le stigmate pour faire davantage pression sur les pouvoirs publics. En juillet 2007, le mouvement de chômeurs la CCC a organisé un campement sur l'une des places principales du centre-ville de Rosario : pendant plus de deux semaines, des dizaines de familles ainsi que des « éboueurs informels » [*cirujas*] venus en nombre avec leurs principaux outils de travail, chevaux et charriots, ont occupé la place San Martín, face au siège du gouvernement provincial, pour obtenir des allocations sociales et des bourses scolaires. Les mobilisations des mouvements de chômeurs confèrent une grande visibilité aux habitants des marges urbaines. Elles dérangent car elles ne sont pas issues d'une marginalité « passive », mais d'une marginalité « active », qui s'affiche en tant que telle. Non seulement les *piqueteros* se revendiquent comme « chômeurs », mais, de plus, ils l'affichent ouvertement sur l'espace public.



Photographie n°9 : Campement de la CCC sur la place San Martín en 2007.

©Indymedia

Photographie n°10 : Coupure de route organisée par la CTD Aníbal Verón et la CCC.

©Pujol, 2007



Photographie n°11 : Pendant un *piquete*, une partie de football s'improvise sur l'avenue.

©Pujol, 2007



Photographie n°12 : Face au *piquete*, les automobilistes et les chauffeurs de bus doivent changer leurs itinéraires.

©Pujol, 2007



Si les mouvements de chômeurs dérangent la société argentine, ce n'est pas tant parce qu'ils bloquent les routes, comme le prétendent leurs détracteurs, qu'en raison des groupes sociaux mobilisés. Le gouvernement de Nestor Kirchner, avec l'appui d'une grande partie de la presse argentine, a mené une campagne très dure contre les mouvements de chômeurs en se concentrant sur le *piquete* sous le prétexte d'agir au nom de la liberté de circulation¹⁵. Cette campagne « anti-*piqueteros* » est particulièrement manifeste dans les articles du grand quotidien conservateur *La Nación*, qui, depuis la fin des années 1990, condamne inlassablement les coupures de route des *piqueteros* comme « un acte de violence inacceptable » (éditorial du 14 mai 2000) et appelle au retour de l'ordre public face à la « culture du délit » (éditorial du 31 janvier 2003). Le quotidien insiste sur le caractère violent, spontané et irréfléchi de ces mouvements – jugés extrémistes – qui paralysent l'économie nationale et nient le droit de circulation aux (bons) citoyens (cf. encadré).

Quelques exemples d'éditoriaux du quotidien *La Nación* portant sur les mouvements de chômeurs :

« Il est indispensable de rappeler, une fois de plus, que ceux qui coupent des routes – quelles que puissent être les réclamations qu'ils invoquent pour justifier cette attitude extrême – commettent une action incontestablement délictueuse et portent atteinte à l'un des droits élémentaires des autres citoyens, qui est celui de parcourir librement les chemins de la République ou celui de faire circuler ses marchandises d'un lieu à un autre... [...] Il est nécessaire que toutes les couches de la population prennent conscience que la coupure de route constitue une grave atteinte contre la loi et que, face à cette violation de l'ordre légal, il n'y a pas d'autre réponse que l'intervention corrective de la force publique destinée à mettre fin à l'obstruction et à rétablir la liberté de circulation. »* (*La Nación*, 6 janvier 1998, « El corte de rutas, recurso inadmisibile » [La coupure de routes, un recours inadmissible].)

« À de nombreuses reprises, nous avons déclaré que la coupure de route comme méthode pour porter des revendications sociales constitue un acte de violence inacceptable. Nier l'usage public d'une voie de communication essentielle et, par ce moyen, condamner à l'étranglement économique les aires productives dépendantes de cette route ou de ce chemin revient à perpétrer un délit et porter atteinte au droit fondamental des autres membres de la communauté. »* (*La Nación*, 14 mai 2000, « La violencia sólo trae más violencia » [La violence n'engendre que davantage de violence].)

« Sourds à tout appel à la réflexion et obstinés à imposer leurs revendications face au raisonnable intérêt de la majorité de la population, les *piqueteros* concentrent tous leurs efforts à s'exprimer par le biais de sauvages coupures des voies publiques. »* (*La Nación*, 31 janvier 2003, « El salvajismo de los piqueteros » [La barbarie des *piqueteros*].)

15. De 1997 à 2006, environ 4000 procès sont intentés contre des membres de divers mouvements de chômeurs, la plupart pour avoir coupé une route (Svampa, 2006). Cette période dépasse largement le mandat de Nestor Kirchner, puisque celui-ci ne commence qu'en 2003 ; il s'inscrit ici dans la lignée de ses prédécesseurs.

« En Argentine, est en train de s'installer une dangereuse conduite sociale qui, sur le long terme, est encore plus dangereuse que la pauvreté : la culture du délit. [...] Le néologisme *piquetero* n'est rien de plus qu'une manière de désigner celui qui commet un délit d'usurpation de la propriété [...] »* (*La Nación*, 31 janvier 2003, « La cultura del delito » [La culture du délit].)

« La question est simple : ou on est avec l'ordre, ce qui ne signifie pas l'autoritarisme, mais la volonté de vivre en commun de façon civilisée, ou on est avec le désordre, porte d'entrée de l'anarchie. »* (*La Nación*, 17 janvier 2008, « Piquetes: orden o desorden » [*Piquetes* : l'ordre ou le désordre].)

En revanche, les coupures successives du pont international Gualeguaychú - Fray Bentos, lorsque les habitants de la ville de Gualeguaychú se sont mobilisés contre l'implantation des usines de cellulose sur les berges du fleuve Uruguay¹⁶ – habitants issus pour l'essentiel de groupes sociaux relativement aisés (enseignants, ingénieurs, commerçants, producteurs agricoles, etc.) –, ont bénéficié de forts appuis de la part de l'opinion publique et du gouvernement à différents échelons. Les déclarations polémiques de Jorge Busti, gouverneur justicialiste de la province d'Entre-Ríos, où est située la ville de Gualeguaychú, sont particulièrement significatives. Ce dernier soutient ces mobilisations car, dit-il, « elles ne sont pas l'œuvre d'un groupe *piquetero*, ni idéologique, mais de producteurs, de commerçants, d'employés, d'étudiants qui défendent simplement leur droit à la vie »¹⁷*. Les revendications des mouvements de chômeurs autour des allocations sociales, des bourses scolaires, de l'emploi, etc., semblent moins légitimes, moins nobles, et ne pas relever du « droit à la vie »¹⁸. De même, les habitants de Gualeguaychú ne sont pas appelés *piqueteros* mais *asambleístas* [« assembléistes »], un terme connoté très positivement. *La Nación* salue, par exemple, la « déconcertante horizontalité » des mobilisations (23 avril 2006). Le recours à une structure participative sous la forme de l'assemblée n'est pourtant pas propre aux habitants de Gualeguaychú et s'inscrit au contraire dans un registre d'action collective partagé par nombre d'organisations, notamment par les mouvements de chômeurs. L'accent est

16. cf. encadré «Le conflit de Gualeguaychu».

17. Cité dans Verónica Toller, 2006, « Protesta en la ruta a Fray Bentos por la instalación de dos fábricas sobre el río Uruguay », *Clarín*, 11 janvier. On peut également penser aux déclarations de soutien maintes fois réitérées du ministre des Affaires étrangères de l'époque, Rafael Bielsa, qui affirmait que les habitants de Gualeguaychú lui avaient donné une « leçon d'organisation civile » (*Clarín*, 29 juillet 2005) et que le mode de protestation de Gualeguaychú lui paraissait « exemplaire » (*La Nación*, 7 octobre 2005), ou encore à la nomination par Nestor Kirchner de Romina Picolotti, avocate des *asambleístas* de Gualeguaychú, au poste de secrétaire d'État de l'Environnement et du Développement durable en juin 2006.

18 « Le *piquete* est formé par la typique classe moyenne, et là-bas la majorité rejette le surnom de *piqueteros*. "Nous, nous ne sommes pas des crève-la-faim, nous ne portons pas de masques", écoute-t-on. » (*La Nación*, 23 avril 2006)*. Il est fait référence ici aux premiers *piqueteros* qui se cachaient le visage lors des coupures de route afin de ne pas être identifiés par la police.

cependant mis sur la forme de l'assemblée pour les uns et sur la coupure de route pour les autres. La liberté d'expression et la liberté de circulation semblent des notions variables selon les groupes sociaux mobilisés.

Le conflit de Gualeguaychú

Depuis 2005, un contentieux oppose l'Argentine et l'Uruguay autour de l'implantation de deux grandes usines de cellulose sur les bords du fleuve Uruguay, frontière naturelle entre les deux pays, de souveraineté partagée. Ce conflit a pris des dimensions considérables et s'est converti en un conflit géopolitique qui fragilise le Mercosur. Face aux Argentins qui se mobilisent au nom de l'atteinte à l'environnement, de la pollution engendrée par l'implantation des usines d'une part et des conséquences économiques de celle-ci d'autre part, notamment sur le tourisme qui est un secteur clé de l'économie locale, les Uruguayens mettent en avant les répercussions positives sur l'emploi local.

L'histoire commence en 2003 lorsque l'entreprise espagnole ENCE obtient la permission de l'État uruguayen de construire une usine de cellulose à Fray Bentos, ville uruguayenne située au bord du fleuve Uruguay. Quelques groupes écologistes se mobilisent alors côté uruguayen contre l'implantation de l'usine mais sans grand écho de la part de la société uruguayenne. Ils recevront un appui plus favorable de la part des habitants de la ville argentine voisine, Gualeguaychú. Les habitants de Gualeguaychú organisent leur première coupure de route fin 2003 : ils coupent alors la route internationale 136 et le pont Fray Bentos - Gualeguaychú, axe routier international et voie terrestre la plus courte reliant les capitales argentine et uruguayenne. À partir de 2005, suite à l'annonce de la construction d'une seconde usine de cellulose par une entreprise finlandaise Botnia, la mobilisation devient massive. À cette mobilisation vient s'ajouter celle des habitants des villes de Concordia et de Colón, qui entraîne des coupures plus ou moins longues des trois (et seuls) ponts qui relient les deux pays. Ce conflit est encore d'actualité (en 2008) et si ENCE a relocalisé son usine ailleurs en Uruguay, les habitants de Gualeguaychú continuent à se mobiliser afin d'obtenir la fermeture de l'usine de Botnia, qui est en fonctionnement depuis la fin de l'année 2007 (Epstein, Mariani et Pujol, 2008).

Il est certain que s'opposer aux mobilisations de Gualeguaychú n'aurait pas eu le même coût politique. Les *asambleístas* sont largement soutenus par l'opinion publique et bénéficient d'une grande couverture médiatique¹⁹. L'importance politique du conflit est manifeste dans la demande faite par le gouvernement argentin de Nestor Kirchner au gouvernement uruguayen de Tabaré Vázquez de retarder le lancement de l'usine, après les élections présidentielles (qui ont eu lieu le 28 octobre 2007), pour ne pas nuire à la candidate justicialiste Cristina Fernández Kirchner, épouse de Nestor Kirchner (*Clarín*, 1^{er} novembre 2007). À l'inverse, la

19 La montée en puissance du conflit est parfaitement lisible dans la presse argentine : en 2005, *Clarín* y consacrait 42 articles, en 2006, 379 et en 2007, 143.

campagne politique et médiatique menée contre les mouvements de chômeurs a porté ses fruits en termes de stigmatisation : un large consensus « anti-*piqueteros* » traverse la société argentine. Une anecdote, issue de mes premières enquêtes de terrain, est ici intéressante à conter. Alors que je visitais l'un des quartiers bénéficiaires du programme municipal de régularisation des *asentamientos irregulares* Rosario Hábitat, avec des membres du dit programme, je demandais à l'un deux s'il y avait des mouvements de chômeurs dans ce quartier. Ce dernier – ne sachant pas que j'étudiais ces organisations – me répondit alors, d'un air soulagé : « non, ici c'est un quartier tranquille ». Alors que la présence d'un mouvement de chômeurs peut avoir des répercussions positives sur un quartier – pour la mise en œuvre de diverses activités collectives par exemple –, ils n'apparaissent bien souvent que comme des éléments perturbateurs de l'ordre public. Le vocable de *piquetero* n'est pas anodin : le *piquete* semble définir à lui seul ces organisations. Ce terme n'est toutefois pas nécessairement utilisé dans un registre négatif. Il est, à l'origine, revendiqué par nombre de manifestants en ce qu'il met l'accent sur l'action collective et non pas tant sur un statut de chômeur jugé dégradant (Svampa et Pereyra, 2004) : alors que les premiers sont définis – et se définissent – par l'action et sont acteurs de leur devenir, les seconds se contentent d'une définition par la négative, par le manque (de travail), tels de simples objets victimes d'une situation (le chômage).

La campagne quelque peu manichéenne menée par le gouvernement de Nestor Kirchner contre les mouvements de chômeurs reprend l'opposition classique entre « bons » et « mauvais » pauvres. Le gouvernement s'allie aux organisations de filiation péroniste et stigmatise les mouvements n'ayant pas accepté la cooptation. Aux mouvements de chômeurs non coopérants – donc jugés extrémistes – sont attribués les stigmates des « mauvais pauvres » : inorganisés, déviants et dangereux (Ogien, 1983 ; Agier, 1999). Il est, en effet, manifeste que les discours portés contre ces mouvements insistent davantage sur le caractère spontané et violent des coupures de route et des manifestations que sur l'organisation de ces mouvements, que ce soit sur la route ou dans le quartier. Les mouvements de chômeurs sont réduits à leur moyen d'action principal, le *piquete*. Rares sont les médias qui s'intéressent au travail communautaire réalisé dans les quartiers, excepté certains médias alternatifs tel qu'Indymedia. Cette méfiance envers les mouvements de chômeurs et le manque d'informations sur leurs activités traversent de nombreux pans de la société argentine, que ce soit au sein de milieux conservateurs ou progressistes. L'essor de ces organisations au niveau national s'est d'abord reflété dans la presse et la littérature militantes, avant d'être repris par le milieu scientifique. Si les mouvements de chômeurs font désormais l'objet de nombreuses

recherches au niveau national, celles-ci restent peu nombreuses à Rosario²⁰. J'ai ainsi été confrontée, lors de mes premières enquêtes de terrain, au scepticisme de certains professeurs de l'Université Nationale de Rosario, qui, après m'avoir expliqué que ces organisations étaient insignifiantes à l'échelle locale, m'ont conseillé de changer de terrain de recherche pour d'autres villes, telles que Buenos Aires, La Plata ou Salta. Si les mouvements de chômeurs ont pris une plus grande ampleur dans d'autres contextes urbains, ils sont pourtant loin d'être négligeables à Rosario et présentent certaines spécificités, telles que la création d'un front de chômeurs à un moment où la combativité des différentes organisations apparaissait en net déclin à l'échelle nationale.

À la suite des sociologues argentins Maristella Svampa et Sebastián Pereyra, cette stigmatisation peut s'expliquer en partie par la difficulté qu'éprouve une grande partie de la population « à accepter que du fond même de la décomposition sociale puissent émerger d'importants éléments de recomposition »* (2004, p. 15). « Pour beaucoup, le *piquetero*, sorte de nouvelle "cabecita negra", continue d'incarner l'image de l'altérité accomplie, par moments radicale, qui dévoile cet autre monde ignoré et étranger, menaçant et non si distant, qui parle clairement des conséquences perverses du modèle néolibéral »* (*ibid.*, p. 174). Le terme « cabecita negra », littéralement « petite tête noire », est un terme péjoratif utilisé à l'origine par la haute société portègne pour désigner les migrants ruraux des années 1940 venus à la capitale à la recherche d'un emploi dans l'industrie. Il renvoie à la fois à un rapport de classe sociale et de race – les immigrants européens de race blanche opposés aux populations de l'intérieur, au teint plus mat, descendants d'indigènes ou d'esclaves africains. Les mouvements de chômeurs exposent en effet sur l'espace public une réalité sociale que nombre d'Argentins se refusent à voir.

Un autre exemple particulièrement significatif est le conflit qui a opposé pendant plusieurs mois, au cours de l'année 2008, le gouvernement nouvellement élu de Cristina Fernández Kirchner aux producteurs ruraux et à différentes entités représentantes du secteur agricole (telles que la *Sociedad Rural Argentina* [Société Rurale Argentine] et la *Federación Agraria Argentina* [Fédération Agraire Argentine]). Un projet gouvernemental d'augmentation des taxes sur les exportations agricoles, notamment sur le soja et le tournesol, a engendré l'un des plus grands conflits sociaux de l'Argentine de la post-crise, divisant radicalement le pays entre les défenseurs du monde rural et ceux qui soutenaient le

20 La thèse de doctorat en sciences politiques soutenue en 2008 par Esteban Iglesias à l'Universidad Nacional de Rosario est une des rares exceptions (Iglesias, 2008).

gouvernement. Les actes de protestation se sont alors multipliés sous forme de manifestations de rue, coupures de routes, rétentions de la commercialisation de produits alimentaires et non-alimentaires, et d'approvisionnement des villes en denrées de base. Ces mobilisations, qui ont paralysé le pays pendant plusieurs mois et obstrué maintes voies de communication, ont pourtant reçu l'appui d'une grande partie de l'opinion publique – en témoignent les nombreuses manifestations de soutien – et de la presse. Les articles du quotidien *La Nación* n'évoquent que rarement les modes de protestation des producteurs ruraux et mettent davantage en avant leurs revendications. D'autre part, s'ils sont parfois amenés à condamner certaines actions, telles que les coupures de route, celles-ci sont aussitôt minimisées face à la légitimité de la protestation. *La Nación* défend les actes des « producteurs agricoles qui protestaient sur les routes contre l'application abusive des taxes sur leurs exportations »^{21*} (30 mars 2008). Le quotidien se range aux côtés de ces producteurs qui n'auraient d'autre alternative que bloquer une route²², à la différence des mouvements de chômeurs pour lesquels l'acte de protestation (la coupure de route) serait une finalité en soi. Les rares fois où *La Nación* évoque les revendications de ces derniers, ce n'est que pour mieux les dénigrer, en opposant par exemple leurs « demandes anachroniques » (21 janvier 2003) « au raisonnable intérêt de la majorité de la population » (31 janvier 2003).

« Personne dans la campagne ne veut de conflits ni être au bord d'une route une nuit glaciale, ni souffrir de chaleurs étouffantes, sur le chemin de la protestation. Ce que les gens veulent, c'est aller travailler de bonne heure, avec la dignité de ceux qui gagnent sérieusement leur pain de chaque jour »* (*La Nación*). Dans cet article, le quotidien oppose implicitement le bien-fondé de la protestation des producteurs ruraux mis aux pieds du mur, forcés par le gouvernement à agir, aux protestations « anarchiques » des mouvements de chômeurs. Cette situation fait pourtant étrangement écho aux propos des *piqueteros*, qui évoquent les mêmes difficultés liées à la protestation, à l'occupation prolongée d'une route – à la différence qu'eux encourent, de plus, le risque d'être incarcérés.

« On est capable de sortir sur la route pour démontrer à ce gouvernement qu'on n'est pas folles, on ne va pas couper une route et mourir de froid en hiver, nous mouiller quand il pleut [...] parce qu'on lui dit "regarde, eh, mon gars, fais un peu

21 C'est moi qui souligne.

22 « Personne dans la campagne ne veut de conflits ni être au bord d'une route une nuit glaciale, ou souffrir des chaleurs étouffantes, sur le chemin de la protestation. Ce que les gens veulent c'est aller travailler de bonne heure, avec la dignité de ceux qui gagnent sérieusement leur pain de chaque jour. Mais peut-on espérer une solution rationnelle et équitable d'un gouvernement qui, pour une augmentation de 2% des ressources fiscales, a affronté un conflit politique éreintant de plus de quatre mois ? Cela paraîtrait une chimère. »* (*La Nación*, 12 novembre 2008) ; « Les dirigeants agricoles ont appelé à une grève du monde rural quand ils n'avaient d'autre alternative qu'appeler à une grève. »* (*La Nación*, 22 mars 2009).

attention à nous, on est en train de mourir de faim, on veut un boulot, un boulot pour nos maris et ne pas avoir à envoyer nos enfants dans une cantine" »* (Mari, CTD Aníbal Verón, Rosario)

3.4. La mobilité comme mode de confrontation

Les actions collectives qui ont lieu en dehors du quartier, entendues comme des pratiques spatiales de confrontation, s'établissent dans une relation de réciprocité avec l'ensemble des pratiques spatiales routinières qui se déroulent au sein du quartier (Armesto, 2005). C'est dans la rue que s'obtiennent la plupart des ressources de base nécessaires aux pratiques ordinaires au sein du quartier, autour du centre communautaire, comme les aliments pour la cantine populaire. La route comme espace de confrontation renforce le développement des organisations de chômeurs au sein des quartiers. Celles-ci doivent continuellement aller « sur la route » pour pouvoir renforcer leur ancrage. L'action collective « sur la route » renvoie à l'action collective dans le quartier, et vice versa.

Face à des processus ségrégatifs qui tendent à confiner les habitants des marges à leur quartier, les *piqueteros* mettent en place des pratiques basées sur la *réciprocité* ou la *confrontation*²³ qui leur permettent de contourner ces frontières urbaines. La réciprocité se réfère à l'inscription territoriale : le fait de participer à un mouvement de chômeurs implique une nouvelle forme d'ancrage territorial, une nouvelle relation au quartier due, en partie, à la mise en place de certaines politiques publiques. On ne peut en effet négliger le rôle de l'État dans cet ancrage, qui peut aussi se traduire par l'enfermement de la protestation sociale²⁴. Le fait d'exiger une prestation en l'échange du versement des allocations sociales a favorisé l'essor d'activités communautaires au sein des quartiers. Les organisations ont dû créer elles-mêmes les cadres nécessaires à la mise en place des projets communautaires. Cela a permis le développement de projets d'autogestion, tels que, dans les cas étudiés, des potagers, des ateliers de couture, de vannerie et de charpenterie.

Afin de renforcer le travail communautaire au sein du quartier, les mouvements de chômeurs tirent partie de politiques destinées à les « assigner à résidence ». Cependant, cet ancrage territorial ne se traduit pas par un repli sur le quartier. Au contraire, il favorise

23 Selon la typologie proposée dans Agier, 1999, p. 63-90.

24 Sont concernés ici avant tout les échelons national et provincial, qui sont les principales cibles des revendications autour des allocations sociales, des bourses scolaires et de l'emploi notamment. Je reviendrai sur ce point dans la troisième partie du manuscrit.

l'ouverture sur l'espace urbain dans la mesure où il est intrinsèquement lié au va-et-vient entre la route et le quartier. L'appartenance à l'organisation est conditionnée par la participation aux activités communautaires au sein du quartier et aux activités qui ont lieu en dehors, notamment les manifestations et les coupures de route. **Quiconque veut intégrer la communauté et profiter des bénéfices qui lui sont afférents, les allocations sociales par exemple, doit se prêter à ce va-et-vient.** Cette *réciprocité* devient *confrontation* lors des manifestations et des coupures de route, en détournant les usages institutionnalisés de l'espace public et en perturbant les routines spatiales existantes (Auyero, 2005 ; Armesto, 2005). Mobilité et ancrage sont ici totalement interdépendants : **l'inscription territoriale est circulaire²⁵, n'existant que dans et par un va-et-vient entre le quartier et l'ailleurs.**



Photographie n°13 : Potager de la CTD Aníbal Verón

©Pujol, 2008



Photographie n°14 : Atelier d'éducation populaire de la CTD Aníbal Verón

©Pujol, 2008



Photographie n°15 : Fête de l'Enfant organisée par le CTD Flamarión Sur

©Pujol, 2008



Photographie n°16 : Petite place aménagée par l'organisation CC Las Flores pour ses diverses activités

©Pujol, 2006

²⁵ La notion d' « inscription circulaire » est mobilisée librement en référence aux « territoires circulatoires » mis en évidence par Tarrus, qui renvoient à « la socialisation d'espaces suivant des logiques de mobilité » (2000, p. 124-125).

Le croisement des parcours citoyens et citoyens dévoile la dimension éminemment spatiale de l'expérience militante mais également comment l'intérêt porté au quartier, comme échelle et registre d'actions, ne se traduit bien souvent pas par une tendance au repli mais par une ouverture sur l'espace urbain. À Montevideo, les membres des organisations se mobilisent premièrement comme habitants de leur quartier, tout en étant amenés à dépasser constamment cette échelle. La Coordinadora de asentamientos est pensée, dès ses prémises, au-delà du micro-local. L'engagement de ses membres relève à la fois d'une volonté d'ancrage, tout comme d'un déni du quartier. D'autres organisations, telles que la comparsa d'Isla de Flores, valorisent, elles, fortement l'échelle du quartier. L'ancrage est ici survalorisé car il est facteur de mobilités. La renommée acquise au sein du quartier permet d'en sortir. La radio communautaire Resistencia FM, de même que la commission d'habitants Tobogán, valorisent également l'ancrage qui est pensé comme une nouvelle forme de militance. Bien que promu, l'ancrage est toujours dépassé. De même, la mobilité peut renforcer l'ancrage. Mobilité et ancrage peuvent, enfin, être totalement interdépendants : les mouvements de chômeurs promeuvent une inscription circulatoire, qui n'existe qu'au travers d'un va-et-vient entre le quartier et l'ailleurs.

CHAPITRE 7.

PROTESTATION VÉCUE ET EXPÉRIENCE URBAINE AUX MARGES DE ROSARIO ET DE MONTEVIDEO

Ce chapitre s'attarde sur le croisement des parcours citadins et citoyens sous un angle cette fois plus individuel que collectif. Il se penche sur l'expérience urbaine des membres des organisations de quartier, et plus particulièrement sur les trajectoires féminines. L'action collective est ici pensée en tant que *protestation vécue* (Auyero, 2004). Elle se rapporte, d'une part, à la manière dont les habitants reçoivent, perçoivent et comprennent leur engagement (*ibid.*) et, d'autre part, à l'influence de cet engagement sur leur expérience urbaine. Étudier la *protestation vécue*, c'est en effet se centrer sur l'entrelacement des routines de la vie quotidienne et des actions de contestation politique, sur les interférences entre trajectoire militante et trajectoire sociale, et sur la manière dont elles se conditionnent mutuellement (Fillieule et Mayer, 2001 ; Auyero, 2004).

La protestation s'inscrit dans un *répertoire d'actions collectives*, notion qui témoigne de la confrontation du temps long des routines et des modes de protestation laissés en héritage, d'une part, et du temps court de l'action collective « en train de se faire », d'autre part (Tilly, 1986 ; McAdam *et al.*, 1998 ; Cefaï, 2007). Le regard se porte ici sur l'expérience vécue des militants, et plus particulièrement des militantes, sur les activités quotidiennes dans lesquelles se traduit leur engagement. Cette étude révèle des savoirs et des savoir-faire acquis au cours de l'expérience d'action collective. Ces compétences ne sont pas héritées dans le cadre d'une socialisation primaire mais relèvent de formes d'apprentissages et de transmissions *en situation* (Bouillon, 2009). L'intérêt ne porte pas tant ici sur les ressources qui rendent possibles l'action collective que sur les ressources produites par cette même action.

Les habitantes des marges se sont massivement investies au sein des organisations de quartier, et plus particulièrement au sein des mouvements de chômeurs. Un tel engagement influe sur leur expérience urbaine : leurs pratiques et leurs connaissances de l'espace urbain évoluent. Sont-elles pour autant plus mobiles ? Que signifie le fait de *circuler* pour ces femmes ? Cette forte participation féminine influe-t-elle sur les modalités de l'action contestataire et de l'occupation de l'espace ? En quoi, enfin, les mobilités de ces citadines et citadins ordinaires questionnent-elles les processus de fragmentation urbaine ?

1. DÉTOUR SUR LES PARCOURS CITADINS ET CITOYENS

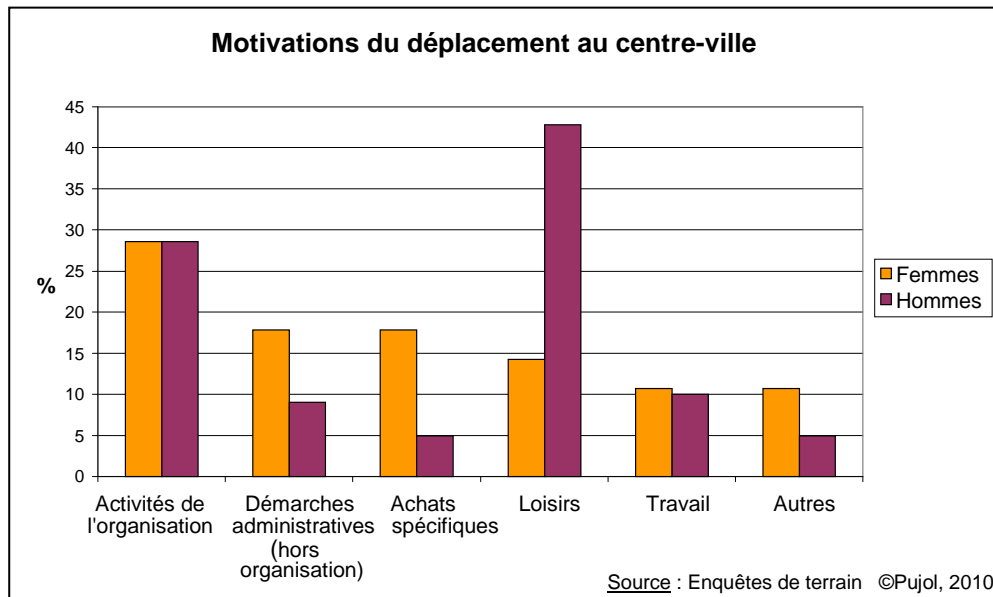
Nous commencerons par un détour sur les parcours citadins et citoyens des membres des organisations à l'étude. Des exemples de parcours, qui se veulent *significatifs* plus que *représentatifs* (Agier, 1999), seront présentés ici pour illustrer notre propos.

1.1. Un *espace proche* resserré sur le quartier à Rosario

En dehors des activités propres aux divers mouvements de chômeurs, la majorité des femmes interrogées fréquente peu le centre-ville où elles se rendent très occasionnellement pour des démarches administratives ou des achats spécifiques (comme l'achat de vêtements par exemple). Les déplacements sont ici précisément motivés. Le logement, le quartier de résidence et les quartiers voisins demeurent les principaux lieux de pratiques quotidiennes des femmes, que ce soit pour des activités liées au travail, des achats élémentaires, des questions de santé, de loisirs, etc. L'essentiel des femmes interrogées n'ont jamais eu d'emploi stable et ont occupé divers petits emplois successifs. Certaines n'ont jamais travaillé mais la plupart ont monté un petit commerce chez elles (épicerie, atelier de couture, etc.) et/ou cumulent de petits emplois non déclarés, dans les commerces et services de proximité, la vente ambulante, ou encore comme employées domestiques. Pour ce qui est des loisirs, hors l'espace privé du foyer ou de la famille (qui habite pour l'essentiel dans le voisinage), les parcs et les places publiques des quartiers proches apparaissent comme les principaux lieux de fréquentation, ce qui peut s'expliquer par leur carence dans le quartier de résidence. La sur-fréquentation des quartiers proches est également manifeste pour l'accès à divers services (de santé notamment). Deux cas font toutefois exception : les vendeuses ambulantes, du fait de leur activité professionnelle, et les plus jeunes, pour leurs loisirs, fréquentent plus régulièrement le centre-ville. Si la plupart des hommes cumulent également de petits emplois, dans le milieu de la construction notamment, leurs travaux les amènent à se déplacer davantage dans l'espace urbain. Leurs déplacements dans le centre-ville ne sont pas toujours précisément motivés et ils le fréquentent davantage que les femmes dans le cadre de leurs loisirs. 43 % des hommes interrogés citent ainsi les loisirs comme première motivation de leur déplacement au centre-ville contre 14 % pour les femmes (cf. graphique n°1).

Graphique n°1 :

« Pour quelles occasions vas-tu au centre-ville ? » (Rosario)

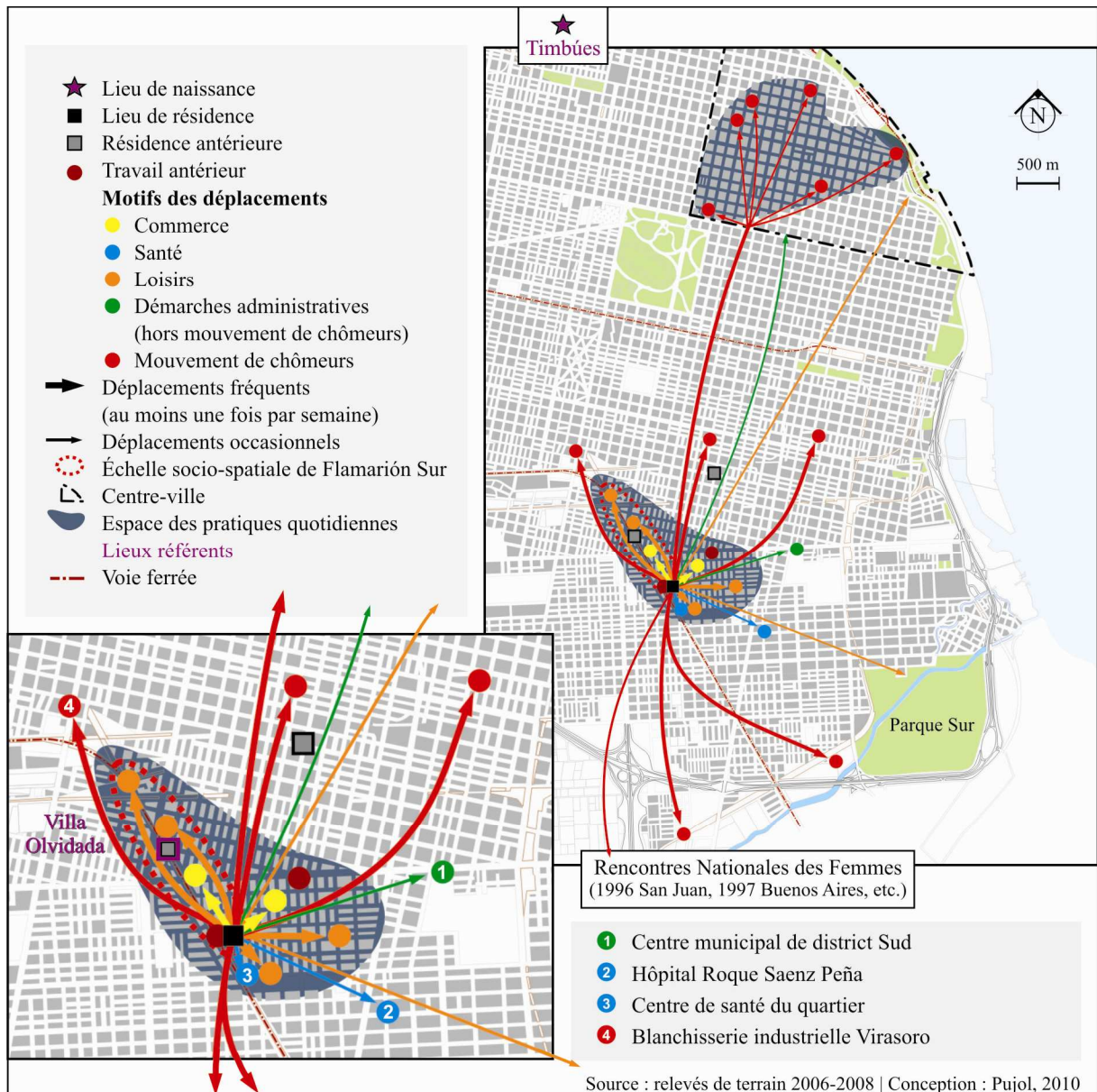


À Rosario, les pratiques quotidiennes des habitants des marges se concentrent dans un *espace proche* resserré sur le quartier et les quartiers voisins, en particulier pour les femmes. Pour Elba, par exemple, c'est l'échelle sociospatiale de Flamarión Sur, et notamment les *asentamientos irregulares* Flamarión Sur et Villa Olvidada, qui fait sens et non les quartiers dans lesquels ils s'inscrivent, dont elle ne connaît même pas le nom (Tiro Suizo et Nuestra Señora de la Guardia). Elba est née en 1944 à Timbúes, une petite ville au nord de Rosario, à laquelle elle reste profondément attachée et où elle souhaiterait finir ses jours. Orpheline, elle est arrivée très jeune à Rosario et a habité dans différents *asentamientos irregulares*. Elle a vécu onze ans à Villa Olvidada, avant d'être expulsée, et s'est alors installée à Flamarión Sur. Certains de ses enfants – tous majeurs aujourd'hui – l'ont suivie, d'autres sont restés à Villa Olvidada. Sa sœur, Juanita vit à 25 de mayo, un quartier irrégulier voisin dans lequel elle s'occupe d'un petit centre communautaire affilié au mouvement de chômeurs. Elba a travaillé comme employée domestique dans le voisinage puis elle a ouvert un petit atelier de couture chez elle, avant de se consacrer au mouvement de chômeurs. Les fins de semaine, quand elle ne travaille pas, elle se rend dans l'un des espaces publics proches, accompagnée de son mari ou de ses enfants, pour voir les jeunes du quartier jouer au football par exemple. Toujours accompagnée d'une autre personne, elle va parfois se promener au centre-ville, le long du fleuve. À de rares occasions, pendant l'été notamment, toute la famille se rend au Parque Sur, un grand parc situé au sud de la ville. C'est alors toute une expédition : certains y vont en

charrette, d'autres en bicyclettes, d'autres en camionnette et ils y passent la journée entière. À de rares exceptions près, les pratiques quotidiennes d'Elba se cantonnent ainsi à un espace limité, qui s'insinue dans les interstices des quartiers Tiro Suizo et Nuestra Señora de la Guardia.

Comme cela a été le cas pour de nombreuses femmes, la participation d'Elba à un mouvement de chômeurs s'inscrit dans le prolongement d'un travail social communautaire au sein du quartier. Elle a d'abord participé à diverses activités d'entre-aide « spontanées » et ponctuelles, telles que des soupes populaires. Ces repas préparés par les habitants mêmes du quartier, chacun apportant ce qu'il peut, étaient relativement fréquents à la fin des années 1980, lors de l'hyperinflation sous le gouvernement de Raúl Alfonsín. Ces activités se réalisaient pour l'essentiel au sein du quartier ou du voisinage. L'engagement dans un mouvement de chômeurs a amené Elba à sortir de son relatif isolement en la poussant à effectuer de fréquents déplacements au sein de l'espace urbain. Ses pratiques socio-spatiales se sont alors déployées sur un espace élargi. Les *piqueteras* se déplacent davantage au sein de l'espace urbain, notamment dans le centre-ville, dans le cadre des manifestations, des diverses démarches administratives (pour recevoir, par exemple, leur allocation sociale qu'elles ont obtenue grâce à leur participation à un mouvement de chômeurs), des réunions et des assemblées du Front de chômeurs qui ont lieu à *La Toma*, l'ancien supermarché récupéré par ses employés et transformé en centre culturel, ou au siège de l'Asociación de Trabajadores del Estado, etc. Les activités de leur organisation apparaissent ainsi comme la principale motivation de leur déplacement au centre-ville (cf. graphique n°1). L'engagement amène également les *piqueteras* à fréquenter d'autres quartiers populaires, lorsque des réunions du Front de chômeurs ont lieu dans un centre communautaire, lors des coupures de route ou de certaines activités organisées par un autre mouvement.

Carte n°6 : Parcours d'Elba (CTD Flamarión Sur)



Irma est née en 1970 dans le Chaco, une province du nord de l'Argentine. En 1990, elle et son mari se sont installés à Rosario dans l'espoir de trouver un emploi. Le frère de son époux vivait depuis quelques temps déjà dans l'*asentamiento irregular* Itati. Ils ont été hébergés chez lui pendant deux ans, avant de pouvoir construire leur propre maison dans le même quartier. Ils ont six enfants, dont cinq mineurs. Elle travaille comme employée domestique dans le voisinage. Son mari cumule divers petits emplois dans la construction et touche une allocation sociale Familia (suite à une allocation Jefe y Jefa de Hogar). C'est Irma qui remplit la contrepartie de cette allocation sociale, en participant aux activités du centre communautaire « Los pibes de mi barrio » (depuis l'année 2002). Depuis 2005, elle s'est

également engagée auprès du CTD Flamarión Sur. Ses pratiques quotidiennes se limitent pour l'essentiel à son quartier de résidence et aux quartiers voisins. Elle ne sort pas beaucoup et reste généralement dans l'espace privé familial durant son temps libre. Elle se rend très occasionnellement au centre-ville pour des achats spécifiques (comme l'achat de vêtements pour ses enfants). Les pratiques quotidiennes d'Irma se déploient sur un *espace proche* resserré sur le foyer. L'engagement dans un mouvement de chômeurs l'a amené d'une part à élargir l'espace proche, au niveau de Flamarión Sur, mais aussi à se déplacer plus fréquemment dans le centre-ville, qu'elle connaissait à peine.

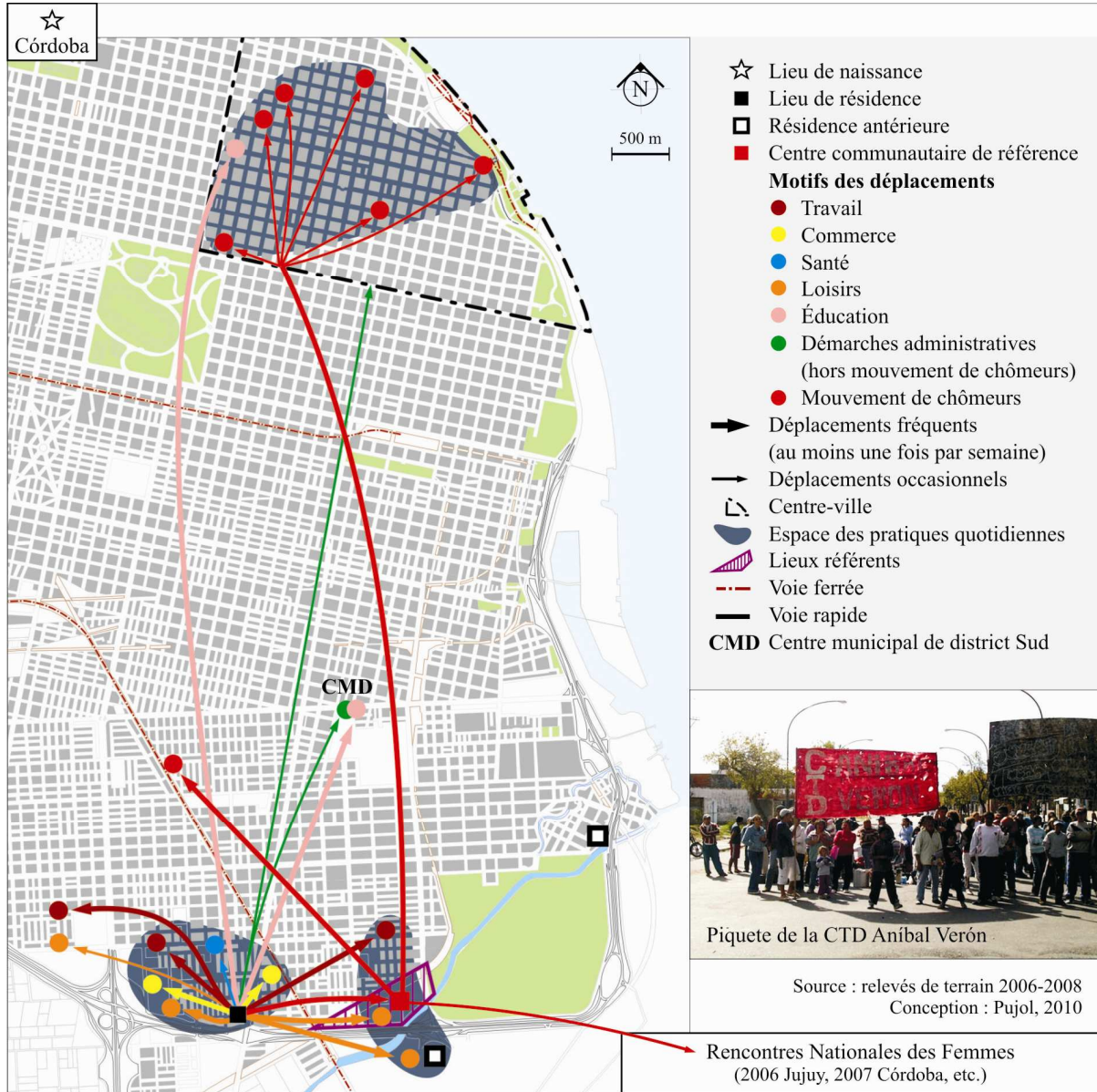
« Avant, moi, je ne connaissais même pas le centre. Je commence juste à le connaître. [...] Avant, c'était ma maison, c'est tout... » (Irma, CTD Flamarión Sur, Rosario)

Gloria est l'une des référents de l'organisation de chômeurs CC Las Flores. Elle est née en 1975 à Rosario dans un autre quartier irrégulier. En 1978, sa famille a été expulsée et ils se sont alors installés dans l'*asentamiento irregular* Flores sur, dans lequel elle vit depuis lors. Elle est mariée et a deux enfants. Elle travaille comme vendeuse ambulante (de petits cadeaux, fleurs, bougies, etc.). Son époux occupe de petits emplois dans la construction. La majorité de sa famille habite le même quartier. Pendant son temps libre, elle demeure essentiellement dans l'espace privé familial. Elle se rend parfois au Parque Sur avec sa famille. De par son travail, elle est amenée à se déplacer régulièrement dans la ville, dans les quartiers voisins mais aussi dans le centre-ville. Elle reconnaît toutefois que, grâce à son engagement au sein de l'organisation de chômeurs, « [elle est] plus à l'aise dans le centre, parce que maintenant [elle] connaît plus ou moins les endroits, tout ça... ».

Liliana est née en 1972 dans la ville de Córdoba. Elle a déménagé avec ses parents à Rosario, dans le quartier Saladillo. Après son mariage, elle s'est installée à Villa Gobernador Galvez, une commune de la périphérie sud, avec son époux. Puis ils ont acheté un terrain dans le quartier Flores Este et y ont construit leur maison. Elle et son mari vivent de divers petits emplois. Elle a été couturière. Elle vend désormais des produits de beauté pour une marque de vente par correspondance et se rend régulièrement sur des marchés de troc pour acheter et vendre tout type d'objets. Elle n'est pas « du genre à sortir », si ce n'est pour vendre ou pour les cours d'éducation populaire et d'informatique, qu'elle suit dans le Centre de district et dans le centre-ville. En 2004, elle intègre le mouvement de chômeurs CTD Aníbal Verón. Cet engagement lui a apporté une autre connaissance de l'espace urbain, « où est-ce que se situent

le Gouvernement [Provincial], [le Secrétariat de] Promotion communautaire [...] [elle a] connu plein de choses, des endroits dont [elle] ne connaissai[t] même pas l'existence ».

Carte n°7 : Parcours de Liliana (CTD Aníbal Verón)



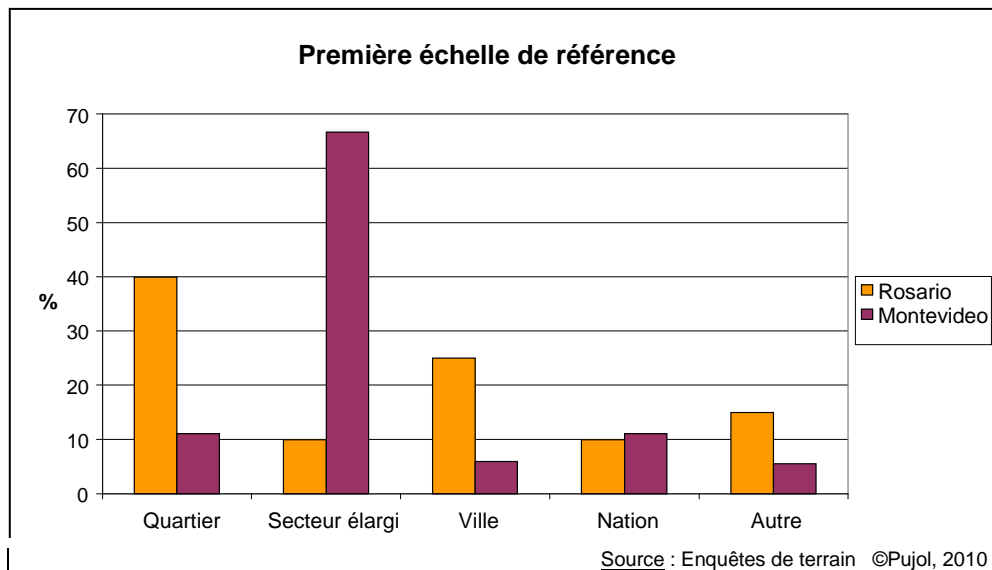
1.2. Un espace proche élargi à Montevideo

À Montevideo, les membres des organisations s'identifient davantage à un secteur assez large englobant divers quartiers qu'à leur seul quartier. L'étendue de la ville a favorisé l'émergence de multiples identités locales et de forts sentiments d'appartenance, comme c'est le cas pour les secteurs de Colón et du Cerro. Les pratiques quotidiennes s'inscrivent

davantage dans le local que dans le micro-local, que ce soit dans le cadre du travail, des achats, des loisirs, etc. Elles se déploient sur un *espace proche* élargi. Au moment de mon enquête, la plupart des membres travaillaient dans un quartier voisin ou dans le quartier même. Certains sont toutefois amenés à se déplacer régulièrement dans l'espace urbain, et notamment en centre-ville, dans le cadre de leurs emplois. Ils fréquentent régulièrement les quartiers proches dans le cadre de leurs loisirs mais aussi le centre-ville. Leur famille habite rarement le même quartier mais plutôt un quartier voisin ou un autre quartier de la ville, quand ce n'est pas une petite ville de l' « intérieur » du pays. Leurs déplacements au centre-ville ne sont pas toujours précisément motivés, beaucoup se font dans le cadre des loisirs. C'est pourquoi, que ce soit pour des raisons professionnelles ou personnelles, les habitants sont amenés à fréquenter de nombreux quartiers, même si les quartiers proches et le quartier de résidence restent les principaux lieux de pratiques quotidiennes. De par leur expérience antérieure de la ville légitime, ils ont été amenés à fréquenter divers quartiers et ont une ample connaissance de l'espace urbain. Leurs relations sociales s'étendent bien au-delà de leurs quartiers de résidence. Le fait qu'ils soient légèrement éloignés du centre-ville rend toutefois leurs déplacements plus difficiles qu'autrefois, ce qui est renforcé par la précarisation que nombre d'entre eux ont connue.

Graphique n°2 :

« Comment te définirais-tu avant tout : comme habitant de ... ? »



Cristina est née en 1953 à Sayago, un quartier populaire de la périphérie *montevideana* où sa mère vit toujours. Elle a vécu dans différents quartiers et s'est installée à Colón à la fin des années 1980. Elle a toujours été proche de mouvements politiques. Ouvrière dans

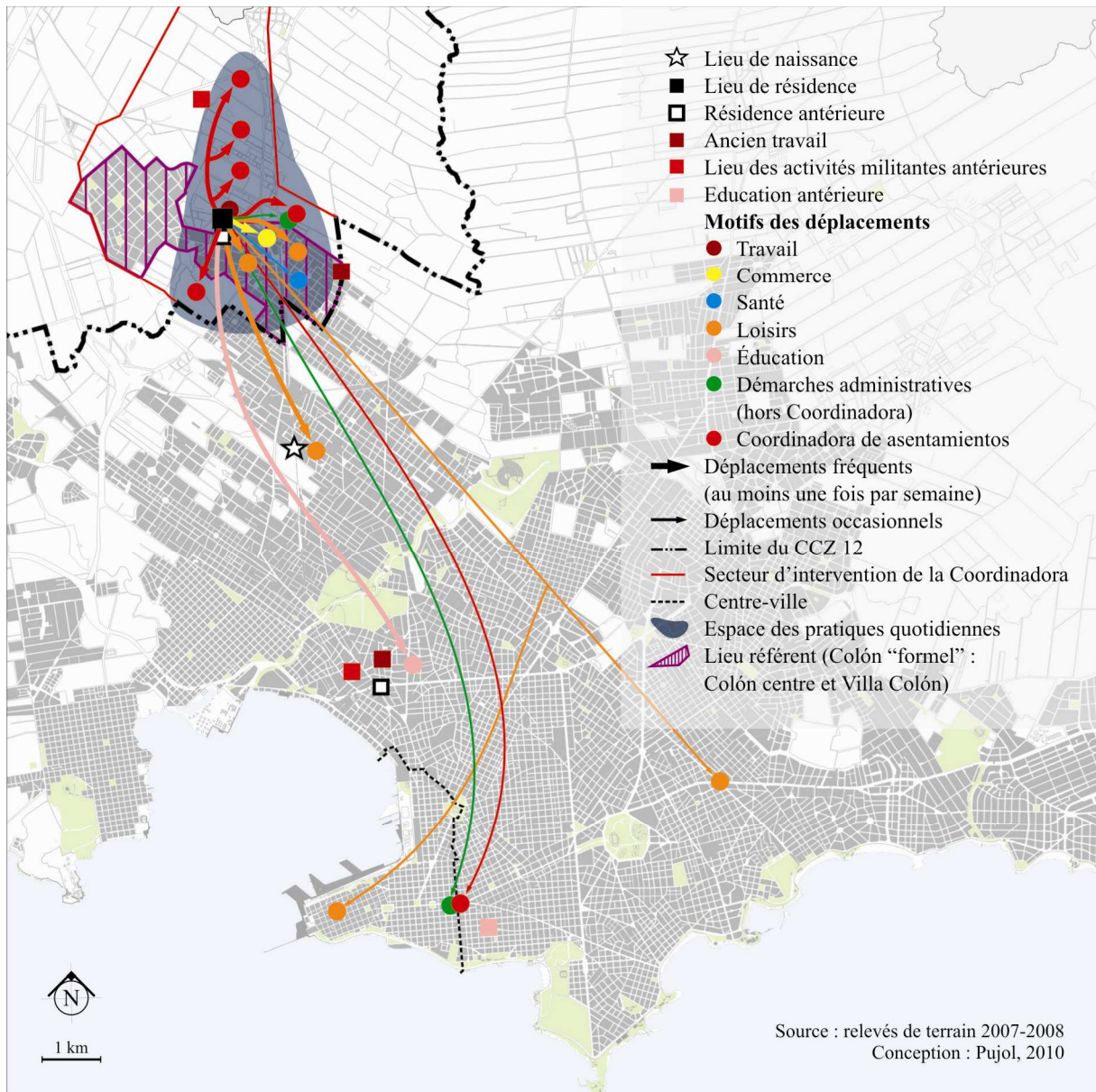
l'industrie textile, elle a d'abord milité au sein du Sindicato Único de la Aguja [syndicat unique de l'aiguille] et du Movimiento de Liberación Nacional¹, puis s'est associée au coopératisme. À Colón, Cristina a habité, dans un premier temps, au sein de la coopérative d'habitat « Complejo América », dans un quartier régulier. Mais suite à la perte de son emploi et à des problèmes de santé, elle ne pouvait plus payer sa cotisation à la coopérative et a été contrainte de déménager. Elle a alors participé à diverses occupations de terrains et a fini par s'installer dans l'*asentamiento irregular* 12 de Octubre à la fin des années 1990. Elle a ensuite rejoint la Coordinadora de asentamientos. Elle avait auparavant toujours vécu dans des quartiers réguliers. Une fois arrivée à 12 de Octubre, elle a ouvert une petite épicerie chez elle. Elle vit seule avec son fils. Elle a suivi un cours d'éducation populaire dans un institut de formation alternative situé dans le centre-ville. Elle suit désormais des cours de psychologie sociale dans un institut du quartier Bella Vista. Elle a travaillé quelques temps comme éducatrice au sein du programme social *Rutas de salida* [Voies de sortie]². De par son expérience antérieure de la ville légitime, son vécu dans d'autres quartiers ainsi que ses activités sociales et militantes, Cristina a une ample connaissance de la ville. Sa situation sociale s'étant précarisée, l'espace de ses pratiques quotidiennes s'en est trouvé d'autant limité. Les sorties de l'espace proche se sont faites plus rares.

« Ma vie, je la résous pour l'essentiel ici dans Colón, sauf certaines choses que je vais acheter dans le centre, une démarche administrative dans le centre, que ce soit personnelle ou pour la Coordinadora [...] parfois si j'ai une entrée pour le théâtre gratuite... le problème c'est qu'on est loin de tout, non? Il y a beaucoup de choses à faire dans le centre, gratuites même, comme des spectacles, mais l'éloignement t'en empêche, tu vois? Parce que c'est une chose d'aller jusqu'à Colón, au centre de Colón, mais ça en est une autre d'aller jusqu'à ton quartier, ça c'est beaucoup plus difficile, d'y être à onze heures du soir, de devoir prendre un taxi... C'est un peu ma douleur de vivre ici, le secteur me plaît beaucoup, mais... et les transports jusqu'à Colón ne sont pas non plus très fréquents [...] Moi personnellement, je me sens assez limitée, le fait de vivre loin...ça complique tout... Je ne sors pas beaucoup du secteur... Je vais voir ma mère qui est à Sayago... Je vais à la maison d'une amie [dans un autre quartier]... Mais pour le reste j'ai toutes mes connaissances ici dans les environs... J'aime beaucoup sortir mais le lieu où je vis me limite... Ça c'est chiant, parce que ça te limite les amitiés des fois... C'est tout un problème quand tu dois aller de Colón au centre, c'est un problème... »* (Cristina, Coordinadora de asentamientos, Montevideo)

1 Le Mouvement de Libération Nationale -Tupamaros est un mouvement politique uruguayen qui pratiqua la lutte armée au cours des années 1960 et qui a intégré la coalition politique du Front Élargi [Frente Amplio] à la fin des années 1980.

2 Le programme « Rutas de salida » s'insère au sein du Plan de Atención Nacional a la Emergencia Social [plan d'attention nationale à l'urgence sociale]. Il est mis en œuvre par les organisations sociales en partenariat avec le Ministerio de Desarrollo Social [ministère du développement social]. Il constitue une contrepartie au « revenu citoyen ». Les bénéficiaires de ce revenu doivent s'engager à un suivi médical de leur famille, à l'assiduité scolaire de leurs enfants et à réaliser certaines activités communautaires.

Carte n°8 : Parcours de Cristina (Coordinadora de asentamientos)



Isabel est née en 1967 à Tacuarembó, une petite ville de l'intérieur du pays. À 12 ans, elle a déménagé à Montevideo avec ses parents, dans le secteur de Colón. Peu après leurs fiançailles, Isabel et son conjoint ont cherché un logement. Ils ont alors entendu parler d'une nouvelle occupation où la commission mise en place distribuait gratuitement des terrains. C'est ainsi, qu'en 1990, ils se sont installés à 25 de Agosto, un *asentamiento irregular* de Colón. Ils y ont construit leur maison. Isabel a intégré la commission du quartier et a participé à plusieurs commissions avant d'être élue comme représentante auprès de la Coordinadora de asentamientos. Puis elle s'est présentée au sein du Conseil d'habitants (du Centre communal 12) où elle a été élue. Elle participe aussi parallèlement à un Servicio de Orientación,

Consulta y Articulación Territorial [services d'orientation, consultation et articulation territoriale] (SOCAT)³. Isabel est institutrice et secrétaire générale d'une école publique située dans un quartier voisin. Dans le cadre des fonctions administratives qu'elle occupe au sein de l'école, elle est amenée à se rendre tous les quinze jours au centre-ville. Son mari, Walter, militaire à la retraite, participe également à la Coordinadora et est élu au sein du Conseil d'habitants depuis plusieurs mandats. Les fins de semaine, et surtout le dimanche, jour où le bus est gratuit pour les enfants, la famille se rend parfois au centre-ville, pour se promener le long de La Rambla par exemple. La famille d'Isabel habite, pour l'essentiel, dans le secteur de Colón : ses parents vivent dans un quartier voisin et ses frères, dans le même quartier. Isabel a également de la famille dans l'intérieur du pays, à laquelle elle rend parfois visite. De par son travail et ses activités sociales, elle est ainsi amenée à se déplacer fréquemment dans tout le secteur de Colón, mais aussi dans le centre-ville. Quand elle a déménagé avec son mari en 1990, tous deux pensaient que le quartier serait rapidement régularisé. Après presque vingt ans d'attente et de lutte, l'*asentamiento 25 de Agosto* est finalement entré dans le programme PIAI.

« J'habite à Colón depuis l'âge de 12 ans avec mes parents. Et bon maintenant, je suis partie dans la périphérie de Colón, je suis presque tombée de la carte [rires] mais je suis toujours dans Colón. [...] Généralement, mon circuit, c'est dans le secteur, dans le secteur de Colón. Mais bon après, quand je dois remettre quelque chose, je vais au Primaire, dans la Ciudad Vieja, et bon je vais dans tout Montevideo... Je me suis mariée, je suis partie là-bas [à 25 de Agosto], j'ai pris l'école là-bas, je suis restée par là tout simplement et j'ai construit tous les réseaux que je pouvais. »* (Isabel, Coordinadora de asentamientos, Montevideo)

Fabiana est née en 1969 dans la petite ville de San José de Mayo. Sa mère était institutrice, son père policier. Une fois mariée, elle s'est installée à Montevideo avec son époux. Ce dernier était militaire et elle, travaillait comme employée domestique non déclarée. Ils habitaient alors dans le centre, dans le quartier La Aduana. À la mort de son époux, elle s'est retrouvée seule avec ses quatre enfants et ne pouvait plus payer le loyer dans le centre-ville. Quand elle a fait la rencontre de son deuxième mari, en 1990, elle a emménagé avec lui dans son actuel quartier. Une connaissance de son nouvel époux leur a cédé un petit bout de terrain dans l'*asentamiento Lecocq*. Tous deux ont travaillé comme « recycleurs informels »

3 Les SOCAT sont des dispositifs mis en place dans le cadre du programme INFAMILIA (Infancia y Familia, [enfance et famille]), qui intervient prioritairement auprès des enfants et des adolescents. Promu par le Ministère du Développement Social à partir de 2005, il est cogéré par des organisations sociales. Il se donne pour objectif le renforcement des réseaux locaux de protection sociale afin de garantir les droits des enfants et adolescents, à travers des services d'orientation, de consultation, d'articulation des services locaux et un espace de discussion et de résolution qui est la Mesa de Coordinación Zonal [comité de coordination de secteur].

dans un premier temps puis ils ont monté un petit atelier de réparation et de vente de pneumatiques, dans un quartier (régulier) voisin. Ils parcourent la ville à la recherche de pneumatiques usés jetés par les grandes entreprises, qu'ils récupèrent et réparent. Ses temps libres, Fabiana les passe pour l'essentiel dans le cadre familial, dans le secteur de Colón. Ils se rendent parfois dans un parc public proche (le parc Lecoq) ou au centre-ville, dans les espaces publics comme La Rambla, ou pour rendre visite à sa mère. Elle fréquente également le centre-ville pour des raisons de santé – grâce à son ancien époux, elle peut se faire soigner à l'hôpital militaire – et pour son travail. Elle est membre de la commission de son quartier et est élue pour représenter la commission au sein de la Coordinadora de asentamientos, qu'elle a intégré en 2006, année où elle a également été élue au sein du Conseil d'habitants (du Centre communal 12). De par son travail et son expérience antérieure de la ville légitime, Fabiana est amenée à se déplacer fréquemment dans l'espace urbain. Son engagement au sein de la Coordinadora de asentamientos lui a toutefois permis de mieux connaître les quartiers voisins.

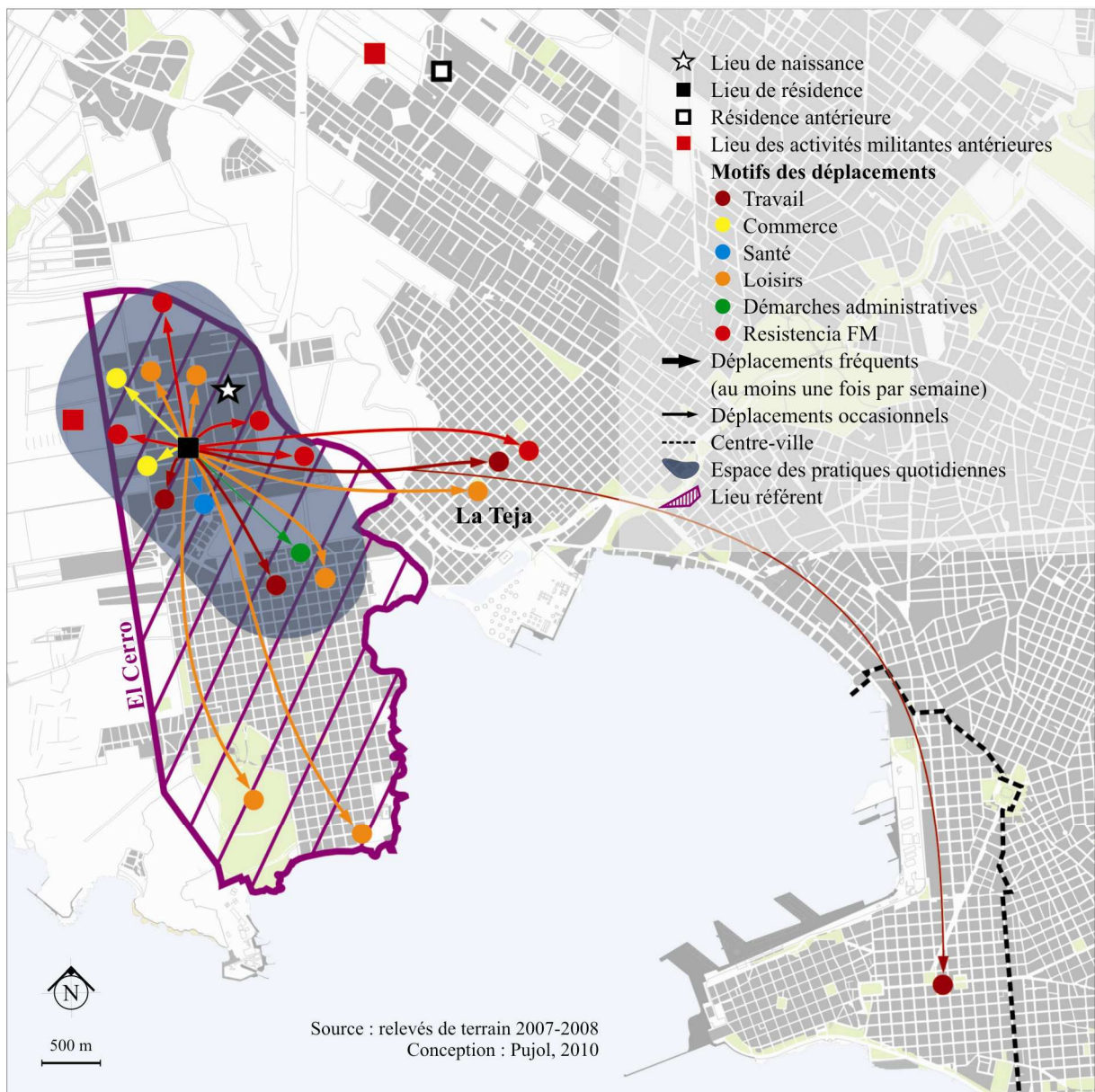
« Comme je suis commerçante, je les connais presque tous les *asentamientos*... Mais maintenant, avec la Coordinadora, je peux voir les choses d'une autre manière... »* (Fabiana, Coordinadora de asentamientos, Montevideo)

Gabriel est né en 1970 dans le Cerro, à Cerro Norte, où sa famille vit toujours. En 1993, avec treize autres jeunes, ils ont occupé un terrain voisin, qu'ils ont baptisé Juventud 14. Il n'y a réellement emménagé qu'en 1999 : c'est le temps dont il a eu besoin pour construire sa maison. Entre-temps, il a vécu dans le quartier Nuevo París avec sa compagne. Il a participé à la commission de quartier qui coordonnait les nouvelles installations et l'aménagement de l'*asentamiento* et a également apporté son soutien à d'autres occupations voisines. Il a une longue expérience militante, acquise à travers les occupations et son engagement au sein des Jeunesses Communistes de 1984 à 1994. Il se définit désormais comme marxiste, sans lien avec les partis politiques. Sa compagne, Adriana, promeut diverses activités sociales et culturelles alternatives, autour du théâtre notamment. Leurs pratiques quotidiennes se déploient pour l'essentiel dans le secteur du Cerro (Cerro Norte, Villa del Cerro, etc.) et les espaces limitrophes (comme La Teja). L'occupation est vécue comme une forme d'engagement social et politique. Ils ont fait le choix de s'installer à Juventud 14 et valorisent fortement les activités menées dans le secteur. Gabriel apprécie la tranquillité de son quartier, à l'opposé du centre-ville qui lui semble trop bruyant. Tous deux négligent l'offre culturelle du centre-ville, qu'ils estiment souvent trop commerciale. Très occasionnellement, Gabriel se rend au centre ville, le plus souvent pour des raisons

professionnelles. Il réalise divers petits travaux à son compte comme électricien ou sérigraphe. En 2004, Adriana et lui fondent la radio Resistencia FM. Par ses activités sociales et politiques passées, Gabriel connaît de vastes pans de la ville. La radio lui apporte de plus amples connaissances locales, renforçant ainsi son ancrage.

« Resistencia m'a permis d'approfondir ma connaissance du secteur, des petits endroits, des petits quartiers [...] un plus grand engagement auprès de mon quartier, d'arriver à un tas d'endroits où tu n'entres pas sinon, dont tu n'as même pas idée... tu entres vraiment dans les *asentamientos*... C'est l'idée de la radio, de générer des liens, une meilleure insertion dans le quartier avec les organisations sociales, les écoles... »* (Gabriel, Resistencia FM, Montevideo)

Carte n°9 : Parcours de Gabriel (Resistencia FM)



Lita, référente de la commission de l'*asentamiento* Tobogán, habite depuis 1999 dans le quartier. Elle est née en 1956 à La Teja, un quartier voisin. Son père, dirigeant syndical anarchiste, et sa mère, membre du Parti Communiste, étaient ouvriers dans les industries frigorifiques. Dès l'âge de 12 ans, elle s'est affiliée aux Jeunesses Communistes, où elle a milité pendant trois ans. Elle s'est ensuite jointe à différents petits groupes et mouvements politiques de gauche, notamment pendant la dictature (1973-1984). Ouvrière dans les industries frigorifiques, comme ses parents, elle a milité dans différents syndicats. Elle a habité dans un premier temps près du centre-ville avec son mari, également ouvrier. Sur le point de perdre leurs emplois, ils ont cherché un terrain à acheter avec les quelques économies qu'ils avaient pu mettre de côté. N'ayant pas de ressources suffisantes pour acheter un terrain dans un quartier « régulier », ils se sont installés à Tobogán. Sans emploi en 2007, lors de notre première rencontre, Lita avait retrouvé un travail comme ouvrière dans une usine de La Teja en 2008. Méfiante à l'égard des partis politiques, elle a toutefois gardé de nombreux liens avec divers partis de gauche et d'extrême-gauche du Frente Amplio⁴. Elle a même milité activement quelque temps au sein de cette coalition politique. Puis elle a préféré prendre de la distance et se consacrer à la commission d'habitants de son quartier. De par ses activités politiques et sociales passées, Lita a un capital social élargi, elle connaît de nombreuses personnes en dehors de l'espace proche et a été amenée à fréquenter de vastes pans de la ville. Elle se focalise désormais essentiellement sur l'échelle du quartier et cherche avant tout à développer ses réseaux locaux.

« Je travaille avec des petits groupes, je n'ai pas confiance, il m'est difficile de me joindre à de grands groupes. Dans le Tobogán, j'ai connu une autre réalité : premièrement, la militance de quartier qui était nouvelle pour moi. Je me joignais à des groupes, des partis de gauche, d'extrême gauche, anarchistes [...] J'ai tournoyé environ trois ou quatre ans comme ça... Je me suis rendue compte que ce n'était pas non plus le bon chemin. Je n'ai rien pu concrétiser avec ces groupes, ils tirent la pierre et ils voient après... [...] Je n'ai toujours pas trouvé ma place. Dans le Frente Amplio, j'ai de bons amis... [...] Mais au niveau du quartier, c'est autre chose, il faut être ouvert, je ne suis de rien, je ne vais pas planter un drapeau dans ma maison. Je peux travailler avec des Colorados, des Blancos⁵... »* (Lita, Commission d'habitants Tobogán, Montevideo)

Ainsi, les pratiques quotidiennes de ces citadines et citadins ordinaires se déploient sur un espace limité à Rosario, hormis de rares exceptions, alors qu'elles s'élargissent à de vastes

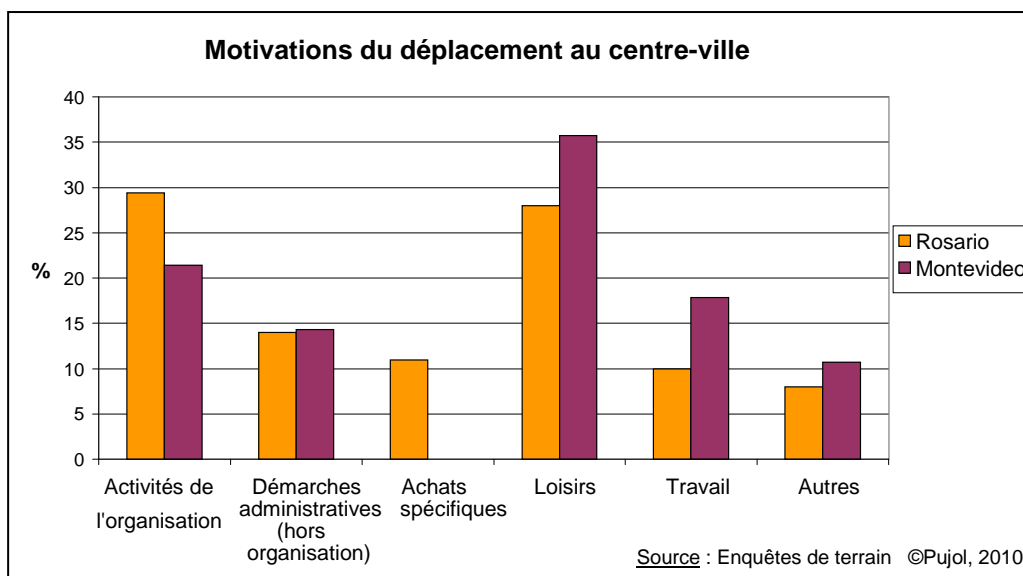
4 Le Frente Amplio [front élargi] est une coalition de partis politiques, allant de l'extrême gauche au centre-gauche, fondée en 1971 en Uruguay. Cette coalition gouverne la ville de Montevideo depuis 1990 et le pays depuis 2004.

5 Le Parti Colorado et le Parti Blanco sont les deux grands partis politiques de la droite uruguayenne.

pans de l'agglomération à Montevideo. Ces écarts peuvent s'expliquer en partie par des conditions socio-économiques plus précaires pour les membres des mouvements de chômeurs. Ces derniers connaissent des conditions de travail plus difficiles, rares sont ceux qui ont un emploi stable. Leur niveau d'études est inférieur. Peu d'entre eux ont une expérience antérieure de la ville légitime. Ces écarts pourraient s'expliquer par la plus grande proportion de femmes dans notre échantillon argentin – dont de nombreuses études ont montré qu'elles étaient davantage touchées par la précarité –, mais les mêmes tendances se dégagent si l'on ne compare que les échantillons féminins des deux villes. Si les habitants de Montevideo ont été amenés à se déplacer plus fréquemment dans l'espace urbain, désormais ils se voient parfois contraints de limiter les sorties de l'espace proche, de par la précarisation de leur position sociale. Ils ressentent alors d'autant plus les effets de l'éloignement. La distance physique impose des contraintes mais suppose surtout la possession de certaines ressources, notamment économiques, pour y pallier. Les individus ne sont pas égaux face à la distance et le sont encore moins face aux moyens de *faire avec* la distance (Ripoll, 2005b). Lorsque Cristina parle des difficultés liées à l'éloignement, elle se réfère à une distance physique. Or, ce qui est en cause, c'est bien plutôt la précarisation de sa situation sociale, qui rend difficile l'utilisation régulière du bus, et *a fortiori* du taxi, pour amoindrir les effets de l'éloignement. Par ailleurs, rares sont les taxis et les compagnies de bus qui acceptent de circuler de nuit dans un quartier irrégulier. Les habitants sont alors contraints d'adapter leurs déplacements, en limitant les sorties nocturnes et en privilégiant les sorties dominicales par exemple.

Graphique n°3:

« Pour quelles occasions vas-tu au centre-ville ? » (Rosario et Montevideo)



À Rosario, comme à Montevideo, l'*espace proche* se voit redéfini par l'engagement dans une organisation de quartier. Il tend à s'élargir et à se renforcer – par une plus grande insertion territoriale. Cet engagement engendre également de plus fréquents déplacements dans l'espace urbain, ou du moins, d'autres formes de déplacements. Les habitants sont-ils pour autant plus *mobiles* ? À la suite des travaux d'Alain Tarrus (1989, 1993, 2000) et de Xavier Piolle (1990) présentés précédemment, afin de comprendre en quoi les habitants sont davantage mobiles, nous devons étudier dans quelles conditions les déplacements inscrits dans le cadre des différentes formes d'action collective impliquent un phénomène de rupture et d'ouverture et permettent véritablement un échange avec l'autre et l'ailleurs.

2. DES INTERFÉRENCES CONSTANTES ENTRE ORDINAIRE ET PROTESTATION

Les mobilisations ne se font pas n'importe où. Elles amènent les habitantes et les habitants des marges à exposer leur quotidien dans les lieux de pouvoir. Ordinaire et protestation tendent ici à se confondre.

2.1. La pratique des lieux de pouvoir

Être mobile est devenu une condition *sine qua non* de l'insertion urbaine. La mobilité permet de profiter au mieux des ressources de la ville. Les déplacements favorisent un meilleur apprentissage de son fonctionnement, ainsi que l'acquisition des outils pour s'y repérer et s'y déplacer (connaître le trajet et les horaires des autobus par exemple). De plus, les déplacements effectués à l'occasion des actions collectives ne se font pas dans n'importe quel lieu : ils facilitent la pratique des lieux de pouvoir. Les individus apprennent où ils doivent s'adresser et les démarches qu'ils doivent suivre pour obtenir différentes formes d'aide de la part de l'État, de l'échelon municipal au national (telles que des allocations sociales, des bourses scolaires et des tickets alimentaires, dans le cas des organisations de chômeurs). Certains mouvements de chômeurs, en tentant d'influer plus globalement sur les politiques de l'emploi, ont ainsi pu se convertir en véritables « gestionnaires des politiques sociales » (Merklen, 2002, p. 39).

Les déplacements réalisés dans le contexte des actions collectives génèrent une autre connaissance, un autre regard sur les lieux qui ne sont plus simplement traversés. Loin de n'apporter qu'une sorte d'aisance et d'habitude de la ville (Gervais-Lambony, 2003), ils dotent les habitants de capacités de lecture de la ville. Ces citoyens ordinaires identifient peu à peu les lieux et les personnes ressources. Une socialisation politique est à l'œuvre à travers la confrontation aux institutions et aux pouvoirs publics, de même qu'un capital social collectif se constitue progressivement (Faure et Thin, 2007). Les individus apprennent à repérer les potentiels alliés au sein des institutions. Ils apprennent également comment se comporter dans ces lieux, grâce à l'acquisition de certains codes corporels et langagiers, conditions indispensables à l'occupation légitime d'un lieu (Bourdieu, 1993).

Le fait de participer aux assemblées des organisations, d'une part, et, d'autre part, aux négociations avec les pouvoirs publics leur apporte des connaissances et des compétences en matière de protestation. Dans les changements perçus (induits par leur engagement), les femmes mettent ainsi principalement en avant l'acquisition de connaissances et de compétences en matière d'expression et de prise de parole (« oser prendre la parole en public », « être capable de défendre ses idées », « apprendre à lutter »⁶, etc.). « À travers des débats publics, à travers les prises de parole des femmes [...], à travers la problématisation des questions soulevées dans l'expérience ordinaire [...], ce sont les dispositions à se présenter, à exposer ses idées, ses opinions, ses requêtes, etc., qui sont transformées » (Faure et Thin, 2007, p. 100). La dimension spatiale – « dimension cachée » pour reprendre les termes d'Edward T. Hall⁷ – apparaît rarement au premier abord. Ces apprentissages, cependant, ne se font pas dans n'importe quel lieu. Les individus apprennent à être à leur place dans les lieux de pouvoir mais aussi à porter un autre regard sur les lieux du quotidien (c'est ce que sous-entend Fabiana quand elle dit « voir les choses d'une autre manière »). Les pratiques ordinaires sont réinterrogées à partir de l'expérience acquise dans la protestation. Les problèmes de la vie quotidienne sont mis en relation avec les conditions économiques et sociales qui les génèrent.

Les savoirs et savoir-faire acquis pendant la protestation peuvent également être réinvestis dans le quotidien. C'est grâce, entre autre, à son expérience au sein de la Coordinadora de asentamientos, où Isabel a connu les rouages de l'administration publique et appris à négocier avec les pouvoirs publics, qu'elle est devenue secrétaire administrative de

6 Données issues des entretiens.

7 Edward T. Hall, 1978, *La dimension cachée*, Paris, Seuil.

son école et maîtresse communautaire⁸. C'est également suite à leur expérience au sein de la Coordinadora de asentamientos que Cristina et Walter ont créé une coopérative de travail. Celle-ci employait quatorze personnes à ses débuts, en septembre 2008. Walter, le mari d'Isabel, en est le président. Cristina est la secrétaire et réalise toutes les tâches de gestion et d'administration. Leur premier travail a consisté en la rénovation du vieil hôpital du secteur. Daniel a également trouvé un emploi grâce à son engagement au sein de la CTD Aníbal Verón. Il a intégré le mouvement de chômeurs en 2006. Cette même année, lors de notre première rencontre, il était sans emploi mais participait tout de même à un atelier de formation en vannerie (au sein de l'organisation de chômeurs) et tirait quelques bénéfices de la vente des objets confectionnés. En 2008, il s'occupait d'un potager dans un champ prêté par le Secrétariat municipal d'agriculture urbaine, grâce aux deux jeunes employés de ce secrétariat qui donnaient des cours de formation en agriculture au sein de la CTD Aníbal Verón. Il a également repris ses études (qu'il avait abandonnées au primaire), comme nombre de personnes investies dans les organisations de quartier. Certains les reprennent à partir des cycles primaires ou secondaires, d'autres s'inscrivent à des cours de formation professionnelle.

Les changements perçus

« Au niveau personnel, moi ce qui m'a changé, c'est [...] de me rapprocher plus des gens, de pouvoir grandir comme personne, parce que bon, j'ai toujours été timide... Et ces derniers temps, je me regarde et je ne me reconnais plus [rires], en fait ces derniers temps, je suis assez virulente, je dis ce que je pense »* (Isabel, Coordinadora de asentamientos, Montevideo)

« Ça m'a permis de ne pas rester dans un petit trou, de regarder plus loin que les murs de ma maison... C'est mieux de chercher des solutions avec d'autres, non ? [...] J'ai rencontré plein de camarades et ça c'est très important. [...] Ça te donne la possibilité de dire "je forme partie de ce collectif", ça te donne un autre poids face aux institutions, pour aller lutter pour ce dont on a besoin... Ça te donne un pouvoir de négociation... Ça c'est un espace qui renforce les *asentamientos*... Parce que bon sortons un peu de notre quartier et de notre secteur, on lutte aussi pour tous les *asentamientos* de la ville... »* (Cristina, Coordinadora de asentamientos, Montevideo)

« Ça m'a obligé à me bouger, à voir les gens d'une autre manière et à connaître certaines organisations... J'ai commencé à me rendre compte de comment réellement fonctionnait le système, que ce soit politique, social, éducatif... et quels sont les pièges... et aussi connaître des gens, connaître tes voisins... Avoir une autre vision de ce qui se passe... »* (Emilia, Resistencia FM, Montevideo)

⁸ Le projet « maîtres communautaires » a été mis en place en 2005 dans le cadre du programme INFAMILIA du Ministère du Développement Social. Il a pour objectif d'améliorer les niveaux d'apprentissage et d'assistance scolaire, en rapprochant l'école des familles et en les intégrant aux processus d'apprentissage. Les maîtres communautaires travaillent ainsi au sein des écoles mais aussi au sein des foyers des participants au programme.

« Moi, ça m'a beaucoup changé, pour parler avec les gens... Je ne me lâche pas beaucoup mais... pour parler, connaître des gens, connaître beaucoup de problèmes [...] Peut-être qu'avant j'étais plus refermée et je ne voyais pas... j'étais préoccupée par mes problèmes, par ma pauvreté... et je ne voyais pas la pauvreté des autres »* (Claudia, CC Las Flores, Rosario)

« J'ai appris à [...] me défendre, ça te donne de la force, ça t'ouvre, ça te donne envie de faire de nouvelles choses... »* (Liliana, CTD Aníbal Verón, Rosario)

« Ça m'a rendu plus forte, j'ai beaucoup appris. Je me défendais à ma manière... J'ai appris à me battre avec des mots... [...] Ça m'a appris à penser, à calmer ma haine... »* (Elba, CTD Flamarión Sur, Rosario)

« Avant, j'étais très timide. Je ne répondais pas. Je ne savais pas comment me défendre. Je pensais que les plus âgés avaient toujours raison... Ici, on se forge le caractère. Avec du respect, on peut se défendre. C'est ce que j'enseigne à mes enfants. »* (Erika, CTD Flamarión Sur, Rosario)

« Ça m'a apporté un soutien, un peu de sécurité et de tranquillité, du respect, des responsabilités... »* (Juan, CTD Aníbal Verón, Rosario)

« Ça m'a beaucoup aidé, à sortir de cet enfermement que j'avais... J'avais l'impression que je ne pouvais rien faire... »* (Graciela, CTD Aníbal Verón, Rosario)

« Je me suis fait plein d'amis. Tu apprends à lutter. Par exemple, moi, je ne savais pas tout ça, la politique, la faim, la baisse des allocations sociales... J'ai appris un petit peu à lutter... Tu dois savoir parler, savoir qui sont les gens d'en haut qui donnent les ordres... »* (Elba, CTD Aníbal Verón, Rosario)

2.2. La mise en visibilité des femmes des marges

Historiquement, les revendications des organisations de quartier étaient essentiellement liées à des thématiques de « reproduction », comme la question du logement, alors que les organisations de salariés portaient des revendications liées à la « production » (Cerrutti et Grimson, 2005). La généralisation du chômage et la précarisation sociale des travailleurs a rompu cette logique dans la mesure où le travail est devenu un thème propre de la reproduction et que sa demande n'est plus portée par les acteurs traditionnels : les syndicats (*ibid.*). Il est fréquent que les hommes soient schématiquement associés à une logique de *production* et les femmes cantonnées à une logique de *reproduction*. Si quelques (rares) études mettent en évidence une mobilité relativement forte chez les habitants des marges urbaines, elles mettent également en avant une mobilité moindre pour les femmes qui resteraient davantage assignées à l'espace du foyer ou au quartier, considéré comme une extension de l'espace privé (Baby-Collin, 2000). Les activités communautaires développées par les femmes sont vues comme le prolongement de la logique domestique à l'espace du

quartier. Le féminin est ainsi bien souvent associé à l'espace privé ou semi-privé : le quartier (Coutras, 1993). « Quand le travail devient une question du domaine de la reproduction et que se forment des organisations de chômeurs dans les quartiers, les femmes se convertissent en protagonistes d'organisations qui iront du quartier au centre même de l'espace public et politique »* (Cerrutti et Grimson, 2005, p. 128).

Les mouvements de chômeurs sont amenés à dépasser le rôle d'assistantat traditionnellement dévolu aux femmes dans les politiques sociales en Argentine – un rôle dont les *manzaneras* du Plan Vida constituent un exemple paradigmatique. La mise en œuvre de ce programme de distribution alimentaire a reposé sur des milliers de médiatrices, femmes au foyer et habitantes des quartiers populaires, les *manzaneras*⁹. Une certaine représentation des femmes en politique s'est ainsi peu à peu forgée, qui puise constamment dans le mythe d'Eva Perón¹⁰ : être une femme péroniste signifie prendre « naturellement » en charge de manière maternelle les pauvres et faire un travail social, et non politique (Auyero, 2001). Cette figure de la maternité, de la « mère des pauvres », est un élément central dans la production et la reproduction des différences de genre en politique : les hommes gouvernent et décident, les femmes font un travail social, compris comme une aide à la résolution des problèmes de survie (*ibid.*). Ces représentations renvoient plus globalement à la construction des actrices sociales en Amérique Latine dans laquelle le marianisme, qui se réfère au culte de la Vierge Marie et valorise les attributs féminins de la maternité associés aux vertus de l'altruisme et de l'autosacrifice, est très présent (Marques-Pereira et Stoffel, 2004). La principale image légitimant la participation à l'espace public des femmes s'est forgée autour de la figure de la mère et de l'épouse au service des autres.

Les activités des organisations de chômeurs s'inscrivent en partie dans la continuité de logiques d'assistantat. En effet, les centres communautaires se développent généralement à partir de tâches « traditionnelles » de l'assistantat, comme la cantine populaire. Cependant, au fur et à mesure qu'ils se consolident, leurs activités se diversifient, avec la mise en place d'ateliers culturels, de discussion et d'information, de formation professionnelle, etc., au sein desquels participent aussi bien les femmes que les hommes. Les femmes peuvent également être en charge de la gestion des centres communautaires, de la coordination et de

9 *Manzanera* est un néologisme formé à partir de « manzana », signifiant « pâté de maison ». Les femmes *manzaneras* s'intègrent au sein du Plan Vida, un programme de distribution alimentaire lancé en 1995 dans la périphérie du Grand Buenos Aires par Hilda de Duhalde, épouse du gouverneur de la Province de Buenos Aires de l'époque.

10 María Eva Duarte Perón, dite « Evita », est la seconde femme du président Juan Domingo Perón. Très populaire, elle se consacra à la défense des plus déshérités, qu'elle-même appelait « ses » « descamisados » [sans chemise].

l'organisation des diverses activités dans le quartier et sur « la route ». Elles participent, de plus, aux assemblées de leur organisation et du Front de Chômeurs et aux négociations avec les pouvoirs publics. Ces activités s'éloignent progressivement des logiques d'assistanat – ou les dépassent. À la différence des *manzaneras* du Grand Buenos Aires, les *piqueteras* valorisent une image de la femme non seulement mère et femme au foyer mais avant tout militante et travailleuse. Elles occupent des fonctions traditionnellement « féminines », autour d'une logique de reproduction, mais aussi « masculines », telles que la représentation et la production.

Leur surreprésentation au sein des organisations a eu des influences sur la division sociale du travail et les relations de genre dans les familles. Le revenu des femmes, traditionnellement considéré comme simple appoint à celui du mari, est parfois devenu la principale ressource du ménage (l'allocation sociale), du moins le seul revenu régulier, face aux entrées irrégulières du conjoint (en fonction des opportunités de travail). Ces conquêtes sont toutefois relatives et renforcent parallèlement d'autres inégalités. Sortir dans la rue prend parfois un goût amer : cela peut être source de conflits avec leur époux – un phénomène attesté par l'augmentation des cas de violence conjugale (González Martin, 2008). Les changements dans les relations de genre se traduisent par de fortes tensions, lisibles dans la virulence de certains styles de musique populaire, tels que la cumbia villera et le reggaeton, dont les paroles dénigrent et ridiculisent l'autonomie des femmes (Svampa et Pereyra, 2004). Pour diminuer les coûts de sortir dans la rue, certaines femmes sont amenées à négocier ce droit : elles demandent la permission à leur mari, prennent soin de préparer leur repas et ne délaissent surtout pas le foyer (González Martin, 2008). Par ailleurs, la participation des femmes se limite bien souvent aux échelles locales et régionales. Les hommes restent largement surreprésentés aux fonctions de direction et de représentation nationales, ce qui est, de plus, exacerbé par les médias nationaux qui leur accordent une plus grande visibilité dans les prises de parole publiques (Cerrutti et Grimson, 2005).

2.3. Politisation et publicisation de l'expérience ordinaire

Pour Maristella Svampa et Sebastián Pereyra, la mise en visibilité des femmes des marges « s'est faite au travers de la figure de la mère, car elle a émergé comme porteuse d'une interpellation radicale, rompant les divisions classiques entre espace privé et semi-public [...] pour installer la thématique de la faim dans un nouveau lieu, de caractère public, qui a

commencé à se profiler sur la route puis s'est propagé à d'autres espaces »* (2004, p. 163-164). Les auteurs mettent en parallèle la politisation du thème de la faim avec celle du thème de la vie par les Mères de la Place de Mai, qui sont apparues sur l'espace public en faisant valoir leurs conditions de mères de disparus (*ibid.*). Les femmes mobilisées participent tout d'abord en tant que mères et habitantes de leur quartier. Les organisations comptent leurs effectifs en nombre de familles, non de militants. Ce sont bien des familles entières qui se mobilisent. Ce sont les habitants des marges qui occupent le centre-ville. L'engagement est constamment relié à l'expérience ordinaire. Il est vécu comme le prolongement d'une lutte quotidienne, qui prend toutefois désormais un caractère public et politique. Les problèmes de la vie quotidienne sont politisés et exposés sur l'espace public. Cette politisation et publicisation de l'expérience ordinaire a mis en visibilité les femmes des marges en les projetant sur le devant de la scène publique.

« Ici, véritablement, la plus combative c'est la femme, on voit que c'est celle qui s'approprie le plus les rues, c'est la femme. Pourquoi ? Parce que même si le mari accompagne la lutte, c'est comme si la femme souffrait plus du chômage, de la marginalisation, de la pauvreté [...] et alors la femme sent ce besoin de sortir dans la rue. [...] Alors c'est la femme – celle qui reste au foyer avec ses enfants – que la réalité frappe le plus, tu comprends ? C'est comme si pendant que l'homme passait son temps à chercher un petit boulot pour pouvoir ramener quelque chose à ses enfants à la maison, la femme sortait lutter dans les mouvements de chômeurs. Maintenant, en fait, c'est comme si elle était en train de gagner les rues, tu comprends ? C'est ce que je vois, moi, en tant que femme, c'est ce qui se voit dans les manifestations, au moins à Rosario »* (Mari, CTD Aníbal Verón, Rosario)

Les femmes se perçoivent – et sont perçues par les hommes mobilisés dans les organisations – comme des « militantes par nature » (« *luchadoras naturales* »). Cela témoigne d'une valorisation de leur participation : elles justifient bien souvent leur surreprésentation au sein des organisations de chômeurs par un caractère féminin plus « combatif ». Cela rend également compte d'un engagement vécu comme le prolongement d'une lutte personnelle : celui d'Elba, par exemple, trouve son origine dans son histoire personnelle, dans son parcours social plutôt que militant, ou du moins dans les deux. Trajectoire sociale et trajectoire militante s'entrelacent.

« J'ai huit enfants. J'ai dû beaucoup travailler pour nourrir mes enfants. J'ai dû sacrifier toute ma vie parce que je n'avais pas d'aide [...] Et bon, ça a toujours été un combat... Ça, ça s'appelle un combat... Ça a toujours été un combat... C'est pourquoi il m'a semblé... Au fur et à mesure que grandissaient mes enfants, j'ai vu d'autres enfants, d'autres personnes dans le même état, et c'est alors ce qui... Ce n'est pas que je me sois mise d'un seul coup à lutter mais j'ai commencé à les aider avec ce que j'avais chez moi : un pantalon, une paire de chaussures... Tout ça m'a amenée à la lutte. En fait, j'ai dû tout lui arracher à la vie. »* (Elba, CTD Flamarión Sur, Rosario)

Comme dans le cas de Laura, *piquetera* de Cutral-Co, analysé par Javier Auyero, « les origines de ses actions et paroles sur la route se trouvent dans un complexe mélange de thèmes biographiques, qui n'ont que peu - voire aucune - connexion avec un quelconque activisme social ou politique »* (Auyero, 2002, p. 22). Il n'existe pas d'instant-clé où Elba prend une décision claire et calculée de s'engager dans un mouvement de chômeurs. Sa trajectoire militante comme *piquetera* s'entrelace avec sa trajectoire de femme, de mère, d'épouse, de travailleuse, en d'autres termes, avec son histoire de vie. Elba n'a pas une grande expérience militante mais son parcours révèle toutefois certaines prédispositions. Elle n'a jamais participé à un mouvement politique mais elle s'est toujours sentie proche des idées de gauche et a participé à maints événements sociaux et politiques. Elle n'a jamais manqué, par exemple, une seule commémoration de la mort d'Ernesto « Che » Guevara¹¹ et a participé à plusieurs Rencontres Nationales des Femmes telles que celles organisées en 1996 à Buenos Aires et en 1997 à San Juan¹².

Quelques exemples de réponses à la question « Pourquoi y a-t-il davantage de femmes que d'hommes dans l'organisation ? »

« [...] parce qu'on ne peut pas vivre avec seulement 150 pesos [de l'allocation sociale] et donc le mari doit aller faire des petits boulots. Et c'est la femme qui prend en charge le poste de lutte pour continuer à gagner des choses. Ça c'est la raison principale. Ça ne veut pas dire que l'homme ne souffre pas des conséquences de la pauvreté mais la femme, elle, en souffre davantage [...] La plupart des femmes sont des militantes par nature : personne n'a besoin de leur raconter les problèmes de dénutrition qu'il y a, personne n'a besoin de leur parler des problèmes de drogue, elles ne connaissent peut-être pas les chiffres mais [...] ce sont des problèmes qu'elles vivent tous les jours avec leurs enfants [...] »* (Chiche, CTD Flamarión Sur, Rosario)

« Je crois que les femmes sont plus courageuses, plus combattantes... Les hommes, s'ils n'ont pas leur travail régulier, ils dépriment... Ils ne peuvent pas trouver un autre travail. Ils attendent que les femmes les aident, les fassent aller de l'avant... [...] »* (Erika, CTD Flamarión Sur, Rosario)

« Ce sont elles qui luttent le plus pour que leurs enfants aient à manger [...] »* (Gloria, CC Las Flores, Rosario)

11 Cette commémoration a lieu chaque année et prend une valeur particulière à Rosario, ville de naissance d'Ernesto Guevara.

12 En Argentine, ces rencontres prennent la forme de forum et ont lieu chaque année dans une ville différente. Elles ont été mises en place en 1986 suite à la Troisième Conférence Mondiale de Nairobi établissant le bilan de la Décennie de la Femme. Ces forums réunissent des milliers de féministes de tous horizons politiques, syndicaux, associatifs, etc. Lors de la vingt-deuxième édition, en 2007, environ 20 000 femmes étaient présentes (selon les organisateurs).

Les études sur l'action collective tendent à opposer rationalité et émotion dans les modes d'engagement, les premiers étant pensés comme l'apanage des hommes, les seconds comme celui des femmes (Contamin, 2007). Les sociologues et les politistes ont eu tendance à privilégier le modèle de l'acteur rationnel et à négliger la part des émotions et du vécu dans l'engagement (*ibid.* ; Auyero, 2004). La référence au vécu, à l'identité, évite pourtant de transformer les individus en stratèges de chaque instant (Neveu, 2005). Les scientifiques ont ainsi universalisé un registre spécifique, majoritairement masculin, au détriment de registres moins instrumentaux et plus émotionnels, davantage portés par des femmes (Contamin, 2007). Le recours au registre émotionnel et expérientiel peut s'avérer cependant tout aussi rationnel et efficace (*ibid.*). Pour Jean-Gabriel Contamin, on ne peut identifier deux modes d'entrée dans l'action collective, dont l'un serait porté par les hommes et l'autre par les femmes (*ibid.*). Toutefois, deux idéaux-types de mode d'entrée « genrés », deux rapports au politique, peuvent être mis en évidence : l'un plus abstrait et plus « masculin », l'autre plus expérientiel et plus « féminin » (*ibid.*).

Pour expliquer leur engagement, la plupart des *piqueteras* usent prioritairement de registres expérientiel, moral et humaniste : les arguments utilisés sont reliés au quotidien, au vécu, l'engagement est présenté comme social et non politique, la volonté d'aider les autres est mise en avant, etc. Ce mode d'argumentation, bien que non directement politique, est cependant sans cesse relié à un registre plus général : une mise en généralité et une politisation de l'ordinaire est effectuée, plus ou moins explicitement. Peu à peu, s'esquissent des critiques du quotidien, une problématisation de l'expérience ordinaire et des difficultés endurées.

« Comme tu vois, on fait le repas, ça c'est la Municipalité qui devrait le faire mais comme ils ne s'en occupent pas, on le fait nous. Et ça, on l'a obtenu avec la lutte aussi, tout, tout... Personne ne te donne rien gratuitement... Il faut lutter pour tout [...] On était très furieuses contre les gouvernants d'ici, nous on était vraiment dans le besoin et eux, ils faisaient la sourde oreille et ils regardaient ailleurs quand on allait demander une caisse de nourriture [...] Ça c'est ce qu'on veut : avoir du travail, ne plus être dans le besoin... et ne plus avoir à dépendre d'une allocation. Tout le monde dépend de cette allocation, on attend le jour de paie et quand on va chercher l'argent, c'est pour payer ce qu'on doit »* (Gloria, CC Las Flores, Rosario)

« J'aime tout ce qui a à voir avec le fait d'être engagée pour les gens qui sont dans le besoin. Peut-être qu'on ne peut pas faire de grande différence, mais je crois qu'on peut faire la différence [...] Certains problèmes peuvent se résoudre depuis le centre communautaire, moi je crois que, nous, on peut faire la différence dans ce sens, en aidant les gens »* (Analía, CTD Flamarión Sur, Rosario)

« Je ne suis plus immergée dans mon foyer, à m'annuler du monde et de la société et sans me sentir faire partie de tout ça, non ? Ça, c'est un changement important,

le fait d'être consciente et de participer à créer un changement, pour moi comme personne, comme femme »* (Mari, CTD Aníbal Verón, Rosario)

« J'ai rencontré davantage de camarades, appris ce qu'est la lutte, à sortir dans la rue et à toujours gagner contre le gouvernement, qu'il nous donne ce qu'on mérite : un travail digne »* (Monica, CTD Aníbal Verón, Rosario)

Les hommes usent de registres plus directement politiques mais aussi d'autres plus expérientiels. Les jeunes, notamment, lorsqu'ils évoquent leur engagement, valorisent les activités menées au sein des organisations, parce qu'elles leur donnent des responsabilités et la possibilité de « faire quelque chose d'utile »¹³. Daniel, par exemple, affirme : « Moi, ça ne m'intéresse pas la politique. Ce qui m'intéresse, ce sont les choses qu'on fait maintenant, les résultats qu'on obtient... La politique, c'est que des mensonges ». Son petit frère de seize ans ajoute : « Aller de l'avant, sortir de la rue, des problèmes de la rue, de la drogue, avoir du travail demain... ». Lors d'un autre entretien, Leandro, un jeune de 24 ans, explique : « Moi, je ne suis pas un militant, les militants, ce sont ceux d'en haut ». Daniel reprend alors : « Ouais, juste un maillon de la chaîne ». Les jeunes mettent ici en avant les activités concrètes réalisées au quotidien au sein de l'organisation de chômeurs, et notamment les ateliers de formation et de production. En 2006, Daniel participait à un atelier de formation en vannerie (au sein de l'organisation de chômeurs) et tirait quelques bénéfices de la vente des objets confectionnés. Il suivait également assidument les ateliers de formation agricole dispensés par le Secrétariat municipal d'agriculture urbaine au sein du centre communautaire. Les jeunes portent un regard très pragmatique sur leur engagement : ils n'y voient pas une forme de militance mais simplement une manière d'affronter le quotidien.

À Montevideo, les modes d'argumentation des femmes comme des hommes sont plus clairement politiques, mais ils sont également constamment reliés à l'expérience ordinaire. Si les membres participent premièrement en tant qu'habitants, s'ils s'engagent avec des préoccupations liées à leur vécu (pour la régularisation de leur quartier notamment), ils relient sans cesse leur quotidien à des préoccupations sociales et politiques plus générales. En tant qu'organisation de quartier, les revendications portent sur des thématiques du quotidien et se rapportent nécessairement au vécu, tout en les dépassant sans cesse.

« En fait, la radio est une extension du travail social qu'on était en train de développer à travers les occupations dans certains *asentamientos*, qui bien sûr a commencé avec l'occupation de l'*asentamiento* Juventud 14 [...] On a vu la

13 Données issues des entretiens.

nécessité, pas seulement pour le quartier en soi, [...] d'avoir un moyen de presse [...] Il s'agissait d'essayer de lier les revendications et les luttes sociales autour de tous les *asentamientos*, et des gens aussi qui, s'ils ne vivent pas dans des *asentamientos*, sont touchés parce qu'ils vivent à côté... comment transférer cette expérience... un peu en réponse à ce que les mass media racontent au sujet des *asentamientos* : qu'il y a des gens de mauvaise vie, des délinquants... en essayant de répondre à tout ça, en disant "non, dans tous les endroits, il y a tout type de gens, et c'est pas parce qu'on vit dans un *asentamiento* qu'on va être un citoyen de troisième catégorie". Et bon, en plus, aussi, bien sûr, l'engagement politique, non ? que j'ai assumé depuis que je suis conscient : être toujours du côté de ceux qui en ont le plus besoin. Et dans ce sens-là, on est en marche, non ? »* (Gabriel, Resistencia FM, Montevideo)

« On demandait que quelqu'un du quartier y aille et bon, moi j'étais déjà dans la commission du quartier et on l'a décidé avec la commission [...] Donc je suis allée à quelques réunions [...] et bon j'ai commencé à m'engager et j'ai commencé à voir les besoins des gens, des gens qui vivaient des situations beaucoup plus critiques que la nôtre, des situations que nous on avait déjà vécues et qu'on avait surmontées [...]. Et on se rend compte que l'expérience qu'on a acquise avec les années, ce serait bien de la partager et bon peu à peu je me suis engagée... et un jour je me suis rendue compte que je venais tous les jours [rires] et voilà je suis là et je crois qu'il n'y a pas d'autre solution. [...] je l'ai pris comme quelque chose de très personnel... le fait de pouvoir continuer à travailler pour les autres. »* (Isabel, Coordinadora de asentamientos, Montevideo)

Les interférences entre expérience ordinaire et protestation sont constantes. Que ce soit par des mobilités protestataires, qui amènent les *piqueteros* à occuper le centre-ville et à porter leurs revendications sur l'espace public, par des moyens de communication ou par la création de lieux d'échanges entre diverses entités sociales et publiques, les organisations de quartier publicisent et politisent leur vécu et leurs problèmes ordinaires. La protestation s'inscrit ici dans le quotidien. Elle n'est d'ailleurs pas nécessairement vécue comme une forme de protestation. Les frontières se font poreuses entre ordinaire et protestation, entre espace public et espace privé...

3. L'EXPÉRIENCE URBAINE, AU-DELÀ DU QUARTIER

Les interférences entre ordinaire et protestation ne s'inscrivent pas uniquement dans le temporaire. La régularité des pratiques favorise les échanges, au-delà de l'instantané d'une manifestation de rue, d'une sortie de tambours ou d'une émission de radio. Dans ces va-et-vient entre le quartier et l'ailleurs, des interstices territoriaux se dessinent.

3.1. Quand engagement rime avec échanges

Les déplacements dans l'espace urbain, dans le contexte des actions collectives, apportent non seulement de nouvelles connaissances spatiales, mais constituent, de plus, un premier pas vers l'échange. Le fait de se déplacer, de sortir du quartier, est une condition nécessaire mais non suffisante de l'échange. Cela favorise de nouvelles formes d'appropriation de l'espace urbain. Le caractère collectif des déplacements apporte une visibilité majeure et permet une prise de position spatiale, même temporaire, amenant ainsi les femmes des marges à sortir de leur « invisibilité sociale » (Coutras, 1993 ; Saïdi-Sharouz, 2004). Le centre communautaire peut être vu pour les *piqueteras* comme un espace de transition, un espace proche, ni privé ni public, un entre-soi rassurant qui repose pourtant sur des va-et-vient entre le quartier et la route et permet par là l'exploration de la ville.

Que l'engagement accroisse le nombre de déplacements dans l'espace urbain, qu'il favorise une meilleure insertion au quartier ou qu'il élargisse l'espace proche, il est source d'échanges et renforce le capital social collectif. À Montevideo, la Coordinadora de asentamientos est née comme un espace de concertation entre diverses entités. Ces échanges se sont concrétisés par l'organisation de dix-neuf réunions de coordination entre autorités locales, municipales et nationales. La radio communautaire, en tant que moyen de communication, repose sur des échanges continus. Les habitants de Juventud 14 et des alentours y partagent leur expérience. Des personnes extérieures sont également régulièrement invitées pour participer aux émissions. Les sorties de tambour de la Comparsa d'Isla de Flores sont autant d'occasions d'échanges avec les habitants et l'ensemble des Montevideanos.



Photographie n°17 : Annonce d'une « fête de la résistance » organisée par Resistencia FM à Juventud 14 ©Resistencia FM



Photographie n°18 : Sortie de tambour dominicale de la Comparsa Isla de Flores. Les familles se retrouvent autour du cortège. ©Pujol, 2008

L'appropriation exclusive de l'espace public, le choix de la protestation, ou de la confrontation, peuvent entraver les échanges entre groupes sociaux. Les mouvements de chômeurs de Rosario, cependant, ne se sont pas coupés des classes moyennes et s'y rallient de temps à autre autour de revendications communes, par exemple pour la défense des droits de l'homme ou contre la criminalisation de la protestation sociale. Les manifestations pour le « premier disparu de la démocratie », Jorge J. Lopez¹⁴, ont ainsi réuni, en 2006 et en 2007, les mouvements de chômeurs du « front », des associations de défense des droits de l'homme, telles que l'*Asamblea Permanente por los Derechos Humanos* [Assemblée permanente pour les droits de l'homme] et H.I.J.O.S. [Hijos e Hijas por la Identidad y la Justicia contra el Olvido y el Silencio, Fils et filles pour l'Identité et la Justice contre l'Oubli et le Silence¹⁵], des organisations syndicales et étudiantes telles que la *Asociación de Trabajadores del Estado* et la coordination étudiante Santiago Pampillón, ainsi que des partis politiques. Ces diverses manifestations ont été préparées lors de débats collectifs qui ont rassemblé l'ensemble des organisations afin de proposer, par exemple, un texte commun lu lors de l'acte final. Qu'elles soient ponctuelles ou qu'elles prennent un caractère régulier, comme c'est le cas par exemple des rassemblements pour J.J. Lopez (depuis 2006) et de ceux en mémoire des deux militants du *Bloque Piquetero Nacional* tués lors de la répression policière du 26 juin 2002, les occasions de rassemblement entre les diverses organisations sociales et politiques de la ville sont nombreuses.

14. Jorge J. Lopez a disparu le 18 septembre 2006 alors qu'il était un témoin clé dans le procès de Miguel O. Etcheolatz, ancien commissaire de police de la province de Buenos Aires sous le régime militaire.

15 H.I.J.O.S. est une organisation formée par les filles et fils de « disparus », qui militent, à l'image des *Madres de Plaza de Mayo* (Mères de la Place de Mai), pour la condamnation des personnes impliquées dans la dictature militaire.

Si ces actions collectives s'inscrivent dans des mouvements d'ampleur nationale, de nombreuses actions sont également menées à l'échelle strictement locale. Les membres de mouvements de chômeurs poursuivis en justice (pour avoir coupé une route notamment) ont ainsi bénéficié de nombreuses manifestations de soutien de la part des diverses organisations sociales et politiques de Rosario. Les mouvements de chômeurs du « Front », et notamment le CTD Flamarión Sur, se sont, par ailleurs, ralliés, à maintes reprises, à diverses luttes sociales, aux côtés d'ouvriers et d'employés, comme ce fut le cas lors des manifestations contre le licenciement des employés de la chaîne de supermarché Cotto (en 2006) et lors des occupations de la blanchisserie industrielle Virasoro (en 2006 et en 2007). L'occupation de 2007 a été particulièrement longue. Les ouvriers ont occupé leur usine pendant presque six mois pour protester contre le licenciement de soixante d'entre eux. Ils ont reçu l'appui de diverses organisations, dont les mouvements de chômeurs du « Front ». Les membres du CTD Flamarión Sur ont soutenu l'occupation par leur présence régulière sur les lieux, afin d'augmenter le nombre d'occupants et ainsi limiter les risques d'une expulsion, mais aussi en assurant le ravitaillement quotidien en nourriture. De nombreuses autres actions de soutien, comme des concerts pour récolter des fonds, ont également été menées par diverses organisations de la ville. Une coordination entre les ouvriers et des étudiants de l'Université Nationale de Rosario a été créée dans le cadre de cette lutte (Coordinadora Obrera Estudiantil, Coordination Ouvrière Etudiante). La CTD Aníbal Verón, quant à elle, fait partie d'un réseau national qui regroupe diverses organisations sociales et politiques, le Frente popular Darío Santillán. À Rosario, elle travaille aux côtés de la coordination étudiante Santiago Pampillón. Les étudiants organisent des ateliers hebdomadaires au sein du centre communautaire, autour de thématiques ayant trait à l'éducation populaire, la santé et diverses pratiques artistiques. Au cours des nombreuses luttes collectives, les mouvements de chômeurs élargissent leurs relations sociales et peuvent ensuite les solliciter en fonction de leurs besoins. Ils disposent d'un carnet d'adresses non négligeable, parmi lesquelles différentes institutions publiques, du local au national, des syndicats de travailleurs et diverses autres organisations sociales et politiques.



Photographie n°19 : Manifestation pour Jorge J. Lopez, un mois après sa « disparition » (centre-ville, Rosario)

©Pujol, 2006

Photographie n°20 : Manifestation pour la commémoration de la mort des deux militants du Bloque Piquetero Nacional. Parmi les diverses banderoles, on peut distinguer (de droite à gauche) celles de la CTD Anibal Verón, du CTD Flamarión Sur et de la CUBa - MTR. (Place San Martín, Rosario)

©Pujol, 2006



Photographie n°21 : Occupation de la blanchisserie industrielle Virasoro. On peut distinguer la banderole du CTD Flamarión Sur accrochée aux grilles de l'usine.

©Indymedia, 2007



Photographie n°22 : Manifestation contre la criminalisation de la protestation sociale. Parmi les manifestants, on peut distinguer, au premier plan, une « mère de la place de mai » et une représentante de l'Asamblea Permanente por los Derechos Humanos. Les suivent : l'organisation Padres del dolor, la CCC et le MST -Teresa Vive.

©Pujol, 2006

3.2. Réciprocité, contournement et confrontation

L'échange est ici permis par l'occupation prolongée et régulière de l'espace, dans les cas des mouvements de chômeurs et des *comparsas*, par la communication ou par la création d'espaces de concertation au-delà du quartier. La mise en place d'une instance de négociation au sein du seul quartier, dans le cas du Tobogán, si elle ne favorise pas nécessairement l'échange au-delà de l'espace proche, n'est pas une forme de repli pour autant, puisque l'ancrage n'est valorisé que pour mieux être dépassé (par la relocalisation). Pour toutes les organisations, l'ancrage s'inscrit dans une logique de *réciprocité*¹⁶. Il est recherché, il est au cœur de leurs revendications et de leurs actions, renforçant par là au premier abord des logiques ségrégatives. Mais ces individus ne sont pas captifs pour autant. L'ancrage n'est valorisé que pour mieux être mis à profit. Il est, de plus, constamment dépassé. Il permet et/ou repose sur l'ouverture, par la *confrontation* dans le cas des mouvements de chômeurs ou le *contournement*, dans le cas de Resistencia FM, de la Coordinadora de asentamientos et de la Comparsa Isla de Flores.

L'occupation prolongée et régulière de l'espace s'inscrit en effet dans la confrontation pour les mouvements de chômeurs et dans le contournement pour les *comparsas*. Dans les deux cas, l'occupation prend un caractère régulier et engendre des formes de détournement des usages de l'espace, de même que des conflits d'usages. En occupant le centre-ville, en s'affichant en dehors de leur quartier, dans des espaces où ils ne sont pas toujours reconnus comme légitimes, la mobilité des *piqueteros* devient confrontation. Les *piqueteros* dérangent la société argentine. Les mobilisations des mouvements de chômeurs mettent en visibilité les habitants des marges urbaines. On peut alors évoquer des *mobilités protestataires*, puisque cette mobilité est en soi une forme de protestation, que l'on considère la mise en visibilité au sein de l'espace urbain d'une citoyenneté illégitime ou les formes que prend cette mobilité. Les *comparsas*, au contraire, prennent possession momentanément et rituellement de leur quartier, où elles sont reconnues comme légitimes. La situation centrale du quartier Palermo entraîne une circulation routière relativement importante, ce qui engendre des conflits d'usages. Le caractère festif du défilé amoindrit cependant les tensions générées par ces conflits. Les automobilistes et les conducteurs de bus adaptent leurs trajets ou acceptent plus facilement d'attendre un instant que la rue se libère. Si les diverses pratiques de rue des *comparsas* s'inscrivent pour l'essentiel au sein du quartier, elles ne s'y limitent pas. Elles sont amenées à

¹⁶ Je me réfère ici toujours aux travaux de Michel Agier (1999).

en sortir dans le cadre de divers événements culturels, notamment à l'occasion du Carnaval. De par la renommée acquise au sein du quartier, certains spectateurs extérieurs viennent également assister aux défilés et aux sorties de tambours hebdomadaires.



Photographie n°23 : Sortie de tambour dominicale de la troupe Isla de Flores. Le défilé coupe la route aux automobilistes. (Montevideo, rue Isla de Flores)

©Pujol, 2008



Photographie n°24 : Manifestation pour la commémoration de la disparation de Jorge J. Lopez. Le cortège coupe la route aux automobilistes. (Rosario, centre-ville)

©Pujol, 2007

3.3. Le brouillage de l'ordre spatial

Mobilité et ancrage interagissent ainsi constamment. L'investissement dans le quartier se construit dans une négociation identitaire continue, en relation à d'autres lieux (Authier *et al.*, 2007). Une forte inscription au quartier n'est pas nécessairement synonyme d'enclavement mais peut, au contraire, être facteur de fortes mobilités. C'est, par ailleurs, dans le quartier populaire « régulier », Palermo, que l'ancrage est le plus recherché, non comme mécanisme de défense contre l'autre et l'ailleurs, comme enfermement ou repli, mais bien comme facteur d'échanges et de mobilité. Le fait de participer à une organisation d'habitants engendre des mouvements centripètes et centrifuges constants et interdépendants autour du quartier. À Rosario, les pratiques quotidiennes des habitants des marges ont lieu dans un *espace proche* davantage resserré sur le quartier et les quartiers voisins. Mais la participation à un mouvement de chômeurs entraîne de fortes mobilités dans l'espace urbain, tant dans le centre-ville lors des manifestations notamment, que dans les quartiers périphériques lors des coupures de route ou des activités organisées par une autre organisation du Front de chômeurs. L'engagement au sein d'un mouvement de chômeurs accroît considérablement l'aire de mobilités des *piqueteros*. Cet accroissement se réalise sur

un mode à la fois transgressif et précaire : *transgressif*, puisqu'il engendre des formes de détournement des usages de l'espace public, voire convertit des pratiques inusuelles, extraordinaires, de la vie des lieux, en pratiques usuelles ; *précaire*, car les mouvements de chômeurs doivent négocier constamment leur présence au sein de l'espace public. De plus, dans la mesure où elle interdit l'accès à l'espace public à d'autres usagers, cette présence peut constituer une source de tensions et être rejetée.

À Montevideo, en revanche, les membres des organisations ne s'identifient pas à leur seul quartier, mais plutôt à un secteur assez large englobant divers quartiers. Leurs pratiques quotidiennes s'inscrivent davantage dans le local que le micro-local, que ce soit dans le cadre du travail, des achats, des loisirs, etc. Elles se déploient sur un *espace proche* élargi mais la participation à une organisation d'habitants se focalise avant tout sur l'échelle du quartier. Les organisations finissent toutefois le plus souvent par dépasser cette échelle. Si l'on s'attache avant tout aux flux, ces habitants pourront paraître peu mobiles, mais ce n'est pas nécessairement le cas si la mobilité spatiale est envisagée en termes de compétences, si l'on s'attache aux différentes capacités à maîtriser les distances et à jouer sur plusieurs espaces. L'engagement permet une ouverture sur les autres et l'ailleurs.

Tout déplacement n'implique pas en soi des échanges entre groupe sociaux. Prenons, par exemple, le cas des personnes qui empruntent régulièrement les transports en commun pour mendier ou de celles qui vivent du recyclage informel des ordures : toutes sont amenées à parcourir la ville au quotidien pour obtenir leurs ressources, à l'instar des « chasseurs urbains » décrits par Denis Merklen (2001). Elles se déplacent fréquemment mais leurs déplacements favorisent peu l'échange. L'autre et l'ailleurs ne renvoient pas à une distance physique mais à une distance sociale, qui ne se superposent pas toujours, *a fortiori* dans des villes marquées par la complexification des logiques d'exclusion et d'inclusion où divers groupes sociaux coexistent sans se rencontrer pour autant. Si se mouvoir revient à prendre place dans l'espace urbain (Tarrius, 1989), dans quelle mesure cette mise en visibilité, cette prise de position spatiale, permet-elle des formes d'insertion urbaine ? Les compétences spatiales mobilisées peuvent offrir aux habitants des marges une forme de maîtrise qu'ils n'ont pas dans d'autres domaines de la vie sociale. Ce processus de « réaffiliation » territoriale peut constituer une forme de socialisation intermédiaire (Kokoreff, 2005). Sortir du quartier pour explorer l'hétérogénéité et l'altérité de la ville peut permettre une forme de socialisation par le milieu urbain (*ibid.*).

Les déplacements dans le contexte d'actions collectives ne se limitent toutefois pas à une simple exploration de l'altérité mais permettent véritablement des formes d'échanges,

plus ou moins durables. Certaines organisations se convertissent en des lieux référents pour les habitants du secteur et parfois d'au-delà, comme c'est le cas des centres communautaires du CTD Flamarión Sur et du CTD Aníbal Verón, ou de la radio Resistencia. Ces va-et-vient incessants, ces mouvements centripètes et centrifuges autour du quartier contribuent, d'une certaine façon, à « brouiller l'ordre spatial qui régit les rapports sociaux [et à] briser l'enchaînement à un lieu en déplaçant les valeurs qui régissent la distribution des espaces sociaux » (Kokoreff, 1993, p. 177).

« Ce sont donc bien ces compétences à maîtriser la distance spatiale, mais aussi à se jouer des règles et des valeurs d'usages des espaces et des relations sociales, qui construisent la capacité des individus à créer du territoire » (Capron *et al.*, 2005, p. 12). En développant de telles pratiques dans des espaces où pèse un certain ordre normatif, les individus participent à la construction d'interstices territoriaux. Des processus de renégociation territoriale sont à l'œuvre dans ces *territoires intermédiaires* où émergent d'autres centralités, des espaces de proximité et d'échanges. Des territoires se construisent dans ce va-et-vient entre le quartier et l'ailleurs. En détournant les règles et les valeurs des usages des espaces, en brouillant l'ordre spatial, se construisent des territoires intermédiaires, aux limites mouvantes, qui se recomposent sans cesse et qui permettent des formes d'ancrage ouvertes sur l'extérieur. L'inscription territoriale n'est, dans sa forme extrême, que circulatoire, intrinsèquement liée aux déplacements des habitants, à un va-et-vient permanent entre le quartier et la route. Elle n'existe ici que dans, et par, le mouvement. Ces espaces se distinguent ainsi fortement des images véhiculées autour des quartiers comme lieux de crispations identitaires, renfermés sur eux-mêmes et démarqués par de véritables frontières urbaines.

De par leur engagement dans une organisation de quartier, les habitantes et les habitants des marges de Rosario et de Montevideo voient leur *espace proche* se redéfinir et leurs pratiques de la ville évoluer. Ces citoyens ordinaires se dotent de capacités de lecture de la ville. Ils apprennent à être à leur place dans les lieux de pouvoir mais aussi à porter un autre regard sur les lieux du quotidien. Les pratiques ordinaires sont réinterrogées à partir de l'expérience acquise dans la protestation. Une politisation et publicisation de l'expérience ordinaire est à l'œuvre qui permet aux femmes des marges de sortir de leur invisibilité sociale. L'engagement est source d'échanges, qu'il se réalise au travers de l'occupation prolongée et régulière de l'espace, de la communication ou de la création d'espaces de négociations au-delà du quartier. L'ancrage, au cœur de leurs revendications et de leurs actions, n'est valorisé que pour mieux être dépassé.

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE

Le croisement des parcours citoyens et citoyens témoigne de la dimension éminemment spatiale de l'expérience militante : l'engagement favorise l'ancrage, tout comme une ouverture sur les autres et l'ailleurs. C'est la volonté d'ancrage qui guide bien souvent l'engagement. Ce dernier permet d'assurer l'attachement à un lieu : grâce à l'amélioration de certaines infrastructures, voire à la régularisation de l'habitat qui permet aux individus de ne plus encourir de risques d'expulsion. De plus, les principales actions sont menées au sein-même des quartiers : ateliers éducatifs, activités festives et récréatives, etc. Bien que l'ancrage soit un de leurs premiers objectifs, il ne constitue pas une fin en soi. Ces organisations constituent des communautés d'habitants qui transcendent la contiguïté spatiale, dans une proximité qui n'est pas donnée mais à construire.

Émanant d'organisations de quartier, les revendications portent sur des thématiques du quotidien et se rapportent nécessairement au vécu, mais elles les dépassent sans cesse. Les interférences entre expérience ordinaire et protestation sont constantes. Que ce soit par des mobilités protestataires, qui amènent les *piqueteros* à occuper le centre-ville, à porter leurs revendications sur l'espace public, par des moyens de communication ou par la création de lieux d'échanges entre diverses entités sociales et politiques, les organisations de quartier publicisent et politisent leur vécu et leurs problèmes ordinaires. La protestation s'inscrit ici dans le quotidien. La politisation et publicisation de l'expérience ordinaire repose sur des va-et-vient entre le quartier et l'ailleurs. La participation à une organisation d'habitants engendre des mouvements centripètes et centrifuges constants et interdépendants autour du quartier. L'inscription territoriale n'est, dans sa forme extrême, que circulatoire : elle n'existe ici que dans et par le mouvement. Les parcours de ces citoyens, faits de constantes négociations avec la ville légitime, dessinent des territoires à la marge. Dans ces allées-et-venues, dans ce brouillage de l'ordre spatial, des territoires se construisent, qui permettent des formes d'ancrage ouvertes sur l'extérieur.

TROISIÈME PARTIE

La recomposition du politique aux marges

Ainsi que le montre le croisement des parcours citadins et citoyens, l’ancrage au quartier s’articule à d’autres pratiques, plus mobiles, de la ville. L’engagement dans une organisation d’habitants engendre des va-et-vient incessants entre le quartier et l’ailleurs. Dans le cadre de mobilités protestataires, les mouvements de chômeurs de Rosario dépassent largement les limites du quartier, alors qu’à Montevideo, les organisations d’habitants restent plus centrées sur celui-ci. Néanmoins, ces dernières bénéficient de certains canaux institutionnels qui permettent une autre forme de relation avec les pouvoirs publics, sans passer nécessairement par la confrontation. Des processus de renégociation territoriale sont à l’œuvre dans ces espaces entre expérientiel et institutionnel. Cela nous amène à nous interroger sur le degré d’ouverture et de réactivité des systèmes politiques locaux à la protestation car la consolidation des *territoires intermédiaires* demande une certaine reconnaissance du politique, alors interpellé dans son devoir d’appréhension de ces quêtes de territorialité.

Cette troisième partie se centre sur la place et le rôle du quartier (et notamment du quartier irrégulier) dans les politiques publiques mises en œuvre par les villes de Rosario et de Montevideo. Elle se propose d’étudier comment ces municipalités se « saisissent » du quartier et, plus particulièrement, en quoi leurs politiques dites de « participation citoyenne » favorisent ou non, volontairement ou non, des formes d’« ancrage mobile », des formes

d'ancrage ouvertes sur l'ailleurs, notamment autour du Budget participatif (dans les deux villes) et du programme de décentralisation culturelle *Esquinas* (en Uruguay).

L'État est pensé, non comme un simple interlocuteur ou adversaire des groupes mobilisés, mais comme un instigateur de politiques publiques, « qui peuvent à la fois traduire les interventions que réclament les mobilisations, leur répondre mais aussi les désamorcer, constituer des outils d'intégration des protestataires, de modelage des répertoires d'action collective » (Neveu, 2005, p. 90). Les gouvernants sont ici placés dans un statut de protagonistes à part entière et non de simples cibles des revendications (*ibid.*). Cela demande d'étudier en quoi les systèmes politiques locaux favorisent le développement des mobilisations et en quoi ils sont « perméables » à la protestation.

Enfin, cette partie étudie la recomposition du politique aux marges et pose la question des citoyens face au politique, non nécessairement face aux hommes ou institutions politiques, ni face à des politiques publiques, mais plutôt dans « un engagement dans la construction de nouveaux rapports sociaux dont les enjeux et peut-être même les visées sont politiques en ce sens qu'elles remettent en cause ou donnent prise à un regard et des actions critiques vis-à-vis des rapports de pouvoir *dans et par l'espace* » (Frey, 2000, p. 370).

CHAPITRE 8

DÉCENTRALISATION ET PARTICIPATION

À ROSARIO ET À MONTEVIDEO

Au cours des années 1990, l'échelon municipal a acquis une importance croissante dans le cadre des politiques de décentralisation en Amérique latine. Cette décentralisation s'est imposée dans un ensemble de « bonnes pratiques » promues par les instances internationales. L'échelon municipal est devenu un espace d'expérimentation et d'importation de techniques censées améliorer les performances de l'appareil public (Robin et Velut, 2005). Les villes de Rosario et de Montevideo ont toutes deux mené une stratégie de modernisation municipale autour de la planification stratégique et de la décentralisation administrative. Afin de réformer l'action publique locale et de faire face à un système représentatif en crise, deux options ont été préconisées : rapprocher le pouvoir des habitants – grâce à la décentralisation – et rapprocher les habitants du pouvoir – par des mesures de promotion de la participation citoyenne.

1. DÉCONCENTRATION, PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET PARTICIPATION CITOYENNE À ROSARIO

À Rosario, la déconcentration municipale promue à partir de 1995 s'articule autour de deux axes majeurs : le rééquilibrage territorial et la transformation de l'administration publique. Elle vise un changement de caractère urbain et politique.

1.1. L'autonomie municipale en question

L'Argentine est un État fédéral qui reconnaît trois niveaux de gouvernement : national, provincial et municipal. Les vingt-trois provinces détiennent « tout le pouvoir non délégué par [la] Constitution [de 1994] au Gouvernement Fédéral » (article 121). Les provinces sont autonomes, elles édictent leur propre Constitution, choisissent leurs institutions et élisent leur gouverneur et leurs législateurs. Elles partagent avec le gouvernement fédéral certaines compétences dans l'éducation supérieure, la santé, le logement, l'électricité et le gaz.

L'éducation secondaire, en revanche, leur a été entièrement transférée. Au sein de l'État fédéral argentin, les provinces jouissent ainsi d'une large autonomie à la fois politique, juridique, administrative et financière.

Au cours des années 1990, dans un contexte de démantèlement des structures étatiques, le local, dernier territoire de la démocratie, a été appelé à gérer la crise de l'État Providence (Velut, 2000). Les capacités de régulation de l'État argentin ont été fortement affaiblies. « Alors même que les systèmes nationaux de régulation de l'économie étaient sacrifiés sur l'autel de la croissance, les provinces se trouvaient contraintes de gérer les problèmes découlant de cette situation et pressées de se conformer au modèle néo-libéral » (Velut, 2000, p. 4). Le retrait de l'État au niveau national a engendré l'alourdissement des responsabilités conférées aux autorités provinciales et municipales. Les réformes des années 1990 visaient à réduire le rôle de l'État fédéral au profit des gouvernements locaux, mais aussi du secteur privé et de la société civile. Ainsi, le renouveau de l'échelon provincial est avant tout « la conséquence de la défection du fédéral » (*ibid.*, p. 9), signe d'une décentralisation davantage concédée – voire imposée – « par le haut » que conquise « par le bas ».

L'un des piliers de cette décentralisation « bancaire » est le principe de « coparticipation ». Il s'agit d'un système de partage du produit des impôts entre l'État fédéral et les provinces qui a pour but de limiter les disparités territoriales selon une logique de péréquation à l'échelle nationale. Toutefois, « l'absence d'un véritable contrôle de l'utilisation des fonds a abouti à de profondes disparités de la dépense publique *per capita* et entre les provinces » (Prévôt-Schapira, 2003, p. 28). Par ailleurs, cette opacité a permis au niveau fédéral de se reposer sur les échelons provinciaux, notamment en temps de crise. De fait, le premier système de coparticipation a été mis en place pour permettre au gouvernement fédéral de lever les impôts après la crise des années 1930 : une partie des pouvoirs fiscaux des provinces a alors été abandonnée au profit de la nation (*ibid.*). Le processus de décentralisation a ainsi connu de fortes avancées en temps de crise.

Selon la Constitution argentine, la législation concernant les municipalités est déléguée aux gouvernements provinciaux. La Constitution de 1853 n'incluait pas de législation municipale nationale et ne faisait aucune référence à l'autonomie municipale. Les municipalités ont donc longtemps été perçues comme de simples dépendances administratives des provinces. Depuis la réforme de 1994, l'autonomie municipale est mentionnée dans la Constitution fédérale mais sa portée et son contenu restent fixés par les autorités provinciales.

Le degré d'autonomie des gouvernements locaux varie donc fortement selon les provinces¹. De même, les budgets municipaux dépendent étroitement de l'allocation des fonds de participation fédéraux et provinciaux. Le régime municipal dépend ainsi des provinces, « qui ont la responsabilité de définir les limites municipales, de prévoir les modalités de financement et de légiférer sur les statuts municipaux » (Robin et Velut, 2005).

Dans la Province de Santa Fe, à laquelle appartient Rosario, chaque municipalité² est gouvernée par un département exécutif dirigé par le maire (élu au suffrage universel direct tous les quatre ans) et par un organe législatif, le conseil municipal, dont les conseillers sont élus pour un mandat de quatre ans et renouvelés par moitié tous les deux ans. Le budget municipal est constitué de 50% de ressources propres, d'un quart de ressources d'origine provinciale et d'un autre quart d'origine nationale³. La constitution provinciale ne reconnaît pas l'autonomie municipale et ne permet pas aux municipalités de se doter de leurs propres statuts. Dans un contexte de forte concurrence, voire d'opposition, entre Rosario, le gouvernement provincial et Santa Fe, la capitale de la province, ce lien de subordination a longtemps entravé le développement de la ville. Si le Parti Socialiste est à la tête de Rosario depuis 1989, ce n'était pas le cas dans la province et la capitale, toutes deux acquises au Parti Justicialiste depuis le retour de la démocratie jusqu'aux élections de 2007. Les jeux de pouvoir sont forts entre ces deux entités, qui ont un poids administratif incontestable, et la ville de Rosario qui est la ville la plus importante sur les plans économique et démographique⁴ mais qui ne dispose pas des conditions nécessaires pour s'organiser ni pour fédérer les municipalités voisines (de l'agglomération). Toutefois, la définition des compétences municipales étant vague, les municipalités peuvent se saisir de questions nouvelles (Robin et Velut, 2005). L'innovation est ainsi devenue une manière de renforcer la position municipale de Rosario (*ibid.*).

1 Les municipalités exercent une compétence exclusive sur certains secteurs dont le ramassage et le traitement des déchets solides, la construction et l'entretien des routes, les égouts et le drainage, les plans d'occupation des sols, les normes de construction et la réglementation du transport public. Elles partagent avec les provinces certaines compétences comme l'éducation primaire, la santé de base, l'eau et l'assainissement.

2 La province de Santa Fe est composée de quarante-huit municipalités [municipio]. Une municipalité devant compter au moins 10 000 habitants, certaines localités n'ont qu'un statut dit « communal » de moindre autonomie.

3 Selon les données du budget municipal de 2008 (dont le montant total était de 912 143 884 pesos, soit environ 175 790 380 euros).

4 Rosario est la troisième ville la plus peuplée d'Argentine (après Buenos Aires et Córdoba).

Rosario / Santa Fe

L'organisation de l'espace provincial repose sur le doublet urbain Santa Fe-Rosario, qui concentre plus de la moitié de la population (de la province). Les deux villes sont depuis longtemps en concurrence. Santa Fe, fondée par Juan de Garay en 1573 sous le nom de Santa Fe de la Veracruz, est l'une des plus anciennes villes d'Argentine. Rosario est, au contraire, de création beaucoup plus récente puisqu'elle est née du regroupement de quelques habitats dispersés puis de l'établissement d'une chapelle, au cours du 18^e siècle, et n'a été déclarée « ville » qu'en 1852. Elle a connu par contre dès lors une très forte croissance démographique et a dépassé la population de Santa Fe dès 1860 (Falcón, *et al.*, 2001). De même, toutes deux se sont développées comme villes portuaires et l'activité liée au port de Rosario a très rapidement concurrencé celle de la capitale provinciale. Cette rivalité est toujours palpable de nos jours, jusque dans les représentations des habitants⁵. Lors de la campagne électorale de 2007 pour définir le nouveau gouvernement provincial, une grande polémique, entretenue par les partisans péronistes, s'est installée autour du possible changement de siège de la capitale de la province. Le Parti Justicialiste a tenté de jouer sur la peur des habitants de Santa Fe de voir Rosario devenir capitale. Hermes Binner, ancien maire de Rosario, a dû réitérer à maintes reprises son engagement à ne pas changer de capitale et à venir s'installer avec sa famille dans la ville de Santa Fe s'il gagnait les élections.

1.2. La déconcentration au travers des Centres municipaux de district

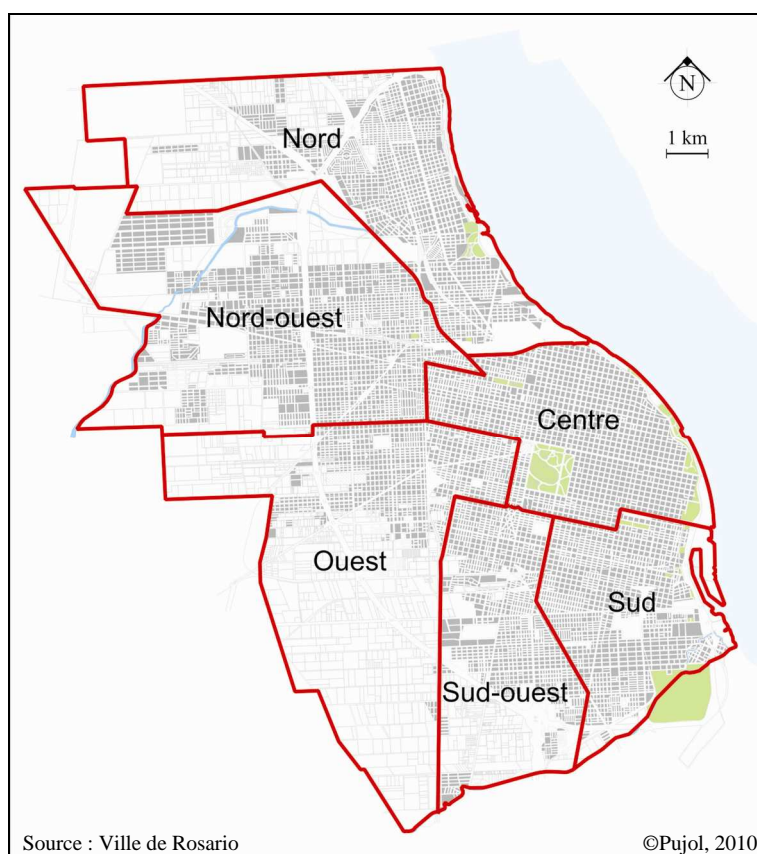
La ville de Rosario, gouvernée par le Parti Socialiste depuis 1989⁶, se démarque fortement au sein du paysage politique argentin dominé par le Péronisme et le Radicalisme. Elle a longtemps constitué le seul bastion socialiste du pays. La Municipalité promeut la déconcentration administrative et la participation citoyenne depuis 1995, année du premier mandat du socialiste Hermes Binner. La ville est organisée en **six districts**, les échelons infra-municipaux de déconcentration : Centre, Sud, Sud-ouest, Ouest, Nord-ouest et Nord (cf. carte des districts). Chaque *Centre municipal de district* [centro municipal de distrito] a pour fonctions l'organisation des tâches liées à la déconcentration fonctionnelle des services municipaux ainsi que la coordination des politiques publiques et des instances de participation citoyenne. La construction de chacun des Centres municipaux de district s'est insérée dans le cadre d'une opération urbanistique de grande ampleur, qui comprenait notamment

5 Selon une enquête d'opinion réalisée en 1998 (par l'Instituto de desarrollo regional), 43% des habitants de Rosario estimaient être victimes d'une discrimination de la part du gouvernement provincial et près de 90% d'entre eux souhaitaient que les municipalités jouissent d'une plus grande autonomie (Velut, 2000, p. 371).

6 C'est le Parti Socialiste *Populaire* qui gagne les élections municipales de 1989. Il représente une des nombreuses scissions du Parti Socialiste en Argentine, qui s'unifie finalement en 2002 (sous le vocable Parti Socialiste).

l'aménagement de nouveaux espaces publics et infrastructures diverses. Ces opérations visaient également à (re)créer des lieux centraux dans des espaces périphériques en difficulté, comme dans le cas du district ouest (Robin et Velut, 2005). Comme stipulé dans le document de base de 1995, ces réformes sont menées au nom de la « décentralisation ». Mais, pour ambitieuses qu'elles soient, elles ne relèvent dans les faits que d'une *déconcentration*. Les Centres municipaux de district n'ont aucun pouvoir de décision, ni aucunes ressources ni compétences propres.

Carte n°10 : Les six districts de Rosario



Cette déconcentration municipale s'articule autour de deux axes majeurs de transformation : le rééquilibrage territorial et la modernisation de l'administration publique. Deux des objectifs affichés sont, dès le milieu des années 1990, la promotion de la participation citoyenne et le renforcement de la dite « société civile ». Le Document de Base de la Décentralisation de 1995 prévoyait la création d'espaces de participation dans chaque Centre municipal de district, espaces qui ont pris réellement forme à partir de 2002-2003 avec la mise en place du Budget participatif. Ce dispositif coïncidait avec la crise argentine de 2001-2002, période où le système représentatif a été fortement critiqué tandis que la légitimité des représentants politiques était remise en cause. Sous le slogan « ¡ Que se vayan todos ! »

[qu'ils partent tous] et au son des casseroles⁷, d'autres façons de faire de la politique, depuis la base et en assemblée, ont été promues. Une méfiance généralisée envers la politique et le système représentatif s'est répandue à de vastes pans de la population. Des assemblées de quartier « spontanées » ont émergé dans la plupart des villes : des groupes d'habitants tentaient de mener des actions concrètes d'intérêt local et/ou général et mettaient en place des forums, des réseaux de troc et d'entraide, etc. Ces assemblées étaient souvent formées par des « novices » de la politique, des habitants « autoconvoqués », qui, pour la plupart, n'avaient pas de passé militant. L'horizontalité des rapports et le refus de la représentation étaient les règles. Comme l'a alors remarqué la sociologue argentine Maristella Svampa : « les nouvelles mobilisations ont répondu à l'autoréférentialité d'en haut par l'autoréférentialité d'en bas »* (2002, p. 98). Elles ne rejetaient pas seulement la logique exclusivement représentative mais toute forme de représentation. Dans un tel contexte, le Budget participatif est apparu comme un outil de légitimation d'une action publique décriée et comme un moyen de récupérer ce mouvement « spontané », en s'appuyant sur la déconcentration existante (Robin et Velut, 2005 ; Ford, 2007).

L'ensemble de ces réformes repose sur un étroit partenariat entre l'équipe municipale et l'Université Nationale de Rosario, notamment au travers de la Faculté d'Architecture pour le découpage de la ville en districts et de celle de Sciences politiques pour les procédures de déconcentration et de participation (Robin et Velut, 2005).

1.3. Le Budget participatif et le Conseil mobile

Au sein des **Conseils participatifs des districts** [concejos participativos de distritos], les habitants peuvent agir, aux côtés de la municipalité, sur l'élaboration et la mise en place du Budget participatif, contrôler l'accomplissement des priorités établies lors des Journées participatives, proposer des projets pour leur district, etc. Chaque district est subdivisé en secteurs, dans lesquels ont lieu les premières assemblées de quartiers entre mars et avril (de l'année n-1). Les assemblées sont organisées en deux temps : elles commencent par des ateliers de débats pour définir les pré-projets et finissent par l'élection des conseillers intégrant les Conseils participatifs des districts (choisis parmi les habitants du secteur), qui doit respecter une stricte parité hommes / femmes. Entre cinq et dix conseillers titulaires sont

⁷ De nombreuses manifestations étaient menées au son des casseroles, ce qui leur a valu le nom de « *cacerolazo* ».

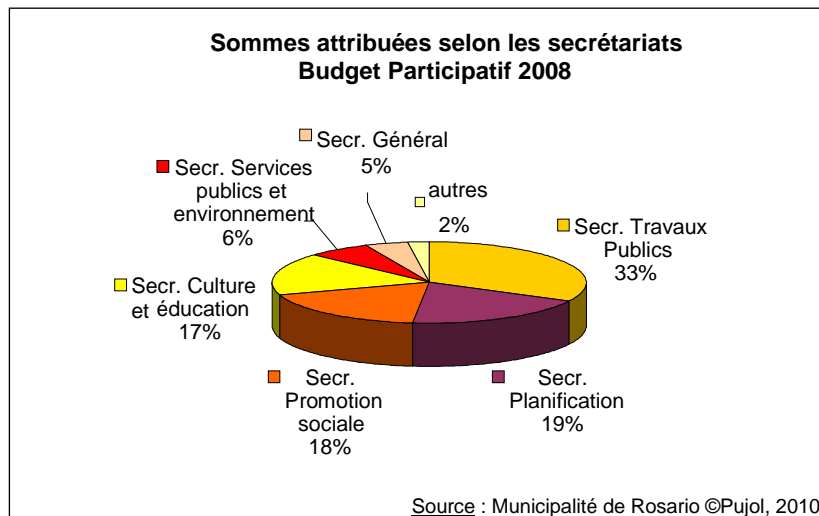
élus, et autant de suppléants, proportionnellement au nombre de participants aux assemblées de quartiers, dont la quantité oscille entre cinq et dix par district. Lors du cycle 2006-2007, par exemple, 529 conseillers ont été élus. En avril, se constituent les Conseils participatifs des districts, coordonnés par le Directeur du district. Avec l'appui des équipes techniques de la municipalité, les conseillères et les conseillers élus doivent traduire en projets les propositions formulées par les habitants lors des assemblées de quartier. Ils ont également pour tâche le suivi des projets votés l'année antérieure. Le vote des divers projets s'effectue en octobre : tous les habitants du district sont à nouveau sollicités. Enfin, en décembre, une journée de bilan est réalisée avec les conseillères et les conseillers sur la réalisation des projets votés l'année antérieure et ceux élus pour l'année à venir. Lors du cycle 2007-2008, par exemple, 63 assemblées de quartier ont eu lieu et 171 projets ont été élus pour une attribution budgétaire de 30 000 000 de pesos argentins⁸. Cette somme ne représente que 3,29 % du budget total de la ville. L'influence du dispositif varie toutefois selon les secrétariats : s'il représente plus du tiers des dépenses du secrétariat de « planification » et environ 13 % de ceux de « travaux publics » et « culture et éducation », il est presque insignifiant dans les deux postes de dépenses principaux de la ville que sont la santé publique (0,07 %) et les services publics et l'environnement (1,21 %)⁹.

Lors du Budget participatif de 2008, plus de 50 % des fonds ont été attribués à des projets relevant des Secrétariats de Travaux publics (32,5 %) et de la Planification (19 %). Les projets relevant des Secrétariats du Développement social (18,4 %) et de la Culture et de l'éducation (17 %) constituaient également deux autres postes majeurs (cf. graphique n°4). Le Secrétariat du Développement social regroupait, par ailleurs, le plus grand nombre de projets (26 %). De plus, en termes de popularité des projets, les plus votés ont été ceux qui relevaient du Développement social et de la Culture et de l'éducation. La somme totale a été divisée en parts égales pour chaque district, soit 5 000 000 de pesos argentins, dont 50 000 ont été destinés au Budget participatif Jeune, mis en place depuis 2005 pour les adolescents de 13 à 17 ans.

8. Soit environ 6 673 700 euros.

9 Municipalidad de Rosario, 2008, *Proyecto de Ordenanza de Presupuesto de Gastos y Cálculo de Recursos*. Tomo III Presupuesto Participativo, Rosario, 221 p.

Graphique n°4 :



**Exemples de projets votés lors du Budget participatif 2007-2008
dans le district Sud-ouest de Rosario ¹⁰**

Secrétariat de Culture et Éducation

- Ateliers culturels des arts et métiers (390 000 pesos)
- Centre culturel mobile de district : agrandissement du matériel de sonorisation et d'éclairage (300 000 pesos)
- Soutien scolaire pour les élèves des écoles primaires et secondaires, en utilisant les espaces physiques des écoles 1372 et SIC du district (50 000 pesos)
- Culture pour toutes et tous : le Secrétariat de la Culture propose d'apporter aux habitants du district une réponse au problème de l'emploi à travers des filières courtes, des cours et des séminaires (200 000 pesos)
- Circuits touristiques, culturels et éducatifs : visites à des théâtres, monuments et bâtiments historiques (40 000 pesos)
- Restructuration et agrandissement de la Maison de la Culture du quartier Alvear, équipement nécessaire pour son fonctionnement (250 000 pesos)

Secrétariat Général

- Ateliers d'informatique pour les jeunes (150 000 pesos)

Secrétariat des Travaux Publics

- Piste cyclable de l'avenue Francia (280 000 pesos)
- Revêtement définitif de l'avenue Francia (692 000 pesos)

Secrétariat de Planification

- Aménagement d'une place publique dans le quartier Acindar (300 000 pesos)
- Peintures murales sur les places publiques et renforcement des murs (363 800 pesos)

Secrétariat de Promotion sociale

- Colonie de vacances du district : promotion des activités récréatives pour les enfants du district (80 000 pesos)
- Ateliers de formation professionnelle pour les jeunes (suite des budgets participatifs 2005, 2006 et 2007) (500 000 pesos)
- Activités sportives pour les personnes âgées (72 000 pesos)

¹⁰ Les montants sont donnés en pesos argentins. 1 peso argentin équivaut à environ 0,21 euro (1 euro équivaut à environ 4,7 pesos argentins). Une présentation de l'ensemble des projets votés dans le district dans le cadre du Budget Participatif 2008 est disponible en annexe.

- Ateliers pour mères adolescentes : formation professionnelle au travers d'ateliers de réflexion avec une perspective de genre (20 000 pesos)
- Prévention de la violence familiale : campagnes de sensibilisation et de formation sur l'éducation sexuelle, la violence familiale, la maltraitance infantile (30 000 pesos)
- Ateliers de formation professionnelle pour adultes (Centre « Grandir » n°7) (120 000 pesos)
- Les clés du monde : ludothèque pour enfants, espaces de jeux et construction de jeux, tout en abordant des problématiques familiales (106 000 pesos)

Secrétariat des Services Publics

- Renforcement de l'éclairage public dans certains secteurs (200 000 pesos)

Lors du Budget participatif de 2008-2009, environ 6000 habitants ont participé aux débats et aux votes, ce qui représente moins d'1 % des Rosarinos de plus de 13 ans. Par ailleurs, la participation tend à diminuer depuis 2006. Les participants au deuxième tour (choix définitif des projets qui a lieu en octobre) passent de 609 lors du premier Budget participatif (en 2002-2003) à 8529 lors du cycle 2006-07, puis ils diminuent à 6831 et à 6023 pour les cycles suivants. Même à son apogée en 2006, la participation représentait moins d'1 % de la population habilitée à voter. Elle est encore plus faible au premier tour, moment où sont élus les conseillers participatifs puisqu'elle dépasse péniblement les 4000 habitants en 2006-2007 et redescend à 2176 en 2008-2009. Le gouvernement municipal, préoccupé par cette baisse, a lancé des recherches sur le sujet en partenariat avec l'Université Nationale de Rosario, comme celle menée par Gisela Signorelli en 2008. Selon cette dernière, l'une des principales explications à ce phénomène serait le retard accumulé dans la réalisation des projets votés. Au début de l'année 2008, en effet, seule la moitié des projets approuvés dans le cadre du Budget participatif 2007 (voté en 2006) avaient été mis en œuvre et 20 % des projets approuvés lors des cycles de 2004-2005 et 2005-2006 n'étaient pas achevés (Signorelli, 2008). Ce retard est ressenti comme un désaveu pour la population qui reste, de plus, peu informée sur les travaux réalisés (*ibid.*). D'autant que les projets en retard sont souvent les plus coûteux et les plus visibles.

Depuis 2003, le dispositif du « **Conseil mobile** » [*concejo móvil*] vient renforcer le Budget participatif. Il repose sur le déplacement du conseil municipal dans les six districts de la ville. Ce conseil itinérant constitue un espace d'interaction entre habitants et conseillers municipaux. Il s'étale sur une semaine, au cours de laquelle plusieurs sessions ont lieu. Les habitants ont environ deux semaines pour présenter des projets pour leur quartier au Centre de district. Puis les projets sont répartis entre diverses commissions techniques (Travaux publics, Santé et action sociale, Planification et urbanisme, etc.) où les habitants sont amenés à

débattre avec les élus. Si le projet ne porte pas sur des compétences municipales mais provinciales ou nationales, il est envoyé aux autorités compétentes. Ce dispositif permet d'intégrer le corps législatif au processus de déconcentration et de participation. De fait, les conseillers municipaux sont peu sollicités dans le cadre du Budget participatif. Ils n'interviennent qu'à la fin du dispositif : après avoir rédigé le projet de budget en fonction des votes des journées participatives, le Département exécutif doit le soumettre au Conseil municipal, qui doit alors l'approuver. L'origine du Conseil mobile n'est pas anodine : il a été lancé à l'initiative de l'opposition, par un conseiller municipal péroniste.

Le Budget participatif et le Conseil mobile représentent deux outils fondamentaux de la participation citoyenne promue à Rosario. Le premier dispositif est très encadré : une certaine quantité d'argent est attribuée et les habitants sont amenés à se mobiliser dans un cadre précis alors que le Conseil mobile est plus ouvert aux propositions diverses. Le Budget participatif est toutefois un processus de construction collective, à la différence du second dispositif qui porte davantage sur des demandes ponctuelles et individuelles.

1.4. Un nouveau Plan stratégique provincial : transférer l'expérience *rosarina* à l'échelle de la province

La Province de Santa Fe ayant longtemps été aux mains de l'opposition péroniste, ces différentes réformes ont été mises en place dans un cadre politique peu favorable. Depuis décembre 2007 cependant, le Parti Socialiste et ses alliés du Front Progressiste [Frente Progresista] sont également à la tête de la Province de Santa Fe, rompant ainsi l'hégémonie du Parti Justicialiste (péroniste), au pouvoir depuis le retour de la démocratie en 1983¹¹. Le Frente progresista, créé dans le contexte des campagnes provinciale et municipale de 2007, rassemble le Parti Socialiste, l'Unión Cívica Radical [Union Civique Radicale, UCR] et l'Alternativa para una República de Iguales [Alternative pour une République d'Égales, ARI]. Lors des élections antérieures, en 2003, le Parti Socialiste a perdu de peu face au Péronisme, à cause du système électoral alors en vigueur de la « loi des devises » (*ley de lemas*) qui permettait aux partis politiques de présenter plusieurs candidats à une même élection. Celui qui obtenait le plus de voix au sein de son parti accumulait les voix des autres candidats du

11. En 2007, le Front progressiste a également gagné, pour la première fois, les élections municipales de la seconde ville et capitale de la province, Santa Fe.

parti. En 2003, Hermes Binner était le candidat qui avait recueilli le plus grand nombre de voix mais, en les accumulant, c'est le péronisme qui l'avait remporté.

Santa Fe est la première – et, jusque-là, la seule – province argentine à être gouvernée par les socialistes. Le nouveau gouvernement, dirigé par l'ancien maire de Rosario, Hermes Binner, promeut un nouveau Plan stratégique provincial à partir du triptyque décentralisation, planification stratégique et participation citoyenne. Ce plan repose sur la décentralisation provinciale et la création de cinq régions¹². Rosario forme le cœur de la Région 4¹³, qui regroupe 1 561 347 habitants¹⁴ pour une superficie de 18 335 km². Le Plan stratégique provincial s'inscrit dans une volonté de réaménagement du territoire provincial, légitimée en premier lieu par les gains en termes d'efficacité de l'action publique grâce à l'homogénéisation des circonscriptions territoriales des différents ministères de la Province. Jusqu'à présent, chaque ministère déployait ses actions en fonction de ses propres divisions : le Ministère de la Promotion sociale s'appuyait sur deux circonscriptions, celui de la Justice sur cinq, celui de la Santé sur huit, celui de l'Éducation sur neuf, etc. Mais ce plan s'inscrit avant tout dans un projet volontariste de réforme de l'action publique provinciale, en s'appuyant sur l'expérience de Rosario. Il a notamment pour objectif d'accroître l'autonomie des municipalités et des communes, en leur transférant davantage de compétences et de ressources.

Quatre étapes ont été définies par la nouvelle équipe provinciale : la construction participative d'un diagnostic ; l'identification et la formulation de projets stratégiques ; la gestion, le suivi et l'évaluation des actions définies ; et, enfin, la création de structures institutionnelles qui soutiennent et coordonnent ces processus. Les deux premières étapes ont été mises en place au cours de l'année 2008. Diverses Assemblées citoyennes ont réuni des milliers de *Santafesinos* dans chacune des futures régions. Les habitants ont été amenés à débattre des forces et des faiblesses de leur région puis de leurs « désirs d'avenir », autour de trois axes directeurs (physique/environnemental, économique/productif et socio-institutionnel). À partir de ces débats, trois lignes stratégiques – orientant différents programmes d'action – ont été définies : « territoire intégré » (en termes de transports, communications, gestion des ressources naturelles, modernisation de l'État, relations

12 Selon la Constitution argentine, les Provinces ont le pouvoir de créer un échelon politico-administratif supplémentaire (article 124).

13 La Région 4 regroupe les départements de Rosario, San Lorenzo, Belgrano, Iriondo, ainsi qu'une partie des départements San Martín, San Jerónimo, Caseros et Constitución. Une carte des cinq nouvelles régions est disponible en annexe.

14 Selon des données du recensement de l'INDEC de 2001.

internationales, etc.), « qualité sociale » (garantir le droit universel à l'éducation, la santé, la culture, à l'eau, à un logement digne, etc.) et « économie du développement » (promouvoir une société de la connaissance, les sciences et les technologies, etc.).

2. LES TROIS PÔLES DE LA DÉCENTRALISATION PARTICIPATIVE MONTEVIDEANA : COMITÉ LOCAL, CENTRE COMMUNAL ET CONSEIL D'HABITANTS

À Montevideo, la décentralisation participative promue à partir de 1990 repose sur le triangle formé par les Comités locaux comme pôle politique, les Centres communaux comme pôle institutionnel et les Conseils d'habitants comme pôle social.

2.1. La décentralisation au travers des Centres communaux de zone

En Uruguay, le centralisme régit les relations entre l'État et les départements, la principale division administrative du pays. La ville de Montevideo est aussi département. Les deux instances (municipale et départementale) sont ici équivalentes. Ainsi, la ville (ou le département) est gérée et gouvernée par un maire élu pour cinq ans, qui exerce les fonctions exécutives, et un Parlement, qui est l'organe législatif. Ce dernier est composé de 31 membres élus au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans. Aussi, l'organe exécutif fait-il référence à l'instance municipale (Intendencia Municipal de Montevideo), alors que le Parlement, ou Assemblée (junta), est dit « départemental ».

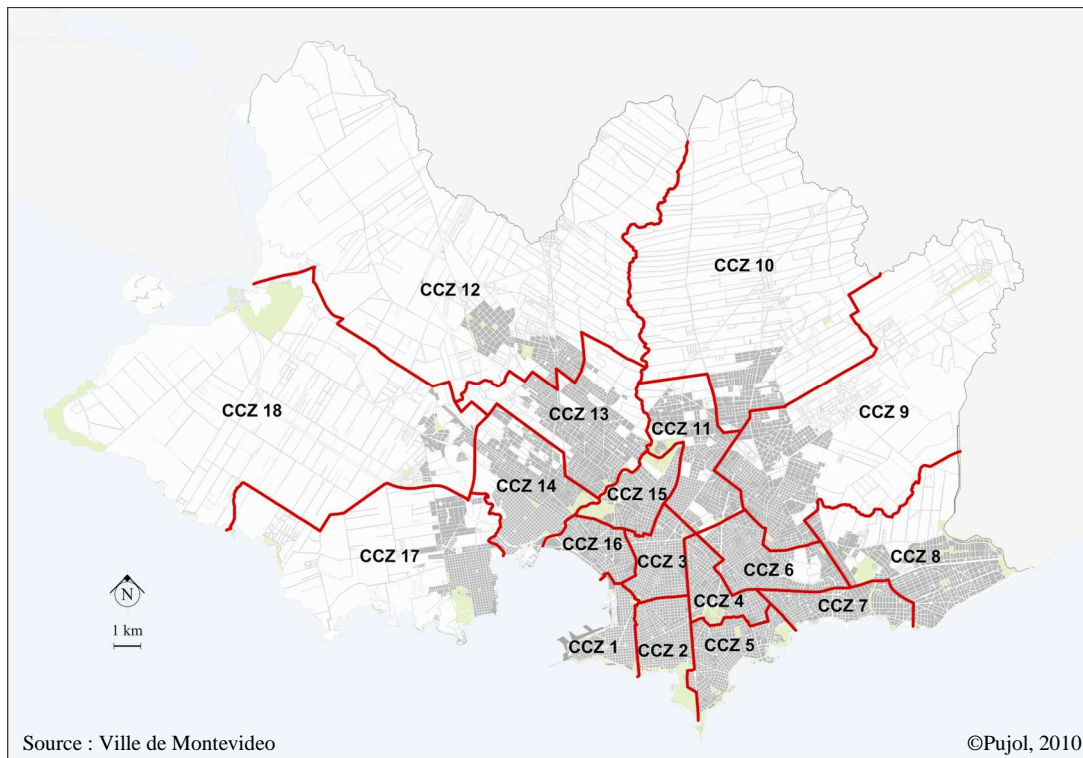
La ville de Montevideo est gouvernée depuis 1990 par le Front Élargi [Frente Amplio] qui regroupe de nombreux partis allant de l'extrême gauche au centre gauche de l'échiquier politique. Cette coalition est née en 1971 de diverses forces politiques progressistes, telles que le Parti Socialiste, le Parti Communiste et le Parti Démocrate Chrétien. En 2008, une vingtaine de secteurs politiques l'intégraient. Depuis la victoire du Front Élargi, la Municipalité promeut de nombreux mécanismes et instances favorisant la décentralisation ainsi qu'une plus grande participation citoyenne à la gestion publique, en marge des réformes menées par l'État uruguayen (aux mains de l'opposition politique jusqu'en 2005). Celui-ci a longtemps constitué un frein dans la mise en œuvre de ces politiques, notamment du fait des

articulations nouvelles entre l'État et la société dont elles étaient porteuses (Veneziano, 2003). En raison de l'opposition du gouvernement central, la municipalité ne recevait que très peu de ressources de transfert, son autofinancement allant jusqu'à dépasser les 90 % (Cabannes, 2004). Pour mener à bien ses réformes, elle a dû inventer de nouveaux impôts et taxes qui n'affectaient pas prioritairement les plus pauvres, comme des impôts sur les voitures (*ibid.*).

La Municipalité de Montevideo a réformé l'ensemble de son appareil administratif vertical afin de créer un Département de la Décentralisation parallèlement aux Départements administratifs centraux (Veneziano, 2003). Depuis 1990, la ville est divisée en **dix-huit circonscriptions territoriales**, où fonctionnent un **Centre communal de zone** [*Centro Comunal Zonal*] comme unité politico-administrative déconcentrée, un **Comité local** [*Junta local*] composé de cinq habitants désignés par le maire (respectant la représentation des partis politiques au sein de l'Assemblée Départementale, l'organe législatif de la ville de Montevideo) et un **Conseil d'habitants** [*Concejo Vecinal*], composé de 25 à 40 habitants élus directement par les habitants¹⁵. Les Centres communaux de zone constituent l'échelon de déconcentration du gouvernement municipal : y sont transférés certains services, politiques sociales et démarches administratives. Ils représentent le gouvernement municipal dans la zone et visent au rapprochement entre l'administration et ses administrés. Les Comités locaux constituent, eux, le pôle politique et ont pour objectif de rapprocher les représentants des représentés, les hommes politiques des citoyens (Veneziano, 2003). L'élection de ces comités au suffrage universel direct, prévue dans le projet initial, n'a pu être mise en œuvre du fait de limites constitutionnelles (*ibid.*).

15 En décembre 2008, un nouveau projet de décentralisation a été soumis à l'Assemblée Départementale. Cette initiative repose sur la division du territoire de Montevideo en huit municipes (*municipios*), étant entendu comme « municipale » le troisième niveau politico-administratif du pays. Les gouvernements municipaux sont à charge d'un Conseil Municipal, formé de cinq membres élus au suffrage universel direct. Le conseiller ayant reçu le plus grand nombre de voix est élu « *alcalde* ». Le terme « *alcalde* » signifie « maire » mais il est davantage utilisé en Espagne, alors qu'en Uruguay, on utilise son synonyme, le mot « *intendente* ». À côté du « *maire - intendente* » de Montevideo, sont désormais élus des « *maires - alcaldes* » au sein des huit nouveaux municipes. Le 9 mai 2010, les premières élections des gouvernements municipaux ont eu lieu (simultanément à celles du maire de Montevideo et des conseillers départementaux). Cette réforme s'inscrit dans un projet de loi national : 89 municipes ont ainsi été créés dans tout le pays.

Carte n°11 : Les 18 Centres communaux de zone de Montevideo

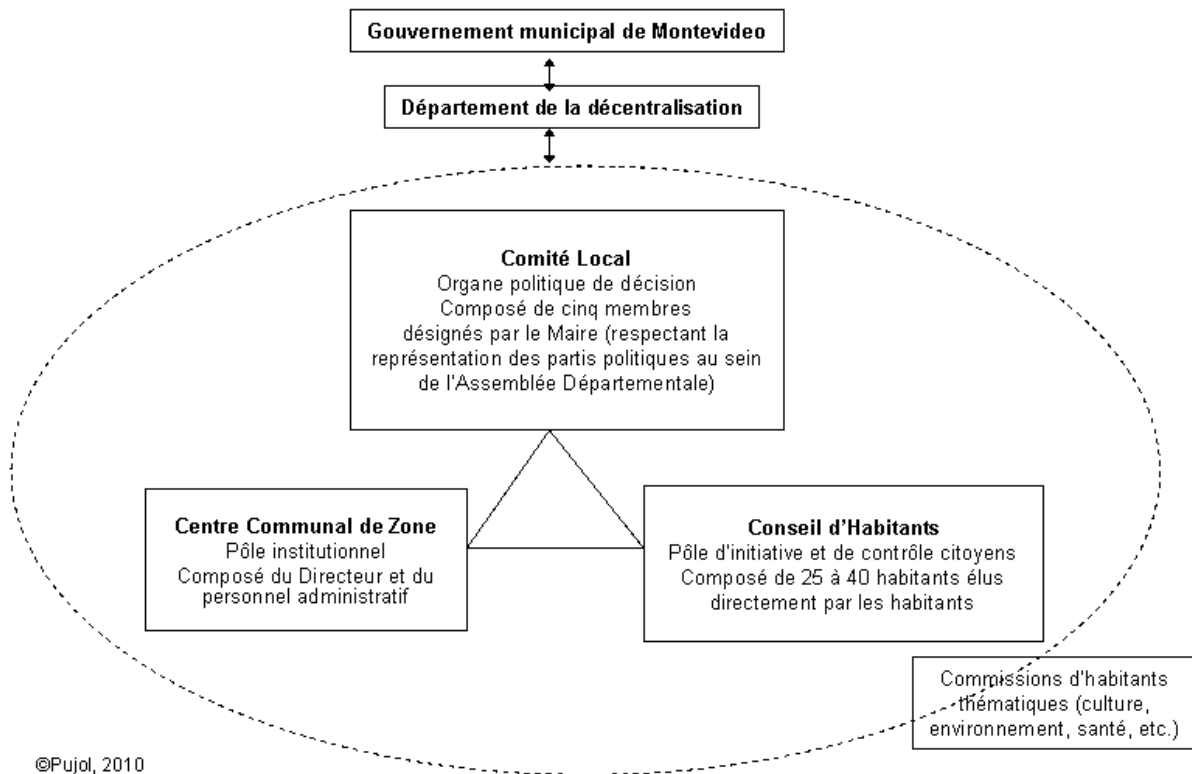


Des commissions thématiques, auxquelles participent habitants, conseillers d'habitants et membres du Comité local, ont également été mises en place et portent sur des problématiques d'intérêt local, telles que les activités culturelles, l'environnement, la santé, le social, le foncier, le logement et les droits des femmes. La décentralisation municipale officialise et renforce d'une certaine façon une situation de fait : l'existence de commissions d'habitants dans les clubs de quartiers et les commissions de développement de quartier, qui fonctionnaient alors essentiellement dans une logique clientéliste, de groupes de pression, pour faire remonter certaines demandes aux autorités publiques.

L'année antérieure à l'élection du Front Élargi au niveau local (1989), d'intenses débats internes à la coalition ont divisé les secteurs modérés, qui soutenaient la création des trois organismes – un Comité local (comme organe politique), une Assemblée délibérante (actuels Conseils d'habitants) et un Délégué du maire –, aux secteurs plus radicaux qui proposaient des Centres communaux sans Comité local (Veneziano, 2003). C'est cette deuxième formule qui s'est imposée dans un premier temps, du fait du départ (de la coalition) du Parti pour le Gouvernement du Peuple (Partido por el Gobierno del Pueblo, modérés) et de la personnalité du premier maire de Montevideo issu du Front Élargi, Tabaré Vázquez (*ibid.*). Dix-huit Centres communaux de zone ont ainsi été créés avec des délégués du maire et des assemblées délibérantes comme organes de participation citoyenne. Cette période a été

marquée par la cohabitation conflictuelle entre le gouvernement national, aux mains du Parti National, et la municipalité de Montevideo. L'État s'est opposé à de nombreuses initiatives municipales qui non seulement négligeaient le rôle des acteurs politiques dans un système uruguayen politico-centré mais, de plus, remettaient au cause les relations traditionnelles entre État et société, et notamment les liens clientélistes unissant les partis politiques à leur base sociale (Veneziano, 2003). Le schéma actuel de décentralisation est véritablement institué à partir de 1993, autour des trois pôles : les Comités locaux comme organe politique de décision, les Conseils d'habitants comme pôle de consultation, d'initiatives et de contrôle citoyens et, enfin, le pôle institutionnel incarné par le Directeur et le personnel administratif du Centre communal de zone (*ibid.*).

Schéma n°1 : Les trois pôles de la décentralisation participative à Montevideo



2.2. Des Conseils d'habitants au Budget participatif

À Montevideo, la participation des habitants à la définition des priorités budgétaires repose sur deux piliers : les Conseils d'habitants (appelés « origine 2 des ressources ») et les votes lors du Budget participatif (dits « origine 1 des ressources »). Les Conseils d'habitants,

mis en place en 1993, ont pour objectif la promotion de la participation des habitants, qu'ils soient membres des organisations sociales du secteur ou non. La participation se fonde ici sur des identités multiples : habitant, jeune, femme, etc., mais elle appelle avant tout à une citoyenneté territoriale (Veneziano, 2003). Les Conseils d'habitants constituent une force d'initiatives, ce qui implique l'élaboration et la proposition de programmes et de projets d'intérêt local (portant, par exemple, sur l'amélioration des services et des infrastructures), ainsi que la transmission des besoins des habitants. Ils ont ensuite pour objectif de conseiller l'action publique locale, notamment en ce qui concerne la définition des priorités budgétaires. Chaque année, le maire et son cabinet se réunissent avec les conseillers d'habitants et les membres du Comité local de chaque Centre communal afin de dessiner le budget annuel et quinquennal. Enfin, ils collaborent à la gestion publique, en contrôlant l'action publique locale et en organisant des activités culturelles, sociales, sportives ou touristiques. Ce pôle d'initiatives citoyennes vise à accroître la participation du tissu associatif local non seulement dans la prise de décision mais également dans la mise en œuvre de formes de cogestion de certains services aux habitants comme les garderies, les cantines et les polycliniques (Veneziano, 2003). Les élections des conseillers d'habitants ont lieu tous les trois ans (depuis 1993). Est éligible toute personne majeure, habitant le secteur et se présentant au nom d'une organisation sociale de la zone ou à titre personnel avec l'aval d'au moins dix autres habitants. Tous les habitants de plus de 16 ans sont appelés à voter pour élire les conseillers et pour le Budget participatif.

Le Budget participatif a été mis en place bien plus tard, en 2005-2006. Il repose sur les Conseils d'habitants. L'Unité de Planification et de Participation Décentralisée [Unidad de Planificación y de Participación Descentralizada], chargée de mettre en œuvre le Budget participatif, regroupe dix-huit Équipes de planification zonale, intégrées par des membres de chaque Centre communal de zone, Comité local et Conseil d'habitants. De mars à avril (de l'année n-1), les Équipes de planification zonale organisent des débats avec les conseillers d'habitants et les habitants de chaque zone afin de définir diverses propositions, qui sont soumises entre avril et mai. Ces propositions sont ensuite retravaillées par les Équipes de planification zonale, qui vérifient leur viabilité (en termes techniques, normatifs, d'usage public, de coûts, exécutables en un an, de compétence municipale, etc.) et tentent d'articuler les projets similaires. À la fin du mois de juin, les propositions sont envoyées à l'administration centrale, qui les valide et les renvoie aux Équipes de planification zonale, en août. À la fin du mois d'août, celles-ci présentent la nouvelle version des projets aux habitants, qui ont quelques jours pour faire des réclamations. La liste de propositions est

définitivement validée mi-septembre. Les votes, qui se déroulent chaque année en octobre, peuvent alors avoir lieu. Pour le cycle 2008-2010 par exemple, sur les 1350 propositions, la moitié seulement (721) a été soumise au vote et 64 ont été élues. Entre juillet et septembre, est également organisée une assemblée d'habitants dans chaque zone, au cours de laquelle l'équipe municipale fait un bilan de la mise en œuvre des projets votés lors du cycle antérieur.

Dans le cadre du Budget participatif 2007-2008, chaque zone a reçu 3 000 000 de pesos uruguayens, soit une enveloppe totale de 54 000 000 de pesos (environ 1 716 490 euros)¹⁶. Sur cette somme totale, environ 50 % ont été attribués à des propositions relevant du domaine socioculturel (26,7 %), sanitaire (13,2 %) et éducatif (10,6 %) ; les autres 50 % portaient sur des mesures d'aménagement des voies publiques (circulation et sécurité routières, assainissement et éclairage totalisant 31,5 %) et d'aménagement et d'entretien des espaces publics (18 %). Si l'on prend en compte le nombre de propositions (et non plus le budget attribué à chacune), sur les 42 propositions retenues, 43 % portaient sur les domaines socioculturel, sanitaire et éducatif, et 57 % sur des mesures d'aménagement des voies publiques et espaces publics.

Projets votés lors du Budget participatif 2007-2008 dans certains Centres communaux de zone de la périphérie de Montevideo¹⁷

CCZ 9

- Construction et réparation des trottoirs des écoles secondaires n°58 et n°45 et primaires (situées sur Camino Maldonado entre le n°5842 et le n°5952) (1 800 000 pesos)
- Travaux de récupération de la Place des Sports n°5 (quartier Unión) (850 000 pesos)

CCZ 10

- Faire le toit et climatiser la piscine de la Place des Sports n°8 (1 300 000 pesos)
- Élargissement du pont du quartier Capra (Manga) (1 500 000 pesos)

CCZ 11

- Espace omnisports fermé sur la Place des Sports n°4 (Cerrito de la Victoria) : espace fermé pour activités éducatives, sociales et récréatives (2 500 000 pesos)
- Canalisation des eaux usées de la Gruta de Lourdes, nettoyage du caniveau sur l'avenue Instruccion (180 000 pesos)

CCZ 12

- Réfection des rues et construction de ralentisseurs face à l'école du Complexe América (3 000 000 pesos)

CCZ 13

- Projet Parc des « Fogones » (quartier Sayago): construction d'un amphithéâtre et d'un terrain de sport (2 500 000 pesos)

16 En 2008, le montant attribué à chaque zone était de 3 300 000 pesos uruguayens par an (pour 2009 et 2010), soit une enveloppe totale de 59 400 000 pesos (environ 1 873 935 euros).

17 Les montants sont donnés en pesos uruguayens. 1 peso uruguayen équivaut à environ 0,04 euro (1 euro équivaut à environ 23 pesos uruguayens) et à 0,2 peso argentin.

- Aménagement des trottoirs du Boulevard Batlle y Ordóñez (500 000 pesos)

CCZ 18

- Construction d'un salon pour être utilisé comme bibliothèque et salle de lecture dans le lycée n°43 et l'école n°159 (1 230 000 pesos)
- Amélioration de la Garderie Sol y Luna (Quartier Paso de la Arena) : fermeture du terrain et agrandissement du local (1 250 000)
- Ouverture de la rue Pintín Castellanos jusqu'à l'avenue Luis Batlle Berres (800 000 pesos)

Images n° 1 et n°2 : Affiches du Budget participatif de Montevideo

« Ton quartier comme tu l'imagines »
« Pense-le, propose-le »

« Choisis le meilleur pour ton quartier
et pour toi »



Environ 7 % des habitants de plus de 16 ans ont voté lors du Budget participatif 2007-2008, soit 74 727 personnes. Depuis 1993, la participation aux élections des conseillers d'habitants oscille entre 7,3 et 11,2 %. Ce taux est relativement important au regard des autres expériences participatives latino-américaines. Il faut souligner que si le vote a un caractère obligatoire lors des élections nationales et départementales, ce n'est pas le cas ici. L'importance de la participation témoigne de la relative appropriation du dispositif par les habitants.

La participation des habitants à la définition des priorités budgétaires repose ainsi sur le Budget participatif mais avant tout sur les conseillers d'habitants : chaque année, ces derniers réalisent un bilan de la gestion de l'année antérieure et un compromis de gestion pour l'année suivante, aux côtés de l'équipe municipale et des membres du Comité local. Cependant, cette « origine 2 des ressources » n'a qu'un caractère consultatif, à la différence des votes du Budget participatif. Les conseillers d'habitants peuvent influencer sur les décisions, ils sont au cœur de la décentralisation participative de Montevideo mais ils n'ont aucun pouvoir de décision en tant que tel.

2.3. Un nouvel élan national

Ces différentes réformes ont été menées, comme à Rosario, dans un cadre politique peu favorable, le gouvernement national ayant longtemps été aux mains de l'opposition. Depuis mars 2005, par contre, le Front Élargi, mené par Tabaré Vázquez, l'ancien maire de Montevideo, gouverne également le pays. Cette victoire rompt l'hégémonie des deux grands partis uruguayens, le Parti Colorado et le Parti National (ou Blanco). Quand le Front Élargi est arrivé au pouvoir, le pays traversait une situation sociale critique, marquée par des taux de chômage, de pauvreté et d'indigence élevés. Cinq ans plus tard, à la fin de son premier mandat, ces divers indicateurs se sont sensiblement améliorés : le chômage et la pauvreté ont fortement reculé et le salaire moyen a nettement progressé¹⁸ (Labrousse et Merklen, 2009). Le nouveau gouvernement a mis en place des réformes sociales ambitieuses sur la fiscalité, le système de santé, le marché du travail, les politiques sociales et l'éducation notamment. L'Uruguay est ainsi l'un des rares pays latino-américains à avoir mis en place un impôt progressif et direct sur les hauts revenus, tout en baissant l'impôt « régressif » que représente la T.V.A. locale, notamment sur des produits de base (*ibid.*). Le Front Élargi – mené cette fois-ci par José « Pepe » Mujica, l'un des fondateurs du Mouvement de Libération Nationale - Tupamaros¹⁹ –, a été réélu à la tête de l'État uruguayen aux élections de 2009.

18 D'après Supervielle et Quiñones (2009), le salaire moyen a augmenté de 63% entre mars 2005 et mai 2009.

19 Le Mouvement de Libération Nationale - Tupamaros s'est développé, en Uruguay, comme mouvement de guérilla urbaine de la gauche radicale au cours des années 1960 et au début des années 1970. Fondé par des étudiants uruguayens dans le sillage du guévarisme, le mouvement politique est mené, entre autre, par Raúl Sendic. Le nom de « Tupamaros » renvoie au qualificatif péjoratif que les colonisateurs espagnols utilisaient pour désigner les rebelles indépendantistes, en référence à l'Inca Tupac Amaru qui dirigea une grande révolte indigène au Pérou (au 18^e siècle). Pendant la dictature (1973-1984), la plupart de ses dirigeants, dont Raúl Sendic et José Mujica, sont emprisonnés. Au retour de la démocratie, les Tupamaros choisissent la voie des

Le gouvernement a fait de l'action sociale l'un des axes centraux de sa politique, volonté attestée par la création d'un ministère du développement social (Ministerio de Desarrollo Social - MIDES) dès mars 2005. L'une des grandes nouveautés apportées par ce ministère est la centralisation des politiques sociales, qui restaient jusque-là dispersées entre différents ministères et institutions (Supervielle et Quiñones, 2009). L'une de ses premières mesures a été l'élaboration et la mise en œuvre du Plan d'Attention Nationale à l'Urgence Sociale (Plan de Atención Nacional a la Emergencia Social - PANES), qui reposait sur divers programmes sociaux, éducatifs et d'urgence sanitaire, tels que le programme « Voies de sortie » [Rutas de salida] mis en œuvre avec les organisations sociales. Ce dernier programme constituait une contrepartie au « revenu citoyen » (ingreso ciudadano). Les bénéficiaires de ce revenu devaient s'engager au suivi médical de leur famille, à l'assiduité scolaire de leurs enfants et à réaliser certaines activités communautaires. Suite à ce plan voué à apporter une réponse ponctuelle à une situation d'urgence, le Ministère du Développement Social a mis en place, à partir de janvier 2008, un Plan d'Équité (plan de equidad) qui se donne pour objectif général la reconfiguration du système de protection sociale²⁰, au travers de nombreuses réformes en matière de fiscalité, de santé et de gestion de l'État notamment. Ce Plan d'Équité repose sur un partenariat entre divers ministères regroupés au sein d'un Cabinet social (gabinete social)²¹.

urnes : ils créent le Mouvement de Participation Populaire [Movimiento de Participación Popular] et intègrent la coalition politique du Front Élargi [Frente Amplio] (à la fin des années 1980).

20 « L'objectif du Plan est de renforcer tous les dispositifs publics existants, d'introduire des transformations substantielles dans l'organisation des structures et instruments de protection sociale et d'améliorer sensiblement l'offre et la régulation des services sociaux, visant ainsi à promouvoir des paramètres politiquement acceptables d'intégration et de justice sociale avec pour finalité ultime d'assurer le bien-être des Uruguayens et des Uruguayennes » (*Plan de equidad*)*

21 Présidé par la Ministre du Développement Social (Marina Arismendi), ce cabinet rassemble, outre le dit ministère, le Ministère d'Économie et des Finances (Ministerio de Economía y Finanzas), le Ministère d'Éducation et de la Culture (Ministerio de Educación y Cultura), le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale (Ministerio de Trabajo y Seguridad Social), le Ministère de la Santé Publique (Ministerio de Salud Pública), le Ministère du Logement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (Ministerio de Vivienda, Ordenamiento Territorial y Medio Ambiente), etc.

3. PARALLÉLISMES ET DIVERGENCES DES DEUX EXPÉRIENCES

La décentralisation administrative et la participation citoyenne prennent une signification bien différente selon les territoires. À Rosario et à Montevideo, deux modes de gestion urbaine ont émergé, avec leurs similitudes et leurs différences.

3.1. Entre planification stratégique et décentralisation participative

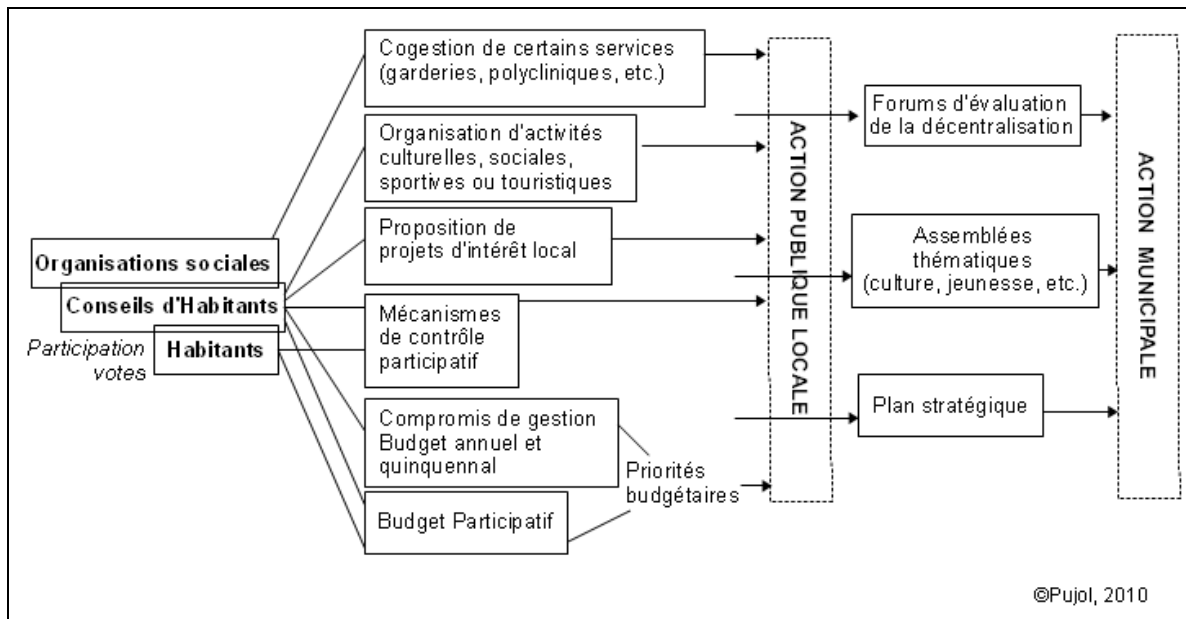
À Rosario, la déconcentration est liée avant tout à la planification stratégique lancée en 1995 (Robin et Velut, 2005). Elle vise premièrement un changement de caractère urbain, par le rééquilibrage territorial, ainsi qu'une profonde transformation de l'administration publique, qui se veut moins bureaucratique, plus efficace et plus proche des habitants. Le Budget participatif n'est mis en place que quelques années plus tard, lors de la crise de 2001-2002. Le projet de décentralisation de Montevideo, en revanche, est lancé dès la fin des années 1980, c'est-à-dire en même temps que celui de Porto Alegre²², et a un caractère éminemment politique (*ibid.*). Plus qu'un contribuable, l'habitant y est considéré avant tout comme un citoyen (*ibid.*). Comme le souligne Veneziano, l'expérience uruguayenne est originale sur de nombreux points. Premièrement, « la "décentralisation participative" de Montevideo n'est pas la décentralisation d'une seule politique municipale ou une forme de participation dans une politique spécifique, mais la décentralisation de l'appareil institutionnel du gouvernement municipal »* (Veneziano, 2003). Et au travers de celle-ci, sont promues diverses formes de participation, dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques déconcentrées, et dans le processus même de l'organisation institutionnelle (*ibid.*). Les habitants sont sollicités non seulement en ce qui concerne le budget mais aussi pour le Plan stratégique. De plus, des formes de cogestion sont promues dans la mise en œuvre de diverses politiques sociales et des mécanismes de contrôle participatifs sont appliqués dans la priorité accordée à certains services et travaux municipaux et leur mise en œuvre (*ibid.*).

22 À Porto Alegre, depuis 1989, soit depuis l'arrivée au pouvoir du Parti des Travailleurs, les habitants peuvent décider de l'allocation d'une partie des investissements municipaux. La « pyramide participative » repose sur trois échelons : micro-local (le quartier), sectoriel ou d'arrondissement (rassemble plusieurs quartiers) et, enfin, la ville (Gret et Sintomer, 2002 ; Gret, 2004). Des instances régulières de décision, composées de délégués élus, ont été créées à différents niveaux : les forums territoriaux qui réunissent les délégués de différents quartiers ; les assemblées plénières thématiques qui incorporent des membres actifs de tous les quartiers ; et un conseil du budget participatif constitué de représentants des forums thématiques et territoriaux (*ibid.*). Il existe donc un transfert de pouvoir non négligeable du gouvernement local vers les habitants.

À Rosario, les projets débattus et votés dans le cadre du Budget participatif portent sur des actions d'intérêt local : entretien de la voirie, aménagement d'une aire de jeux pour enfants, création d'un centre de santé de quartier, mise en place de cours de formation professionnelle ou d'ateliers culturels, etc. Les habitants sont amenés à s'exprimer et à débattre sur l'action municipale qu'ils souhaitent voir mise en œuvre au sein de leur quartier, et non pas sur des thèmes généraux ni sur des politiques publiques relevant de la ville de Rosario dans son ensemble. Le dispositif se place ainsi, sur maints aspects, en retrait par rapport aux déclarations d'intention sur le renforcement de la citoyenneté (Robin et Velut, 2005). Une commission interdistrict a pourtant été mise en place afin que les conseillers participatifs puissent échanger leurs expériences. Cependant, elle n'a aucun caractère public : les fonctionnaires y invitent seulement certains conseillers et aucune publicité n'est faite à son sujet (Ford, 2007).

À Montevideo, par contre, des forums d'évaluation de la décentralisation sont régulièrement organisés, tels que les Forums Citoyens (foros ciudadanos) de 1992, 1996 et 2001 qui ont rassemblé des conseillers d'habitants, des représentants des organisations sociales et des habitants. Depuis 2008, « la Municipalité en débat » (« la Comuna en debate ») vient renforcer ce processus : un premier cycle de débats est organisé avec les conseillers d'habitants et les habitants, dont les apports sont synthétisés lors d'une assemblée finale par zone, puis les résultats sont présentés et débattus lors d'un Forum de Synthèse au niveau de la ville de Montevideo. Des assemblées thématiques – portant, par exemple, sur la culture, la jeunesse ou la santé – sont également organisées à l'échelle de la ville.

Schéma n°2 : La participation des Montevideanos à l'action publique locale et municipale



3.2. L'intégration des couches populaires

À Montevideo, l'équipe municipale attendait une participation active et spontanée des habitants, sous-estimant alors le caractère davantage sectoriel que socio-territorial des traditions de participation politique des Montevideanos (Veneziano, 2003). Les logiques de l'action collective reposaient davantage sur les registres du « citoyen-électeur » ou de la militance politique ou syndicale que sur celui d'habitant (*ibid.*). De fait, le pôle politique va peu à peu s'imposer au détriment des pôles institutionnel et social. Les acteurs politiques prennent le pas sur les acteurs socio-territoriaux (*ibid.*). Seuls les Conseils d'habitants bénéficient toutefois d'une légitimité citoyenne puisqu'ils sont les seuls organes élus par les habitants. Par ailleurs, la participation des habitants à ces élections est relativement importante puisqu'elle mobilise plus de 70 000 personnes (soit environ 7 % des Montevideanos). En outre, les couches populaires sont les plus investies dans le processus dès ses prémises. Les classes moyennes s'y intègrent plus tardivement (*ibid.*).

À Rosario par contre, si les conseillers participatifs sont également élus, ils ne se mobilisent, d'une part, que dans le cadre restreint du Budget participatif et bénéficient, d'autre part, d'une assise électorale moindre (moins de 4000 personnes, soit moins d'1 % des Rosarinos). Par ailleurs, celle-ci est formée, à l'origine, par les classes moyennes, les couches populaires n'ayant intégré que récemment le dispositif. Cette évolution est en partie liée aux

changements au sein du propre Parti Socialiste. Les classes moyennes ont historiquement constitué sa base électorale. Ce n'est que récemment qu'il a réussi à rallier une partie des couches populaires²³. Ceci peut expliquer ses hésitations à mettre en place des politiques davantage réformistes. Le Budget participatif de Rosario connaît ainsi le même développement que le Parti Socialiste : du centre vers les quartiers. Le parti était très peu implanté dans les quartiers populaires, à la différence des mouvements politiques formant le Front Élargi en Uruguay. Quoiqu'il en soit, à Rosario comme à Montevideo, « le seul fait de résider dans un quartier ne crée pas en lui-même un intérêt commun. Les habitants ne constituent pas un groupe homogène et la communauté de résidence ne crée pas pour autant une volonté d'action collective » (Blondiaux *et al.*, 1999, p. 339-340). Les conditions de la participation des habitants aux divers dispositifs ne sont pas données mais à construire.

Par ailleurs, aucune des deux villes n'a établi de critère redistributif dans la répartition des ressources du Budget participatif entre les différentes circonscriptions territoriales (Centres communaux de zone ou Centres municipaux de district). À Rosario, cependant, une ordonnance a été votée en 2005 qui établit que la moitié des ressources seront réparties en proportion égale pour chaque district et l'autre moitié en fonction de leurs carences, afin de promouvoir une certaine redistribution et le rééquilibrage territorial. Selon ladite ordonnance (n°7869), le Département exécutif doit établir un indice de carence à partir d'indicateurs de santé, d'éducation, de logement, de revenus et de genre, dont le calcul sera actualisé chaque année²⁴. Cependant, face aux réticences des districts les mieux dotés (qui auraient donc bénéficié d'un budget moindre), l'ordonnance n'a pas été mise en application (Ford, 2007). À Montevideo, chaque zone reçoit également la même enveloppe budgétaire. Aucun critère redistributif n'est intégré. La Municipalité souligne toutefois qu'une certaine forme de redistribution est implicitement à l'œuvre puisque si le même montant est attribué à chaque Centre communal, certains contribuent plus que d'autres à la fiscalité municipale. De plus, à Montevideo comme à Rosario, les sommes allouées au Budget participatif sont assez minces. Mais dans la capitale uruguayenne, si une somme fixe est attribuée chaque année à l'origine 1 des ressources, ce n'est pas le cas pour l'origine 2. Dans certains postes, comme l'éclairage et

23 En Argentine, le péronisme a longtemps été le seul parti à rassembler les secteurs populaires.

24 L'ordonnance stipule également que, pour l'élaboration de l'indice de carence, comme pour son actualisation, le Département Exécutif devra constituer une commission formée par un représentant de chaque secrétariat du Département Exécutif, un Conseiller et une Conseillère du Budget Participatif de chaque district et invitera un représentant de l'École de Statistiques de la Faculté de Sciences Économiques de l'Université Nationale de Rosario. Une fois l'indice élaboré, il devra être approuvé par le Conseil municipal.

les espaces verts, les demandes de la population peuvent représenter la totalité des investissements municipaux (Cabannes, 2004). Un compromis de gestion est établi entre l'exécutif, chaque Comité local et chaque Conseil d'habitants qui définit les travaux et services à réaliser dans le secteur. Et dans ce cadre-là, comme dans le budget général de la ville, une forme de redistribution est bien à l'œuvre : les ressources bénéficient en priorité aux secteurs les plus en difficulté (Cabannes, 2004). Ces derniers reçoivent, par exemple, plus de 70 % des dépenses attribuées aux postes éclairage et assainissement à l'échelle de la ville (*ibid.*). Ils bénéficient également de nombreuses politiques sociales universelles et spécifiques (dans le domaine de l'enfance, de la santé, etc.), ce qui favorise la redistribution des ressources (*ibid.*).

Tableau n° 1 : La participation des habitants à la définition des priorités budgétaires

	Rosario	Montevideo
Mise en place en...	2002 (Budget participatif)	1993 (Conseils d'habitants), 2005 (Budget participatif)
Échelon de référence	6 Centres municipaux de district	18 Centres communaux de zone
Instance de participation	Conseils participatifs de district (Conseil mobile)	Conseils d'habitants (commissions thématiques)
Âge minimum requis	13 ans (Budget part. jeunes) / 18 ans	16 ans
Nombre de participants aux votes	8529 (2006-2007) ; 6831 (2007-08)	74 363 (2006-07) ; 74 727 (2007-08)
Nombre de conseillers élus	529 conseillers participatifs (2006-07) 543 conseillers participatifs (2007-08)	entre 450 et 720 conseillers d'habitants (630 en 2006-07)
Instance de participation au niveau municipal	Aucune	Forums citoyens d'évaluation de la décentralisation (1992, 1996 et 2001), Comuna en debate depuis 2008, etc.
Critères redistributifs dans l'attribution des ressources	Aucun	Aucun pour le Budget participatif Une priorité de fait dans les compromis de gestion établis avec les conseillers d'habitants

3.3. Les aléas de la participation

Dans le cadre du Budget participatif *stricto sensu*, à Montevideo comme à Rosario, les sommes en jeu sont minces. Il ne représente, par exemple, qu'entre 3 et 5 % du budget total de la ville argentine. Dans ce contexte, la participation des habitants dans les affaires publiques locales reste marginale. De plus, si les habitants se sont appropriés certains espaces de pouvoir, ces derniers ne sont pas acquis une fois pour toute. Si, à l'origine, les pôles

institutionnel et social étaient pensés comme les pôles phares de la décentralisation *montevideana*, c'est finalement le pôle politique qui a fini par s'imposer (Veneziano, 2003). La mise en place du Budget participatif à Montevideo est vue par certains conseillers d'habitants comme un moyen de limiter le peu de pouvoir qu'ils avaient jusque-là. Une certaine reprise en main du politique est à l'œuvre. Quoi qu'il en soit, les conseillers d'habitants restent bien au cœur du dispositif. Mais à Montevideo, comme à Rosario, les compétences liées au savoir d'usage des habitants ont souvent peu de poids face aux compétences légitimées des professionnels et des élus.

« Bien sûr, nous, on ne dit pas qu'il faut faire ce que dit l'habitant mais si, qu'on l'écoute et bon après on voit... Nous, on dit certaines choses, les techniciens en disent d'autres et bon de là sort quelque chose qui vaut vraiment la peine. Parfois on comprend qu'ils nous donnent un espace, on y va, on parle, on donne notre avis, on fait des tas de choses. Super ! Et donc, selon les autorités, elles nous ont donné un espace de participation mais après, réellement, quand tu vas à la pratique, tout ce dont on a parlé dans ce comité, c'est resté là, dans ce comité, rien ne se concrétise... L'espace de participation réel n'existe pas. [...] c'est-à-dire que la célèbre décentralisation... c'est un espace pour que les habitants soient là mais [...] [la participation] n'est pas réelle, elle est fictive, nous on dit que c'est comme un hologramme (rires). »* (Isabel, Coordinadora de asentamientos, Conseillère d'habitants du CCZ 12, Montevideo)

« Comme conseiller d'habitants, je peux prendre quelques décisions mais mineures. [...] Je ne sais pas si on a vraiment du pouvoir mais, au moins, on a la possibilité de suggérer "ça, c'est la rue qui est dans le pire état", "cet éclairage..." ... Ces décisions, tu peux les prendre [...] Je ne sais pas... c'est un peu comme s'ils avaient le Conseil d'habitants juste-là, à côté, mais ils ne lui donnent pas beaucoup d'importance. »* (Carlos, Conseiller d'habitants du CCZ 9, Coordinateur de l'Esquina Mercadito, Montevideo)

« Pour la dernière élection, j'avais été la plus votée du Barrio Sur et hier aussi j'ai été de nouveau la plus votée. J'ai été réélue comme conseillère (d'habitants). Ça ça te donne une autre responsabilité, une autre sécurité et une autre motivation pour pouvoir travailler... Et bon moi, en plus, d'abord, j'ai fait ma maison ici et après je me suis investie pour le quartier, c'est un peu comme une forme de restitution : pour remercier tout ce que le quartier avait fait pour moi. Aujourd'hui, je me sens obligée de m'investir au sein du quartier. Et le fait d'être conseillère, c'est un autre outil dont on dispose, parce ce qu'on a des contacts avec la mairie, le centre communal... (...) Ce n'est plus à travers une petite lettre qu'on y va, on peut parler avec les responsables, on peut présenter nos problématiques. La mairie te reçoit, le centre communal te reçoit... »* (Ivonne, Conseillère d'habitants du CCZ 1, Coordinatrice de l'Esquina Ateneo Sur, Montevideo)

« Ces espaces qui se gagnent et qui sont respectés se produisent dans le cadre d'un parc pour enfants : la gestion (municipale) laisse couler, fonctionner... mais en dernière instance, c'est l'opinion des techniciens, des professionnels qui compte et qui ne permet pas la participation pleine et ouverte des habitants »* (Juan Rivero, Conseiller municipal de Rosario, Front Progressiste)

Malgré le risque d'instrumentalisation de la participation, les multiples instances favorisent bien l'organisation des habitants, qui doivent se mobiliser pour faire entendre leurs voix. Elles représentent en cela des « écoles de la démocratie » comme aiment à le répéter les gouvernants locaux. Les habitants y apprennent à négocier avec les élus locaux sur des thèmes techniques. Ils acquièrent un savoir critique sur les capacités des autorités locales à gouverner. Celles-ci doivent désormais rendre des comptes à des citoyens *informés*. Aussi, la mise en place de mesures de concertation avec les habitants favorise-t-elle la transparence de la gestion administrative et des règles publiques de répartition des ressources, ce qui limite l'opacité des processus de décisions et ouvre « la "boîte noire" du budget » (Abers, 1998, p. 43). L'essor de la démocratie participative va souvent de pair avec l'amélioration de la démocratie représentative. Il faut tout de même souligner ici que, dans les deux villes, les échanges autour du Budget participatif se réalisent en premier lieu entre l'exécutif et les habitants. Le Conseil mobile, en revanche, permet d'intégrer le corps législatif au processus de déconcentration de Rosario. Dans tous les cas, les dispositifs de concertation contribuent au démantèlement des rapports clientélistes et des phénomènes de corruption (Gret et Sintomer, 2002). À Rosario, par exemple, à la différence de nombreuses autres villes argentines, le système de répartition des allocations sociales « Chef de Foyer » a été relativement transparent. De fait, en 2002, lors du lancement du programme, la municipalité a élaboré une liste des bénéficiaires qu'elle a soumis au Ministère du Travail : les 61 400 personnes recensées ont alors toutes reçu leur allocation en moins de deux mois (Iglesias, 2008). De manière générale, à la différence des traditions politiques clientélistes de l'échelon provincial (gouverné par le Parti Justicialiste jusqu'en 2008), les pratiques politiques *rosarinas* se fondent davantage sur la transparence et les rapports de coopération.

Avec la reconnaissance internationale du Budget participatif de Porto Alegre, les expériences se sont multipliées en Amérique latine et les regards des observateurs étrangers se sont tous portés sur ces dispositifs. L'originalité des modes de gestion urbaine de Montevideo et de Rosario n'est pourtant pas là et, surtout, le Budget participatif ne représente qu'une petite partie de dispositifs beaucoup plus amples. Les modes de gestion urbaine ont été repensés dans leur intégralité pour favoriser la participation des habitants. À Montevideo plus particulièrement, la décentralisation participative a amené à une réforme de l'appareil central du gouvernement municipal au travers de la création d'organismes décentralisés formés par des organes politiques, sociaux et administratifs. Aux côtés du Budget participatif, sont promus la planification stratégique, des modes de cogestion de services et de politiques sociales avec les ONG, etc. Les Conseils d'habitants représentent le principal mécanisme de

participation : de ces instances découlent la plupart des autres formes de participation (Budget participatif, planification stratégique, etc.).

3.4. L'innovation comme modèle

Les villes de Rosario et de Montevideo ont toutes deux mené une stratégie de modernisation municipale autour de la planification stratégique et de la décentralisation administrative. Elles participent depuis plusieurs années à divers programmes pilotes, par exemple au programme URB-AL, programme de coopération régionale entre des collectivités locales de l'Union Européenne et d'Amérique latine portant sur des problématiques urbaines²⁵. Montevideo et Rosario ont respectivement coordonné le réseau n°5 « Politiques sociales urbaines » et le réseau n°7 « Gestion et contrôle de l'urbanisation » de la première phase du programme URB-AL. De même, les deux villes ont participé à la mise en place de l'Observatoire Social du Réseau URB-AL, qui constitue un outil de recensement et de traitement des données qualitatives et quantitatives sur le contexte social des villes, dans le cadre du projet « Villes et citoyen/ne/s pour l'inclusion sociale » (réseau n°10). Robin et Velut (2005) mettent en avant l'influence du « modèle » barcelonais, et notamment de l'urbaniste catalan Jordi Borja i Sebastiá, dans les politiques publiques mises en œuvre à Rosario et à Montevideo. Les actions de coopération décentralisée avec l'Espagne sont en effet nombreuses et se sont traduites par des échanges, des stages et des formations techniques dans le domaine de l'urbanisme et de la planification stratégique (Robin et Velut, 2005)²⁶.

Si les politiques publiques *rosarinas* et *montevideanas* ont été influencées par des expériences étrangères, notamment espagnoles et brésiliennes, elles ne s'y limitent pas. À Montevideo notamment, la participation des acteurs impliqués dans le processus a engendré de multiples transformations du système décentralisé, ce qui atteste de la richesse du projet, qui n'est pas préfabriqué, ni imposé « d'en haut », mais qui naît de la confrontation des pratiques et des besoins des acteurs (Veneziano, 2003). Les deux modes de gestion urbaine sont cités en exemple dans divers lieux, à l'étranger comme dans leur pays. Le recours à l'innovation a permis de mettre en place des réformes dans des contextes peu favorables, en

25 Le programme inclut, entre autre, les villes de São Paulo (Brésil), Porto Alegre (Brésil), Barcelone et Saint Denis.

26 De même, un accord de jumelage entre Barcelone et Montevideo est signé en 1985.

jouant avec la règle. La réussite des deux expériences a servi de tremplin à des partis marginalisés au sein des systèmes politiques nationaux. Tabaré Vázquez, le premier maire du Front Élargi élu à Montevideo (en 1990), a ainsi été la première personnalité politique de cette coalition à être à la tête de l'État uruguayen (en 2005). Après des décennies d'hégémonie des *Blancos* et des *Colorados*, le Front Élargi gouverne désormais le pays. Il en est de même à Rosario où le Parti Socialiste, fort d'une expérience de vingt ans à la tête de la ville, a conquis l'échelon provincial à la fin de l'année 2007.

Si certaines entraves à la participation pleine et ouverte des habitants demeurent, Rosario et Montevideo constituent tout de même deux des expériences de participation citoyenne les plus consolidées d'Amérique latine. Les deux systèmes de gouvernement ont été intégralement repensés pour favoriser la participation des habitants – dans les limites imposées par les contextes provinciaux et nationaux. Si, en Amérique latine comme en Europe, la participation citoyenne est à la mode, elle recouvre des réalités fort diverses selon les territoires. Dans de nombreux dispositifs dits participatifs, les autorités politiques gardent le choix de leurs interlocuteurs, maîtrisent l'ordre du jour, les lieux, les cadres d'intervention et le calendrier de la discussion. De plus, ces dispositifs ne bénéficient que d'une publicité limitée. Bien loin de la consultation sporadique à la française, la participation des habitants est véritablement au cœur des modes de gestion urbaine promus à Rosario et à Montevideo. Dans les deux villes, elle ne se limite pas à l'implantation de commissions *ad hoc*, d'instances consultatives ponctuelles, ni d'un seul dispositif en particuliers, tel que le Budget participatif, mais elle repose sur la transformation de tout un appareil de gouvernement. À Montevideo, plus particulièrement, la décentralisation participative consiste en la décentralisation de l'appareil institutionnel du gouvernement municipal au travers de laquelle est promue la participation des habitants dans le dessin et la mise en œuvre de diverses politiques, ainsi que dans le dessin même du processus de décentralisation.

CHAPITRE 9

L'USAGE DU QUARTIER À ROSARIO ET À MONTEVIDEO

À Rosario comme à Montevideo, les dispositifs participatifs favorisent l'ancrage territorial. Ils s'inscrivent sur ce point dans la continuité de nombreuses politiques publiques. Au-delà des stratégies autoritaires d'éradication ou d'« emmurage » des quartiers – qui peuvent être vues comme des formes extrêmes de rejet ou, au contraire, de promotion de l'ancrage –, les gouvernants investissent de maintes manières le micro-local. Ce chapitre se centre sur l'usage du quartier, et notamment du quartier irrégulier, dans les politiques publiques mises en œuvre à Rosario et à Montevideo. Il étudie plus particulièrement les jeux entre mobilité et ancrage dans les tentatives de promotion de la participation citoyenne aux marges des villes.

1. ENTRE ANCRAGE ET ASSIGNATION

Nombre de politiques publiques tendent à favoriser l'ancrage au quartier. Celui-ci connaît maintes traductions territoriales, entre survalorisation communautaire, assignation et insertion urbaine.

1.1. La survalorisation de la communauté locale ou l'assignation au quartier

Depuis les années 1990, le micro-local est devenu le cadre privilégié de l'assistance aux populations défavorisées en Amérique latine (Prévôt-Schapira, 1996 ; Vidal, 1999). Les instances internationales, et, en premier lieu, la Banque Mondiale, promeuvent les microprojets dans le cadre de la « lutte contre la pauvreté ». Le recours à des « cartes de la pauvreté » s'est développé afin de définir et de circonscrire les « territoires de la pauvreté » (Prévôt-Schapira, 1996). Ces politiques ont permis d'augmenter la visibilité de l'action de l'État dans des quartiers où il était jusque-là peu présent. Diverses structures y ont été implantées, en instrumentalisant les solidarités communautaires existantes ou supposées (*ibid.*). Ces politiques sociales ciblées ont donné une nouvelle légitimité à des gouvernements fragilisés par la crise des années 1980, tout en favorisant la démobilisation des secteurs les

plus affectés par les conséquences de leur gestion (Peñalva, cité par Salama et Valier, 1994, p. 143). Ces politiques de « lutte contre la pauvreté » s'inscrivent dans une vision « assistantielle - répressive » selon laquelle la « pauvreté » représente une menace sociale et politique (Lautier, 1995). Cette approche distingue les « bons » des « mauvais » pauvres, assiste les premiers et réprime les seconds. Elle se base sur les analyses de la « culture de la pauvreté » : les comportements des populations pauvres constituent la principale cause de la pauvreté, il faut donc les rééduquer. Elle prédomine depuis le rapport de la Banque mondiale de 1990 : cette « rééducation » passe avant tout par l'apprentissage de la rationalité économique aux populations (*ibid.*). En Argentine, de nombreux plans de contention de la pauvreté ont été mis en place au cours des années 1990. Les émeutes urbaines de 1989 et 1990 avaient marqué les esprits et la priorité était d'éviter toute dérive sociale. Diverses structures de contention sociale ont ainsi été implantées dans les quartiers, dont de nombreuses cantines communautaires organisées par les services étatiques, par l'Église ou par diverses organisations sociales.

Ces programmes tendent à survaloriser la communauté locale comme ressource. Ils promeuvent une conception communautaire du social fondée sur la valorisation du quartier comme échelon de sociabilités spontanées. Certains d'entre eux s'appuient sur une idéologie « basiste ». Le « basisme » est né à la fin des années 1960 de la convergence d'un courant religieux proche de la théologie de la libération¹ et du péronisme. Il s'est fortement développé à la fin des années 1980 dans les municipalités de la deuxième couronne portègne, qui constituaient alors de « véritables laboratoires d'expériences urbaines et sociales » (Prévôt-Schapira, 2000b, p. 139). Ces initiatives fondées sur la solidarité territoriale du quartier ou de la paroisse tentaient de promouvoir la participation des populations. La communautarisation des politiques sociales prônée par les bailleurs de fonds internationaux à partir des années 1980 est venue renforcer ces expériences. Qu'elles soient portées par une vision assistantielle - répressive ou par une idéologie davantage participative, ces politiques tendent à assigner les populations à leur quartier et à promouvoir la vision d'une communauté homogène, sous-estimant l'hétérogénéité des conditions de vie.

¹ La théologie de la libération désigne un mouvement théologique issu de l'Église catholique. Elle se développa en Amérique latine au cours des années 1960 dans un contexte de vifs débats autour du tiers-mondisme. Ces adeptes promeuvent le développement de communautés de base et militent pour une justice sociale. Leur engagement politique, plus ou moins radical, emprunte aux interprétations marxistes. Les théologiens de la libération s'opposent à une théologie déconnectée du temps présent et des conditions de vie des plus pauvres. Ils amènent ceux-ci à se réapproprier l'Église et la Bible comme une parole de libération.

La mise en place des allocations sociales, comme les allocations « Chef de Foyer », s'inscrit en partie dans la lignée de ces politiques sociables ciblées. Le fait d'exiger en retour une prestation des bénéficiaires a favorisé l'essor d'activités communautaires au sein des quartiers. La généralisation de ces subsides a également signifié l'institutionnalisation de la précarité. De plus, l'opacité de la distribution a donné lieu à de fortes négociations clientélistes. Bien que ces allocations relèvent d'un programme national, leur distribution s'effectue au niveau municipal. Selon les villes, cette distribution est plus ou moins transparente² et ne se réalise pas nécessairement et uniquement selon les critères établis par la loi (tels qu'avoir des enfants à charge et ne pas disposer de revenus réguliers).

Ces politiques tendent à engendrer un repli des couches populaires sur le quartier, resserrant leurs attentes sociales – entendues dans un sens minimal de besoins fondamentaux – sur l'espace proche. Ce repli va de pair avec la légitimation de politiques d'assistanat et l'institutionnalisation de pratiques clientélistes, comme principales logiques d'intervention publique (Delamata, 2004). Au cours des années 1990, les militants péronistes ont renforcé leur présence au sein des quartiers populaires. Des unités de base se sont développées à la périphérie des grandes agglomérations, à partir desquelles ont été mises en œuvre différentes formes d'assistanat, comme la distribution de nourriture et de médicaments, afin de répondre aux problèmes ponctuels de leurs membres. D'un parti lié à la classe ouvrière par ses organisations syndicales, le péronisme s'est converti en un parti lié aux pauvres au travers de réseaux territoriaux et clientélistes (Auyero, 2001 ; Delamata, 2004). Par une extrême personnalisation des bénéfices matériels et symboliques, les leaders péronistes se lient implicitement à la continuité de la distribution de faveurs ou de programmes d'assistanat (Auyero, 2001). Le péronisme offre de la nourriture sans que personne ne soit rendu responsable de son manque, occultant par là les rapports de pouvoir et de domination sous-jacents (*ibid.*). Par ces réseaux de distribution de ressources matérielles, des manières de penser le quotidien sont promues, qui donnent sens à l'expérience de la pauvreté dans un lieu et un temps déterminés (*ibid.*). « La pauvreté est à la fois structurellement indispensable à la reproduction du système de domination clientéliste, et constamment réengendrée par elle » (Lautier, 1995, p. 396). La distribution clientélaire

² Selon un entretien réalisé en 2004 dans le cadre de mon mémoire de maîtrise auprès du coordinateur provincial du Siempro sur Santa Fe (Système d'information, d'évaluation et de suivi des programmes sociaux ou Sistema de información, evaluación y monitoreo de programas sociales), sur les 28 111 bénéficiaires de la ville de Santa Fe, seule la moitié d'entre eux étaient suivis.

permet la survie immédiate des populations pauvres, tout en empêchant la mise en place de réformes plus ambitieuses.

1.2. L'insertion à la ville par le quartier

À Rosario comme à Montevideo, les gouvernements locaux tentent de dépasser ces rapports clientélistes, basés sur la contention sociale, pour s'attacher davantage à des politiques d'insertion et de participation citoyenne.

La municipalité de Rosario a ainsi mis en œuvre divers programmes d'insertion sociale dans les quartiers, tels que les programmes Grandir et Rosario Habitat. Le programme « Grandir » (*Creceer*) tente de favoriser l'insertion sociale des populations précarisées, en appréhendant le groupe familial dans son intégralité et en promouvant le travail en réseau avec les institutions et les organisations des quartiers dans lesquels les « Centres Grandir » sont implantés. Différents projets sont menés dans le cadre de ce programme, notamment autour de la nutrition, la pédagogie, l'autoproduction alimentaire et les loisirs. Selon les chiffres officiels, 15 000 familles en seraient bénéficiaires. En 2009, 34 centres étaient ouverts (dont le tiers était situé dans le district ouest, un des districts les plus pauvres de la ville).

Rosario Hábitat est un programme d'amélioration et d'intégration des quartiers irréguliers, mis en œuvre par la Ville de Rosario en partenariat avec la Banque Interaméricaine de Développement. Cette dernière finance 60 % du coût total (71,7 millions de dollars) et la Mairie de Rosario les 40 % restants. Ce programme, mis en place en 1999, intervient sur six des 91 *asentamientos* recensés dans la ville : Las Flores, Empalme, Villa Corrientes, La Lagunita, Molino Blanco et Villa Itati. Il doit bénéficier à 6 600 familles (soit environ 34 000 personnes). Le Règlement Opérationnel stipule que « l'objectif du programme est d'enrayer les processus d'occupation informelle et d'améliorer la qualité de vie de la population des quartiers irréguliers de la ville de Rosario, en promouvant l'intégration physique et sociale de ces aires à la ville formelle ». L'organisme exécutif est la Ville de Rosario, à travers le Service Public du Logement. L'unité coordinatrice est constituée par l'organisme exécutif ainsi que par des représentants des Secrétariats de Développement Social, Travaux Publics, Planification, Services Publics, Production et Emploi et, enfin, Finances.

Le programme se veut intégral et repose sur quatre piliers : l'urbanisation intégrée ; les actions intégrales pour les enfants, les adolescents et leurs familles ; l'emploi et les revenus ;

ainsi que le renforcement des institutions (notamment en ce qui concerne les politiques urbaines et du logement). Les actions engagées portent, par exemple, sur la régularisation de la propriété du terrain (l'acquisition du terrain est facilitée par un remboursement modique mensuel), la régularisation des infrastructures (voies de communication, eau, assainissement, éclairage, etc.), l'aménagement des espaces publics et l'amélioration du logement (qui repose sur la construction totale ou partielle de la salle de bain et l'octroi de matériaux de construction). Des ateliers éducatifs et de formation professionnelle ont également été mis en place, ainsi qu'un appui technique et financier au développement des micro-entreprises. La participation des habitants est promue à travers des ateliers de planification participative, une commission mixte de suivi et des instances de consultation – portant notamment sur le projet de régularisation et le choix de l'emplacement du nouveau quartier suite aux relocalisations.

La présélection des quartiers a été réalisée sur la base d'indicateurs d'impact urbain, de coûts/efficacité, ainsi que de risque social et environnemental. Le pourcentage de relocalisation ne pouvait excéder 30% des familles. Autrement dit, ont été exclus du programme les quartiers où plus de 30% des habitants auraient dû être relocalisés – pour des raisons de forte promiscuité entre les logements ou de risque environnemental notamment.



Photographie n°25 : Travaux de régularisation du quartier La Lagunita ©Rosario Habitat, 2003



Photographie n°26 : Nouveau quartier « Molino Blanco » en construction ©Pujol, 2006

En Uruguay, un grand programme de régularisation des quartiers irréguliers a également été mis en place mais à l'échelle nationale. En 1995, le Ministère du Logement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement a lancé un programme national de régularisation des quartiers irréguliers, qui est devenu en 1999 le Programme d'Intégration des Asentamientos Irregulares (PIAI). Ce dernier est financé à 70 % par la Banque Interaméricaine de Développement et à 30 % par l'État uruguayen. Le programme a été arrêté en 2002 du fait de la crise (l'État uruguayen ne pouvant apporter sa part), puis il a repris

lentement en 2003-4. Avec la victoire du Front Élargi au niveau national (fin 2004), le PIAI, défini comme programme prioritaire, a connu un véritable essor³. Le programme est désormais mis en œuvre par le Bureau de Planification et du Budget de la Présidence de la République [Oficina de Planeamiento y Presupuesto]. Sont également co-exécuteurs le Ministère du Logement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, le Ministère du Transport et des Travaux Publics et les gouvernements départementaux. Le programme est donc national mais la Ville de Montevideo en est co-exécutrice. Sur les 400 quartiers irréguliers recensés à Montevideo (qui rassemblent environ 11 % de la population totale), dont 120 se trouvent sur des terrains municipaux, 45 devaient être régularisés (ce qui représente environ 18 000 bénéficiaires ou 4 800 foyers).

L'objectif général du programme est d'améliorer la qualité de vie des habitants des *asentamientos irregulares* d'Uruguay, en promouvant leur intégration physique et sociale au milieu urbain⁴. Afin d'endiguer la croissance de l'urbanisation irrégulière, le PIAI se donne pour objectifs : une meilleure coordination des politiques gouvernementales quant à la réduction de la pauvreté urbaine, l'amélioration des normes urbanistiques et des mécanismes institutionnels du secteur de l'habitat afin d'accroître l'offre de terrains urbanisables et de logements à moindre coût et, enfin, une plus grande articulation entre le secteur public et les organisations sociales. Le programme se veut intégral et comprend des actions visant à faciliter l'accès à la propriété du terrain, à doter les quartiers des infrastructures et des services de base, à rendre plus efficaces les politiques urbaines et sociales (notamment en actualisant les instruments de contrôle du développement urbain et les normes de régulation de la disposition du sol), ou, encore, à promouvoir la participation des habitants. Celle-ci s'effectue au travers d'un diagnostic participatif, de l'intégration des organisations de quartier au processus d'élaboration du projet aux côtés de l'équipe technique, de la consultation des habitants sur le projet global (qui doit être approuvé par un minimum de 70 % des bénéficiaires) et, enfin, du suivi et de l'évaluation participative de la part des divers acteurs.

3 Dans sa version originale, les fonds attribués au programme s'élevaient à 110 millions de dollars, dont 77 de la Banque Interaméricaine de Développement et 33 du gouvernement uruguayen. Du fait de la crise bancaire de 2002, ce montant a été réduit à 81 millions de dollars. Durant la première phase de mise en œuvre (1999-2005), 26 millions ont été engagés. Le programme prioritaire dispose donc de 55 millions de dollars. Le nouvel élan donné au PIAI à partir de 2005 est permis grâce à une extension de la durée du crédit de trois ans.

4 « Le PIAI a été conçu comme un programme d'infrastructures d'amélioration physique. Notre proposition de changement est qu'il devienne un programme social, avec des travaux d'amélioration physique. C'est-à-dire que l'objectif que l'on se donne est de travailler sur les causes et non sur les conséquences. Ce que l'on prétend, c'est réussir des transformations dans la population et non seulement sur les infrastructures. Cette transformation des quartiers ne peut aboutir qu'en partant de la cogestion des habitants avec les techniciens et les autorités tant nationales que locales » (Ricardo Muttoni, Coordinateur Général du PIAI).

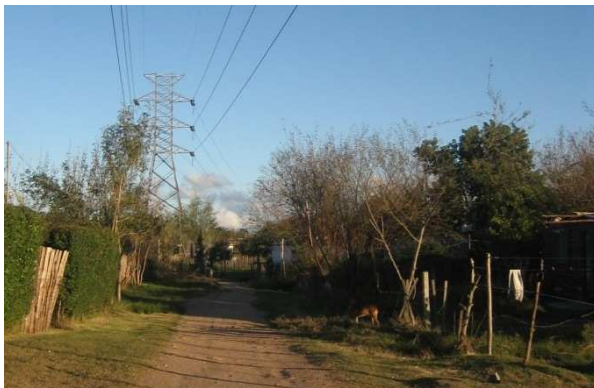
Le caractère prioritaire de la régularisation est établi en fonction des critères suivants : le pourcentage d'enfants de moins de dix ans, le pourcentage de foyers monoparentaux féminins, la superficie moyenne des terrains et, enfin, le nombre de relocalisations requises. Parmi les divers critères d'éligibilité, on peut citer : l'existence d'une organisation de quartier, l'ancienneté relative de l'occupation (plus de la moitié des habitants doit s'être installée avant janvier 1996) et le fait que le quartier ne doit pas être situé sur une zone de protection environnementale ni de valeur patrimoniale.



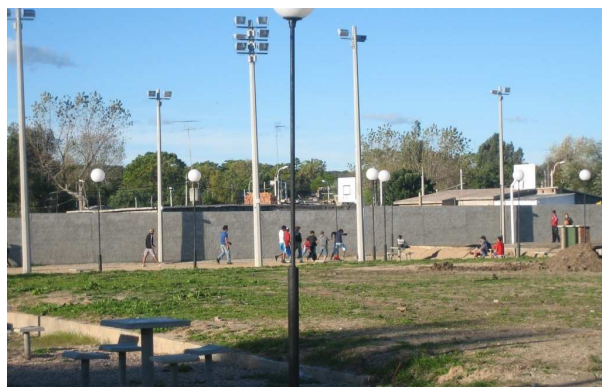
Photographie n°27 : Travaux de régularisation du quartier Nueva Esperanza ©Pujol, 2007



Photographie n°28 : Une rue sépare le quartier récemment régularisé Parque Ambientalista (à droite) et le quartier irrégulier 8 de mayo (à gauche) ©Pujol, 2007



Photographie n°29 : Habitat irrégulier construit sous une ligne à haute tension qui devrait être détruit dans le cadre du PIAI ©Pujol, 2007



Photographie n°30 : Nouvelle place du quartier Nueva Esperanza ©Pujol, 2007

Ainsi, le PIAI, comme le programme Rosario Habitat, vise à l'amélioration des politiques urbaines et sociales, et a donc en cela une portée générale. Toutefois, l'action publique promue est fortement territorialisée et tend par là à établir une frontière nette entre quartier régulier et irrégulier⁵, là où tout n'est qu'imbrication. Lors des assemblées de quartier

⁵ Le programme Rosario Habitat comme le PIAI définissent les *asentamientos irregulares* en fonction de l'irrégularité de l'occupation du terrain et des normes urbanistiques (« ocupando terrenos en estado de

menées dans le cadre du PIAI, de nombreux habitants ont contesté la rigidité des limites « informelles » des projets de régularisation. Certains d'entre eux, par exemple, bien que vivant dans un quartier « régulier » – donc exclu du programme –, partagent les mêmes infrastructures et connaissent les mêmes problèmes sociaux et environnementaux que leurs voisins vivant dans un quartier régularisé dans le cadre du PIAI. Les règlements opérationnels mettent en avant le thème de l'indispensable *continuum* du « tissu territorial » et la métaphore connexe présentant le territoire comme un tissu urbain déchiré, dont il faut tenter de recoudre les éléments disparates. C'est ainsi que les programmes cherchent à « recomposer les situations de fracture urbaine » et à « restructurer le tissu urbain » afin de « promouvoir l'intégration physique et sociale de ces aires à la ville formelle »⁶. Alors qu'ils se veulent portés par des objectifs sociaux, et non simplement d'amélioration physique, ils limitent leurs actions à certains quartiers pensés comme des territoires finis, aux frontières clairement identifiables. Ils tendent ici à entériner une séparation radicale entre les quartiers irréguliers et la ville légitime.

Divers programmes sont mis en place pour favoriser l'insertion au quartier mais aussi à la ville dans son intégralité. Ces programmes laissent, de plus, une grande place à la participation des habitants qui sont amenés à s'organiser collectivement. Le Budget participatif (dans les deux villes), les Conseils d'habitants (à Montevideo) et le Conseil mobile (à Rosario) sont autant d'espaces de participation dans les quartiers. Mais tous ces espaces ne se valent pas : ils sont, selon les cas, plus ou moins ouverts vers l'extérieur. À Rosario, le système mis en place relève plutôt de la déconcentration administrative que de la décentralisation. Les Centres municipaux de district rapprochent l'administration et les administrés, qui peuvent mener plus facilement leurs démarches administratives. Mais ils ne constituent pas un lieu de décision, ils n'ont aucune autonomie ni compétence propre. Les seules personnes élues sont les conseillers participatifs mais ces derniers ne peuvent se mobiliser que dans le cadre restreint du Budget participatif. L'élection du directeur de district, en débat, est pour l'instant écartée, du fait de la possible récupération politique d'un dispositif pensé apolitique. Par ailleurs, les habitants sont amenés à se mobiliser sur des aménagements ponctuels au niveau de leur seul quartier. À Montevideo, en revanche, diverses instances

irregularidad dominial, al margen de las normas vigentes de urbanización » et « contruidos sin autorización del propietario en condiciones formalmente irregulares, sin respetar la normativa urbanística »). D'autres critères sont également mis en avant, comme le faible niveau de revenus des habitants et les carences en matière d'infrastructures de base et de services sociaux.

6 Rosario Hábitat, 2000, *Reglamento Operativo*, Servicio Público de la Vivienda, Municipalidad de Rosario.

permettent de dépasser l'échelle micro-locale, comme les forums citoyens organisés à l'échelle de la ville où les habitants peuvent débattre non seulement de thèmes techniques mais aussi de thématiques plus générales, comme le processus même de décentralisation. De plus, les Montevideanos sont amenés à rencontrer les autorités locales (Assemblée locale), municipales et nationales (les différents ministères) au sein des Centres communaux de zone. L'élection des membres du Comité local a été envisagée mais n'a pu être effective du fait de limites constitutionnelles (Veneziano, 2003)⁷. Quoiqu'il en soit, les membres du Comité local et les conseillers d'habitants maintiennent des échanges réguliers avec les autorités départementales (bien que dans une moindre ampleur pour les seconds). Les va-et-vient entre les quartiers et la ville sont beaucoup plus fluides dans la capitale uruguayenne.

Le prisme des habitants, des voisins ou de la communauté ne permet pas nécessairement l'expression de revendications concernant des problèmes transversaux, comme l'emploi, dont les réponses se situent bien souvent à une autre échelle que celle du cadre spatial imposé (Vidal, 1999). La démocratie participative n'est, en effet, un véritable enjeu que si elle ne se réduit pas à une démocratie de proximité (Bacqué et Sintomer, 2001). La promotion exclusive du micro-local peut contribuer à l'enclavement et à l'assignation des populations à leur territoire. Cette mise en avant du quartier témoigne du passage à un imaginaire pragmatique, plus soucieux de conciliation que de transformations radicales (Genestier, 2001). Cela est particulièrement manifeste à Rosario où l'équipe municipale, bien loin des grands discours révolutionnaires, met en avant l'efficacité de la gestion publique.

« Au lieu de définir un principe de solidarité global valable pour tous les membres de la nation, on divise le social en une multitude de segments correspondant à des micro-espaces. Le problème de la construction de l'intérêt général, cœur de la politique démocratique, n'étant plus posé, l'action publique ne devient alors qu'une affaire de gestion de ressources réglée par l'économie des marchandages entre une myriade d'acteurs espérant en percevoir des gains de types divers » (Vidal, 1999, p. 103).

1.3. Entre participation socio-territoriale et politique

Diverses politiques publiques tentent ainsi de favoriser l'insertion des habitants à la ville à partir du quartier. Leur implantation au sein des quartiers populaires ne va pas pour autant de soi. Elle n'est pas donnée mais à construire. Aussi, le Parti Socialiste tente-t-il de

⁷ Par ailleurs, comme cela a été vu au précédent chapitre, suite au nouveau projet de décentralisation, les cinq membres formant les gouvernements infra-municipaux de Montevideo sont désormais élus au suffrage universel direct.

remédier à sa faible implantation dans les quartiers populaires de Rosario, grâce au développement des centres « Grandir » et au programme Rosario Hábitat par exemple.

L'élection de Juan Rivero comme conseiller municipal peut également être vue comme un moyen de récupérer le mouvement « spontané » des assemblées de quartier et de s'implanter davantage dans les quartiers populaires. Juan Rivero est élu conseiller municipal « par accident » comme il dit souvent. Militant social de longue date, incarcéré durant la dictature militaire, il s'est engagé dans diverses actions, notamment au sein du centre communautaire « Tous-tes pour tous-tes » (« Todos/as x Todos/as ») de son quartier (La Plata). En 2005, dans le cadre du renouvellement d'une partie des conseillers municipaux, le Parti Socialiste souhaitait intégrer sur ses listes un candidat issu de la militance socio-territoriale. Il s'est alors tourné vers les organisations qui, sans être socialistes, s'investissaient au sein du Budget participatif puis a organisé une rencontre à laquelle Juan Rivero a été convié aux côtés d'autres militants sociaux. Juan Rivero a décliné l'offre dans un premier temps. Le soir même, les socialistes l'ont appelé pour réitérer leur invitation. Après maintes tergiversations et sous l'insistance de ses amis du centre communautaire, il a fini par accepter la proposition et a été élu.

Il se présente comme un « militant organique » : « j'essaye d'être le plus organique possible et le moins représentatif possible » se plaît-il à répéter⁸. Par là, il entend qu'il est « un militant de base », comme tous les autres, qui propose des projets « d'en bas », avec et à partir des habitants, et non du haut d'un quelconque statut de représentant. L'équipe qui l'entoure est composée pour l'essentiel de militants socio-territoriaux de divers quartiers de la ville, de personnes qui se sont investies – et continuent de s'investir pour nombre d'entre elles – dans des assemblées citoyennes au sein de leur quartier, dans diverses pratiques marquées par une dynamique participative, l'horizontalité des rapports et le rejet de la représentation⁹.

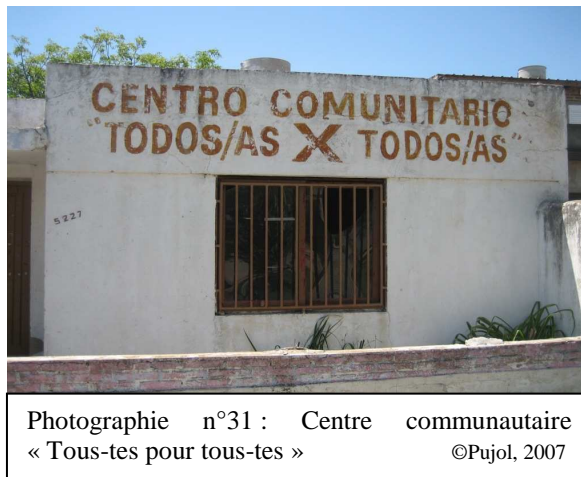
Juan Rivero évoque des débuts difficiles au sein du conseil municipal, de par sa méconnaissance de « cette forme institutionnelle de participation ». Les logiques de l'action collective qui reposent sur un registre socio-territorial, sur l'habitant, le quartier, se heurtent ici au registre de la militance politique.

« Le premier choc que j'ai eu, c'est qu'ici on travaille peu avec les quartiers, on parle beaucoup depuis le conseil municipal, on élabore des projets d'ici, mais ceux-ci finissent par se heurter contre quelque chose qui est très important :

8 Les citations sont extraites de différents entretiens menés de 2006 à 2008 auprès de Juan Rivero.

9 Certains participent, par exemple, à l'initiative « 13 ranchos » qui repose sur l'organisation de divers forums citoyens, dans tout le pays, pour débattre et construire « un autre monde », pour la démocratie participative, l'équité de genre, l'intégration latino-américaine et l'inclusion sociale.

puisqu'ils ne sont pas ancrés dans la réalité, ils n'ont pas de vie, ils meurent aussitôt après être nés [...] De toute façon, la seule façon de construire la démocratie, c'est d'être avec les gens, travailler aux côtés des gens et avec eux, avec les habitants... La plus grande participation du point de vue de cette institution c'est le Conseil mobile, où là on met clairement en avant les problèmes de la démocratie de notre temps, une démocratie institutionnelle, de représentants, verticale où le conseiller municipal s'exprime avec peu de participation des gens [...] Je pense que c'est le meilleur niveau de la démocratie qui existe, aller et venir entre là-bas (les quartiers) et ici (le conseil municipal). [...] Si l'habitant a la possibilité de s'exprimer, de proposer un projet et qu'il soit approuvé, s'ils osent nous répondre [...] alors se rompt cette verticalité du conseiller municipal en haut et de l'habitant tout en bas... pour que l'habitant dise où est le problème [...] c'est ça le Conseil mobile »* (Juan Rivero, conseiller municipal de Rosario)



Photographie n°31 : Centre communautaire
« Tous-tes pour tous-tes » ©Pujol, 2007

Ces heurts entre participation socio-territoriale et participation politique sont également manifestes à Montevideo. La décentralisation a contribué au démantèlement des réseaux clientélistes traditionnels, en modifiant les rapports entre citoyens, partis politiques et gouvernement, défiant ainsi les structures partisans (Veneziano, 2003). Les partis ont été amenés à se structurer territorialement en fonction des Centres communaux de zone et à recruter des dirigeants sociaux locaux (*ibid.*). Des habitants mènent une carrière politique ascendante (conseiller d'habitants, membre du Comité local puis conseiller municipal ou départemental) alors que d'autres passent d'une militance partisane à une militance socio-territoriale (*ibid.*). Eduardo Llado, par exemple, s'est d'abord investi au sein de la commission de culture de son Centre communal (14) avant d'être élu conseiller d'habitants (pendant deux mandats) puis nommé comme membre du Comité local (pour le Front Élargi). Quand il a été choisi comme coordinateur de la région Ouest pour le programme de décentralisation culturelle Esquinas, il a dû renoncer à son poste au sein du Comité local mais il en est resté le référent sur les thèmes culturels. Il participe toujours également à la commission de culture.

Ces entrecroisements entre registres socio-territorial et politique témoignent de l'ouverture du système de décentralisation participative de Montevideo qui est constamment amené à évoluer au fur et à mesure de l'intégration des divers acteurs. Ces entrecroisements dévoilent également une certaine fluidité des allées-et-venues entre les quartiers et les lieux de décision. À Rosario, en revanche, le système instauré apparaît plus fermé. Les politiques publiques restent bien souvent mises en place du centre vers les quartiers. Certaines mesures montrent toutefois une certaine ouverture, telles que l'instauration du Conseil mobile et l'intégration d'un militant social au conseil municipal (Juan Rivero). Les politiques publiques *rosarinas* et *montevideanas* permettent ainsi des va-et-vient entre les quartiers et les lieux de décision, qui ne se font pas sans quelques heurts. Ces échanges sont généralement d'ordre ponctuel, lors d'une assemblée, d'une réunion, etc. Certaines politiques tentent en revanche de généraliser ces allées-et-venues. C'est notamment le cas du programme *Esquinas* à Montevideo.

2. VERS UN ANCRAGE MOBILE ?

La Ville de Montevideo met en œuvre différentes politiques publiques qui s'appuient sur un fort ancrage au quartier, tout en favorisant les échanges au-delà du micro-local. À travers l'exemple du programme *Esquinas*, l'objet de ce sous-chapitre est de montrer comment se nourrissent conjointement les formes d'ancrage et de mobilité.

2.1. La décentralisation culturelle au cœur du programme *Esquinas*

Le programme *Esquinas* [coin de rue] se donne pour objectif la décentralisation de l'activité culturelle, en générant des espaces et des outils de participation variés dans toute la ville, à tous les *coins de rue* de Montevideo. Il s'inscrit dans la volonté de l'équipe municipale dirigée par Ricardo Ehrlich, maire de Montevideo de 2005 à 2010, de décentraliser le Département de la Culture, en s'appuyant sur la créativité culturelle des habitants et en promouvant de manière générale les activités culturelles dans les quartiers. La promotion des expressions et créations artistiques est ici pensée comme un moyen de développement « des

droits culturels de la citoyenneté »¹⁰. Afin de favoriser l'accès de tous aux biens culturels, les actions se développent en priorité au sein des quartiers les plus défavorisés. Par ailleurs, diverses activités sont menées en coordination avec le programme de régularisation des quartiers irréguliers PIAI.

« Dans cette partie du monde, il y en a qui pensent que tout ce qui se dépense en culture est un coût, et nous qui, d'une manière ou d'une autre, travaillons dans la culture, savons que non, que c'est un investissement, surtout un moyen de construire de la citoyenneté pour que les gens trouvent des voies de sorties et ne pensent pas seulement à survivre : "qu'est-ce que je mange demain ?" et "comment je dors cette nuit ?" »*

(Eduardo Llado, Coordinateur du programme *Esquinas* pour la Région Ouest)

La participation des habitants est encouragée au travers de trois outils principaux : les groupes « esquineros », les « esquinas » de la culture et, enfin, les centres culturels. Tous trois représentent différents degrés d'intervention de la Municipalité. Pour les premiers, les groupes « esquineros », cette intervention est faible : la Ville offre certaines ressources à des groupes déjà constitués, telles que la promotion artistique, du prêt de matériel et l'organisation d'événements culturels dans lesquels les artistes peuvent s'exprimer. Aucun lien formel n'est établi entre les groupes « esquineros » et la Ville. Un premier travail de recensement des artistes a été entrepris en 2008 : plus de 500 personnes de tous horizons (arts plastiques, chant populaire, candombe, cirque, murga, littérature, etc.) ont été recensées. Pour les seconds, les « esquinas » de la culture, le lien avec la Municipalité est à demi-formel (cf. carte des esquinas). Par exemple, lorsque des habitants veulent développer des projets culturels dans un bâtiment non utilisé de leur quartier (comme un ancien club socio-sportif), ils peuvent former une *esquina*. Le lieu n'est pas municipal mais la Ville apporte un soutien régulier à l'organisation de diverses activités culturelles, telles que des cours de chant, de danse, de musique, de théâtre, etc. Enfin, les centres culturels sont directement gérés par la Ville, ils forment le troisième niveau du programme, le niveau le plus intégré.

Chaque fin de semaine, une « foire de la culture » (*feria de la cultura*) est organisée dans l'une des quelques cinquante *esquinas* de la ville. À cette occasion, divers ateliers artistiques et récréatifs sont mis en place. De même, des spectacles sont mis en scène par des membres de l'*esquina* organisatrice et des autres *esquinas* de Montevideo. Un des objectifs du programme est le développement et le renforcement des échanges culturels entre les groupes des différents *coins de rue*. L'organisation d'événements culturels de plus grande ampleur est également promue à travers la « Tente de la culture » (*carpa de la cultura*), qui consiste en la

10 Selon les documents officiels de présentation du programme.

programmation d'artistes reconnus professionnellement et la mise en place de divers ateliers culturels dans neuf quartiers de la ville pendant presque trois semaines. Une école « esquinera » fonctionne également comme espace de développement artistique et d'éducation à la gestion et à l'animation culturelles.

Le programme s'appuie sur les commissions de culture des Centres communaux de zone, dont certaines, comme celle du Centre communal 14, ont préexisté au processus de décentralisation municipale. L'époque du carnaval est un moment d'intenses activités culturelles dans tout Montevideo. À cette occasion, les habitants se réunissent pour organiser les festivités au sein de leur quartier. Ces pratiques sont bien antérieures aux années 1990. Pourtant, selon Eduardo Llado, coordinateur d'*Esquinas* pour la Région Ouest de Montevideo¹¹, référent en culture du Comité local et membre de la commission de culture du Centre communal 14, le programme a ignoré les commissions de culture dans un premier temps, voulant « décentraliser à partir du centre » et sous-estimant le travail effectué par ces commissions¹². Puis, dans un deuxième temps, le territoire de Montevideo a été divisé en trois régions et un coordinateur a été nommé au sein de chacune d'entre elles afin de faire le lien avec les équipes des six Centres communaux de zone de sa région. Des réunions de coordination générale ont lieu chaque semaine entre le directeur du programme, la commission (les deux directeurs adjoints), les trois coordinateurs régionaux et les directeurs des départements administratifs liés au programme. Des assemblées plénières réunissant la plupart des commissions de culture ont également lieu chaque année pour préparer le carnaval, l'événement culturel phare de la ville.

« Le programme Esquinas n'est propriétaire de rien : c'est-à-dire qu'aujourd'hui, il y a une cinquantaine d'*esquinas*, des centres culturels et des théâtres qui se disent d'Esquinas mais qui, en fait, existaient déjà. Nous, ce que nous avons fait, c'est les redimensionner, leur donner tout l'appui que l'on pouvait depuis la mairie. (...) Notre tâche c'est de détecter tous ces mouvements, tisser des réseaux, voir comment on peut les appuyer (...) Et oui, on a avancé mais on peut encore beaucoup avancer. Dans tous les cas, c'est super aujourd'hui de voir comment les habitants s'organisent pour obtenir beaucoup plus de choses qu'avant, c'est-à-dire (...) pour "trouver des voies de sortie"... »*
(Eduardo Llado, Coordinateur du programme *Esquinas* pour la Région Ouest)

11 La Région Ouest regroupe les Centres Communaux de Zone 12, 13, 14, 15, 17 et 18.

12 Entretien avec Eduardo Llado, 17 octobre 2008.

*Esquina « Mercadito Bella Italia »*¹³

Le Mercadito, ou « petit marché », était, comme son nom l'indique, un lieu dédié au commerce. Construit dans les années 1950, l'édifice regroupait divers petits locaux commerciaux qui vendaient des aliments à moindre coût. Cette forme d'établissement entrant progressivement en crise, le Mercadito est resté fermé pendant plusieurs années. En 2004, des habitants du quartier Bella Italia, dont des membres du Conseil d'habitants, ont récupéré cet espace afin d'y développer des activités culturelles destinées avant tout aux jeunes du quartier. Avec la mise en place du programme *Esquinas* en 2006, ce projet a connu un véritable élan. Les premiers ateliers mis en place ont été ceux de *murga* : des professeurs de chant, de mise en scène et de percussion¹⁴ donnaient des cours aux trente-deux intégrants de la nouvelle *murga*, surnommée « De Ninguna Manera » [d'aucune façon]. Progressivement, divers ateliers de danse, de musique, etc., ont été mis en place. De cette première expérience est née une autre *murga* : « La tercera es la vencida » [la troisième c'est la bonne]. Celle-ci a été formée par des jeunes de « De Ninguna Manera » qui souhaitaient se présenter au concours annuel pour les adolescents « Murga Joven ». D'autres enfants de « De Ninguna Manera » ont créé la Murga Celeste, avec des membres de la *murga* Chiquillada [gaminerie] – également issue du Mercadito –, afin de participer à un festival allemand pour enfants (KinderKulturKarawane¹⁵) en 2008. Le projet a été soutenu financièrement par la Municipalité de Montevideo, par la fondation allemande organisant le festival, par l'UNESCO et par l'UNICEF.

« Ici, c'est le secteur avec le plus grand nombre d'*asentamientos* de Montevideo. (...) Et bon, au début, l'idée c'était d'ouvrir un espace, que la mairie nous donne un espace pour allier le social et le culturel, on ne savait pas encore quoi exactement, mais on voulait un espace pour les jeunes du quartier (...) C'est comme ça qu'en 2004, on a récupéré cet espace et on a commencé à travailler. Et à ce moment-là, différentes choses se sont rajoutées : Ehrlich venait d'être élu maire et nous [des habitants, des membres du comité local et du conseil d'habitants], on connaissait quelques acteurs sociaux d'autres secteurs de Montevideo qui venaient d'intégrer le nouveau gouvernement et qui avaient un projet qui était *Esquinas*. Donc on les a invités pour qu'ils voient les jeunes, l'espace qu'on avait... C'était vraiment une *esquina*, c'est-à-dire qu'il remplissait tous les critères qu'ils demandaient... »* (Carlos, Coordinateur de l'*Esquina Mercadito*)

13 Une présentation des activités de l'*esquina* « Mercadito Bella Italia » est disponible en annexe.

14 Des artistes reconnus nationalement, tels qu'Eduardo « Pitufu » Lombardo, y donnaient des cours.

15 Le contact avec le KinderKulturKarawane a été établi grâce à Mauricio Rosencof, Directeur du Département de la Culture de la Ville de Montevideo, qui est un écrivain reconnu et qui a fait la connaissance de l'actuel directeur du festival durant un long exil en Allemagne.



Photographie n°32 : Esquina « Mercadito »

©Puiol, 2007



Photographie n°33 : Fête d'inauguration du centre culturel « la Casa del Pueblo »

©Pujol, 2007



Photographie n°34 : Représentation de la murga « De Ninguna Manera » pour l'inauguration de « la Casa del Pueblo »

©Pujol, 2007



Photographie n°35 : La murga « De Ninguna Manera » aux côtés du maire R. Ehrlich et du Directeur du Département municipal de la culture M. Rosencof pour l'inauguration de « la Casa del Pueblo »

©Pujol, 2007

Esquina « Ateneo Sur »

Le centre culturel Ateneo Sur est né en 2002 de l'initiative d'habitants du quartier Barrio Sur dans un local de la Fédération Uruguayenne de Coopératives de Logement par Aide Mutuelle (FUCVAM). Le projet initial était de développer les activités culturelles locales, en coordonnant les actions des diverses organisations sociales et culturelles du secteur. La FUCVAM ne pouvant plus soutenir financièrement le projet, le centre ferma en 2004. Quelques mois plus tard, les habitants l'ont ouvert à nouveau mais, cette fois, sans aucun soutien financier. Le réseau s'est peu à peu consolidé autour d'une vingtaine d'associations de Barrio Sur et des quartiers voisins (Palermo notamment) regroupant des *comparsas* de candombe, des coopératives d'habitat et divers centres culturels. Des artisans et

des habitants s'associent également au projet de manière individuelle. Le centre culturel, aussi appelé « la maison du voisin » (*la casa del vecino*), se veut être un lieu de rencontres et d'échanges, ouvert à tous les habitants.

Depuis 2004, les associations réunies autour du centre culturel Ateneo Sur coordonnent la Journée du Patrimoine (*día del patrimonio*) au sein de leur quartier. En 2008, le centre culturel a rejoint le programme *Esquinas* et a participé à l'organisation de la Semaine du candombe pour commémorer les trente ans de l'expulsion du *conventillo* Medio Mundo. La même année, il a soutenu la création de la comparsa La del Sur [celle du Sud¹⁶], fondée par des jeunes du quartier, qui a été lauréate du concours Movidá Joven¹⁷ 2008. Enfin, Ateneo Sur s'associe au projet de développement touristique soutenable promu par l'ONG locale Retos al Sur [Défis au Sud]¹⁸. La Ville, à travers le programme *Esquinas*, appuie ces diverses initiatives par l'apport d'une aide logistique et matérielle, telle que l'impression de prospectus, l'installation d'une scène de spectacle et la sonorisation pour la Journée du Patrimoine. De même, la Ville a employé un artiste peintre afin d'aider les jeunes de la comparsa La del Sur à décorer leurs tambours. Le centre culturel a reçu pendant quelques années des subventions d'une fondation allemande (Rosa Luxembourg). Par ailleurs, une des coordinatrices d'Ateneo Sur est membre du Conseil d'habitants (depuis 2006).

« Avant tout, je crois qu'Esquinas de la culture a voulu nous aider pour le travail social qu'on faisait. Ici, par exemple, des fois, il y a une voisine qui vient et qui te dit "je n'ai pas d'argent mais j'ai un paquet de pâtes", une autre voisine vient et te dit "j'ai un paquet de lentilles", une autre vient avec du pain et on cuisine ici tous ensemble. Et voilà c'est comme ça que ça marche (...) Les organisations du secteur participent et collaborent pour tout. Pour la Fête de l'Enfant par exemple, les *comparsas* de Palermo organisent diverses activités grâce auxquelles elles recueillent des sucreries et plein d'autres choses (...) Et le jour de la fête, on organise un tas d'activités. Cette année, par exemple, Esquinas nous a donné 400 hamburgers et du coca cola, un voisin nous a prêté sa salle de jeux (*pelotero*), un autre nous a prêté son amplificateur... Et c'est comme ça qu'on a eu notre fête... Ici on organise tout comme ça...»* (Ivonne, Coordinatrice d'Ateneo Sur)

16 Le nom de la comparsa se réfère au quartier (Barrio sur).

17 Le concours Movidá Joven [Ambiance Jeune] est né en 2001 de l'initiative du Secrétariat de la Jeunesse de la Ville de Montevideo. Des ateliers de préparation sont proposés aux milliers de jeunes, qui se répartissent ensuite dans les différentes catégories du concours (humour, photographie, musique, court-métrage, percussions, danse, théâtre, etc.).

18 L'ONG Retos al Sur tente de développer diverses initiatives d'économie solidaire et de production culturelle en Uruguay, et, plus globalement, dans le Cône Sud, afin de promouvoir la diversité socioculturelle, le respect de l'environnement et les échanges sud - sud. L'ONG est née à Montevideo de la rencontre de jeunes travailleurs sociaux, étudiants, écologistes et artistes. Un prospectus réalisé pour la Journée du Patrimoine 2008 par les organisations partenaires du projet de tourisme durable à Barrio Sur et Palermo est disponible en annexe.



Photographie n°36 : « La casa del vecino » ou *esquina* « Ateneo Sur »

©Pujol, 2008

Photographie n°37 : Défilé de la troupe « La Jacinta » pour la Journée du Patrimoine à Barrio Sur.

©Pujol, 2008



Photographie n°38 : Défilé de la troupe « La del Sur » pour le concours Movida Joven 2008.

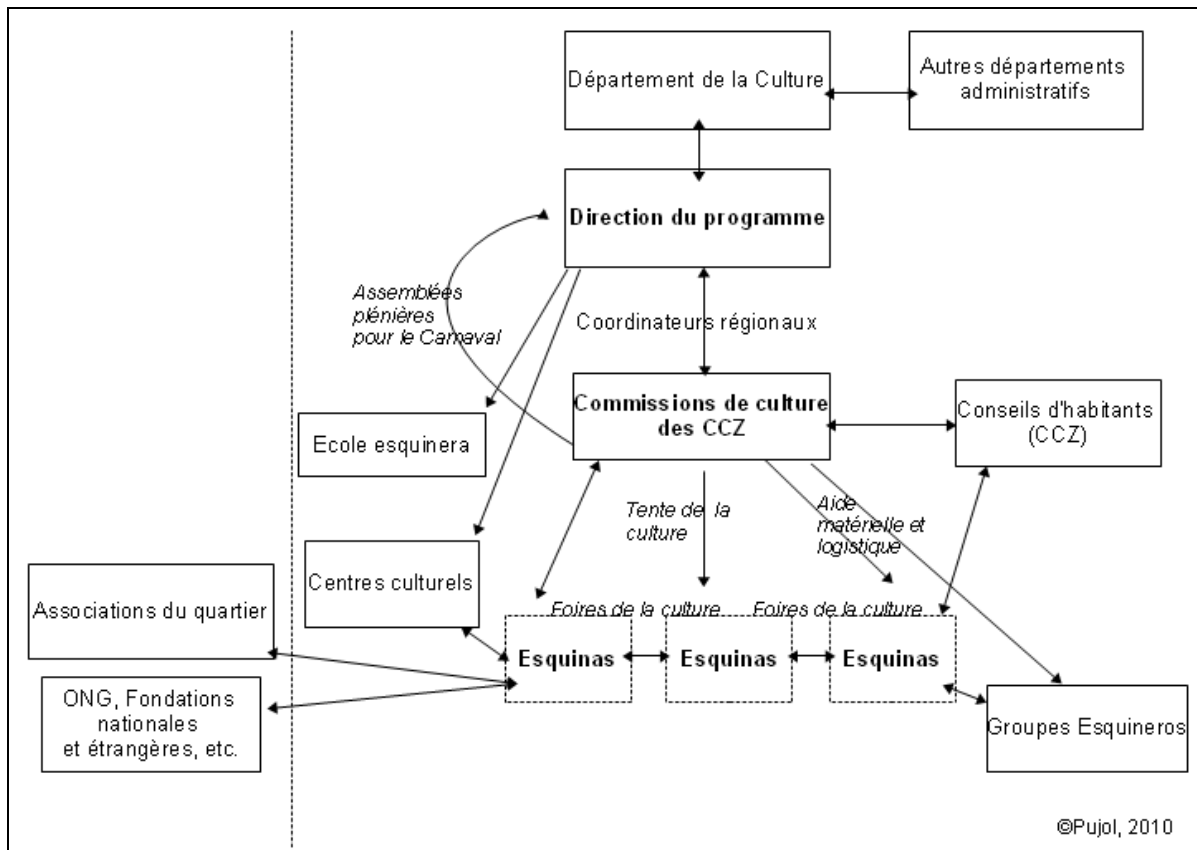
©Pujol, 2008



Photographie n°39 : Défilé de la troupe « La del Sur » pour le concours Movida Joven 2008. Le nom de la troupe apparaît peint sur le sol.

©Pujol, 2008

Schéma n°3 : La décentralisation culturelle au travers du programme Esquinas



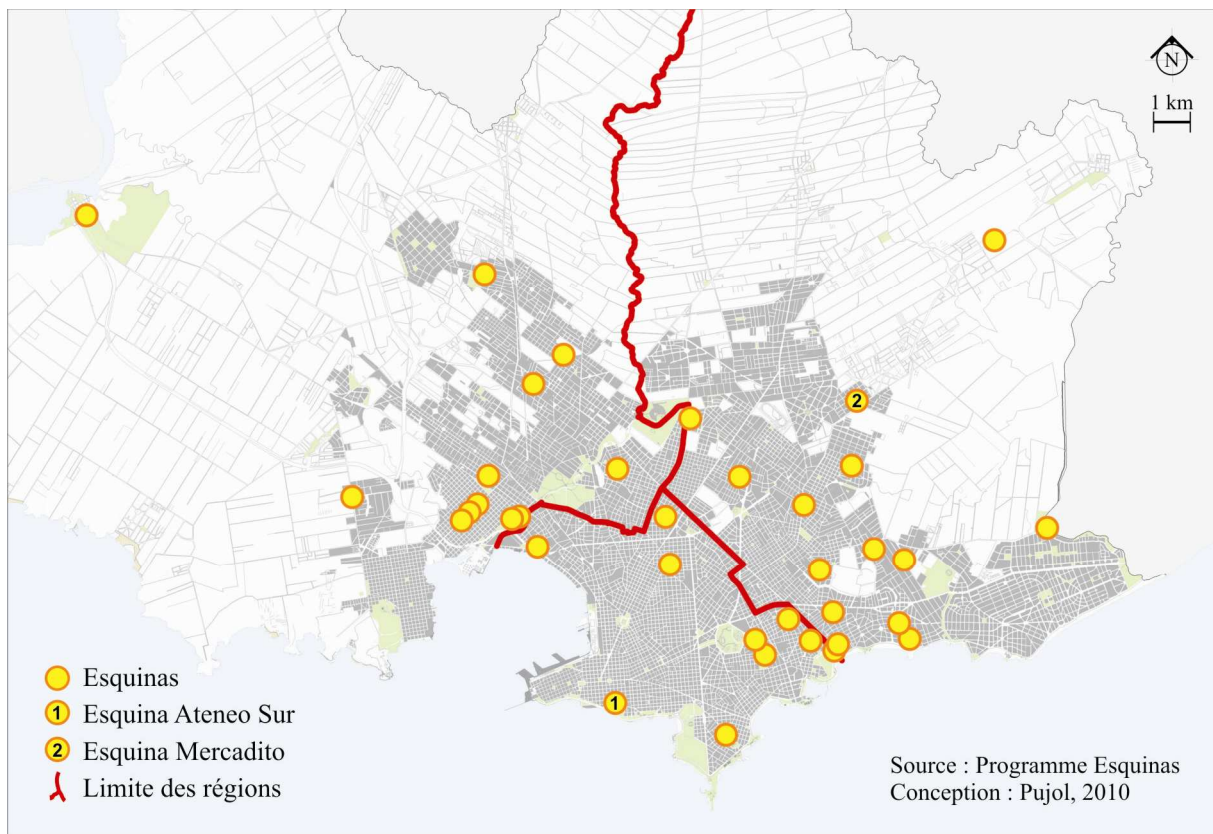
2.2. Quand l’ancrage permet la mobilité

À travers l’exemple du programme Esquinas, et plus particulièrement de la construction des *esquinas* Mercadito et Ateneo Sur, on peut voir comment la promotion de l’ancrage au quartier ne se traduit pas nécessairement par l’enclavement mais peut permettre, au contraire, de dépasser cette échelle.

L’ancrage repose en effet ici sur l’ouverture vers l’extérieur, sur les échanges avec l’autre et l’ailleurs, avec les autres *esquinas* et groupes *esquineros*. Le principal critère de création d’une *esquina* est que le projet culturel soit porté par et pour les habitants. Ceux-ci en gardent par ailleurs l’entière responsabilité. Une fois l’*esquina* constituée, elle ne devient pas pour autant municipale, la Ville n’intervenant que pour apporter des aides ponctuelles à la demande des habitants. Le programme tente de promouvoir les initiatives des Montevideanos. Il a avant tout un rôle d’animation et de coordination. La Ville ne se désengage pas pour autant. Certains outils, tels que les Centres culturels et la Tente de la Culture, relèvent, eux, d’un plus grand investissement municipal. Le programme intervient aussi pour favoriser les

échanges entre *esquinas*, notamment lors des foires hebdomadaires de la culture. La première murga formée au Mercado, De Ninguna Manera, a, par exemple, joué dans des dizaines de lieux différents en 2007, lors d'une soixantaine d'évènements. Le groupe s'est dissous un an plus tard mais il a permis la formation de deux autres murgas, dont l'une s'est présentée au concours Murga Joven (« La tercera es la vencida ») et l'autre a pu voyager en Allemagne dans le cadre d'un festival pour enfants.

Carte n°12 : Les esquinas de la culture à Montevideo



De même, deux des principaux critères de sélection du concours municipal Moviada Joven pour les cordes de tambour – en dehors de la prestation artistique – sont l'implantation dans le quartier et la participation des habitants. À l'occasion du défilé, il faut ainsi multiplier les signes d'ancrage : la participation physique des habitants qui suivent le cortège et des voisins accoudés aux fenêtres, les drapeaux aux couleurs de la *comparsa* et les graffitis qui ornent les devantures des maisons, etc. Parallèlement, comme cela a été vu pour la *comparsa Isla de Flores*, la reconnaissance acquise lors du concours permet aux jeunes de *La del Sur* de sortir du quartier en participant à divers événements culturels.

Les *esquinas* sont amenées à coordonner leurs activités avec différentes organisations sociales du quartier et d'ailleurs. Le programme *Esquinas* amène les habitants à dépasser son cadre institutionnel : il promeut la constitution de réseaux territoriaux au-delà du programme, au sein du quartier et en dehors.

Le quartier ou l'espace proche est ainsi appréhendé de maintes manières par les politiques publiques, tout en restant un élément central de la plupart d'entre elles. Pensé comme un espace communautaire, il tend à enclaver les populations, dont la survie immédiate est permise par des liens étroits et fragiles avec les réseaux clientélistes. La promotion exclusive du micro-local, même parée des meilleures vertus participatives, tend à assigner les populations à leur territoire. Dans les politiques publiques mises en œuvre à Rosario et à Montevideo, le quartier est, au contraire, utilisé comme un outil d'insertion urbaine. Il joue un rôle central pour intégrer pleinement les populations à la vie urbaine. La promotion du micro-local ne signifie pas ici assignation mais ouverture vers l'espace urbain. Les diverses mesures de promotion de la participation citoyenne reposent sur un fort ancrage. La participation du plus grand nombre demande un déploiement physique des structures participatives.

À Rosario cependant, le mouvement est généralement unidirectionnel, du centre vers les quartiers. Les politiques déconcentrées promeuvent l'implantation dans les quartiers, la participation de même que l'appropriation des divers dispositifs interviennent ensuite. Même si certaines mesures témoignent de circulations plus importantes (entre les quartiers et les lieux de décision), la participation reste bien souvent circonscrite au micro-local. À Montevideo, en revanche, non seulement le pouvoir se rapproche des citoyens – par la décentralisation – mais, de plus, les citoyens se rapprochent du pouvoir – grâce à la participation.

Certaines politiques généralisent véritablement ces allées-et-venues entre les quartiers et les lieux de décision : elles promeuvent ici un ancrage mobile, ouvert sur l'extérieur. Le programme *Esquinas*, plus particulièrement, tend à renforcer l'ancrage au quartier tout en promouvant les échanges au-delà du micro-local. Il favorise les échanges des lieux de décision vers les quartiers et des quartiers vers les lieux de décision, mais également entre les divers quartiers de la ville. La mobilité comme l'ancrage s'inscrivent au cœur du programme.

CHAPITRE 10.

DES TERRITOIRES INTERMÉDIAIRES, ENTRE EXPÉRIENTIEL ET INSTITUTIONNEL

Les systèmes politiques locaux favorisent des formes plurielles d'ancrage, plus ou moins ouvertes vers l'extérieur. Les organisations d'habitants des marges urbaines ne s'y conforment pas pour autant. Elles investissent de manière différenciée les dispositifs promus au sein des quartiers. Les pratiques qu'elles mettent en œuvre viennent renforcer les formes d'ancrage et de mobilité proposées, les contournent, voire s'y opposent. Sont interrogés par là les rapports des citoyens ordinaires aux instances de régulation de l'urbain. Les va-et-vient entre le quartier et l'ailleurs interrogent la légitimité de la production des normes relatives à l'allocation et à l'usage des espaces. Dans ce brouillage de l'ordre spatial, des territoires intermédiaires émergent entre expérientiel et institutionnel.

1. LE DÉBORDEMENT DES QUARTIERS *ROSARINOS*

L'essor des mouvements de chômeurs argentins témoigne d'un débordement des quartiers populaires qui déstabilise les routines politiques établies autour du micro-local.

1.1. La déstabilisation des routines politiques établies autour du micro-local

L'émergence des *piqueteros* atteste du développement de mobilisations populaires en dehors des structures péronistes, voire opposées à celles-ci. Il rend compte d'une crise du parti, ou du moins de la fin de son hégémonisme au sein des couches populaires (Svampa et Pereyra, 2004). La mise en place des allocations Chef de Foyer a permis de contourner les réseaux péronistes en offrant la possibilité aux organisations de chômeurs de gérer directement la distribution de ces subsides. On assiste alors non pas tant à la fin des réseaux clientélistes péronistes mais à la fin de leur monopole (Svampa et Pereyra, 2004 ; Delamata, 2004). De fait, ces derniers se voient concurrencés par d'autres réseaux d'assistantat.

Ces changements témoignent d'un « débordement » des quartiers auparavant structurés au travers des réseaux clientélistes péronistes et repliés sur leurs stratégies de survie

(Delamata, 2004). De nouvelles pratiques socio-spatiales apparaissent qui débordent ces quartiers qui avaient été politiquement construits sur la base du repli des attentes sociales des couches populaires sur le voisinage et l'institutionnalisation de pratiques limitées à répondre aux besoins les plus élémentaires (*ibid.*). Dans la lignée des travaux d'Henri Lefebvre (2000), Gabriela Delamata y voit des « contre-espaces » pour la pratique sociale, des espaces de résistance matérielle et symbolique à l'ordre dominant, construits dans un nouveau rapport au territoire quotidien (*ibid.*).

La mise en place des allocations sociales a favorisé le développement d'activités communautaires au sein des quartiers. Les habitants ont dû créer eux-mêmes les cadres nécessaires à la mise en place des projets communautaires. De nombreuses organisations sont ainsi nées dans les quartiers. Leur constitution ne s'inscrit pas tant dans la continuité de pratiques politiques territoriales autour du quartier. Elle est davantage à relier à la manière dont un nouveau répertoire d'action collective s'est installé dans lequel les contestataires voient un mode de lutte effectif pour la satisfaction de leurs demandes (Iglesias, 2008). Comme cela a été vu précédemment, cet ancrage ne se traduit pas par un repli mais par une ouverture sur l'espace urbain. Ces mobilités protestataires constituent un effet non voulu des politiques d'assistanat, tout en étant constamment réengendrées par elles. La distribution au compte-goutte de ces subsides contraint les organisations de chômeurs à de fréquentes mobilisations afin de maintenir une pression continue sur les pouvoirs publics.

« Et on ne sait pas faire autre chose qu'aller couper une route, parce qu'on sait que c'est la seule manière qu'ils nous écoutent. Si, nous, on y va avec une petite lettre ou une audience et on leur dit « nous avons besoin de ça, de ça... », on sait qu'ils ne nous donnent rien. Donc, bon, s'ils ne comprennent pas par le dialogue, la voie pacifique, la seule forme qu'on ait, nous, pour leur démontrer qu'on n'est pas d'accord avec la qualité de vie qu'on a c'est de sortir pour lutter »*
(Mari, CTD Aníbal Verón, Rosario)

« S'il n'y a pas de travail, on va continuer. Et ce gouvernement malheureusement veut ça, qu'on continue à lui mendier et qu'ils continuent à nous manipuler. En ne nous donnant pas de travail, nous on doit aller leur demander à eux. Et donc eux ils nous ont sous leurs bottes et ils nous manipulent »*
(Elba, CTD Flamarión Sur, Rosario)

La délégation de la gestion des allocations sociales aux mouvements de chômeurs a engendré une certaine institutionnalisation de ces derniers, contraints de se plier au cadre de l'association civile. Tous n'en bénéficient pas cependant puisque les petites organisations n'ont souvent pas les ressources nécessaires (sur les plans financier et technique notamment) pour obtenir cette reconnaissance légale. Le CTD Flamarión Sur, par exemple, a vainement tenté, pendant plusieurs mois, de réunir les conditions exigées pour se constituer en

association civile. Mais cette reconnaissance légale demandait la régularisation du centre communautaire¹ – qui n’a pu être effectuée. L’organisation de chômeurs y est finalement parvenue mais par l’intermédiaire d’une association de voisins (*vecinal*) partenaire. Elle peut désormais gérer directement ses allocations sociales. Toutefois, cette relative institutionnalisation ne garantit en rien l’octroi des subsides, qui restent bien souvent davantage liés à la pression exercée par les organisations qu’aux critères définis par la loi. La distribution de ces allocations sociales, comme des autres aides, a engendré de profonds débats au sein des mouvements de chômeurs de Rosario et, plus généralement, au niveau national. Certains, au nom d’une volonté autogestionnaire, les ont refusées. La plupart les ont acceptées sous la pression de leur base. Cependant, à Rosario comme ailleurs, ces aides sont considérées avant tout comme « des fruits de la lutte », arrachées au gouvernement par la pression, plus que comme une forme d’assistance (Svampa et Pereyra, 2004).

Les principales cibles des revendications *piqueteras* sont les échelons provincial et fédéral, notamment en ce qui concerne les allocations sociales, les bourses scolaires et les tickets alimentaires. La moindre sollicitation de l’échelon municipal s’explique premièrement par un contexte de faible autonomie municipale, puisque Province et État fédéral disposent des principales ressources et compétences. Mais elle rend également compte de relations davantage marquées par la coopération que la confrontation à l’échelle municipale, à la différence des échelles provinciale (jusqu’aux élections de 2007 du moins) et fédérale. Au sein de la Ville de Rosario, peu de protestations ont pour cible le district car ce dernier n’est pas reconnu comme un interlocuteur légitime. Il ne représente pas un lieu de décision. Les principaux lieux de décision et donc de protestation sont ainsi nationaux (comme les sièges de la Gestion de l’Emploi et de la Formation professionnelle ou de l’Administration Nationale de la Sécurité Sociale) et provinciaux (comme le siège du gouvernement provincial et le secrétariat de promotion communautaire). Les lieux de pouvoir sont, en effet, connus et identifiés par les acteurs sociaux.

1 Comme cela a été présenté précédemment, le quartier Flamarión Sur a une situation particulièrement ambiguë, puisqu’il se compose à l’origine de logements municipaux – donc réguliers – mais dont les habitants refusent de payer le loyer – ce qui les place dans une certaine illégalité concédée par les pouvoirs publics.

1.2. Un contexte politique favorable à la protestation

Par ailleurs, ces protestations sont favorisées par un contexte peu répressif : à la différence d'autres villes argentines, du nord ouest du pays notamment, la plupart des mobilisations n'ont pas été sanctionnées par la répression. Certaines ont toutefois été sévèrement réprimées, notamment celles de la crise de 2001-2002 qui ont engendré des vagues de pillages de magasins. La répression policière (provinciale) a fait huit morts, dont le plus célèbre est Claudio « Pocho » Lepratti². Quoi qu'il en soit, au regard des autres villes argentines, le contexte politique *rosarino* s'avère relativement favorable à la protestation.

La création du Front progressiste à l'échelle provinciale peut être vue comme une opportunité politique de se faire entendre. De fait, les organisations de chômeurs peuvent désormais compter sur les niveaux provincial comme municipal pour mettre en place des relations basées davantage sur la coopération que sur le clientélisme. Diverses rencontres sociales ont eu lieu pour permettre des échanges plus fluides entre les militants sociaux et la Province, voire pour en intégrer quelques uns au sein du Front progressiste. De plus, la Ville de Rosario bénéficie désormais d'un contexte beaucoup plus favorable pour mener à bien ses réformes. Malgré une volonté manifeste d'ouverture, les divers dispositifs restent toutefois mis en place du centre vers les quartiers et sont encore loin d'une décentralisation impulsée « par le bas ». La plupart des mouvements de chômeurs se montrent réticents à l'idée de s'investir dans des processus préformatés « d'en haut ». Conscients de leur force, ils tentent de peser davantage sur les décisions des élus. Ils ont toutefois des difficultés à sortir du modèle clientéliste. La stabilisation des alliances politiques à l'échelle provinciale amoindrit les opportunités de tirer profit des besoins électoraux des partis pour se faire entendre.

« Province et Municipalité c'est la même chose, il n'y a pas comme l'an dernier deux partis politiques, aujourd'hui il n'y en a qu'un seul. C'est pourquoi ils essayent de centraliser tout ce qu'ils peuvent. Le croisement des données nous a compliqué les choses parce qu'au lieu de nous les augmenter, ça nous les a diminués. Ce qu'ils veulent faire, sur le dos de mettre de l'ordre, en fait ça n'arrange rien, ça complique tout. À nous, ça ne nous sert pas. Ça ne va pas leur servir non plus à eux parce que nous, à tout moment, on va sortir dans la rue et ça va être un problème pour eux... Et il faut dire que si la Municipalité et la Province ont gagné les élections l'an dernier, ça a été avec un grand pourcentage de vote des quartiers, les gens des quartiers les ont beaucoup votés. Ce ne sont

2 Cet ancien séminariste qui se définissait comme un « chrétien révolutionnaire » était engagé dans diverses actions sociales, notamment au sein de son quartier Ludueña. Il a été tué alors qu'il s'occupait d'enfants dans une cantine populaire du quartier Las Flores et qu'il tentait de calmer les ardeurs des policiers qui entraient dans le quartier. Depuis, de nombreux graffitis ornent les murs de la ville en sa mémoire. De même, le chanteur argentin Leon Gieco lui a consacré une de ses chansons *El ángel de la bicicleta* [l'ange de la bicyclette].

pas des votes captifs, ce ne sont pas des votes du socialisme. Nous, on est en train de dialoguer, on veut attendre jusqu'à un certain point, qu'ils prennent leurs marques... [...] On va dialoguer jusqu'où on pourra... quand ils ne nous aideront pas à résoudre notre problème... on va voir... on attend jusqu'à fin août... et après je pense qu'on va prendre des décisions différentes... [...] On ne peut pas continuer comme ça... Tout va mal... On va attendre jusqu'où on pourra... quand on ne pourra plus... on ne pourra plus... Mais ça ne va pas être par manque de volonté de notre part... S'ils ne veulent pas résoudre les problèmes... on va voir... »* (Chiche, CTD Flamarión Sur, Rosario)

Les mouvements de chômeurs ne s'investissent pas massivement dans les dispositifs participatifs municipaux. La participation au Budget participatif reste généralement ponctuelle et individuelle. Dans le cas du CTD Flamarión Sur par exemple, certains membres ont été élus plusieurs fois conseillers participatifs et de nombreux autres participent aux débats et aux votes. La participation au dispositif apparaît toutefois secondaire par rapport aux besoins des *piqueteros* – en termes d'emplois, d'allocations sociales, de bourses scolaires, etc. Les réponses à leurs problèmes ne se trouvent pas dans le cadre étroit de leur quartier ni de leur district. Les membres de l'organisation de chômeurs s'y investissent malgré tout sur certains projets précis. Ils se sont, par exemple, fortement mobilisés pour que soit votée la création d'un centre médical. Dans les trois organisations étudiées, la plupart des membres qui vivent dans un quartier régularisé dans le cadre du programme Rosario Hábitat ont généralement participé aux débats autour du diagnostic participatif et de la relocalisation, ainsi qu'aux ateliers de formation professionnelle. Certains jeunes se sont inscrits aux programmes éducatifs mis en place par la Ville pour les jeunes déscolarisés, tels que le Plan Joven [plan jeune].

Ainsi, les mouvements de chômeurs investissent, bien que ponctuellement et individuellement, les divers dispositifs municipaux. Leurs principaux besoins se trouvent toutefois ailleurs, ils tentent alors de maintenir la pression exercée sur les autorités provinciales et nationales par de fréquentes manifestations et coupures de route. La Ville de Rosario met en œuvre différentes politiques qui constituent autant de « filets de sécurité » pour les populations précarisées. Elle n'a toutefois ni les compétences ni les ressources financières pour s'attaquer seule au principal problème des organisations de chômeurs : l'emploi. Mais avec la victoire du Front Progressiste à l'échelle provinciale, la Ville dispose désormais de plus grandes marges de manœuvre pour mener ses réformes.

2. L'HÉTÉROGÉNÉITÉ DE LA PARTICIPATION

En Argentine, la plupart des organisations de chômeurs, à l'instar de nombreux mouvements populaires contemporains (tels que les occupations d'usines), se sont développées en marge des partis politiques et des syndicats traditionnels. En Uruguay, en revanche, nombre d'organisations de quartiers irréguliers maintiennent d'étroites relations avec les partis politiques et les syndicats. Ces relations reposent, par ailleurs, davantage sur la coopération que sur le clientélisme (Kaztman *et al.*, 2005).

2.1. Des canaux institutionnels de participation

À Montevideo plus particulièrement, le gouvernement municipal a mis en place de nombreux dispositifs qui favorisent les échanges avec les organisations d'habitants. Ainsi, au travers du Centre communal de zone 12, la Coordinadora de asentamientos maintient de fréquentes relations avec diverses institutions, notamment avec l'équipe du programme d'intégration des quartiers irréguliers PIAI. Les membres de la Coordinadora se réunissent au sein du Centre communal et nombre d'entre eux ont été élus au sein du Conseil d'habitants. De plus, une dizaine de réunions de coordination ont pu avoir lieu entre la Coordinadora de asentamientos, plusieurs ministères, la Mairie, le Centre communal de zone, le Comité local et le Conseil d'habitants. Ces multiples échanges ont engendré des résultats concrets – la régularisation de certains quartiers ainsi que l'amélioration de certains services et infrastructures. Ils ont également permis aux membres de la Coordinadora de participer à des débats plus généraux, aux côtés des pouvoirs publics, sur la situation des quartiers irréguliers à Montevideo et sur les mesures à prendre. Ces réunions n'ont pas abouti pour autant à la mise en place d'un véritable comité de coordination.

La Commission d'habitants Tobogán maintient également de nombreuses relations avec les institutions au travers de son Centre communal de zone. Ses membres ont rencontré les diverses autorités publiques, du Comité local aux ministères nationaux, en passant par le gouvernement municipal. Poussés par l'urgence de la situation, ils ont eu recours à la manifestation de rue (devant le Centre communal puis la Mairie) durant quelques mois pour obtenir certains services et infrastructures. Ils jugent toutefois ce mode d'action comme « extrême » et cherchent avant tout le dialogue avec les gouvernants. S'ils ont obtenu certaines améliorations ponctuelles, la situation du quartier reste en suspens : les discussions avec les autorités publiques ne reprendront qu'en 2012, les habitants devraient alors connaître

les conditions de leur relocalisation. Ainsi, les membres de la commission d'habitants, tout comme ceux de la Coordinadora de asentamientos, privilégient le dialogue avec les pouvoirs publics. Divers canaux institutionnels leur permettent d'avoir des relations non nécessairement conflictuelles avec les autorités politiques. La plupart des *piqueteros* jugent également le recours à la manifestation de rue ou à la coupure de route comme « extrême » mais la faiblesse des canaux institutionnels les contraint souvent à employer ces modalités de protestation.

« On s'est toujours mobilisé avec le dialogue, le dialogue avec les autorités. Quand on a dû faire quelque chose d'extrême... *Tu penses qu'une manifestation est quelque chose d'extrême ?* Chaque chose a son processus : le dialogue, le dialogue soutenu... les mobilisations sont un autre pas [...] Il y a des tonnes d'instances à épuiser d'abord. Par exemple, le truc des *papeleras*³ m'affecte beaucoup. Je ne suis pas d'accord avec la pollution mais je ne suis pas d'accord non plus avec leur forme de lutte. Il y a de grandes instances de dialogue à épuiser d'abord. »* (Lita, Commission d'habitants Tobogán, Montevideo)

« Je suis convaincue qu'il n'y a pas d'autre manière, que la seule manière est de s'organiser et de chercher et de frapper aux portes... Et bon un jour, nous, on rêve d'une table de coordination où on soit tous assis au même endroit et où on puisse penser, participer, donner son avis... au moins qu'ils nous écoutent réellement... »* (Isabel, Coordinadora de asentamientos, Conseillère d'habitants du CCZ 12, Montevideo)

2.2. L'organisation collective, au-delà du comportement Nimby

Bien que les mobilisations de la Coordinadora et de la Commission d'Habitants Tobogán n'aient abouti qu'à des bilans en demi-teinte, la décentralisation participative de Montevideo promeut tout de même l'organisation et la participation des habitants, qui sont amenés à débattre du dessin même du processus de décentralisation et à le faire évoluer. Les Conseils d'habitants et le Budget participatif mobilisent un nombre non négligeable d'habitants des marges urbaines. L'exigence du programme PIAI d'avoir une organisation préalable pour être régularisé à amener à la constitution de maintes d'entre elles. Cela a été le cas, par exemple, du quartier Lecocq : alors que de nombreux quartiers voisins étaient régularisés dans le cadre du programme (comme Nueva Esperanza et Parque Ambientalista), l'*asentamiento irregular* Lecocq a été exclu des premières vagues de régularisation du fait de l'absence de commission représentant les habitants. Ces derniers se sont alors organisés après coup et ont commencé les démarches auprès du PIAI dans l'espoir de bénéficier des prochains

3 Lita fait ici référence au conflit de Gualeguaychu évoqué en deuxième partie du manuscrit.

projets de régularisation. C'est suite à la constitution de la commission d'habitants (de laquelle elle est membre) que Fabiana a intégré la Coordinadora de asentamientos puis s'est présentée aux élections du Conseil d'habitants du Centre communal 12 (et a été élue).

Les politiques publiques *montevideanas* promeuvent la mobilisation des habitants sur une base territoriale, tout en la dépassant par l'organisation de forums à l'échelle de la ville tout entière par exemple. Les habitants sont invités à débattre sur des problématiques spécifiques à leur quartier et à leur secteur, de même qu'à élargir leurs réflexions à l'échelle de la ville, ce qui favorise une mise en généralité des problèmes quotidiens. À Rosario, en revanche, les débats menés dans le cadre du Budget participatif, de par la limitation au niveau du quartier ou du district, favorisent davantage les comportements de type *Nimby* et les coalitions d'intérêt *ad hoc* : les habitants se regroupent et se mobilisent sur un projet précis (comme l'ouverture d'un centre médical) puis se séparent après avoir obtenu gain de cause.

3. DE LA MISE EN VISIBILITÉ D'UNE CITADINITÉ ILLÉGITIME À LA CONSTRUCTION DE TERRITOIRES INTERMÉDIAIRES

La faiblesse des canaux institutionnels de participation contraint les mouvements de chômeurs à une constante épreuve de force face aux pouvoirs publics, au travers des manifestations de rue et des coupures de route. Ces mobilisations confèrent une grande visibilité aux habitants des marges urbaines, ce qui leur permet de prendre place dans la ville.

3.1. La mise en visibilité par l'espace

L'espace fonctionne comme un moyen privilégié de lutte pour les mouvements les moins institutionnalisés (Hmed, 2008, 2009). Les représentations, les routines et les usages sociaux de l'espace constituent des ressources fondamentales pour l'action des groupes précaires (*ibid.*). En occupant le centre-ville, en s'affichant en dehors de leur quartier, dans des espaces où ils ne sont pas reconnus comme légitimes, la mobilité des *piqueteros* devient confrontation. Les organisations de chômeurs dérangent la société argentine. Leurs mobilisations perturbent les valeurs et les normes des usages de l'espace et mettent en visibilité les habitants des marges urbaines.

Le caractère familial et l'importance des femmes lors des mobilisations n'amointrissent en rien leur caractère politique ni leur impact sur l'opinion publique. Une politisation et publicisation de l'expérience ordinaire sont à l'œuvre. Une citoyenneté illégitime s'expose sur l'espace public. Les *piqueteros* exhibent leur quotidien sur les places publiques du centre-ville : ils y mangent, y jouent au football et y dorment même parfois. Ces mobilisations mettent en visibilité une précarité que les citoyens « légitimes » qui la côtoient tous les jours s'efforcent de ne pas voir : les jeunes qui mendient dans les autobus, les « recycleurs informels », etc. Ces mobilisations tendent à rompre les divisions classiques entre public et privé. De nombreuses études ont montré la complexification des liens entre public et privé. Dans les quartiers populaires, plus particulièrement, la distinction entre les deux n'est pas claire et la rue semble prolonger l'espace domestique (Agier, 1999). Les mobilisations des *piqueteros* vont bien au-delà, en dépassant l'échelle du quartier.

Cette mise en visibilité dérange. Elle fait écho, dans le contexte français, à la campagne de l'association Les Enfants de don Quichotte pour les sans-abri. Celle-ci témoigne du pouvoir de *mise en visibilité par l'espace* : implanter des tentes en ville et parvenir à ce que cette *prise de places* soit mise en images démontre la dextérité des responsables de l'association pour exploiter ce pouvoir (Lussault, 2007, p. 217-218). En Argentine comme en France, la mobilité des plus pauvres est toujours accompagnée de soupçons, elle sous-tend la subversion et demeure une préoccupation des pouvoirs publics (Zeneidi-Henry, 2002, 2005). L'inconfort du mobilier urbain tente alors d'entraver le stationnement des indésirables. Les gouvernants appréhendent de voir émerger de ces mobilités des points de rassemblement qui perturbent l'ordre public, car se mouvoir revient à prendre place dans l'espace urbain : c'est aussi une prise de position spatiale (*ibid.*, Tarrus, 1989).

3.2. De l'importance de la prise de places

La subversion spatiale ne provient pas tant de l'occupation prolongée et régulière de l'espace public par un groupe et des détournements de ses usages légitimés qui en découlent, que de la mise en visibilité d'une citoyenneté illégitime. L'occupation prolongée et régulière de l'espace public de la *comparsa* Isla de Flores ne perturbe pas l'ordre spatial, puisqu'elle se réalise dans un quartier, Palermo, où les membres sont reconnus comme légitimes, ou dans le cadre ritualisé (et éphémère) du carnaval. La reconnaissance acquise au sein du quartier favorise toutefois les échanges, par la venue des spectateurs extérieurs lors du carnaval mais

aussi lors des sorties de tambour hebdomadaires et, également, dans le cadre de divers événements culturels en dehors du quartier, de la ville voire du pays. Le débordement du quartier se fait plus discret à Montevideo. Il est également canalisé et favorisé par diverses politiques publiques. La protestation se fait plus discrète, par des outils de communication, par l'organisation de forums et de réunions de concertation par exemple. La mise en visibilité est moindre, bien que toujours recherchée. Elle est en effet ressentie pour nombre de citoyens ordinaires comme essentielle, dans une démarche collective pour promouvoir un autre regard sur les quartiers irréguliers et dans une démarche plus individuelle pour prouver à soi-même et aux autres qu'on existe, pour ne pas se cantonner aux marges. Cela nous amène à l'étymologie du verbe « exister » qui, comme le rappelle Lussault, vient du latin *ex-sistere* (2009, p. 219). *Sistere* signifie « placer » ou « se placer », et provient de *stare* qui veut dire « se tenir debout ou immobile ». Exister c'est donc placer ou se placer hors de (*ex*) : il renvoie à l'acte ou à la faculté de se placer et de se déplacer, ou encore de prendre place.

« Au moins, il y a des quartiers qui sont apparus sur la carte. Torre 8 par exemple, il y a dix ans, personne ne savait qu'il existait. Le travail de la Coordinadora a permis que tout le monde sache où est Torre 8... Ça je crois que c'est bien... Et bon aussi ça a permis qu'on nous valorise, qu'on nous connaisse et que les gens voient que les *asentamientos*, ce n'est souvent pas ce qu'ils imaginent. Il y a des gens qui veulent que ça change, qui veulent travailler... [...] C'est important que les gens connaissent les *asentamientos*. Parce qu'il y a des gens qui ne rentrent pas parce qu'ils ont peur. On a fait l'expérience avec des étudiants en architecture [...] et des assistantes sociales [...] Et bon je crois que cet espace [la Coordinadora] a aidé un peu à ça, [...] à nous mettre sur la carte »* (Isabel, Coordinadora de asentamientos, Montevideo)

Les va-et-vient entre le quartier et l'ailleurs témoignent de l'importance de la « lutte des places » soulignée par Lussault (2009). Les mouvements centripètes et centrifuges autour du quartier tendent à remettre en cause les normes relatives à l'allocation et à l'usage des espaces, en contestant plus ou moins ouvertement les codes qui définissent ce qui est légitime ou non en matière de proximité, de placement, de franchissement (Lussault, 2009, p. 128). En détournant les règles et les valeurs des usages des espaces, en brouillant l'ordre spatial, se construisent des territoires intermédiaires, aux limites mouvantes, qui se recomposent sans cesse et qui permettent des formes d'ancrage ouvertes sur l'extérieur. Les pratiques mises en œuvre par ces citoyens et citoyens ordinaires peuvent être qualifiées d'informelles, non pas parce qu'elles sont nées dans des quartiers irréguliers, par un effet de déterminisme spatial, mais du fait des contournements des normes et usages de l'espace qu'elles engendrent. Toutefois, le brouillage de l'ordre spatial naît bien de la mise en visibilité d'une citoyenneté illégitime. C'est bien la sortie d'un espace qu'on leur attribue qui dérange. Les parcours de

ces habitants, faits de constantes négociations avec la ville légitime, dessinent des territoires à la marge, des territoires non pas informels, mais qui naissent de la perpétuelle confrontation entre formel et informel.

3.3. Entre expérientiel et institutionnel

Les politiques publiques promues à Montevideo favorisent un ancrage mobile. Elles ne favorisent pas seulement l'ancrage et la mobilité mais les lient intrinsèquement. L'ancrage permet la mobilité. La mobilité repose sur l'ancrage. En s'engageant pour leur quartier, les habitants ont la possibilité d'être en contact régulier avec les institutions qui agissent au sein et en dehors de celui-ci. Hormis les organisations qui manifestent une volonté autogestionnaire, comme c'est le cas par exemple de Resistencia FM, la plupart des organisations maintiennent d'étroites relations avec les pouvoirs publics. La participation et l'organisation des habitants sont favorisées et canalisées dans le cadre de diverses politiques. Cette relative institutionnalisation ne réduit pas pour autant la portée protestataire des organisations, qui conservent de grandes marges de manœuvre. Les esquinas, par exemple, restent relativement autonomes, tout en maintenant d'étroites relations avec les pouvoirs publics. Elles sont également amenées à développer de nombreux liens avec d'autres acteurs sociaux au sein du quartier et en dehors.

À Rosario, l'inscription est circulaire : non seulement ancrage et mobilité sont intrinsèquement liés mais ils sont interdépendants. L'un ne va pas sans l'autre. Les organisations de chômeurs sont contraintes à ce va-et-vient entre le quartier et l'ailleurs. Elles doivent régulièrement sortir du quartier pour renforcer leur ancrage. Les mobilisations des *piqueteros* se réalisent sur un mode transgressif, par des mobilités protestataires, mais aussi précaire : les organisations doivent négocier constamment leur présence au sein de l'espace public (et politique). Les mouvements de chômeurs tentent de préserver une certaine autonomie vis-à-vis des institutions, tout en composant avec. Ils sont contraints de négocier avec l'État. Ils développent des stratégies de négociation avec les pouvoirs publics pour obtenir différentes formes d'aides, tout en cherchant à maintenir leur autonomie dans les rapprochements qu'ils opèrent avec les institutions.

À Rosario comme à Montevideo, l'institutionnalisation de la protestation n'est jamais complète. Les organisations de quartier tentent toutes de préserver une certaine autonomie face aux pouvoirs publics. Elles se conforment en partie aux rapports institués entre mobilité

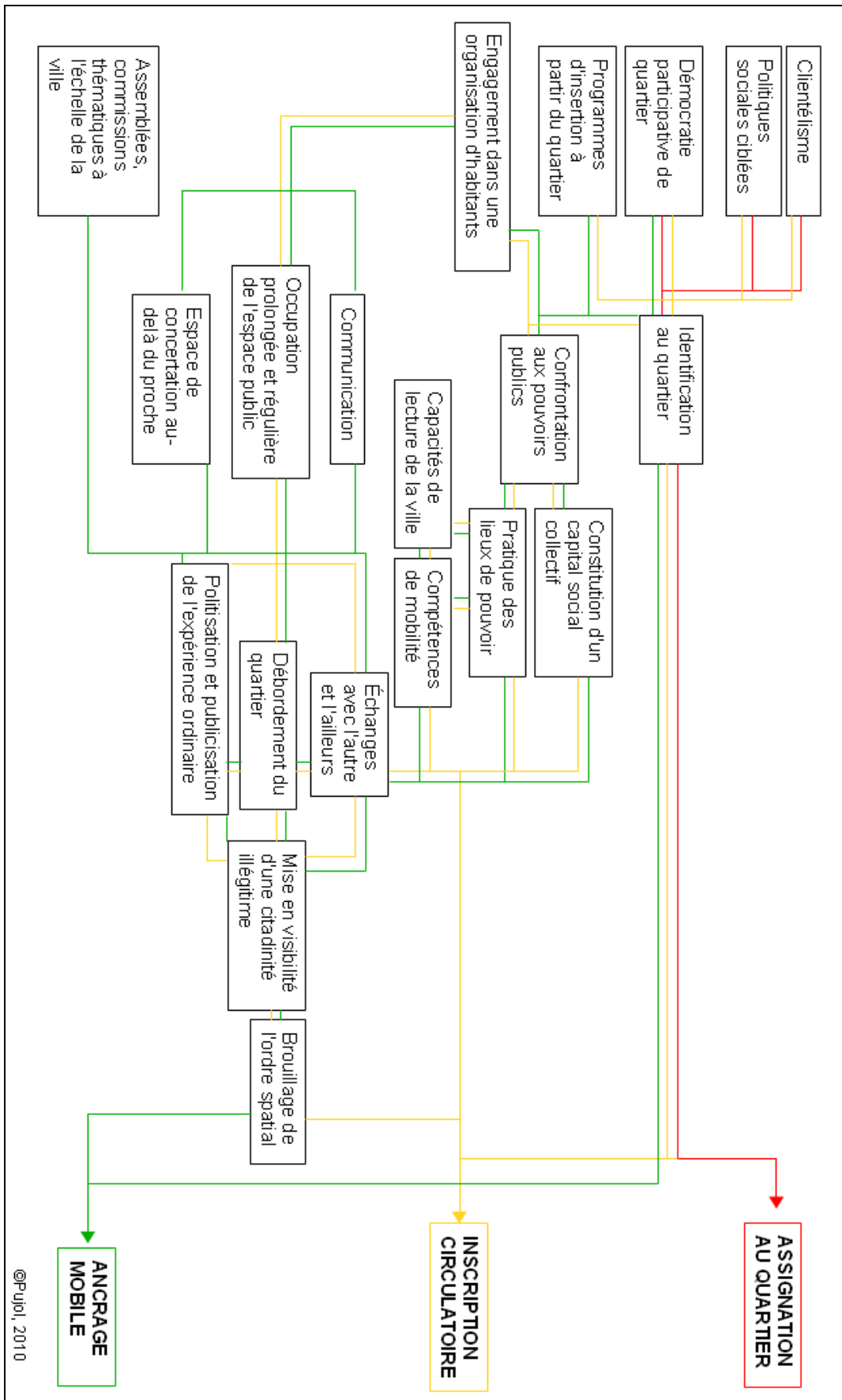
et ancrage, tout en les renégociant, les contournant, voire en s'y opposant. Des territoires intermédiaires émergent entre expérientiel et institutionnel : entre-deux, ils servent de lien plus que de transition. S'ils permettent des passages vers les espaces institués et légitimés, ils favorisent surtout les échanges et les va-et-vient entre expérientiel et institutionnel. Dans ces interstices urbains, l'institutionnalisation n'est jamais totalement achevée.

3.4. Au-delà du territoire

Ces territoires qui émergent sont bien loin de l'imaginaire du ghetto, ne se caractérisant ni par « l'existence de limites » ni par de « puissants codes spatiaux d'entrée et de sortie » (Lussault, 2009, p. 163-164). Ils reposent, au contraire, sur leur ouverture et rendent compte de la capacité des citoyens ordinaires au *franchissement*. Ils ne sont pas des espaces clos protégés par une frontière. Ils nous amènent à nous défaire des concepts d'appropriation biologique et de frontière pour les envisager davantage comme des noyaux, des centres, plutôt que des clôtures (Bonnemaison, 1981). Ils sont, somme toute, comme les autres : ils ne correspondent pas à des territoires finis aux limites clairement définissables, mais à des territoires où coexistent des points forts (Di Méo, cité dans Humain-Lamouré, 2007).

Les outils d'analyse et les idéologies spatiales de l'action publique s'avèrent alors inadéquats : la vision de l'espace est rudimentaire, il apparaît comme une simple étendue sur laquelle on pose des objets, et non comme « un système de relations et de liens entre des réalités *emplacées* et *distantes* » (Lussault, 2009, p. 71). C'est pourquoi « entre l'espace *positionnel* de l'ingénierie et l'espace *relationnel* de l'expérience, il ne peut qu'y avoir hiatus » (Lussault, 2009, p. 72). L'action publique en recherche d'un territoire sur lequel s'appuyer tend à cristalliser les barrières identitaires et les frontières urbaines. L'erreur ne réside pas dans la volonté de territorialiser l'action publique mais dans le sens accordé à cette territorialisation, qui n'est pensée qu'en termes de contiguïté, de délimitation et de clôture. Certaines politiques publiques témoignent toutefois d'une volonté de dépasser cette vision minimaliste du territoire. Dans le cadre du programme Esquinas par exemple, les « coins de rue » forment autant de noyaux, de points forts, qui reposent sur les échanges vers l'extérieur et dont les limites sont floues et mouvantes.

Schéma de synthèse : Entre assignation, inscription circulaire et ancrage mobile



©Pujo1, 2010

L'essor des mouvements de chômeurs argentins témoigne du débordement de quartiers auparavant structurés au travers des réseaux clientélistes péronistes. Les mobilités protestataires constituent un effet non voulu des politiques d'assistanat, tout en étant constamment réengendrées par elles. Au regard des autres villes argentines, le contexte politique *rosarino* s'avère relativement favorable à la protestation. Les mouvements de chômeurs investissent, bien que ponctuellement et individuellement, les divers dispositifs municipaux. Leurs principaux besoins ne se trouvent toutefois ni dans le cadre étroit du quartier ni dans celui du district. À Montevideo comme à Rosario, les politiques publiques promeuvent la mobilisation des habitants sur une base territoriale mais dans la capitale uruguayenne, elles favorisent également son dépassement. Les habitants sont invités à débattre sur des problématiques spécifiques à leur secteur mais aussi à élargir leurs réflexions à l'échelle de la ville. La faiblesse des canaux institutionnels de participation contraint les mouvements de chômeurs à une constante épreuve de force face aux pouvoirs publics. La subversion spatiale ne provient pas tant de l'occupation prolongée et régulière de l'espace public par un groupe et des détournements de ses usages légitimés qui en découlent, que de la mise en visibilité d'une cidadinité illégitime. Le débordement du quartier se fait plus discret à Montevideo. Il est également canalisé et favorisé par diverses politiques publiques. Les va-et-vient entre le quartier et l'ailleurs remettent en cause plus ou moins ouvertement les codes qui définissent ce qui est légitime en matière de proximité, de placement et de franchissement.

CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE

À Rosario, la déconcentration, étroitement liée à la planification stratégique, s'insère dans deux axes majeurs de transformation : le rééquilibrage territorial et la modernisation de l'administration publique. Elle vise également à promouvoir la participation citoyenne, au travers du Budget participatif et du Conseil mobile notamment. À Montevideo, la décentralisation participative repose sur dix-huit circonscriptions territoriales, où fonctionnent un Centre communal de zone comme pôle institutionnel, un Comité local comme organe politique de décision et un Conseil d'habitants comme pôle de consultation, d'initiatives et de contrôle citoyens. La participation des habitants à la définition des priorités budgétaires repose sur deux piliers : les Conseils d'habitants et les votes lors du Budget participatif. Des formes de cogestion sont également promues dans la mise en œuvre de diverses politiques sociales. À la différence du contexte exclusivement micro-local de la participation *rosarina*, les Montevideanos sont amenés à débattre de l'action municipale qu'ils souhaitent voir mise en œuvre au sein de leur quartier, mais aussi au sein de la ville toute entière.

Dans les deux cas, les divers dispositifs favorisent l'ancrage au quartier. Ils s'inscrivent sur ce point dans la continuité de nombreuses politiques publiques mises en œuvre au cours des années 1990 qui tendent à engendrer un repli des couches populaires sur l'espace proche. À Rosario comme à Montevideo, en revanche, les gouvernements locaux tentent de favoriser l'insertion à la ville à partir du quartier. Dans la capitale uruguayenne, la décentralisation participative amène les registres socio-territorial et politique à se croiser constamment, ce qui témoigne de l'ouverture du système amené à évoluer au fur et à mesure de l'intégration des divers acteurs. Ces entrecroisements dévoilent également une certaine fluidité des allées-et-venues entre les quartiers et les lieux de décision. Dans la ville argentine, en revanche, le système instauré apparaît plus fermé. Certaines mesures, comme l'instauration du Conseil mobile et l'intégration d'un militant social au conseil municipal, montrent toutefois une certaine ouverture. À Rosario comme à Montevideo, les échanges entre les quartiers et les lieux de décision sont généralement d'ordre ponctuel. Certaines politiques tentent, elles, de généraliser ces allées-et-venues. C'est notamment le cas du programme *Esquinas* à Montevideo, qui favorise l'ancrage au quartier mais aussi les échanges au-delà du micro-local.

Si les politiques publiques promeuvent des formes plurielles d'ancrage et de mobilité, les acteurs sociaux ne s'y conforment jamais complètement. En Argentine, de nouvelles pratiques socio-spatiales apparaissent qui débordent les quartiers politiquement construits comme repliés sur eux-mêmes. La distribution arbitraire des allocations sociales contraint les organisations de chômeurs à de fréquentes mobilisations afin de maintenir une pression continue sur les pouvoirs publics. À Rosario, par ailleurs, ces protestations sont favorisées par un contexte peu répressif. La création du Front progressiste à l'échelle provinciale peut être vue comme une opportunité politique de se faire entendre. De fait, la Ville de Rosario bénéficie désormais d'un contexte plus favorable pour mener à bien ses réformes. Malgré une volonté manifeste d'ouverture, les divers dispositifs restent toutefois mis en place du centre vers les quartiers. La faiblesse des canaux institutionnels de participation contraint les mouvements de chômeurs à une constante épreuve de force, au travers des manifestations de rue et des coupures de route. Une citoyenneté illégitime s'expose sur l'espace public et cette mise en visibilité dérange. La protestation se fait plus discrète à Montevideo. Si la mise en visibilité est moindre, elle est toujours recherchée. Le brouillage de l'ordre spatial naît de la mise en visibilité d'une citoyenneté illégitime. C'est bien la sortie d'un espace qu'on leur attribue qui dérange. Les parcours de ces habitants, faits de constantes négociations avec la ville légitime, dessinent des territoires à la marge. Ces territoires qui émergent sont bien loin de l'imaginaire du ghetto. Ils reposent, au contraire, sur leur ouverture et rendent compte de la capacité des citoyens ordinaires au *franchissement*.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Du bidonville transitoire des années 1950 aux grandes invasions de terrain des décennies 1980 et 1990, la physionomie et la sociologie des quartiers irréguliers évoluent profondément. De portes d'entrée des migrants ruraux en ville, ils deviennent les réceptacles de milliers de citoyens expulsés aux confins des agglomérations (chapitre 1). L'extension de ces quartiers est pensée de prime abord comme une étape inévitable du processus de modernisation, une simple inadaptation temporaire. Cette marginalité transitoire est envisagée avant tout comme caractéristique des individus inadaptés à la société urbaine et moderne. L'accent est mis sur leur déviance par rapport à une norme sociale urbaine. Dès la fin des années 1960, en revanche, la focale d'analyse ne porte plus sur ces individus « déviants » ou « transgresseurs » mais sur les spécificités d'un capitalisme dit « dépendant ». La marginalité n'est plus envisagée comme une forme de survivance d'un passé traditionnel mais bien comme l'expression de la modernité. Les théoriciens de la dépendance montrent que les phénomènes de marginalité découlent du processus-même de modernisation (chapitre 2).

Loin d'être des inadaptations au monde moderne, les pratiques « marginales » ou « informelles » apparaissent comme l'expression de stratégies complexes d'adaptation aux processus de transformation en cours. La croyance en une certaine « traditionnalité » de ces pratiques s'avère pourtant particulièrement tenace. Les approches duales ne sont pas exemptes d'un certain « développementisme » puisque de cette opposition entre ville formelle et ville informelle découle un certain ordre hiérarchique et un sens du développement urbain. Si le dualisme a rapidement connu de nombreuses critiques, il a longtemps imprégné les diverses grilles de lecture urbaine. De fait, les scientifiques ont davantage mis en exergue les phénomènes de partition que ceux d'imbrication.

Penser les quartiers irréguliers comme étant radicalement coupés et exclus de la ville ou comme symboles d'une « non-ville » nie l'inextricable imbrication du formel et de l'informel, tout comme la pleine appartenance de ces quartiers au système urbain. Les marges font non seulement partie de la ville, mais elles offrent, de plus, un angle privilégié d'observation des phénomènes urbains. Autrement dit, elles ne parlent pas seulement d'elles-mêmes mais de toute la ville. De même, il s'avère nécessaire de dépasser les marges pour les étudier. La complexité du rapport au quartier ne peut être appréhendée que dans l'articulation des échelles urbaines (chapitre 3). Ainsi, la focale d'analyse de cette recherche s'est peu à peu déplacée du quartier irrégulier à une lecture compréhensive de la ville au travers des pratiques citadines (chapitre 4).

L'exploration des jeux entre mobilité et ancrage dans les parcours citadins et citoyens des membres d'organisations de quartiers a tenté de comprendre en quoi leur rapport à l'espace urbain se trouvait modifié par leur engagement. Il est apparu que l'expérience militante avait une dimension éminemment spatiale. L'engagement dans une organisation d'habitants favorise l'ancrage, tout comme l'ouverture sur les autres et l'ailleurs. Ces organisations constituent des communautés d'habitants qui transcendent les limites spatiales des quartiers. Au quartier de l'urbaniste, s'opposent ces *espaces proches* qui transcendent la contiguïté spatiale, dans une proximité qui n'est pas donnée mais à construire. Ces espaces stigmatisés comme des lieux de la non-citoyenneté, qui ne feraient pas *sens* pour les habitants – si ce n'est par défaut –, apparaissent, au contraire, comme des lieux de fortes mobilisations collectives et de fortes identifications.

De plus, cet investissement au sein du quartier ne se traduit pas par un phénomène de repli mais par une ouverture sur la ville. À Montevideo, les membres des organisations se mobilisent premièrement comme habitants de leur quartier, tout en étant amenés à dépasser constamment cette échelle. La Coordinadora de asentamientos est pensée, dès ses prémisses, au-delà du micro-local. L'engagement de ses membres relève à la fois d'une volonté d'ancrage, tout comme d'un déni du quartier. D'autres organisations, comme la *comparsa* d'Isla de Flores, valorisent fortement l'échelle du quartier. L'ancrage est ici survalorisé car il est facteur de mobilités. La renommée acquise au sein du quartier permet d'en sortir. La radio communautaire Resistencia FM, de même que la Commission d'habitants Tobogán, valorisent également l'ancrage qui est pensé comme une nouvelle forme de militance. Bien que promu, l'ancrage est toujours dépassé. De même, la mobilité peut renforcer l'ancrage. Mobilité et ancrage peuvent, enfin, être totalement interdépendants : les mouvements de chômeurs de

Rosario promeuvent une inscription circulatoire, qui n'existe qu'au travers d'un va-et-vient entre le quartier et l'ailleurs (chapitres 5 et 6).

À Rosario, comme à Montevideo, l'*espace proche* se voit redéfini par l'engagement dans une organisation de quartier. Il tend à s'élargir et à se renforcer. Cet engagement engendre également de plus fréquents déplacements dans l'espace urbain, ou du moins, d'autres formes de déplacements. Il dote, par là, les habitants de capacités de lecture de la ville et facilite la pratique des lieux de pouvoir. Les citoyens ordinaires apprennent à être à leur place dans les lieux de pouvoir mais aussi à porter un autre regard sur les lieux du quotidien. Les pratiques ordinaires sont réinterrogées à partir de l'expérience acquise dans la protestation. L'engagement est constamment relié à l'expérience ordinaire. Les problèmes de la vie quotidienne sont politisés et exposés sur l'espace public. Cette politisation et publicisation de l'expérience ordinaire a mis en visibilité les femmes des marges, les projetant sur le devant de la scène publique. En tant qu'organisations de quartier, les revendications portent sur des thématiques du quotidien et se rapportent nécessairement au vécu, tout en les dépassant sans cesse.

Que ce soit par des mobilités protestataires, qui amènent régulièrement les *piqueteros* à porter leurs revendications sur l'espace public, par des moyens de communication ou par la création de lieux d'échanges entre diverses entités sociales et publiques, les organisations de quartiers publicisent et politisent leur vécu et leurs problèmes ordinaires. Cette politisation et publicisation du quotidien engendre de constants va-et-vient entre le quartier et l'ailleurs. L'ancrage est au cœur de leurs revendications et de leurs actions et renforce par là au premier abord des logiques ségrégatives. Ces individus ne sont pas captifs pour autant. L'ancrage n'est valorisé que pour mieux en tirer profit. Il favorise l'ouverture, par la *confrontation* dans le cas des mouvements de chômeurs ou le *contournement*, dans le cas de Resistencia FM, de la Coordinadora de asentamientos et de la Comparsa Isla de Flores (chapitre 7).

L'ancrage est intrinsèquement lié à d'autres pratiques, plus mobiles, de la ville. L'engagement dans une organisation d'habitants engendre des mouvements centripètes et centrifuges constants et interdépendants autour du quartier. Des territoires se construisent dans ce va-et-vient entre le quartier et l'ailleurs. Des processus de renégociation territoriale sont à l'œuvre dans ces espaces entre expérientiel et institutionnel. Cela nous a amené à nous interroger sur le degré d'ouverture et de réactivité des systèmes politiques locaux à la protestation et, plus particulièrement, sur les rapports institués entre ancrage et mobilité.

Nombre de politiques publiques tendent à favoriser l'ancrage au quartier. Celui-ci connaît maintes traductions territoriales, entre survalorisation communautaire, assignation et insertion urbaine. Au cours des années 1990, le micro-local devient le cadre privilégié de l'assistance aux populations défavorisées en Amérique latine. Les politiques sociales ciblées tendent à survaloriser la communauté locale comme ressource. Elles tendent à engendrer un repli des couches populaires sur le quartier, resserrant leurs attentes sociales sur l'espace proche.

À Rosario comme à Montevideo, les gouvernements locaux promeuvent l'insertion au quartier mais aussi à la ville toute entière. Les deux modes de gestion urbaine ont été repensés dans leur intégralité pour favoriser la participation des habitants. À Montevideo, plus particulièrement, la décentralisation participative a amené à une réforme de l'appareil central du gouvernement municipal au travers de la création d'organismes décentralisés formés par des organes politiques, sociaux et administratifs. Aux côtés du Budget participatif, sont promus divers modes de cogestion de services et de politiques sociales avec les ONG. Les nombreux entrecroisements entre registres socio-territorial et politique témoignent de la fluidité des allées-et-venues entre les quartiers et les lieux de décision. À Rosario, en revanche, le système instauré apparaît plus fermé. Les politiques publiques restent bien souvent mises en place du centre vers les quartiers. Certaines mesures, comme l'intégration d'un militant social au sein du conseil municipal, démontrent toutefois une certaine ouverture. Au-delà de leurs différences, les politiques publiques *rosarinas* et *montevideanas* permettent des va-et-vient entre les quartiers et les lieux de décision. Certaines d'entre elles généralisent véritablement ces allées-et-venues. C'est notamment le cas du programme *Esquinas* à Montevideo qui tend à renforcer l'ancrage au quartier tout en promouvant les échanges au-delà du micro-local (chapitres 8 et 9).

Les organisations d'habitants ne se conforment jamais complètement aux rapports institués entre mobilité et ancrage. Les mobilisations des mouvements de chômeurs en Argentine témoignent d'un débordement des quartiers auparavant repliés sur leurs stratégies de survie et structurés au travers des réseaux clientélistes péronistes. Ce débordement déstabilise les routines politiques établies autour du micro-local. Les mobilités protestataires constituent un effet non voulu des politiques d'assistanat, tout en étant constamment réengendrées par elles. Au regard des autres villes argentines, le contexte politique *rosarino* s'avère relativement favorable à la protestation. Les mobilisations sont favorisées par un contexte peu répressif. Malgré une volonté manifeste d'ouverture, les divers dispositifs municipaux sont encore loin d'une décentralisation impulsée « par le bas ». Le cadre étroit

des instances participatives – limitées au quartier ou au district – ne permet pas de répondre aux principaux problèmes des mouvements de chômeurs. Bien que ces derniers investissent ponctuellement et individuellement les divers dispositifs municipaux, leurs principaux besoins se trouvent ailleurs. Ils tentent alors de maintenir la pression exercée sur les autorités provinciales et nationales par de fréquentes manifestations et coupures de route. Par ailleurs, la limitation au niveau du quartier ou du district des débats menés dans le cadre du Budget participatif favorise les comportements de type *Nimby* et les coalitions d'intérêt *ad hoc*. À Montevideo, en revanche, les politiques publiques promeuvent la mobilisation des habitants sur une base territoriale, tout en la dépassant constamment. Les habitants sont invités à débattre sur des problématiques spécifiques à leur quartier et à leur secteur, de même qu'à élargir leurs réflexions à l'échelle de la ville – ce qui favorise une mise en généralité des problèmes quotidiens.

La faiblesse des canaux institutionnels de participation contraint les mouvements de chômeurs à une constante épreuve de force face aux pouvoirs publics. En occupant le centre-ville, en s'affichant dans des espaces où ils ne sont pas *a priori* reconnus comme légitimes, la mobilité des *piqueteros* devient confrontation. La subversion spatiale ne provient pas tant de l'occupation prolongée et régulière de l'espace public par un groupe et des détournements de ses usages légitimés qui en découlent, que de la mise en visibilité d'une citoyenneté illégitime. Le débordement du quartier se fait plus discret à Montevideo. Bien que la mise en visibilité soit moindre, elle est toujours recherchée. Les mouvements centripètes et centrifuges autour du quartier tendent à remettre en cause les normes relatives à l'allocation et à l'usage des espaces. Dans ce brouillage de l'ordre spatial, des territoires intermédiaires se construisent et se recomposent sans cesse. Les parcours de ces habitants, faits de constantes négociations avec la ville légitime, dessinent des territoires à la marge, entre formel et informel. En liant intrinsèquement ancrage et mobilité, les politiques publiques *montevideanas* favorisent un *ancrage mobile*. À Rosario, l'inscription est circulaire : elle n'existe que dans et par le mouvement. Les organisations de chômeurs sont contraintes à ce va-et-vient entre le quartier et l'ailleurs. À Rosario comme à Montevideo, l'institutionnalisation de la protestation n'est jamais complète. Les organisations de quartier tendent toutes de préserver une certaine autonomie face aux pouvoirs publics. Elles se conforment en partie aux rapports institués entre mobilité et ancrage, tout en les renégociant, les contournant, voire en s'y opposant. Des territoires intermédiaires émergent entre expérientiel et institutionnel : entre-deux, ils servent de lien plus que de transition. S'ils permettent des passages vers les espaces institués et légitimés, ils favorisent avant tout les échanges et les va-et-vient entre expérientiel et

institutionnel. Noyaux plus que clôtures, les territoires qui émergent sont bien loin de l'imaginaire du ghetto. Ils mettent au défi l'action publique en mal de territorialisation ou, plutôt, l'invitent à penser le territoire au-delà de la contiguïté et de la clôture (chapitre 10).

Si l'on veut bien prendre de la distance par rapport à un discours normatif qui oppose le « formel » à l' « informel », qui valorise l'un et dénigre l'autre, émerge alors la complexité de leurs imbrications. C'est dans cet entre-deux, dans ce va-et-vient permanent, que les citoyens ordinaires construisent *leur* ville mais aussi *la* ville. Si les frontières sont des constructions, peut-on parler de « marges » ? La critique du dualisme ne revient pas à nier l'existence de marges. Elle remet en cause, par contre, leur caractère substantiel et invite à les penser dans une tension constante entre le légitime et l'illégitime. Les marges renvoient à des rapports de domination et à une institution qui produit l'autre comme autre, qui édicte qui est dedans et qui est dehors : autrement dit, qui définit le légitime et l'illégitime. Ce sont bien les autorités – le « centre » (les pouvoirs publics, les médias, les scientifiques, etc.) – qui, en dictant les normes, proclament ce qui fait transgression et créent la catégorie des « déviants » (Becker, 1985). L'ordre socio-spatial ainsi (re)produit est également constamment renégozié.

Adopter une lecture compréhensive de la ville, de même que décentrer le regard vers les marges, permet de mettre à jour des individus qui font la ville dans des situations ordinaires ou plus événementielles. L'événementiel se fonde même parfois dans l'ordinaire, la protestation entrant dans le quotidien des habitants des marges. Ces individus créent-ils pour autant du territoire ? Répondre par l'affirmative à cette interrogation suppose premièrement de considérer les habitants comme participants à part entière à la fabrication et à la transformation des villes. Les membres des diverses organisations, en exhibant leur quotidien sur l'espace public et politique, en s'appropriant des espaces où ils ne sont pas reconnus *a priori* comme légitimes, ou encore en reliant leur ancrage à d'autres pratiques, plus mobiles, de la ville, se jouent des allocations et des usages des espaces. Ils construisent du territoire au travers de ce jeu mais aussi en ce qu'ils favorisent l'identification d'un groupe à un espace et que leurs actions confèrent du sens à ce même espace. Les territoires intermédiaires, fruits d'une construction collective en partie consciente, ne se cantonnent pas à des limites contiguës bien définies. Ils évoluent au fil des actions menées par les organisations d'habitants, tout en conservant certains « noyaux » référents. S'ils prennent la forme d'interstices, ils ne s'y limitent pas puisqu'ils débordent largement de leurs « centres » et que, par l'action même des organisations d'habitants, ils gagnent en visibilité. Les pouvoirs publics, interpellés dans leur devoir d'appréhension de ces quêtes de territorialité, n'occupent

pas toujours non plus le mauvais rôle. Si certaines politiques contribuent à figer des catégorisations là où tout n'est qu'imbrication, à enclaver les populations dans des territoires pensés comme des espaces clos, d'autres participent de cette renégociation tout en invitant aux échanges entre expérientiel et institutionnel.

. L'exploration des jeux entre mobilité et ancrage dans les parcours citadins et citoyens des habitants des marges gagnerait à être étudiée dans d'autres contextes. On peut penser, dans le cas français, aux phénomènes des squats, aux associations de droit au logement ou encore aux associations de quartier populaire. Si les villes des « suds » offrent de plus grandes possibilités de « jouer aux marges » que celles des « nords », où l'encadrement normatif limite le développement de pratiques informelles, les citadins des « nords » comme des « suds » mettent à profit les disjonctions spatiales dans la construction de compétences. Les diverses formes de précarisation salariale brouillent les frontières entre les espaces institués et leurs interstices. Les phénomènes d'informalité, dans leur diversité, ne sont pas l'apanage des « suds ». Gageons que leur étude pourra permettre de renouveler une vision parfois trop lisse des villes européennes. Au-delà des contextes nationaux, cette recherche invite, après d'autres, à déplacer le regard des certitudes de l'établi, des structures, du socle de l'identité et du territoire, vers les trajectoires et les aptitudes aux passages des citadins ordinaires, qui construisent, au jour le jour, une ville davantage partagée.

ANNEXES

Annexe n°1 : Enquêtes de terrain 2006-2008

Annexe n°2 : Entretien traduit en français

Annexe n°3 : Bulletin du quartier irrégulier El Tobogán

Annexe n°4 : Présentation des projets votés lors du Budget participatif de Rosario

Annexe n°5 : Les cinq nouvelles régions de la Province de Santa Fe

Annexe n°6 : Esquina « Mercadito Bella Italia »

Annexe n°7 : Pour un tourisme soutenable à Barrio Sur et à Palermo

Annexe n°8 : Citations en version originale

Annexe n°9 : Liste des sigles utilisés et mots espagnols non traduits

Annexe n°1 :

Enquêtes de terrain 2006-2008

1. ROSARIO

Les données présentées reposent sur trois périodes d'enquête réalisées entre 2006 et 2008 : un séjour de cinq mois réalisé en 2006, un autre de deux mois effectué en 2007 et, enfin, un dernier de deux mois réalisé en 2008. Ces données s'appuient sur un corpus de 40 entretiens semi-directifs approfondis auprès des membres des organisations à l'étude, dont la plupart ont pu être interrogés sur au moins deux périodes d'enquête. Ces sources sont renforcées par une cinquantaine d'entretiens informels et un travail d'observation directe de neuf mois au total, lors des activités collectives au sein des quartiers et en dehors. Le corpus élargi représente entre 250 et 400 habitants selon le degré d'implication considéré – les membres réellement investis dans l'organisation ou les participants occasionnels. Certaines activités collectives du Front de chômeurs, telles que les assemblées et les manifestations, m'ont également permis de suivre l'évolution générale de l'ensemble de ces mouvements.

Principales mobilisations suivies :

30 mai 2006 : Manifestation de la CCC devant le Secrétariat provincial de Promotion communautaire

21 juin 2006 : Manifestation devant les Tribunaux provinciaux contre la criminalisation de la protestation sociale (organisée par le Front de Chômeurs et d'autres organisations sociales et politiques)

26 juin 2006 : Manifestation sur la place San Martín pour la commémoration de la mort de Dario Santillán et Maximiliano Kosteki (organisée par le Front de Chômeurs et d'autres organisations sociales et politiques)

7 septembre 2006 : Manifestation du Front de Chômeurs (centre ville)

30 septembre 2006 : Manifestation devant les Tribunaux provinciaux contre la criminalisation de la protestation sociale (organisée par le Front de Chômeurs et d'autres organisations sociales et politiques)

8 octobre 2006 : Commémoration de la mort d'Ernesto Che Guevara

11 et 18 octobre 2006 : Manifestations pour la disparation de Julio Lopez (organisée par le Front de Chômeurs et d'autres organisations sociales et politiques) : Place San Martin - Monument au Drapeau

29 juillet 2007 : Rassemblement de la CTD Aníbal Verón devant le Secrétariat municipal de Promotion sociale puis devant le Centre de référence du Ministère de Développement social de la Nation

18 septembre 2007 : Manifestation pour la disparation de J.J. Lopez (organisée par le Front de Chômeurs et d'autres organisations sociales et politiques) : Place San Martin - Monument au Drapeau

1^{er} octobre 2007 : Rassemblement de la CTD Aníbal Verón devant le Commissariat du secteur (District Sud)

2 octobre 2007 : Coupure de route organisée par la CTD Aníbal Verón et la CCC (District Nord, Avenues Alberdi et Avellaneda)

Réunions du Front de Chômeurs en 2006 au siège du syndicat ATE

Principales activités suivies dans les quartiers au sein des centres communautaires :

CTD Aníbal Verón (2006-2008) : assemblées générales, ateliers d'éducation populaire, ateliers de préparation aux Rencontres Nationales des Femmes, etc.

CTD Flamarión Sur (2006-2008) : assemblées générales, déjeuner - rencontre entre organisations sociales, lotos, Journée de l'Enfant, etc.

CC Las Flores : Journée de l'Enfant organisée par l'organisation en 2006

Entretiens exploratoires et secondaires :

Autres mouvements de chômeurs du « Front » :

- La Corriente Clasista y Combativa (CCC) : entretien avec le référent principal, entretiens informels avec les membres, observation directe lors des manifestations et coupures de route
- La Coordinadora de Unidad Barrial - Movimiento Teresa Rodríguez (CUBa-MTR) : entretien avec le référent principal, observation directe lors des manifestations
- Le Movimiento Sin Trabajo - Teresa Vive (MST-Teresa Vive) : entretien avec le référent principal, entretiens informels, observation directe lors des manifestations
- L'association Padres del dolor : entretien avec les référents principaux, entretiens informels, observation directe lors des activités réalisées dans les quartiers et lors des manifestations

Autres organisations sociales :

Syndicat A.T.E.

Frente Dario Santillan

Grévistes du Lavadero Virasoro

Manuel Lopez (La Vagancia, Casa de Pocho)

Padre Edgardo (quartier Ludueña)

ONG Desde el Pie (quartier Ludueña)

ONG Casa de todos (quartier San Francisquito)

Frente de Resistencia social (villa La Granada)

Mouvements de chômeurs Barrios de Pie

Ofelia Morales, institutrice à l'école bilingue espagnol - Qom (Quartier Toba Travesía)

Gouvernement municipal :

- Juan Rivero et son équipe
- Graciela Ciciliani, Coordinatrice Générale du Budget participatif
- Viviana Foresi, Directrice générale du District Sud-ouest
- Gustavo Ramos, responsable du projet Molino Blanco pour le programme Rosario Hábitat

Échanges scientifiques :

- Équipe de sciences politiques de l'Université Nationale de Rosario, et notamment Esteban Iglesias qui a réalisé sa thèse de doctorat sur les relations entre les mouvements de chômeurs et l'État à Rosario ; et Valeria Venticinque, qui réalise sa thèse de doctorat sur le Budget participatif à Rosario ;
- Laura Pasqual et MC Viano, historiennes travaillant sur les mobilisations populaires en Argentine, Université Nationale de Rosario ;
- Maristella Svampa, chercheuse indépendante du Conicet, sociologue qui travaille (entre autres) sur les mouvements de chômeurs en Argentine ;
- Beatriz Cuenya, directrice du *Centro de estudios urbanos y regionales* (Universidad de Buenos Aires), architecte-urbaniste qui travaille depuis plusieurs années sur les *asentamientos irregulares* du Grand Buenos Aires.

- Jean-Baptiste Meyer, sociologue - économiste, chercheur à l'Institut de Recherche pour le Développement, dirige un projet de recherche sur la globalisation des compétences (en Argentine et au Brésil).

Participation à des rencontres scientifiques :

Du 9 au 11 octobre 2007 : Participation à la conférence internationale « *Aspects culturels des Géographies Économiques, Sociales et Politiques* », organisée par l'Union Géographique Internationale, l'Université de Buenos Aires et l'Université Fédérale Fluminense, qui a eu lieu à Buenos Aires. Participation à la session thématique XVIII « Genre, travail et subjectivités » avec la communication suivante : « La construcción identitaria de las “piqueteras” en Rosario (Argentina), más allá del barrio ».

31 juillet - 1^{er} août 2008 : IX Journées d'Histoire des femmes et IV Congrès ibéro-américain d'études du genre, Université Nationale de Rosario.

1^{er} - 4 septembre 2008 : VIII Congrès national et I Congrès international sur la Démocratie « *Desafíos y oportunidades para la democracia latinoamericana del siglo XXI* », Université Nationale de Rosario.

2. MONTEVIDEO

Les données présentées reposent sur deux périodes d'enquête réalisées entre 2007 et 2008 : un premier séjour de quatre mois réalisé en 2007 et un autre de trois mois effectué en 2008. Un séjour d'une semaine en 2006 m'a également permis de réaliser une première insertion sur mon terrain et d'effectuer des recherches bibliographiques. Les données récoltées s'appuient sur un corpus de 24 entretiens semi-directifs approfondis auprès des membres des organisations à l'étude, dont la plupart ont pu être interrogés sur les deux périodes d'enquête. Ces sources sont renforcées par une cinquantaine d'entretiens informels et un travail d'observation directe de sept mois au total, lors des activités collectives au sein des quartiers. Le corpus élargi représente entre 50 et 100 habitants selon le degré d'implication considéré – les membres réellement investis dans l'organisation ou les participants occasionnels.

Principales activités suivies dans les quartiers au sein des centres communautaires :

- Réunions de la Coordinadora de asentamientos (réalisées dans le CCZ 12 en 2007)
- Présentation des *asentamientos irregulares* du secteur de Colón effectuée par la Coordinadora de asentamientos (en 2007)
- Assemblée de la Commission d'habitants du Tobogán (en 2007)
- Émissions de radios de Resistencia FM (2007-2008)
- Sorties de tambours de la troupe Isla de Flores (2007-2008)

Entretiens exploratoires et secondaires :

Des acteurs sociaux travaillant depuis de nombreuses années dans les quartiers populaires *montevideanos* :

- l'ONG San Vicente qui travaille dans le quartier Casavalle (CCZ 11) autour de trois secteurs d'activités : éducation, coopératives de logements et travail avec les « recycleurs informels » (*clasificadores de residuos*)
- la FUCVAM (*Federación Uruguaya de Cooperativas de Viviendas por Ayuda Mutua*)
- l'ONG AMARC (Association Mondiale des Radiodiffuseurs Communautaires)

Des organisations d'habitants des quartiers populaires périphériques :

- la Commission d'Habitants *4 de marzo*¹
- la Radio communautaire *El Puente* du quartier La Teja.

Les équipes sociales de trois Centres communaux de zone de la périphérie (12, 13, 17) formées notamment par des membres du PIAI

Au sein du programme « Esquinas » :

- Au sein de l'*esquina* Mercadito : entretiens avec les coordinateurs et la murga *De Ninguna Manera* et observation directe (Feria de la cultura et inauguration du centre culturel La Casa del Pueblo en 2007)
- Au sein de l'*esquina* Ateneo Sur : entretiens avec les coordinateurs et observation directe (Journée du Patrimoine, défilé de la comparsa La del Sur pour le concours Movida Jóven, etc.)
- Julio Brum, directeur adjoint du programme (entretien informel)
- Eduardo Llado, coordinateur du programme pour la Région Ouest de Montevideo (CCZ 12, 13, 14, 15, 17, 18) : entretiens informels (2007-2008)
 - Réunion de coordination avec la commission de culture du CCZ 17
 - Réunion de concertation avec une équipe d'une future *esquina* dans le secteur du Cerro (Polvorin)
 - Fête d'inauguration de l'*esquina* du Barrio Artigas (en partenariat avec le PIAI)

- Réunions de la Unidad de Planificación y de Participación Descentralizada (mars - avril 2007)
- Réunion entre les Conseils d'habitants des CCZ 12 et 13 pour la mise en place du Budget participatif 2007-2008

- Assemblée d'habitants « Montevideo rinde cuentas » [Montevideo rend des comptes] du 20 octobre 2008 : réunion de l'équipe municipale avec les conseillers d'habitants, les membres du Comité local et les habitants du CCZ 9

Échanges scientifiques :

- Équipe de sociologie urbaine de l'Université de la République, et notamment Sebastián Aguiar, sociologue en charge d'un projet sur les mobilités spatiales à Montevideo
- María José Alvarez et Ruben Kaztman, sociologues de l'Université Catholique travaillant sur les *asentamientos irregulares* à Montevideo.
- Pablo Ligrone, professeur à la Faculté d'Architecture de l'Université de la République

¹ La commission a été créée à la fin des années 1960, au moment de la création de l'*asentamiento irregular*, sous le nom « Cerro 13 », afin de demander diverses infrastructures et services à l'Etat. Elle disparaît sous la dictature militaire et renaît au cours des années 1990 sous le nom « 4 de marzo ». De nos jours, une vingtaine de personnes s'y mobilisent. Depuis 2006, ils ont mis en place un comité de discussion qui regroupe des représentants de la commission d'habitants, de la municipalité, de différents ministères (Ministère du Développement Social, Ministère du Transport et des Travaux Publics, Ministère de l'Éducation, etc.), des écoles du quartier, etc. Le comité de discussion se réunit une fois par semaine en comité restreint et une fois par mois en plénière. En février 2000, ils ont promu la création de la *Red intersocial del Oeste* qui regroupe la Commission *4 de marzo*, le Conseil d'habitants (du CCZ 17), différentes coopératives de producteurs (de pêcheurs notamment) et des ONG, afin de s'opposer à un projet d'aménagement d'un port privé par une multinationale sud-coréenne. En 2002, ils ont réussi à freiner le projet, qui a été arrêté définitivement avec le changement de gouvernement national. Différentes activités sont organisées dans le centre communautaire, comme un atelier d'informatique, une bibliothèque, une polyclinique (dans le cadre du Socat) et des ateliers sportifs et culturels.

Participation à des rencontres scientifiques :

2 mai 2007 : Séminaire *Usos y apropiación de espacios públicos de Montevideo y clases de edad*. Présentation des premières conclusions du programme coordonné par Verónica Filardo. Département de Sociologie, Faculté des Sciences sociales, Université de la République.

19 mai 2007 : Séminaire *Lecturas experimentales de Montevideo urbano. Lecturas cruzadas de 2 ciudades latinoamericanas Montevideo - Santiago de Chile*, organisé par l'Équipe de Cartographie de la Faculté d'Architecture, Université de la République.

Annexe n°2 :

Entretien traduit en français

Cette grille d'entretien constitue seulement la base à partir de laquelle les membres des organisations de quartier ont été interrogés. Elle autorisait de nombreuses digressions. Certaines questions étaient parfois redondantes mais permettaient aux interrogés de compléter leurs propos, tout comme elles me permettaient de confirmer ou de nuancer ce qui avait été dit auparavant. Les entretiens ont été réalisés, selon les cas, au siège des organisations (après avoir pris rendez-vous avec les personnes ou en profitant des activités collectives au sein des organisations), directement chez les personnes ou lors des activités collectives en dehors du quartier. Quand les conditions le permettaient et les personnes interrogées l'autorisaient, les entretiens étaient enregistrés. Dans le cas contraire, ils donnaient lieu à une prise de note. Les questions de la première section ne concernaient que les référents des organisations, alors que les suivantes étaient posées à tous les membres.

1. Questions générales sur l'organisation (pour les référents)

- Contexte de création de l'organisation (dates, objectifs, etc.)
- Activités dans le quartier et en dehors (anciennes, actuelles et en projet)
- Organisation interne (assemblée, élections, etc.)
- Membres de l'organisation (nombre de membres, nombre d'allocations sociales*, quartier de résidence, etc.)
- Liens avec d'autres organisations sociales ou politiques
- Liens avec les institutions publiques

2. L'engagement dans l'organisation (pour tous)

- Comment as-tu commencé à participer au sein de l'organisation ?
- Comment as-tu connu l'organisation ?
- Pourquoi as-tu décidé de t'engager ?
- Depuis combien de temps es-tu dans cette organisation ?
- As-tu déjà participé à une autre organisation ? Si oui, laquelle ?
- Quelles sont tes tâches au sein de l'organisation ?
- Que représente l'organisation pour toi ? Que représentent les activités que vous mettez en place ?
- Qu'as-tu trouvé ici ? As-tu trouvé ce que tu cherchais ?
- Pourquoi y a-t-il davantage de femmes que d'hommes dans l'organisation ?*
- D'autres membres de ta famille participent-ils ? Si oui, lesquels ?*

3. Le quartier

- Dans quel quartier habites-tu ?
- Trajectoire résidentielle (Lieu de naissance, Depuis combien de temps vis-tu dans ce quartier ? dans cette maison ? Où vivais-tu avant ? Pourquoi as-tu déménagé ?)
- Maison et terrain : Propriétaire, locataire, « occupants », habitat social ?
- Que penses-tu de ton quartier ? Aimes-tu vivre dans ce quartier ?
- Aimerais-tu déménager ? Penses-tu déménager ? Le quartier te manquerait-il ?
- Est-ce que toi ou un membre de ta famille recevez une aide de l'État (allocation sociale, bourses scolaires, etc.) ?
- As-tu déjà bénéficié d'un programme d'intervention publique dans ton quartier ?
- As-tu déjà participé à des ateliers municipaux dans le cadre du programme Rosario Habitat/PIAI, du Budget participatif/Conseil d'habitants/Commission d'habitants du CCZ, etc. ?

4. Données individuelles et familiales générales

- Âge ?
- Avec qui vis-tu ?
- As-tu des enfants ? si oui, de quel âge ? Ils vont à l'école ? Ils travaillent ? Participent-ils au mouvement de chômeurs ?*
- Es-tu marié(e) ? Si oui, quel est le travail de ton/ta mari/femme ? Il/elle est également dans l'organisation ?*
- Quel niveau d'études as-tu ?

5. Pratiques de la ville (étude des déplacements quotidiens)

- Quels sont tes déplacements réguliers dans la semaine et en fin de semaine ?
- En fonction des réponses obtenues :
- Quels emplois as-tu occupé ? Où étaient-ils situés ?
- Où vas-tu pour tes achats quotidiens : quartier / quartier voisin / centre-ville / autre ?
- Où vas-tu si tu as des problèmes de santé ?
- Où vas-tu lors de ton temps libre ? (lieu et motivation du déplacement : visite familiale, etc.)
- Où habite ta famille ? tes amis ?
- Où es-tu allé le week-end dernier ? et celui d'avant ?
- Pour quelles occasions vas-tu au centre-ville ?
- Où vas-tu exactement ?
- Comment te rends-tu au centre-ville ?
- Avec quelle fréquence t'y rends-tu ? (tous les jours, au moins une fois par semaine, tous les quinze jours, une fois par mois, etc.)
- Tu pars parfois en vacances ? Si oui, où ?
- Quels sont tes endroits préférés de la ville, qui te manqueraient si tu devais déménager ?
- Quels sont les lieux symboliques de la ville ?

6. Identification au quartier, à l'organisation, à la ville ?

- Te sens-tu être du quartier ? de (nom du secteur) ? de la ville ? d'Argentine/d'Uruguay ?
- Comment te définirais-tu avant tout : du quartier, de (nom du secteur), de la ville, etc. ?
- Quels sont les éléments qui te paraissent avoir le plus influé sur ta personnalité, sur la personne que tu es aujourd'hui : le fait de vivre dans ton quartier, dans cette ville, ton travail dans l'organisation, le fait d'être sans emploi, d'avoir des problèmes d'argent, tes croyances politiques ? ou autre chose ?*

Cette question permettait de compléter le portrait des personnes interrogées, de voir les représentations qu'elles avaient d'elles-mêmes (une vision plus misérabiliste, plus politisée, etc.), de voir l'importance qu'elles accordaient à leur engagement, d'aborder le ressenti sur la stigmatisation du quartier et de ses habitants, etc.

- Qu'est-ce qu'a changé pour toi le fait de participer dans cette organisation ?
- Penses-tu que cela a changé quelque chose sur ta vie de tous les jours ?
- Est-ce que cela t'a amené à connaître d'autres endroits de la ville ? Si oui, lesquels ?
- Et, par exemple, maintenant, tu sors davantage de ton quartier ? tu te repères mieux dans le centre ville ? ou ça n'a rien changé ?

Les thèmes des deux dernières questions sont abordés dans la section antérieure sur les pratiques de la ville. Ces questions permettaient de compléter et confirmer ou non ce qui avait été dit auparavant.

* Questions spécifiques au cas argentin

Annexe n°3 :

Bulletin du quartier irrégulier El Tobogán

23 DE SETIEMBRE DE 2007

EL TOBOGÁN

Boletín del Asentamiento El Tobogán - Número 1

POR DIGNIDAD ...



**"...no podemos permanecer pasivos,
mientras nuestros hijos pasan hambre..."**

Annexe n°4 :

Présentation des projets votés lors du Budget participatif de Rosario

Projets votés lors du Budget participatif 2007-2008 dans le district sud-ouest de Rosario¹

Secrétariat de Culture et Éducation

- Ateliers culturels des arts et métiers (390 000 pesos)
- Centre culturel mobile de district : agrandissement du matériel de sonorisation et d'éclairage (300 000 pesos)
- Soutien scolaire pour les élèves des écoles primaires et secondaires, en utilisant les espaces physiques des écoles 1372 et SIC du district (50 000 pesos)
 - Culture pour toutes et tous : le Secrétariat de la Culture propose d'apporter aux habitants du district une réponse au problème de l'emploi à travers des filières courtes, des cours et des séminaires (200 000 pesos)
- Circuits touristiques, culturels et éducatifs : visites à des théâtres, monuments et bâtiments historiques (40 000 pesos)
- Restructuration et agrandissement de la Maison de la Culture du quartier Alvear, équipement nécessaire pour son fonctionnement (250 000 pesos)

Secrétariat Général

- Ateliers d'informatique pour les jeunes (150 000 pesos)
- Protéger l'environnement : campagne de conscientisation, éradication de décharges (50 000 pesos)

Secrétariat des Travaux Publics

- Réaménagement de la piste cyclable de O. Lagos (135 000 pesos)
- Piste cyclable de l'avenue Francia (280 000 pesos)
- Revêtement définitif de l'avenue Francia (692 000 pesos)
- Système de collecte des eaux usées de l'école n°154 (2000 pesos)

Secrétariat de Planification

- Aménagement d'une place publique dans le quartier Acindar (300 000 pesos)
- Peintures murales sur les places publiques et renforcement des murs (363 800 pesos)

Secrétariat de Promotion sociale

- Colonie de vacances du district : promotion des activités récréatives pour les enfants du district (80 000 pesos)
- Ateliers de formation professionnelle pour les jeunes (suite des budgets participatifs 2005, 2006 et 2007) (500 000 pesos)
- Activités sportives pour les personnes âgées (72 000 pesos)
- Ateliers pour mères adolescentes : formation professionnelle au travers d'ateliers de réflexion avec une perspective de genre (20 000 pesos)
- Ateliers d'insertion et de stimulation pour les personnes âgées (travaux manuels) (23 000 pesos)
- Prévention de la violence familiale : campagnes de sensibilisation et de formation sur l'éducation sexuelle, la violence familiale, la maltraitance infantile (30 000 pesos)
- Ateliers de formation professionnelle pour adultes (Centre « Grandir » n°7) (120 000 pesos)
- Agrandissement du Centre « Grandir » n°12 (163 500 pesos)
- Poursuite de la foire de district : approfondir la proposition en cours depuis le budget participatif 2007 (40 000 pesos)
- Sécuriser les jeux : des cercles métalliques dans les esplanades de jeux (150 000 pesos)

¹ Les montants sont donnés en pesos argentins. 1 peso argentin équivaut à environ 0,21 euro (1 euro équivaut à environ 4,7 pesos argentins).

- Les clés du monde : ludothèque pour enfants, espaces de jeux et construction de jeux, tout en abordant des problématiques familiales (106 000 pesos)
- Ateliers pour jeunes sur l'éducation sexuelle (10 000 pesos)

Secrétariat de Santé

- Éducation sexuelle pour les écoles intéressées (9000 pesos)

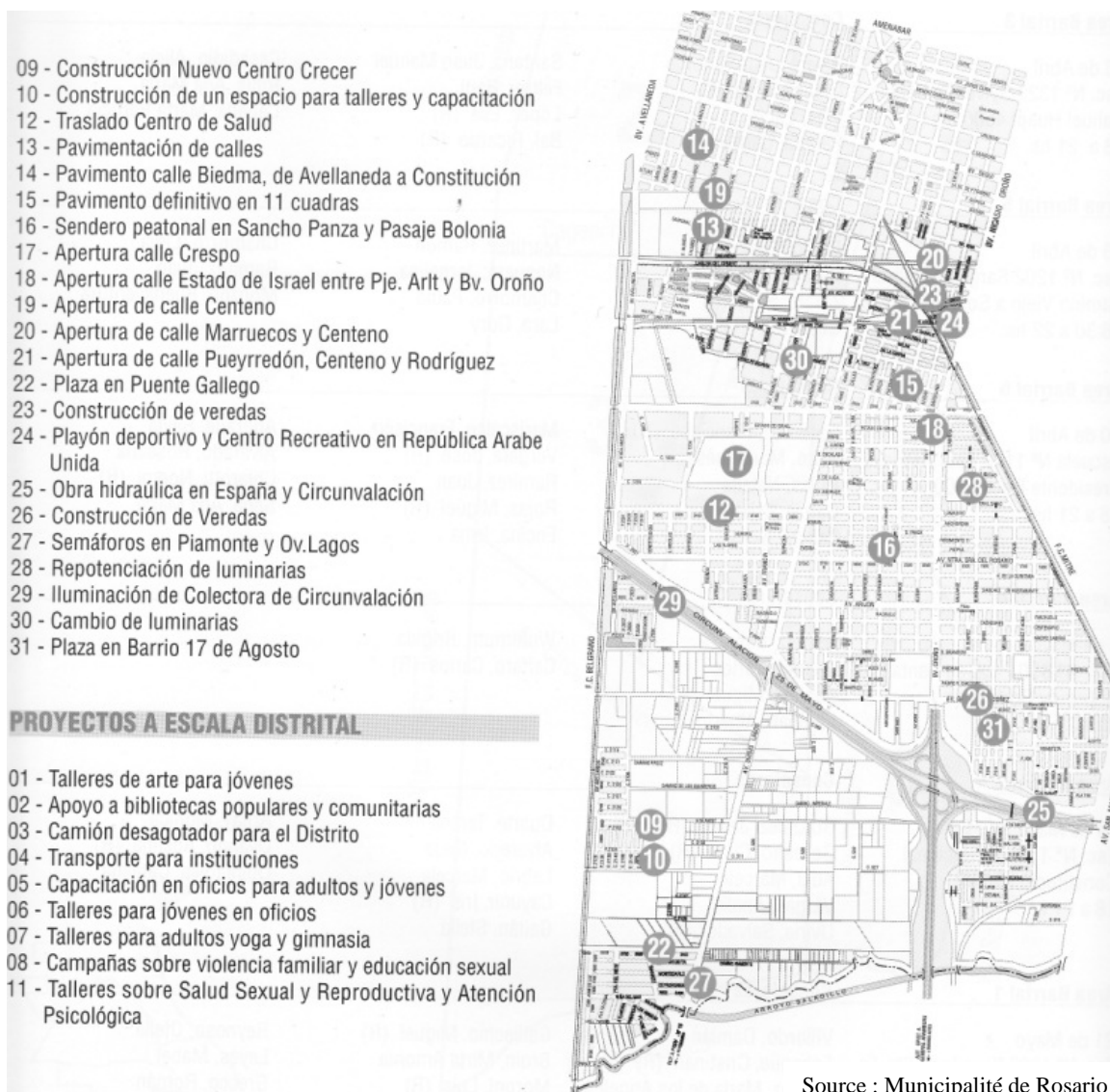
Secrétariat des Services Publics

- Éclairage dans le quartier Bella Vista et Tío Rolo (30 400 pesos)
- Renforcement de l'éclairage public dans certains secteurs (200 000 pesos)
- Éclairage du nouveau chemin à Soldini (170 000 pesos)
- Signalisation de rues (13 500 pesos)
- Ralentisseurs et signalisation dans les quartiers Alvear et Piamonte (14 000 pesos)

Budget Jeune

- Atelier de danse (25 000 pesos)
- Atelier d'orientation vocationnelle : informations sur les filières universitaires (25 000 pesos)

Présentation des projets votés lors du Budget participatif 2004-2005 dans le district sud-ouest de Rosario



Source : Municipalité de Rosario

Annexe n°5 :

Les cinq nouvelles régions de la Province de Santa Fe

Cinco regiones
una sola provincia



Source : Province de Santa Fe, *Plan Estratégico Regional*

Annexe n°6 :**Esquina « Mercadito Bella Italia »**

Présentation de certaines activités menées à l'Esquina « Mercadito Bella Italia » en 2008

Ateliers réguliers : cours de chant, percussion, tango et salsa

29 février 2008 : Spectacle artistique pour la clôture de l'atelier *De Ninguna Manera Murga* 2007 (fin de l'été) et pour la présentation officielle du répertoire 2008 (en présence du maire Ricardo Ehrlich) : divers spectacles musicaux (dont *De Ninguna Manera Murga*).

7 mars 2008 : Fête de clôture du Carnaval : spectacles de murgas, folklore, etc. (en présence du maire Ricardo Ehrlich)

5 avril 2008 : Feria de las Esquinas au « Mercadito » : spectacles, ateliers de caricaturistes, arts plastiques, cirque, échecs, sports, jeux pour enfants et foire artisanale.

12 août 2008 : projection de films

5 septembre 2008 : dans le cadre du festival de théâtre de la zone 9 : présentation d'une pièce de théâtre (« El resorte »)

8 novembre 2008 : Spectacle pour la clôture des cours annuels : chant populaire et murgas (dont la murga des enfants *De Ninguna Manera*)

22 novembre 2008 : Feria de las esquinas (ateliers de murga, de maquillage artistique, de marionnettes, d'échecs, jeux pour enfants et théâtre ; spectacles de salsa, tango, chant populaire et murga dont la murga des enfants *De Ninguna Manera*)

6 décembre 2008 : Fête pour les 5 ans du Mercadito (spectacles dont *De Ninguna Manera*, murga, salsa, tango, chant populaire et jeux pour enfants)

Quelques événements extérieurs dans lesquels la murga des enfants De Ninguna Manera a pu jouer en 2008 :

27 janvier 2008 : Festival « Esquina del Sol », Parque Rodó (centre-ville)

26 avril 2008 : Feria de las Esquinas de « La Casa del Vecino » (CCZ 9)

6 août 2008 : Feria de las Esquinas de « La Casa del Vecino » (CCZ 9)

31 août 2008 : Foire culturelle de la zone 9 (entre les différentes *esquinas* du secteur)

27 septembre 2008 : Spectacles musicaux dans le théâtre municipal « Esquinas de la Cultura »

25 octobre 2008 : Spectacles musicaux dans le Centre culturel Pircayllus (CCZ 11)

16 novembre 2008 : « A Todo Carnaval » : Club Lanza México (CCZ 14)

18 décembre 2008 : « La Fête du siècle » organisée pour le centenaire de la municipalité de Montevideo (centre-ville)

El Esquinazo

-Octubre 2008-

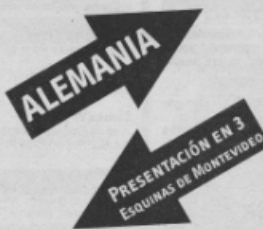
Separata de **Cultura en la Ciudad**

Ida y vuelta por las Esquinas del Mundo

A dos años de creadas, ya hacen presentaciones artísticas en Alemania, Argentina y Chile



Murga De Ninguna Manera - Esquina Bella Italia



Grupo Las Tablas (obra: María Candela) - Colombia



Comparsa "La Jacinta" - Esquina La Jacinta



La Musaranga - Argentina



Grupo de Teatro Tejanos - Centro Cultural Vidplan



Grupo Artístico - Paraguay

Las Esquinas de la Cultura han trabajado duro y bien gracias a la vocación de los vecinos y la entrega de los directores. La red se extiende y como tenía que suceder superó las fronteras, y ahora empieza a concentrarse en un ida y vuelta con otras Esquinas del Mundo. Nos vamos a Alemania, Chile y Argentina, y vienen artistas de Colombia, Argentina y Paraguay. El arte de los vecinos tiene vocación de encuentro y de intercambios.



MontevideoEsquinas

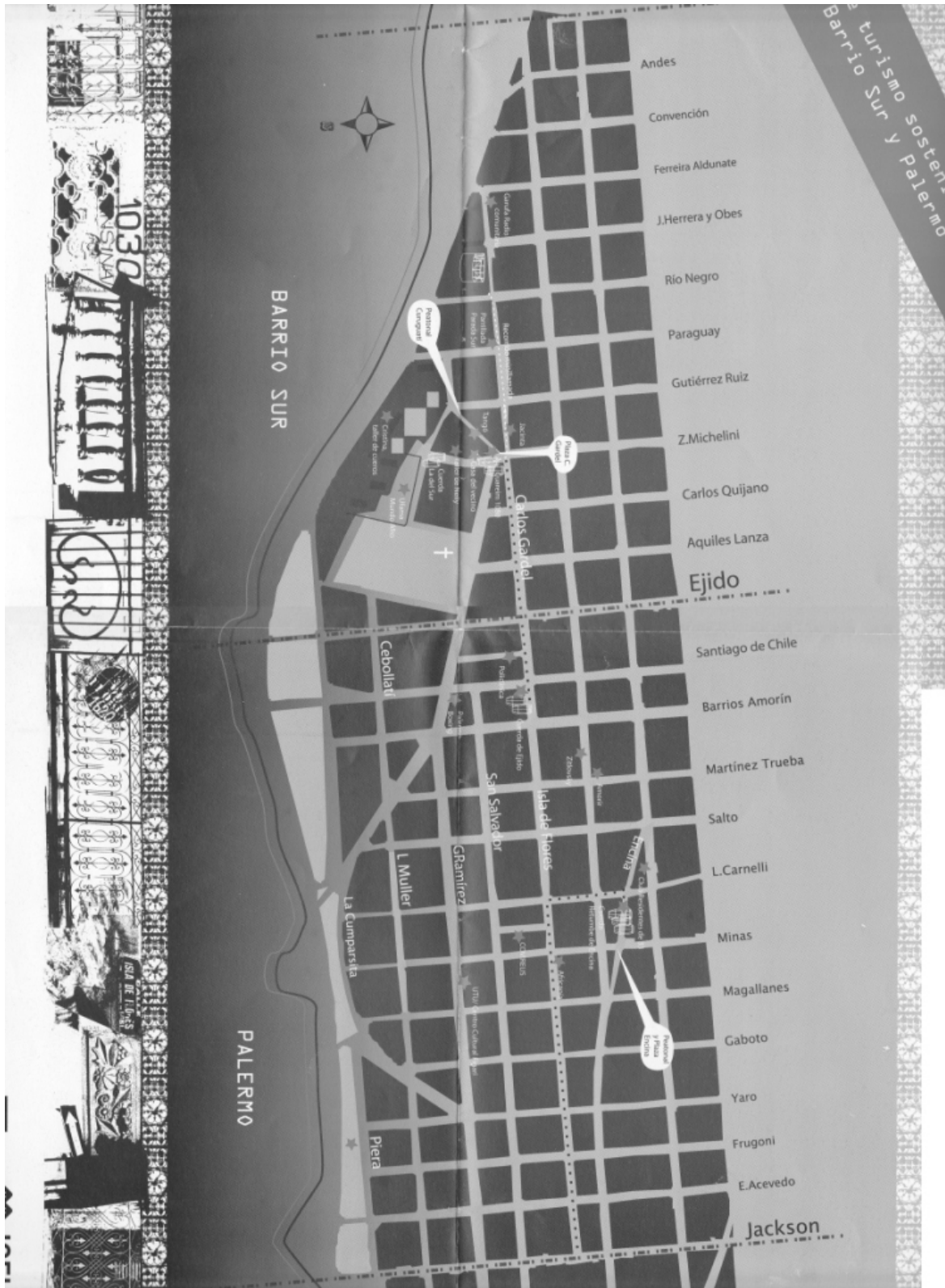
Publicación del Departamento de Cultura de la
INTENDENCIA MUNICIPAL DE MONTEVIDEO

Ricardo Ehrlich - Intendente | Alejandro Zabala - Secretario General | Mauricio Rosencof - Director del Departamento de Cultura
Esquinas: Amanecer Dotta (Coordinador), Julio Brum, Luis Álvarez, Elder Silva, Natalia Rubinstein

79 2008

Annexe n°7 :

Pour un tourisme soutenable à Barrio Sur et à Palermo



Prospectus distribué pour la Journée du Patrimoine 2008 montrant les sièges des organisations partenaires du projet de tourisme durable à Barrio Sur et à Palermo et les activités réalisées pour l'événement

Annexe n° 8 :

Citations en version originale

Introduction générale

« que es posible construir conocimiento en ese vaivén inestable, suerte de equilibrio tensional entre, por un lado, el compromiso sincero con una realidad que nos envuelve, nos constituye y nos atraviesa fuertemente y, por otro lado, el obligado distanciamiento crítico que requiere la investigación en las ciencias sociales » (Svampa et Pereyra, 2004, p. 18).

Première partie

Chapitre 3

1.3. La « lutte contre la pauvreté » comme outil de légitimation de l'action publique

Encadré « La criminalisation de la pauvreté dans la presse argentine et uruguayenne »

« Las villas son, además, refugio de malvivientes que ponen en riesgo la seguridad del resto de la población. [...] Es necesario, por lo tanto, evitar la expansión del problema con políticas destinadas a urbanizar las villas o a relocalizar las poblaciones, para mejorar sus condiciones de vida y para evitar que crezcan los focos de riesgo social y de delito »

« Esto es, por un lado, el descontrolado efecto de la extendida y dilatada exclusión social, que ha socavado valores o parámetros tradicionalmente subsistentes aún en el plano de la pobreza y la indigencia. Por eso las agresiones a las escuelas, la destrucción del patrimonio común o los ataques a servidores públicos [...] »

« "Los marginados", aislados, fuera del sistema, por más que estén olvidados en los barrios construyen otras leyes, otras prácticas, como si vivieran en otra ciudad, otro país u otro mundo »

« Un grupo de vecinos de los barrios Conciliación y Colón se acercaron a LA REPUBLICA para hacer público que en ambos barrios la inseguridad en los últimos años ha crecido y que "ya no se puede salir ni a la calle". A toda hora existen grupos de menores que han transformado este barrio, de gente humilde y trabajadora, en un verdadero infierno. »

« Muchos vecinos ya no salen de noche en tanto otros se arman para defenderse aunque ambas reacciones tienen al miedo como común denominador en zonas donde el silencio ante lo que pasa suele tomarse como la mejor herramienta para mantenerse vivo. »

Chapitre 6

1.1. Une ouverture sur les autres et l'ailleurs

« Cuando vos llegás al asentamiento, ves la soledad y parece que estás fuera de la cabeza de todo el mundo, de todos los que tienen la posibilidad de definir cosas. [...] Yo creo que es un poco que uno... se niega a no existir... porque un poco el tema... [...] es esa invisibilidad a la que se relega a la gente que no tiene poder económico, ¿no? ni poder de un cargo, ni poder de un título, ¿no? Entonces yo creo que, muy adentro mío, es como una lucha desesperada por romper esa invisibilidad a la que te quieren someter... [...] Imaginate que yo tengo un almacén, si me dedico sólo a vender, por más que hable con los vecinos y me relacione y todo lo demás, me muero... » (Cristina, Coordinadora de asentamientos)

« En este mundo, con las necesidades tuyas y las del barrio, estás sumamente solo... Por lo tanto, la Coordinadora es un espacio donde uno siente que no se quebró y que tiene que seguir peleando... El contacto con los compañeros es sumamente importante porque rayados hemos estado un montón de veces y no tenemos más nada y nos apoyamos los unos a los otros y seguimos estando... Y esto es muy importante... [...] Uno ve muchas cosas jodidas en los asentamientos, en el sentido de muchas formas de vivir jodidas, de muy pocas esperanzas en el cambio, ¿no? Entonces es como que uno se agarra de los espacios donde ve que hay compañeros que están en la positiva...para no perderse en ese caos... [...] Tenés la necesidad de juntarte con compañeros y compañeras que están peleando, luchando... eso para mí es lo más importante, cuando hay gente que está buscándole la vuelta a la historia [...] El tema es no perder esperanzas... Y no las hemos perdido » (Cristina, Coordinadora de asentamientos)

« La Coordinadora es también un espacio donde nos encontramos, donde intercambiamos y donde tomamos fuerza a veces porque... yo digo a veces jugando que parece un espacio de terapia [...] intercambiamos una cantidad de cosas y nos damos fuerza para seguir » (Isabel, Coordinadora de asentamientos)

« Realmente es sentirse partícipe de tu lugar, que participás en algo y que existís... que puedas aportar... » (Emilia, Resistencia FM)

« Lo personal, el motivo era, es, la necesidad que uno siente de comunicarse, de expresarse ante la gente. Entonces lo tomé así, como una herramienta valedera de decir lo que uno piensa. Porque esa sensación que uno sintió [...] el calor humano y más allá de las carencias que tenga la radio, no sé... existía algo especial, uno se siente muy cómodo acá, ya desde el primer día que llegó... y bueno dije sí este lugar es un lugar adecuado. » (Carlos, Resistencia FM)

« Encontré un espacio donde mi trabajo vale. Cuentan conmigo. Para ellos, soy importante. Cuentan que yo venga y que haga tal cosa... y para mí es muy importante. » (Erika, CTD Flamarión Sur)

2.1. Entre ancrage et déni du quartier

Entretien avec Cristina, Isabel et Fabiana de la Coordinadora de asentamientos

C: Cuando te preguntan ¿de dónde sos? Lo primero que me sale es “de Colón”.

I: Hay cierta identidad... de Colón... Nosotros estamos en las afueras de Colón, algunos dicen que nuestro barrio se llama Colón norte. Pero yo soy de Colón... [...]

C: Sí, para mí, es todo Colón.

I: Uno se siente parte de... Vos empezás a tejer tantas redes que te sentís... conocés gente de todas partes [...] Es tu vida, donde estás... Yo no digo 25 de agosto, porque [...] para mí es muy restringido, porque mi vida va más allá, la mayor parte de mi vida está en todo Colón.

F: Sí, porque vos venís, pagas todo acá, las farmacias principales están acá, los supermercados grandes...

C: Yo me siento parte de Colón, aunque esté en un asentamiento...

F: ...Y somos parte de Colón...

C: Yo digo más del sentido de pertenencia... porque cuando te preguntan ¿de donde sos? “de Colón”, no me sale decir del asentamiento [...]

I: Y hay lugares que vos no decís que sos del asentamiento...

F: No, porque te discriminan...

« Yo me voy para el asentamiento pero en ningún momento, pensé que las cosas se iban a quedar así... Me fui con la idea de barrio, ‘ta? No sé si fue el razonamiento “no vamos a ser menos por ser pobre”, no sé... Pero el sentimiento era... quiero vivir en un barrio... » (Cristina, Coordinadora de asentamientos)

« Nosotros, digamos nuestra idea era “soñamos con un barrio”, nosotros pensamos en un barrio, ese era el objetivo. Yo ya era maestra. Yo soñaba “en 10 años eso va a ser un barrio”. No fue que nosotros teníamos la idea de ir a vivir en un ranchito [...] Nosotros decíamos “podemos vivir como marginados pero no somos marginados”. » (Isabel, Coordinadora de asentamientos)

2.2. Quand un ancrage exacerbé permet la mobilité

« Y bueno al transcurrir el tiempo vimos que se estaba deformando lo que era la comparsa del barrio. Ya empezaron a ser que Cuerda de Ejido, Retumbe de Ansina, que esto... y bueno nosotros consideramos que la comparsa ideal del barrio vendría a ser de este lado, de Ansina para atrás, la comparsa del momento, la de siempre, con el tema de la tradición, de la cultura, es esta la comparsa... [...] Primero queremos agarrar el terreno, hay que hacer una base acá tranquilo y que la gente te conozca, que hagas terreno, que hagas calles, eso es lo más importante. ¿Qué querés decir por “hacer terreno”? En el sentir de... ¿viste cómo hacen los perros? marcan el terreno. Nosotros saliendo a tocar... que la gente nos conozca... marcamos nuestro terreno. » (Martín, Comparsa Isla de Flores, habitant de Palermo)

2.3. L’ancrage comme militance ou quand la mobilité permet l’ancrage

« Cuando es comunitario, cuando realmente se la utiliza como una radio comunitaria, que sea de libre acceso, que pueda pasar desde los más chicos hasta los más grandes... [...] Eso genera otro conocimiento, [...] desde salir al aire hasta poder comunicarnos y transmitir, transmitir ideas, pensamientos o cosas que están pasando, que a veces nos pasa en común, a muchos vecinos, acá de la zona. Nosotros estamos tan abocados en esas necesidades no nos damos cuenta que tenemos ciertos problemas en común. Lo que tienen las radios comunitarias a no ser un medio masivo de comunicación, eso hace que sea más real, más con los pies en la tierra... Para mí, es algo imprescindible, en todos los barrios tendría que haber una radio comunitaria, pero que realmente funcionara como una radio comunitaria... Yo creo que cada radio comunitaria, que surge así como

organización de la gente, que surge de las necesidades de la gente de tener un espacio de comunicación, tiene que difundir informaciones que no llegan... Estamos en la periferia y hay información que no llega, información que no está destinada a esta parte, y, al menos la idea de Resistencia, es buscar esta información que no llega y difundirla. » (María Elena, Resistencia FM)

3.3. Quand l'informel submerge la ville légitime

Encadré « Quelques exemples d'éditoriaux du quotidien *La Nación* portant sur les mouvements de chômeurs »

« Es imprescindible recordar, una vez más, que quienes cortan rutas – sea cual fuere el reclamo que invoquen para justificar esa actitud extrema – cometen una acción inequívocamente delictiva y atacan contra uno de los derechos elementales de los demás ciudadanos, que es el de transitar libremente por los caminos de la República o el de hacer circular sus mercaderías de un lugar a otro... [...] Es necesario que todos los sectores de la población tomen conciencia de que el corte de una ruta significa un alzamiento grave contra la ley y que frente a esa violación del orden legal no cabe otra respuesta que la intervención correctiva de la fuerza pública destinada a remover la obstrucción y restablecer la libertad de circulación. »

« En numerosas oportunidades hemos advertido que el corte de ruta como método para plantear reclamos de carácter social constituye un inaceptable acto de violencia. Negar al uso público una vía de comunicación esencial y condenar, por ese medio, al estrangulamiento económico las áreas productivas dependientes de esa ruta o camino significa perpetrar un grave delito y vulnerar un derecho básico de los restantes miembros de la comunidad. »

« Sordos a cualquier llamado a la reflexión y empeñados en hacer que sus imposiciones posterguen el razonable interés de la mayor parte de la población, los piqueteros siguen dedicados a expresarse mediante salvajes cortes de las vías públicas »

« Se está instalando en la Argentina una peligrosa conducta social que, a largo plazo, es aún más peligrosa que la pobreza: la cultura del delito. [...] El neologismo piquetero no es más que un modo de designar al que comete el delito de usurpación de la propiedad [...] »

« La cuestión es sencilla: o se está con el orden, lo cual no significa autoritarismo, sino vocación de convivir en forma civilizada, o se está con el desorden, puerta de ingreso en la anarquía. »

« [...] no son de un grupo piquetero, ni ideológico, sino de productores, comerciantes, empleados, estudiantes que están defendiendo simplemente el derecho a la vida.» (Jorge Busti)

(note de bas de page): « El piquete está formado por la típica clase media, y allí la mayoría reniega del mote de piqueteros. "Nosotros no somos unos muertos de hambre, no andamos con máscaras", se escucha. » *La Nación*, 23 abril 2006)

« [...] aceptar que desde el fondo mismo de la descomposición social pueden emerger importantes elementos de recomposición. » (Svampa et Pereyra, 2004, p.15)

« Por muchos, el piquetero, suerte de "cabecita negra", sigue encarnando la imagen cabal de la alteridad, por momentos radical, por la cual asoma ese otro mundo, ignorado y ajeno, amenazante y no tan distante, que habla a las claras de las consecuencias perversas del modelo neoliberal. » (Svampa et Pereyra, 2004, p.174)

(note de bas de page) « los productores agropecuarios que protestaban en las rutas por la abusiva aplicación de retenciones a sus exportaciones » ; « Nadie en el campo quiere conflictos ni estar al borde de una ruta en una noche de frío, o sufriendo calores agobiantes, en tren de protesta. Lo que la gente quiere es salir a trabajar temprano, con la dignidad de los que se ganan seriamente el pan de cada día. Pero ¿se puede esperar una solución racional y equitativa con un gobierno que por un aumento del 2% de recursos fiscales enfrentó un conflicto político desgastante de más de cuatro meses? Parecería una quimera. » ; « Los dirigentes agropecuarios convocaron a un paro rural cuando no tenían otra alternativa que convocar a un paro. » (*La Nación*)

« Somos capaces de salir a la ruta, a demostrarle a este gobierno que no somos locas, no vamos a cortar una ruta y a cargarnos de frío en invierno, a mojarnos cuando llueve [...] porque le decimos "mirá, che, loco, pongan un poco de atención, nos estamos cagando de hambre, queremos un laburo, un laburo para nuestros maridos y no tener que mandar a nuestros hijos a un comedor... » (Mari, CTD Aníbal Verón)

Chapitre 7

1.3. Un espace proche élargi à Montevideo

« Mi vida la resuelvo prácticamente acá en Colón, salvo alguna cosa que voy a comprar en el centro, algún trámite en el centro, que sea personal o por la Coordinadora [...] a veces si tengo una entrada para el teatro

gratis... el problema es que estamos bastante lejos de todo, ¿no? Hay muchas cosas para hacer en el centro, incluso gratis, como espectáculos, pero la lejanía te impide, ¿viste? Porque una cosa es llegar a Colón, al centro de Colón, otra cosa es llegar a tu barrio, ya es bastante más conflictivo, andar a las once de la noche, tener que tomar un taxi... Es un poco mi dolor de vivir acá, la zona me encanta, pero... y la locomoción hacia Colón tampoco no es muy frecuente [...] Yo personalmente me siento bastante limitada, el hecho de vivir lejos... Como que se complica, no salgo mucho de la zona... Voy a ver mi madre que está en Sayago... Voy a la casa de una amiga en Propios y Varela... Pero lo demás tengo toda la gente conocida acá en la vuelta... Me encanta salir pero me limita el lugar donde vivo... Eso es jodido, porque te limita los afectos a veces... Es todo un problema cuando tenés que andar de Colón al centro, es un problema...» (Cristina, Coordinadora de asentamientos)

« Vivo en Colón desde los 12 años con mis padres. Y bueno ahora me fui para las afuera de Colón, casi me caigo del mapa (rires), pero estoy en Colón todavía. [...] Generalmente, mi circuito es en la zona, en la zona de Colón. Pero después bueno, cuando tengo que entregar alguna cosa, voy allá, a Primaria, en la Ciudad Vieja y bueno ando por todo Montevideo... Me casé, me fui por allá, tomé la escuela allá, y me quedé ahí no más y construí todas las redes que podía...» (Isabel, Coordinadora de asentamientos)

« Al ser comerciante casi todos los asentamientos los conozco... Pero ahora al estar en la coordinadora, uno puede ver las cosas de otra manera...» (Fabiana, Coordinadora de asentamientos)

« Resistencia me permitió profundizar mi conocimiento de la zona, los lugarcitos, los pequeños barrios [...] un mayor compromiso barrial, llegar a un conjunto de lugares a donde no te metés si no, no tenés ni idea... te metés en los asentamientos... Es la idea de Resistencia, generar vínculos, una mejor inserción barrial con las organizaciones sociales, con las escuelas...» (Gabriel, Resistencia FM)

« Trabajo con grupos chicos, soy desconfiada, me cuesta agruparme a grupos grandes. En el Tobogán, conocí otra realidad: primero, la lucha barrial que era nuevo para mí. Me acercaba a grupos, partidos de izquierda, extrema izquierda, anarquistas [...] dando vueltas como 3-4 años... Me di cuenta que tampoco era el camino. No pude concretar con estos grupos, tiran la piedra y ven después... [...] Sigo sin encontrar el lugar... En el Frente Amplio, tengo buenas amistades [...]. Pero al nivel del barrio es otra cosa, hay que estar abierto, yo no soy de nada, no voy a poner una bandera en mi casa. Puedo trabajar con Colorados, Blancos...» (Lita, Commission d'habitants Tobogán)

2.1. La pratique des lieux de pouvoir

Encadré « Les changements perçus »

« Al nivel personal, a mí lo que me cambió, fue [...] acercarme más a la gente, poder crecer como persona, porque bueno yo siempre fui tímida y últimamente me miro y me desconozco [rires], como que últimamente ya estoy bastante arrebatada, digo lo que pienso » (Isabel, Coordinadora de asentamientos)

« Y lo que he venido haciendo toda la vida, tratando de no quedarme en un huequito con la mirada corta, tratando de mirar un poco más allá de las paredes de mi casa, ¿no? Siempre es mejor encontrar los caminos con otros, ¿no? [...] conocí a todos los compañeros, que es muy importante... [...] te da la posibilidad de ir y decir "bueno, formo parte de ese colectivo", te da otra forma de arribar a la gente, te da otra forma de pelear las cuestiones que se necesitan... Entonces te da otro poder de negociaciones... Este es un espacio que fortalece los asentamientos... Como que salimos un poco del asentamiento, y bueno hablamos de la zona, y que no es la zona, porque bueno si es el Cerro también está bien con los asentamientos y si es Piedras Blancas vamos arriba... » (Cristina, Coordinadora de asentamientos)

« Eso me ha obligado a moverme, y ver la gente de otro punto de vista y conocer ciertas organizaciones... Me fui dando cuenta de cómo realmente funciona el sistema, ya sea político, social o educativo... y cuales son las trabas... y conocer gente, conocer tus vecinos... Tenés otra perspectiva de lo que está sucediendo... » (Emilia, Resistencia FM)

« En mí, me cambió mucho, a hablar con la gente... No me desenvuelvo mucho pero... a hablar, conocer gente, a conocer muchos problemas, que hay peores que uno, uno a veces piensa que uno es más pobre... y no [...] Quizás antes yo era más cerrada y no veía... me preocupaba por mis problemas, por mi pobreza... y no veía la pobreza de los demás » (Claudia, CC Las Flores)

« Aprendí [...] a defenderme, te da fuerza, te abre, te da ganas de hacer cosas nuevas » (Liliana, CTD Aníbal Verón)

« Me hizo más fuerte, aprendí mucho. Yo me defendía pero a mi modo... Ahora he aprendido a luchar con palabras... [...] Me enseñó a pensar, a bajar la ira... » (Elba, CTD Flamarión Sur)

« Sí, antes era muy callada. No contestaba. No sabía cómo defenderme. Pensaba que la gente grande tenía siempre la razón... Acá uno hizo carácter. Con buen respeto, uno se puede defender. Eso mismo yo les enseño a mis hijos » (Erika, CTD Flamarión Sur)

« Sí: apoyo, un poco de seguridad y de tranquilidad, respeto, responsabilidad... » Juan (CTD Aníbal Verón, Rosario)

« Sí, me ayudó bastante, salir de este encierro que tenía... Me parecía que no podía hacer nada... » Graciela (CTD Aníbal Verón, Rosario)

« Sí, conocí a muchos compañeros... la vas peleando... Por ejemplo, yo no sabía todo eso, la política, el hambre, la baja de los planes... Aprendí un poquito más, a pelearla... Tenés que saber hablar, saber quienes son la gente de arriba que dan las órdenes... » Elba (CTD Aníbal Verón, Rosario)

2.2. La mise en visibilité des femmes des marges

« Cuando el trabajo deviene una cuestión del ámbito de la reproducción y se forman organizaciones de desocupados en los barrios, las mujeres se convierten en protagonistas de organizaciones que irán desde el barrio al centro mismo del ámbito público y político » (Cerrutti et Grimson, 2005, p.128)

2.3. Politisation et publicisation de l'expérience ordinaire

« [...] se hizo a través de la figura de la madre, pues ella emergió como la portadora de una interpelación radical que rompió con las clásicas divisiones entre el espacio privado y semipúblico [...] para instalar la temática del hambre en un nuevo lugar, de carácter público, que comenzó a perfilarse en la ruta y se continuó luego en otros espacios. » (Svampa et Pereyra, 2004, p.163-164).

« Acá realmente la más luchadora es la mujer, vemos que la que más se apropia de las calles, es la mujer. ¿Por qué? Porque el marido, si bien acompaña la lucha, es como que la mujer sufre más la desocupación, la marginación, la pobreza [...] y entonces la mujer siente esta necesidad de salir a la calle [...] Entonces la mujer, la que se queda en el hogar, con sus hijos, es la que le golpea más la realidad, ¿entendés? Es como que mientras que el hombre está rebuscando algo para poder llevar a sus hijos a la casa, la mujer sale a luchar en los movimientos de desocupados. Ahora en la realidad es como la que está ganando las calles, ¿entendés? Es lo que yo veo como mujer, es lo que se ve en las manifestaciones, por lo menos acá en Rosario » (Mari, CTD Aníbal Verón)

« Tengo ocho hijos. Tuve que trabajar mucho para mantener a mis hijos. Tuve que sacrificar toda mi vida porque no tenía ayuda [...] Y bueno siempre fue lucha... Eso se llama lucha... Siempre fue lucha... Por eso que me pareció a mí a media que fueron creciendo los chicos, vi a otros hijos de otras personas así en ese mismo estado, y entonces eso lo que... No es que en el instante no más me largué a luchar, sino que les fui ayudando con lo que tenía en mi casa: un pantaloncito, una zapatillita... Todo eso se me hizo...se me fue haciendo lucha. Y en realidad a la vida le tuve que luchar todo. » (Elba, CTD Flamarión Sur)

« [...] las raíces de sus acciones y palabras en la ruta se encuentran en un complejo entramado de temas biográficos que tienen poca o ninguna conexión con activismo social o político alguno » (Auyero, 2002, p. 22)

Encadré « Quelques exemples de réponses à la question "Pourquoi y a-t-il davantage de femmes que d'hommes dans l'organisation ?" »

« Porque no podemos vivir con 150 pesos y entonces el marido tiene que hacer changas. Por lo tanto, el puesto de lucha, para seguir consiguiendo cosas, lo tiene que cumplir la mujer. Esa es la razón principal. Y no es que el hombre no sufra las consecuencias de las necesidades sino que la mujer está mas sacrificada en este caso, conoce, palpa permanentemente el problema de las necesidades [...] Por lo tanto, la mujer, hoy, el 70% es luchadora natural, nadie le tiene que decir cuanta desnutrición hay, nadie le tiene que decir como está la drogadicción, a lo mejor no saben los números pero [...] viven con la drogadicción todos los días con sus hijos » Chiche (CTD Flamarión Sur)

« Son más luchadoras las mujeres me parece, más valientes... Ellos, si no tienen trabajo del oficio de ellos, ya se deprimen... No pueden tener otro oficio. Esperan que la mujer los ayude, los saque adelante... » (Erika, CTD Flamarión Sur)

« Son las que más luchan para que sus hijos tengan para comer... » Gloria (CC Las Flores)

« Como verás, estamos haciendo la comida, esto lo tendría que hacer la Municipalidad pero como no se ocupan, lo hacemos nosotros. Y eso lo conseguimos con lucha también, todo, todo... Nadie nos da nada gratis... Todo luchando [...] Estábamos muy furiosas con los gobernantes de acá, nosotros teníamos necesidades muy grandes

y hacían oído sordo y miraban otro lado cuando íbamos a pedir una caja de alimentos [...] Eso es lo que queremos que todos tengamos trabajo, que no pasemos necesidades... y que no tengamos que depender de un plan. Todo el mundo depende de este plan, estamos esperando el día del cobro y cuando vamos a buscar la plata es para pagar lo que debemos » (Gloria, CC Las Flores)

« Me gusta todo lo que tiene que ver con estar involucrada en las necesidades de la gente... Quizás no se puede hacer la gran diferencia, pero pienso que se puede hacer la diferencia [...] Los problemas que se pueden resolver desde el centro comunitario, yo creo que nosotros podemos hacer la diferencia en ese sentido, de ayudar a la gente. » (Analía, CTD Flamarión Sur)

« Ya no estoy inmersa dentro de mi hogar, anulándome del mundo y de la sociedad y sintiéndome parte de todo esto, ¿no? Esto es un cambio muy importante, el ser consciente y ser partícipe de crear un cambio, para mí como persona, como mujer » Mari, CTD Aníbal Varón)

« Conocí más compañeras, lo que es la lucha, salir a la calle y ganar el gobierno siempre, que nos dé lo que nos merece a nosotros, un trabajo digno... » (Mónica, CTD Aníbal Verón)

« En realidad la radio es una extensión del trabajo social que veníamos desarrollando a través de las ocupaciones en algunos asentamientos, que por supuesto comenzó en la ocupación del asentamiento Juventud 14 [...] Vimos la necesidad no solamente por el barrio en sí [...] de tener un medio de prensa [...] El tema estaba tratar de aunar las reivindicaciones y las luchas sociales en torno a todos los asentamientos, y de la gente que también si no están en asentamientos está involucrada porque de repente está pegada a un asentamiento... cómo trasladar esta experiencia... un poco dando respuesta a lo que los medios de prensa masivos hablan sobre el tema de los asentamientos: que hay gente mal viviendo, delincuentes... dando respuestas a todo eso, diciendo "no, en todos lugares hay todo tipo de gente, y no porque vivamos en un asentamiento vamos a ser ciudadanos de tercera categoría". Y bueno además también por supuesto con el compromiso político ¿no? que yo he asumido desde que tengo conciencia, estar siempre del lado de los que más necesitan, y en este sentido, vamos caminando, ¿no? » (Gabriel, Resistencia FM)

« Se estaba pidiendo que alguien del barrio fuera y bueno yo estaba en la comisión del barrio y lo decidimos como comisión [...] Entonces vine a unas reuniones [...] y bueno me empecé a comprometer y empecé a ver las necesidades de la gente, gente que vivía en situaciones mucho más críticas que la nuestra, situaciones que nosotros ya las habíamos vivido y que las habíamos superado [...]. Entonces uno empezó a ver que la experiencia que había adquirido en los años era buena compartirla y bueno poco a poco me fui comprometiendo... y cuando quise ver... estaba viniendo todos los días [ríes] y 'ta acá estoy... creyendo en qué no hay otra solución [...] yo lo tomé como algo muy personal el hecho de poder seguir trabajando por los demás. » (Isabel, Coordinadora de asentamientos)

Troisième partie

Chapitre 8

1.2. La déconcentration au travers des centres municipaux de district

« las nuevas movilizaciones respondieron a la autorreferencialidad de arriba con la autorreferencialidad de abajo » (Svampa, 2002, p.98)

2.3. Un nouvel élan national

(note de bas de page) « El propósito del Plan es fortalecer todos los dispositivos públicos existentes, introducir transformaciones sustantivas en la organización de las estructuras e instrumentos de protección social y mejorar sensiblemente la provisión y regulación de servicios sociales apuntando así a promover parámetros políticamente aceptables de integración y justicia social con la finalidad última de asegurar el bienestar de los uruguayos y las uruguayas. » (Plan de equidad)

3.1. Entre planification stratégique et décentralisation participative

« la "descentralización participativa" de Montevideo no es la descentralización de una política municipal o una forma de participación en una política específica, sino la descentralización del aparato institucional de gobierno municipal » (Veneziano, 2003)

3.3. Les aléas de la participation

« Claro, nosotros no decimos que se haga lo que dice el vecino pero sí que se escuche y bueno que después se vea... Entonces nosotros decimos determinadas cosas, los técnicos dicen otras cosas y bueno de ahí que salga algo que verdaderamente valga la pena. A veces nosotros entendemos que nos dan un espacio, nosotros vamos, hablamos, opinamos, hicimos una cantidad de cosas, bárbaro, y entonces nos dieron un espacio de participación según las autoridades pero después realmente cuando vas a la práctica, todo lo que se habló en esa mesa, quedó ahí en esa mesa, no llega a concretarse nada de eso... El espacio de participación real no existe. [...] es decir la descentralización famosa... como que es un espacio como para que los vecinos estén allí pero [...] [la participación] no es real, es ficticia, es como un holograma decimos nosotros (rires). » (Isabel, Coordinadora de asentamientos, Conseillère d'habitants du CCZ 12)

« Como concejal (vecinal), puedo tomar algunas decisiones pero mínimas. [...] No sé si el poder está pero por lo menos la posibilidad de sugerir "esta es la calle que está peor", esta luz... Esas decisiones las podés tomar... Pero se retrasa mucho en el tiempo y a veces obras que tenían que hacerse durante este año por ejemplo no se han hecho. [...] No sé... como que tienen el concejo vecinal allí pero no le dan mucha importancia » (Carlos, Conseiller d'habitants du CCZ 9, Coordinateur de l'Esquina Mercadito)

« Yo, la elección pasada, fui la más votada del Barrio Sur y ayer volví a ser la más votada del barrio. Volví a ser reelecta como concejal. Eso como que te da otra responsabilidad, otra seguridad y otro animo para poder trabajar... Y bueno yo tengo algo también, que primero hice mi casa y después me volqué al barrio, digo como una manera de devolución, de agradecer todo lo que el barrio hizo por uno... Hoy por hoy me siento con la obligación de volcarme al barrio. Y bueno siendo concejal es otra herramienta que tenemos, porque bueno tenemos contactos con toda la intendencia, con el centro comunal (...) Ya no es tanto por medio de una cartita que uno va, puede hablar con los responsables, puede plantear cual es la problemática, la intendencia te recibe, el centro comunal te recibe... » (Ivonne, Conseillère d'habitants du CCZ 1, Coordinatrice d'Ateneo Sur)

« Esos espacios que se ganan y que son respetados se producen en un marco de corralito... que la gestión deja que fluya, que ande, pero que en ultima instancia, es la opinión de los técnicos, de los profesionales, que no permite la participación plena y abierta del vecino. » (Juan Rivero, Conseiller municipal de Rosario, Front Progressiste)

Chapitre 9

1.3. Entre participation socio-territoriale et politique

« El primer golpe que tengo es que de acá se trabaja poco con los barrios, se habla mucho desde el concejo municipal, se elaboran proyectos desde acá, pero terminan chocando en general con algo que es importantísimo: al no estar referenciados en la realidad, no tienen vida, mueren a poco de nacer [...] De todas formas, la única manera de construir la democracia, es estar con la gente, trabajar con la gente y desde la gente, desde el vecino... La mayor participación, de punto de vista de esta institución, es el Concejo móvil donde ahí se aclaran claramente los problemas de la democracia de estos tiempos, una democracia institucional, de representantes, vertical, donde el concejal va a hablar pero con poca participación de la gente [...] Pienso que es el mejor nivel de democracia que hay, es ir y venir desde allá [los barrios] hacia acá [el concejo municipal] [...] Si el vecino tiene la posibilidad de expresarse, plantear un proyecto y que sea aprobado, se animan a contestarnos [...] entonces se rompe esta verticalidad, del concejal arriba y el vecino por allá abajo, para que el vecino diga donde está el problema [...] eso es el concejo móvil. » (Juan Rivero, 2008)

2.1. La décentralisation culturelle au cœur du programme Esquinas

« En esta parte del mundo hay quienes piensan que todo lo que se gasta en cultura es un gasto, y los que de alguna manera operamos en cultura, sabemos que no, que es una inversión, sobretodo un medio de construir ciudadanía para que la gente encuentre rutas de salida y no sólo piense en subsistir, "¿qué como mañana?" y "¿cómo duermo esta noche?" » (Eduardo Llado, Coordinateur du Programme Esquinas pour la Région Ouest)

« El programa Esquinas no es dueño de nada, digo hoy tiene 50 y pico de esquinas, centros culturales, teatros que se dicen de Esquinas pero que ya estaban. Lo que nosotros hicimos es redimensionarlos, darle la apoyatura que se puede desde la intendencia. (...) Y la tarea nuestra es detectar todos esos movimientos, tejer redes, ver cómo podemos apoyarlos (...) Y hemos avanzado pero se puede avanzar mucho más. De todos modos, está bueno cómo los vecinos hoy se organizan para conseguir muchas más cosas que antes, digo, para "encontrar caminos" » (Eduardo Llado, Coordinateur du Programme Esquinas pour la Région Ouest)

« Esta es la zona que mayor cantidad de asentamientos tiene en Montevideo (...) Y bueno al principio fue... la idea de poder abrirlo, que la intendencia nos diera el espacio para conjugar allí algo social y cultural, no teníamos muy claro qué pero el tema era que tuvieran un espacio los jóvenes. (...) Fue así que en el 2004 recuperamos ese espacio y comenzamos a trabajar. Bueno allí se fueron dando distintas cosas porque asumía la intendencia, la gestión de Ehrlich como intendente, nosotros conocíamos algunos actores sociales también de otra parte de Montevideo que estaban integrando el nuevo gobierno y que tenían un proyecto que era el proyecto Esquinas. Entonces los invitamos a que vinieran a ver los jóvenes, el espacio que teníamos... Era una esquina verdaderamente, es decir llenaba las características que ellos pedían para una esquina » (Carlos, Coordinateur du Mercadito)

« Y ‘ta acá más que nada, creo que por eso nos quiso ayudar Esquina de la cultura, es más que nada el tema del trabajo social. Acá, por ejemplo, un día viene una vecina y te dice “no tengo un mango pero tengo un paquete de fideos” y viene otra vecina y te dice “tengo un paquete de lentejas” y viene la otra y tiene una flauta y bueno entonces cocinamos todos acá... Y así lo hacemos... (...) Las organizaciones de la zona participan, colaboran para todo. Las comparsas de Palermo, por ejemplo, para el Día del niño (...) hacen actividades donde juntan las golosinas y todas esas cosas (...). Y el domingo se hace una actividad general, donde, por ejemplo, este año nos donaron 400 hamburguesas, más los panes, más la coca cola, más otro vecino nos donó 4hs de pelotero, donde otro vecino, porque nos habíamos quedado sin amplificación, alquiló la amplificación... Y así se fue haciendo... Así se arma todo acá » (Ivonne, Coordinatrice d’Ateneo Sur)

Chapitre 10

1.1. La déstabilisation des routines politiques établies autour du micro-local

« Y no sabemos otra cosa que hacer que ir a cortar una ruta, porque sabemos que es la única forma que nos dan pelota. O si nosotros vamos por medio de una cartita o una audiencia y le decimos “necesitamos esto y esto...” sabemos que no nos dan. Entonces, bueno, si no entienden mediante el dialogo, la vía pacífica, entonces la única forma que tenemos nosotros para demostrarles que no estamos conformes con la calidad de vida que tenemos es saliendo a luchar » (Mari, CTD Aníbal Verón)

« Si no hay trabajo seguimos en esto. Y este gobierno desgraciadamente quiere eso, que nosotros sigamos mendigándole y que ellos sigan teniendo la rienda de nosotros. Al no darnos trabajo, nosotros tenemos que ir a pedirselo a ellos. Entonces ellos así nos tienen bajo su bota y teniendo la rienda de nosotros » (Elba, CTD Flamarión Sur)

1.2. Un contexte politique favorable à la protestation

« Mirá, provincia y municipalidad es la misma cosa, no hay como el año pasado dos partidos políticos, hoy es uno solo. Por lo tanto tratan de centralizar todo lo que se pueda. El cruce de datos a nosotros nos complicó bastante porque en vez de aumentarnos las cosas nos achicó. Lo que quieren hacer con el cuento de ordenarse, en realidad no se ordena nada, se complica más, a nosotros no nos sirve. No le va a servir a ellos tampoco porque nosotros en cualquier momento salimos a la calle y va a ser un problema para ellos... Y hay que decir que si el municipio y la provincia ganaron las elecciones el año que pasó fue con un gran porcentaje de voto de los barrios, lo votó mucha gente de los barrios. No son votos cautivos, no son votos del socialismo. Nosotros estamos dialogando, queremos esperar hasta cierto punto, que se acomoden... [...] Vamos a dialogar hasta donde podamos... cuando no nos ayuden a resolver el problema... vamos a ver... estamos esperando hasta fin de agosto... y después calculo que vamos a tomar decisiones distintas... [...] No podemos seguir así... Está todo muy mal... Vamos a esperar hasta donde podamos... cuando no podamos más... no podremos más... Pero no va a ser por falta de voluntad nuestra... Si ellos no quieren resolver los problemas... veremos... » (Chiche, CTD Flamarión Sur)

2.1. Des canaux institutionnels de participation

« Siempre nos movimos con el diálogo, el diálogo con las autoridades. Cuando tuvimos que hacer algo extremo... ¿Pensas que las marchas son algo extremo? Todo tiene un proceso: el diálogo, el diálogo insistido, otros pasos son las movilizaciones [...] Hay pilas de instancias para agotar primero. Por ejemplo, lo de las papeleras me afecta mucho. No estoy de acuerdo con la contaminación, pero no estoy de acuerdo con la forma de su lucha. Hay instancias grandes de diálogo. » (Lita, Commission d’habitants Tobogán)

« Estoy convencida de que no hay otra forma, que la forma es organizarse y buscar y golpear puertas... Y bueno algún día, nosotros soñamos con una mesa de relacionamiento donde tengamos a todos sentados en el mismo lugar y bueno ahí poder pensar, participar, opinar...por lo menos que nos escuchen realmente... » (Isabel, Coordinadora de asentamientos)

3.2. De l'importance de la prise de places

« Por lo menos hay barrios que se pusieron en el mapa. Torre 8, por ejemplo, 10 años atrás, ni sabían que existía... El trabajo de la Coordinadora llegó a que bueno todo el mundo sepa donde queda Torre 8... Eso creo que fue bueno...También que nos valoren, que nos conozcan y vean que los asentamientos no es muchas veces lo que la gente imagina. Que bueno hay gente que quiere cambiar, que quiere trabajar... Que también conozcan lo que hay más allá del asentamiento. Porque hay gente que llega a la calle y no pasa por ahí porque tiene miedo. Tuvimos la experiencia con los estudiantes de arquitectura [...] asistentes sociales [...] Y bueno yo creo que este espacio un poco ha ayudado a eso [...] a ponernos en el mapa » (Isabel, Coordinadora de asentamientos)

Annexe n°9 :**Liste des sigles et mots espagnols non traduits****Sigles :**

CCC : Corriente Clasista y Combativa [Courant de classe combatif] (Rosario)

CC Las Flores : Centros Comunitarios Las Flores [Centres communautaires Las Flores] (Rosario)

CCZ : Centre communal de zone (Montevideo)

CTD Aníbal Verón : Coordinadora de Trabajadores Desocupados Aníbal Verón [Coordination des travailleurs sans emploi Aníbal Verón] (Rosario)

CTD Flamarión Sur : Centro de Trabajadores Desocupados Flamarión Sur [Centre des travailleurs sans emploi de Flamarion Sud] (Rosario)

PIAI : Programa de Integración de Asentamientos Irregulares [Programme d'Intégration des Quartiers Irréguliers] (Montevideo)

Mots espagnols utilisés sans traduction :

Asentamiento (irregular) : quartier irrégulier

Candombe : genre de musique traditionnel de la culture afro-uruguayenne

Cantegril : quartier irrégulier en Uruguay

Comparsa : troupe de percussionnistes, joueurs de candombe

Conventillo : En Uruguay, ces logements ont été construits à la fin du 19^e siècle afin d'accueillir les nombreux immigrants. Les familles afro-uruguayennes s'y sont peu à peu concentrées. Destinés aux ménages modestes, ce type d'habitat se caractérisait par l'alliance des espaces privés et des espaces d'usage collectif. Les familles ne disposaient bien souvent que d'une seule pièce privée et partageaient les autres pièces avec leurs voisins.

Esquina : « coin de rue ». Nom du programme de décentralisation culturelle à Montevideo et des centres culturels partenaires.

Montevideano/a : adjectif se rapportant à Montevideo

Murga : La *murga* renvoie, d'une part, à un genre de musique théâtralisée, et d'autre part, aux groupes qui s'y adonnent. Elle est l'une des expressions traditionnelles du Carnaval de Montevideo.

Piquetero/a : nom donné aux membres des mouvements de chômeurs en Argentine

Rosarino/a : adjectif se rapportant à Rosario

Villa miseria : quartier irrégulier en Argentine

BIBLIOGRAPHIE

- ABERS Rebecca, 1998, « La participation populaire à Porto Alegre au Brésil », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°80-81, p. 43-53.
- AGIER Michel, 1999, *L'invention de la ville : banlieues, townships, invasions et favelas*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 176 p.
- AGRIKOLIANSKY Éric et DUFOUR Pascale (coord.), 2009, « Les frontières des mouvements sociaux / Les mouvements sociaux aux frontières », *Politique et Sociétés*, vol. 28, n°1, 287 p.
- AGUIRRE Rosario, CANZANI Agustín, *et al.*, 1986, *El trabajo informal en Montevideo*, Montevideo, CIEDUR / Ed. de la banda oriental, 237 p.
- ALLEMAND Sylvain, ASCHER François et LÉVY Jacques (dir.), 2004, *Les sens du mouvement : modernité et mobilités dans les sociétés urbaines contemporaines*, Paris, Belin, 336 p.
- ALVAREZ María José, 2000, *Asentamientos irregulares en Montevideo: la desafiliación resistida*, Montevideo, Documents de travail de l'IPES, 50 p.
- ALVAREZ María José, 2006, « Urbanización desde abajo: ocupando tierras en Montevideo », *Séminaire latino-américain Teoría y política sobre asentamientos informales*, Buenos Aires, 8 et 9 novembre.
- ALVAREZ-RIVADULLA María José, 2009, *Contentious urbanization from below: land squatting in Montevideo, Uruguay*, Thèse de Doctorat en Sociologie, University of Pittsburgh, 228 p.
- AMSELLE Jean-Loup et LE BRIS Émile, 1982, « De la "petite production marchande" à l'économie mercantile », dans Deblé Isabelle, Hugon Philippe *et al.*, *Vivre et survivre dans les villes africaines*, Paris, PUF, p. 163-173, 310 p.
- ANDERSON Nels, 1993, *Le hobo : sociologie du sans-abri*, Paris, Nathan, 319 p.
- ARMESTO Melchor, 2005, « La productiva introducción del espacio en el análisis de las confrontaciones políticas. Apuntes sobre el movimiento de desocupados en la Argentina reciente », *Política y sociedad*, vol. 42, n°2, p. 115-131.
- ARRIAGADA Camilo et RODRIGUEZ Jorge, 2004, « Segregación Residencial en la Ciudad Latinoamericana », *EURE*, vol. 30, n°89, p. 5-24.
- ARCE ASENJO Darío, 2008, « El desfile de las Llamadas como "ritual conmemorativo" », dans Goldman Gustavo (coord.), *Cultura y sociedad afro-rioplatense*, Montevideo, Ed. Perro Andaluz, 312 p.
- ASCHER François, 1995, *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris, Éditions Odile Jacob, 346 p.
- ASTORI Danilo, CASTAGNOLA José Luis, *et al.*, 1984, *Los "marginados" uruguayos: teoría y realidad*, Montevideo, Ed. de la banda oriental, 97 p.
- AUTHIER Jean-Yves, BACQUÉ Marie-Hélène et GUÉRIN-PACE France (dir.), 2007, *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 293 p.

- AUYERO Javier, 2001, *La política de los pobres: las prácticas clientelistas del peronismo*, Buenos Aires, Ed. Manantial, 251 p.
- AUYERO Javier, 2002, *La protesta: retratos de la beligerancia popular en la Argentina democrática*, Buenos Aires, Libros del Rojas, 86 p.
- AUYERO Javier, 2002, « La vida en un piquete. Biografía y protesta en el sur argentino », *Apuntes de investigación del CECYP*, année VI, n°8.
- AUYERO Javier, 2004, *Vidas beligerantes: dos mujeres argentinas, dos protestas y la búsqueda de reconocimiento*, Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes, 302 p.
- AUYERO Javier, 2005, « L'espace des luttes : topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°160, p. 123-132.
- AUYERO Javier, 2007, *La zona gris: violencia colectiva y política partidaria en la Argentina contemporánea*, Buenos Aires, Siglo veintiuno editores, 234 p.
- AZEVEDO Beatriz, 1993, *Secteur informel : la nature et l'évolution du concept dans l'Amérique latine*, Grenoble, Document de recherche du Gresal, n° 93-04, 38 p.
- BABY-COLLIN Virginie, 2000, *Marginaux et citoyens. Construire une urbanité métisse en Amérique latine. Étude comparée des barrios de Caracas (Venezuela) et des villas d'El Alto de La Paz (Bolivie)*, Thèse de doctorat en Géographie, Université de Toulouse 2 - Le Mirail, 620 p.
- BABY-COLLIN Virginie, 2005, « Des marges dans la ville : mobilités citadines et métissage de l'urbanité », dans Capron Guénola, Cortès Geneviève, Guétat-Bernard Hélène (dir.), *Liens et lieux de la mobilité : ces autres territoires*, Belin, p. 145-165.
- BACQUÉ Marie-Hélène et FOL Sylvie, 2007, « Effets de quartier : enjeux scientifiques et politiques de l'importation d'une controverse », dans Authier Jean-Yves, Bacqué Marie-Hélène et Guérin-Pace France (dir.), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, p. 181-193, 293 p.
- BACQUÉ Marie-Hélène et SINTOMER Yves, 2001, « Gestion de proximité et démocratie participative », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°90, p. 148-155.
- BARBEITO Alberto et LO VUOLO Rubén, 1992, *La modernización excluyente. Estado de bienestar y transformación económica en Argentina*, Buenos Aires, UNICEF/Losada.
- BATAILLON Claude, DELER Jean-Paul et THÉRY Hervé (dir.), 1998, *Amérique latine - Tome 2, Géographie Universelle*, Paris, Reclus/Belin, 480 p.
- BATAILLON Claude et GILARD Jacques (coord.), 1988, *La grande ville en Amérique latine*, Paris, Éd. du CNRS, 249 p.
- BECKER Howard S., 1985, *Outsiders : étude de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 248 p.
- BEGAG Azouz, 1993, « Entre "rouiller" et "s'arracher" réapprendre à flâner », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°s 59-60, p. 180-188.
- BERRY-CHIKHAOUI Isabelle, 2000, « Mobilisation des habitants et construction du voisinage. Le cas de l'habitat social récent à Tunis », dans Berry-Chikhaoui Isabelle et Deboulet Agnès (dir.), *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe : penser, faire et transformer la ville*, Paris, Karthala, p. 155-182, 406 p.
- BERRY-CHIKHAOUI, 2005, « Sociabilités et territorialités féminines dans la ville au Maghreb : tentative d'approche », dans Capron Guénola, Cortès Geneviève, Guétat-

- Bernard Hélène (dir.), *Liens et lieux de la mobilité : ces autres territoires*, Paris, Belin, p. 81-94, 344 p.
- BERRY-CHIKHAOUI Isabelle et DEBOULET Agnès (dir.), 2000, *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe : penser, faire et transformer la ville*, Paris, Karthala, 406 p.
- BEY Marguerite, 1999, « Recherches sur la pauvreté : état des lieux. Contribution à la définition d'une problématique », *Revue Tiers-Monde*, n°160, PUF, p. 871-895.
- BLATRIX Cécile, 2002, « Devoir débattre. Les effets de l'institutionnalisation de la participation sur les formes de l'action collective », *Politix*, n°57, p. 79-102.
- BLONDIAUX Loïc *et al.*, 1999, *La démocratie locale. Représentation, participation et espace public*, Paris, PUF, 415 p.
- BLONDIAUX Loïc et SINTOMER Yves, 2002, « L'impératif délibératif », *Politix*, n°57, p. 17-35.
- BOLIVAR Teolinda, 1995, « Construction et reconnaissance des *barrios* urbains du Venezuela », *Annales de la recherche urbaine*, n°66, p. 81-87.
- BONNEMAISON Joël, 1981, « Voyage autour du territoire », *L'Espace géographique*, n°4, p. 249-262.
- BONNET Michel et AUBERTEL Patrice (dir.), 2006, *La ville aux limites de la mobilité*, Paris, PUF, 316 p.
- BORDREUIL Jean-Samuel, 2000, « La ville desserrée », dans Paquot Thierry *et al.*, *La ville et l'urbain : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 169-182, 442 p.
- BORJA Jordi, 1988, *Estado y ciudad. Descentralización política y participación*, Barcelone, PPU, 434 p.
- BORJA Jordi, CALDERÓN Fernando *et al.*, 1989, *Descentralización y democracia. Gobiernos locales en América Latina*, Santiago du Chili, CLACSO / SUR, 510 p.
- BORONAT Yolanda, GOÑI Adriana et MAZZINI Laura, 2007, *Síntesis simbólica. Candombe en barrios Sur y Palermo*, Montevideo, Facultad de Arquitectura (UdelaR).
- BOUILLON Florence, 2009, *Les mondes du squat : anthropologie d'un habitat précaire*, Paris, PUF, 245 p.
- BOURDIEU Pierre, 1972, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Droz, 269 p.
- BOURDIEU Pierre (dir.), 1993a, *La misère du monde*, Seuil, 1460 p.
- BOURDIEU Pierre, 1993b, « Effets de lieu », dans Bourdieu Pierre (dir.), *La misère du monde*, Seuil, p. 249-262, 1460 p.
- BOURDIEU Pierre, 1997, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 318 p.
- BRAGOS Oscar et DE QUEIROZ RIBEIRO Luiz Cesar (éd.), 2003, *Territorios en transición. Políticas públicas y transformaciones metropolitanas*, Rosario, UNR Ed., 174 p.
- BRUN Jacques et RHEIN Catherine (éd.), 1994, *La ségrégation dans la ville : concepts et mesures*, Paris, L'Harmattan, 258 p.
- BRUN Jacques, 1994, « Essai critique sur la notion de ségrégation et sur son usage en géographie urbaine », dans Brun Jacques et Rhein Catherine (éd.), *La ségrégation dans la ville : concepts et mesures*, Paris, L'Harmattan, p. 21-57, 258 p.

- BRUNET Roger, FERRAS Robert, THÉRY Hervé, 2003, *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, Paris, Reclus/La Documentation française, 518 p.
- CABANNES Yves, 2004, *Presupuesto participativo y finanzas locales*, Programme de Gestion Urbaine, ONU-Habitat, 150 p.
- Cahiers des Amériques Latines*, 2002, « L'Argentine déboussolée », n°41, Paris, IHEAL Éditions.
- Cahiers des Amériques Latines*, 2003, « Terrains d'enquête », n°42, Paris, IHEAL Éditions.
- CAPRON Guénola, CORTÈS Geneviève, GUÉTAT-BERNARD Hélène (dir.), 2005, *Liens et lieux de la mobilité : ces autres territoires*, Paris, Belin, 344 p.
- CARDOSO Fernando Henrique, 1984, *Les idées à leur place : le concept de développement en Amérique latine*, Paris, A.M. Métailié, 200 p.
- CARDOSO Fernando Henrique et FALETTO Enzo, 1978, *Dépendance et développement en Amérique latine*, Paris, PUF, 222 p.
- CARREL Marion, 2006, « Politisation et publicisation : les effets fragiles de la délibération en milieu populaire », *Politix*, vol.19, n°75, p. 33-52.
- CASTEL Robert, 1995, *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 488 p.
- CASTEL Robert, 1996, « Les marginaux dans l'histoire », dans Paugam Serge (dir.), *L'exclusion : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 32-41, 583 p.
- CASTELLS Manuel, 1971, « L'urbanisation dépendante en Amérique latine », *Espaces et sociétés*, n°3, p. 5-24.
- CASTELLS Manuel, 1981 (1972), *La question urbaine*, Paris, François Maspero, 526 p.
- CEFAÏ Daniel, 2007, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, 727 p.
- CEFAÏ Daniel et LAFAYE Claudette, 2001, « Lieux et moments d'une mobilisation collective. Le cas d'une association de quartier », dans Cefai Daniel et Trom Danny (dir.), *Les formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, p. 195-228.
- CEFAÏ Daniel et PASQUIER Dominique (dir.), 2003, *Les sens du public. Publics politiques et publics médiatiques*, Paris, PUF, 519 p.
- CEFAÏ Daniel et TROM Danny (dir.), 2001, *Les formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- CERRUTTI Marcela et GRIMSON Alejandro, 2005, « Buenos Aires, neoliberalismo y después. Cambios socioeconómicos y respuestas populares », dans Grimson Alejandro, Portes Alejandro et Roberts Bryan (dir.), *Ciudades latinoamericanas: un análisis comparativo en el umbral del nuevo siglo*, Buenos Aires, Prometeo Libros, p. 75-148, 556 p.
- CERTEAU (de) Michel, 1990 (1980), *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 350 p.
- CHAMOISEAU Patrick, 1992, *Texaco*, Paris, Gallimard, 499 p.

- CHARMES Jacques, 2003, « Informel (Secteur) », dans Lévy Jacques, Lussault Michel (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, p. 509-512, 1033 p.
- CHOPLIN Armelle et CIAVOLELLA Riccardo, 2008, « Marges de la ville en marge du politique ? Exclusion, dépendance et quête d'autonomie à Nouakchott (Mauritanie) », *Autrepart*, n°45, p. 73-89.
- CLICHEVSKY Nora, 2000, *Informalidad y segregación urbana en América Latina. Una aproximación*, Santiago du Chili, CEPAL, 57 p.
- CLICHEVSKY Nora, 2001, « Hábitat informal en América Latina: entre la permisividad, el desalojo y la regularización », *Territorios*, n°6, Bogota, CIDER, p. 15-29.
- COLL Jean-Louis, 2001, « Santiago du Chili ou les contrastes du néo-libéralisme », dans Jalabert Guy (coord.), *Portraits de grandes villes : société, pouvoirs, territoires*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, p. 93-114, 295 p.
- CONTAMIN Jean-Gabriel, 2007, « Genre et modes d'entrée dans l'action collective. L'exemple du mouvement pétitionnaire contre le projet de loi Debré », *Politix*, n°78, p. 13-38.
- COUTRAS Jacqueline, 1993, « La mobilité des femmes au quotidien : un enjeu des rapports sociaux de sexes ? », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°s 59-60, p. 162-169.
- COUTRAS Jacqueline, 2005, « Les inégalités sexuées entre déplacements et mobilité », dans Capron Guénola, Cortès Geneviève, Guétat-Bernard Hélène (dir.), *Liens et lieux de la mobilité : ces autres territoires*, Paris, Belin, p. 95-110, 344 p.
- DEBLÉ Isabelle, HUGON Philippe *et al.*, 1982, *Vivre et survivre dans les villes africaines*, Paris, PUF, 310 p.
- DELAMATA Gabriela, 2004, *Los barrios desbordados: las organizaciones de desocupados del Gran Buenos Aires*, Buenos Aires, Libros del Rojas, 89 p.
- DE LEENER Philippe *et al.*, 1999, *Pauvreté, décentralisation et changement social*, Dakar, Enda Graf Sahel, 174 p.
- DELER Jean-Paul, LE BRIS Émile, SCHNEIER Graciela (dir.), 1998, *Les métropoles du Sud au risque de la culture planétaire*, Paris, Karthala, 422 p.
- DENÈFLE Sylvette (dir.), 2004, *Femmes et villes*, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais, Maison des Sciences de l'Homme, 540 p.
- DESTREMAU Blandine et SALAMA Pierre, 2002, *Mesures et démesure de la pauvreté*, Paris, PUF, 163 p.
- DEVAUGES Roland, 1982, « Le neveu et l'apprenti », dans Deblé Isabelle, Hugon Philippe *et al.*, *Vivre et survivre dans les villes africaines*, Paris, PUF, p. 208-217, 310 p.
- DI MÉO Guy, 1994, « Epistémologie des approches géographiques et socio-anthropologiques du quartier urbain », *Annales de Géographie*, n°577, p. 255-275.
- DI MÉO Guy (dir.), 1996, *Les territoires du quotidien*, Paris, L'Harmattan, 207 p.
- DI MÉO Guy, 2001 (1998), *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan, 317 p.
- DONZELOT Jacques, 1999, « La nouvelle question urbaine », *Esprit*, n°258, p. 87-114.
- DONZELOT Jacques, 2004, « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification », *Esprit*, n°303, p. 14-39.

- DONZELOT Jacques et MONGIN Olivier, 1999, « De la question sociale à la question urbaine », *Esprit*, n°258, p. 83-86.
- DORIER-APRILL Elisabeth et GERVAIS-LAMBONY Philippe (coord.), 2007, *Vies citadines*, Paris, Belin, 267 p.
- DURAND-LASSERVE Alain, 1986, *L'exclusion des pauvres dans les villes du Tiers-Monde*, Paris, L'Harmattan, 198 p.
- EPSTEIN Ariela, MARIANI Américo et PUJOL Charlotte, 2008, « Argentine - Uruguay. Quand un événement surgit sur le terrain : conflits et mobilisations autour de l'implantation d'usines de pâte à papier sur les berges du fleuve Uruguay », communication présentée au *Séminaire Regards croisés sur les Amériques latines*, 11 février 2008, Université de Toulouse Le Mirail.
- Espaces et sociétés*, 1971, « Impérialisme et marginalité urbaine en Amérique latine », n°3.
- Esprit*, 1999, « Quand la ville se défait », n°258.
- ESTÈBE Philippe, 2004, *L'usage des quartiers : action publique et géographie dans la politique de la ville (1982-1999)*, Paris, L'Harmattan, 264 p.
- ESTEVA Gustavo et SACHS Wolfgang, 2003, *Des ruines du développement*, Paris, Le serpent à plumes, 178 p.
- FALCÓN Ricardo et STANLEY Myriam (dir.), 2001, *La Historia de Rosario. Tomo 1, Economía y sociedad*, Rosario, Homo Sapiens Ediciones, 345 p.
- FASSIN Didier, 1996a, « Exclusion, underclass, marginalidad. Figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux États-Unis et en Amérique latine », *Revue française de sociologie*, n°XXXVII, p. 37-75.
- FASSIN Didier, 1996b, « *Marginalidad et marginados*. La construction de la pauvreté urbaine en Amérique latine », dans Paugam Serge (dir.), *L'exclusion : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 263-271, 583 p.
- FAURE Sylvia et THIN Daniel, 2007, « Femmes des quartiers populaires, associations et politiques publiques », *Politix*, n°78, p. 87-106.
- FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PÉCHU Cécile (dir.), 2009, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Sciences Po Les Presses, 651 p.
- FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et ROUX Patricia (coord.), 2007, « Militantisme et hiérarchies de genre », *Politix*, n°78, 194 p.
- FILLIEULE Olivier et MAYER Nonna (coord.), 2001, « Devenirs militants », *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, 328 p.
- FERNÁNDEZ Arturo et MANERO Edgardo (coord.), 2004, « L'Argentine est-elle sortie de la crise ? », *L'Ordinaire Latino-américain*, n°198, Toulouse, IPEALT, 120 p.
- FORD Alberto, 2007, *Experimentos democráticos. Asambleas barriales y Presupuesto Participativo en Rosario, 2002/2005*, Thèse de Doctorat en Sciences sociales, FLACSO, 330 p.
- FOURNIER Jean-Marc, CHOURIO Gustavo et ECHEVERRIA Andrés, 2005, « L'appropriation socialement différenciée de l'espace urbain de Maracaibo (Venezuela) », *Norois*, n°195, p. 43-58, 118 p.

- FREY Jean-Pierre, 2000, « Synthèse III. S'inscrire en contre », dans Berry-Chikhaoui Isabelle et Deboulet Agnès (dir.), *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe : penser, faire et transformer la ville*, Paris, Karthala, p. 369-376, 406 p.
- GALBRAITH John Kenneth, 1980, *Théorie de la pauvreté de masse*, Paris, Gallimard, 164 p. (Première édition : 1979, *The nature of mass poverty*, Cambridge, Harvard University Press, 150 p.)
- GALEANO Eduardo, 1993 (1971), *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Paris, Plon, 448 p.
- GENESTIER Philippe, 2001, « Némésis et Nicodème. Quand les instances de proximité deviennent les figures du salut », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°90, p. 22-33.
- GERMANI Gino, 1972, *Politique, société et modernisation*, Gembloux, Éditions Duculot, 204 p.
- GERVAIS-LAMBONY Philippe, 2003, *Territoires citoyens : 4 villes africaines*, Paris, Belin, 272 p.
- GILBERT Alan, 1994, *The latin american city*, Londres, The Latin American Bureau, 192 p.
- GIOSA ZUAZÚA Noemí, 2005, *De la marginalidad y la informalidad, como excedente de fuerza de trabajo, al empleo precario y al desempleo como norma de crecimiento. Los debates en América latina y sus tendencias. Los debates en Argentina*, Buenos Aires, Ciepp, Document de travail, n°47, 30 p.
- GOLBERT Laura et TENTI FANFANI Emilio, 1993, *Estructura social y pobreza en la Argentina : escenario de los '90*, Buenos Aires, Ciepp, 64 p.
- GONZÁLEZ MARTIN Miranda, 2008, « "Caminando juntas": reflexiones sobre las tensiones de género entre inmigrantes de un agrupamiento de desocupados del AMBA », *IV Congreso Iberoamericano de Estudios de Género*, UNR, Rosario.
- GRAFMEYER Yves et JOSEPH Isaac, 1990, *L'École de Chicago : naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, 377 p.
- GRAFMEYER Yves, 1994, « Regards sociologiques sur la ségrégation », dans Brun Jacques et Rhein Catherine (éd.), *La ségrégation dans la ville : concepts et mesures*, Paris, L'Harmattan, p. 85-117, 258 p.
- GRAFMEYER Yves, 2007, « Le quartier des sociologues », dans Authier Jean-Yves, Bacqué Marie-Hélène et Guérin-Pace France (dir.), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, p. 21-31, 293 p.
- GRANOTIER Bernard, 1980, *La planète des bidonvilles : perspectives de l'explosion urbaine dans le Tiers Monde*, Paris, Seuil, 381 p.
- GRET Marion, 2003, « Une version argentine de la démocratie participative : l'expérience de Rosario », Fiche d'expérience, 5 p.
- GRET Marion, 2004, « Porto Alegre (Brésil) : une expérience participative du développement local », *L'Ordinaire Latino-Américain*, n°196, p. 7-24.
- GRET Marion et SINTOMER Yves, 2002, *Porto Alegre : l'espoir d'une autre démocratie*. Paris, La découverte, 135 p.
- GRIGNON Claude et PASSERON Jean-Claude, 1989, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil, 260 p.

- GRIMSON Alejandro, PORTES Alejandro et ROBERTS Bryan (éd.), 2005, *Ciudades latinoamericanas: un análisis comparativo en el umbral del nuevo siglo*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 556 p.
- HARDOY Jorge E. et SATTERTHWAITE David, 1987, *La ciudad legal y la ciudad ilegal*, Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano, 102 p.
- HARDOY Jorge E., SATTERTHWAITE David, 1987, *Las ciudades del tercer mundo y el medio ambiente de la pobreza*, Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano, 123 p.
- HMED Choukri, 2008, « Des mouvements sociaux "sur une tête d'épingle" ? Le rôle de l'espace physique dans le processus contestataire à partir de l'exemple des mobilisations dans les foyers de travailleurs migrants », *Politix*, vol.21, n°84, p. 145-166.
- HMED Choukri, 2009, « Espace géographique et mouvements sociaux », dans Fillieule Olivier, Mathieu Lilian et Péchu Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Sciences Po Les Presses, p. 220-227, 651 p.
- HOGGART Richard, 1970, *La culture du pauvre*, Paris, Les Éditions de Minuit, 420 p. (Première édition : 1957, *The Uses of Literacy*, Londres, Chatto and Windus, 319 p.)
- HUGON Philippe, 1992, « Trente années de pensée africaniste sur le développement », *Afrique contemporaine*, n°164, p. 211-223.
- HUGON Philippe, 1993, « La crise des systèmes urbains et l'ajustement structurel », *Afrique contemporaine*, n°168, p. 231-249.
- HUMAIN-LAMOURE Anne-Lise, 2007, « Le quartier comme objet en géographie », dans Authier Jean-Yves, Bacqué Marie-Hélène et Guérin-Pace France (dir.), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, p. 41-51, 293 p.
- IGLESIAS Esteban, 2008, *Democracia y acción colectiva: construcción teórica de un enfoque politológico a partir de un estudio de caso*, Thèse de doctorat en sciences politiques, Universidad Nacional de Rosario, 383 p.
- JAILLET Marie-Christine, 1999, « Peut-on parler de sécession urbaine à propos des villes européennes ? », *Esprit*, n°258, p. 145-167.
- JODELET Denise (dir.), 2007 (1989), *Les représentations sociales*, Paris, PUF, 447 p.
- KAUFMANN Vincent et PATTARONI Luca, 2007, « Mobilités », *EspacesTemps.net*, <http://espacestemp.net/document2244.html> (page consultée le 15 mars 2007).
- KAZTMAN Ruben, FILGUEIRA Fernando et ERRANDONEA Fernando, 2005, « La ciudad fragmentada: respuesta de los sectores populares urbanos a las transformaciones del mercado y del territorio en Montevideo », dans Grimson Alejandro, Portes Alejandro et Roberts Bryan (éd.), *Ciudades latinoamericanas: un análisis comparativo en el umbral del nuevo siglo*, Buenos Aires, Prometeo Libros, p. 441-506, 556 p.
- KNAFOU Rémy (dir.), 1998, *La planète « nomade » : les mobilités géographiques d'aujourd'hui*, Paris, Belin, 247 p.
- KOKOREFF Michel, 1993, « L'espace des jeunes : territoires, identités et mobilité », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°59-60, p. 170-178.
- KOKOREFF Michel, 2003, *La force des quartiers : de la délinquance à l'engagement politique*, Paris, Payot, 344 p.

- KOKOREFF Michel, 2005, « L'expérience urbaine des jeunes. Des territoires périphériques aux espaces de centralité », dans Capron Guénola, Cortès Geneviève, Guétat-Bernard Hélène (dir.), *Liens et lieux de la mobilité : ces autres territoires*, Paris, Belin, p. 205-221, 344 p.
- LABROUSSE Alain et MERKLEN Denis (coord.), 2009, « L'Uruguay gouverné à gauche », *Problèmes d'Amérique latine*, n°74, 142 p.
- LAHIRE Bernard, 1996, « La variation des contextes en sciences sociales. Remarques épistémologiques », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, n°2, p. 381-407.
- LATOUCHE Serge, 1991, *La Planète des naufragés : essai sur l'après-développement*, Paris, La Découverte, 235 p.
- LATOUCHE Serge, 1998, *L'autre Afrique : entre don et marché*, Paris, Albin Michel, 247 p.
- LAUTIER Bruno, 1991, « Les travailleurs n'ont pas la forme. Informalité des relations de travail et citoyenneté en Amérique latine », dans Lautier Bruno, De Miras Claude et Morice Alain, *L'État et l'informel*, Paris, L'Harmattan, p. 11-75, 211 p.
- LAUTIER Bruno, 1995, « Les malheureux sont les puissants de la terre », *Revue Tiers-Monde*, n°142, p. 383-410.
- LAUTIER Bruno, 2002, « Pourquoi aider les pauvres ? Une étude critique du discours de la Banque Mondiale sur la pauvreté », *Revue Tiers-Monde*, n°169, p. 137-165.
- LAUTIER Bruno, 2004 (1994), *L'économie informelle dans le tiers monde*, Paris, La Découverte, 122 p.
- LAUTIER Bruno, DE MIRAS Claude et MORICE Alain, 1991, *L'État et l'informel*, Paris, L'Harmattan, 211 p.
- LAUTIER Bruno et SALAMA Pierre (dir.), 1989, « Politiques d'ajustement et recompositions sociales en Amérique latine », *Revue Tiers-Monde*, n°117, Paris, PUF.
- LAUTIER Bruno et SALAMA Pierre (dir.), 1995, « Pauvretés », *Revue Tiers-Monde*, n°142, Paris, PUF.
- LE BRETON Éric, 2004, « Mobilité, exclusion et marginalité », dans Allemand Sylvain, *et al.*, *Les sens du mouvement*, Paris, Belin, p. 117-123, 336 p.
- LE BRETON Éric, 2006, « Homo mobilis », dans Bonnet Michel et Aubertel Patrice (dir.), *La ville aux limites de la mobilité*, Paris, PUF, p. 23-31, 316 p.
- LE BRIS Émile, 1995, « La ville au risque du développement », *Histoires de développement*, n°31/32, p. 46-49.
- LE BRIS Émile (coord.), 1996, *Villes du Sud : sur la route d'Istanbul*, Paris, ORSTOM Éd., 289 p.
- LE BRIS Émile, 1998, « Urbanisation et politiques urbaines dans les pays en développement », dans Loriaux Michel (éd.), *Populations et développements : une approche globale et systémique*, Paris, L'Harmattan, p. 297-356, 582 p.
- LE BRIS Émile, 2000, « La recherche urbaine française sur les pays en développement : rétrospective des années 90 », *AITEC*, http://www.reseau-ipam.org/article.php?id_article=487 (page consultée le 11 avril 2005).
- LEFEBVRE Henri, 2000, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 485 p.

- LÉVY Jacques, 1994, *L'espace légitime : sur la dimension géographique de la fonction politique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences politiques, 442 p.
- LÉVY Jacques, 2000, « Les nouveaux espaces de la mobilité », dans Bonnet Michel et Desjeux Dominique (dir.), *Les territoires de la mobilité*, Paris, PUF, p. 155-170, 224 p.
- LÉVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 1033 p.
- LEWIS Oscar, 1978, *Les enfants de Sanchez : autobiographie d'une famille mexicaine*, Paris, Gallimard, 638 p. (Première édition : 1961, *The children of Sanchez: autobiography of a mexican family*, New-York, Penguin Books, 507 p.)
- LOMNITZ (de) Larissa A., 1983 (1975), *Cómo sobreviven los marginados*, México, Siglo XXI, 229 p.
- LUSSAULT Michel, 2003, « Quartier », dans Lévy Jacques et Lussault Michel (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, p. 758-760, 1033 p.
- LUSSAULT Michel, 2007, *L'homme spatial : la construction sociale de l'espace humain*, Paris, Seuil, 366 p.
- LUSSAULT Michel, 2009, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Paris, Grasset, 222 p.
- LUSSAULT Michel et SIGNOLES Pierre (dir.), 1996, *La cidadinité en questions*, Tours, URBAMA/MSV, 157 p.
- LUSSAULT Michel et STOCK Mathis, 2003, « Mobilité », dans Lévy Jacques et Lussault Michel (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, p. 622-624, 1033 p.
- MALLARD Bruno, 1997, *Du développement économique à l'auto-organisation informelle : micro-entreprises et organisations populaires au Chili*, Thèse de doctorat en Études sur l'Amérique latine, Université de Toulouse 2 - Le Mirail, 328 p.
- MARQUES-PEREIRA Bérengère et STOFFEL Sophie, 2004, « Féminisme d'Amérique latine », p. 399-410, dans Gubin Eliane *et al.*, *Le siècle des féminismes*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 463 p.
- MASSIAH Gustave, 2000, « Le débat international sur la ville et l'habitat après Habitat II », *AITEC*, http://www.reseau-ipam.org/article.php3?id_article=486 (page consultée le 11 avril 2005).
- MASSIAH Gustave et TRIBILLON Jean-François, 1988, *Villes en développement : essai sur les politiques urbaines dans le tiers monde*, Paris, La découverte, 320 p.
- MATTELART Armand et NEVEU Érik, 2003, *Introduction aux Cultural Studies*, Paris, La Découverte, 122 p.
- MAYER Nonna, 2003, « Les conséquences politiques du "capital social" : le cas français », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 10, n°3, p. 381-395.
- McADAM Doug, TARROW Sidney et TILLY Charles, 1998, « Pour une cartographie de la politique contestataire », *Politix*, n°41, p. 7-32, 238 p.
- MERKLEN Denis, 1991, *Asentamientos en La Matanza: la terquedad de lo nuestro*, Buenos Aires, Catálogos Editora, 205 p.

- MERKLEN Denis, 2001, *Inscription territoriale et action collective. Les occupations illégales de terres urbaines depuis les années 1980 en Argentine*, Thèse de doctorat en Sociologie, EHESS, 629 p.
- MERKLEN Denis, 2002, « Entre ciel et terre : les sciences sociales et la mobilisation populaire en Argentine », *Cahiers des Amériques Latines*, n°41, p. 33-54.
- MERKLEN Denis, 2005, *Pobres ciudadanos: las clases populares en la era democrática (Argentina, 1983-2003)*, Buenos Aires, Editorial Gorla, 214 p.
- MERKLEN Denis, 2009, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute, 304 p.
- MERKLEN Denis et PRÉVÔT-SCHAPIRA Marie-France (coord.), 2002, « Argentine : année zéro ? », *L'Ordinaire Latino-américain*, n°188, Toulouse, IPEALT, 122 p.
- MIRAS (de) Claude, 1991, « L'informel : mode d'emploi », dans Lautier Bruno, De Miras Claude et Morice Alain, *L'État et l'informel*, Paris, L'Harmattan, p. 77-142, 211 p.
- MONGIN Olivier, 2004, « La mondialisation et les métamorphoses de l'urbain. Mégacités, "villes globales" et métropoles », *Esprit*, mars-avril, p. 175-198.
- MORELLE Marie, 2008, « La marge au cœur de la ville : les enfants de la rue à Yaoundé (Cameroun) et Antananarivo (Madagascar) », *Autrepart*, n°45, p. 43-58.
- MORICONI-EBRARD François, 1993, *L'urbanisation du monde depuis 1950*, Paris, Anthropos, 372 p.
- MORICONI-EBRARD François, 1994, *Geopolis. Pour comparer les villes du monde*, Paris, Anthropos, 246 p.
- NAVEZ-BOUCHANINE Françoise, 2000, « Compétences collectives, émergence de la société civile et intermédiation sociale dans la gestion urbaine », dans Berry-Chikhaoui Isabelle et Deboulet Agnès (dir.), *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe : penser, faire et transformer la ville*, Paris, Karthala, p. 341-368, 406 p.
- NAVEZ-BOUCHANINE Françoise (dir.), 2002, *La fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?*, Paris, L'Harmattan, 411 p.
- NAVEZ-BOUCHANINE Françoise, 2002a, « Émergence d'une notion : quelques repères historiques », dans Navez-Bouchanine Françoise (dir.), *La fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?*, Paris, L'Harmattan, p. 19-44, 411 p.
- NAVEZ-BOUCHANINE Françoise, 2002b, « La fragmentation : sources et « définitions » », dans Navez-Bouchanine Françoise (dir.), *La fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?*, Paris, L'Harmattan, p. 45-103, 411 p.
- NDIONE Emmanuel Seyni, 1993, *Dakar, une société en grappe*, Dakar, Enda Graf Sahel, 212 p.
- NEVEU Érik, 2005, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 102 p. [1^{ère} édition : 1996]
- NUN José, 1969 « Superpoblación relativa, ejército industrial de reserva y masa marginal », *Revista latinoamericana de Sociología*, n°2, p. 174-236
- OGIEN Ruwen, 1983, *Théories ordinaires de la pauvreté*, Paris, PUF, 176 p.
- OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1995, *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 221 p.

- OSMONT Annick, 1998, « La "governance" : concept mou, politique ferme », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°80-81, p. 19-26.
- PARK Robert Ezra, 1990, « La ville comme laboratoire social », dans Grafmeyer Yves et Joseph Isaac, *L'École de Chicago : naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, p. 167-183, 377 p.
- PAUGAM Serge (dir.), 1996, *L'exclusion : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 583 p.
- PAUGAM Serge, 2002 (1991), *La disqualification sociale*, Paris, PUF, 256 p.
- PEDRAZZINI Yves, 1995, *La métropolisation du Venezuela et les barrios de Caracas*, Thèse de doctorat en Sociologie, École Polytechnique Fédérale de Lausanne, 428 p.
- PERALVA Angelina, 2004, « Ségrégation de proximité : le cas de Rio de Janeiro », *Cosmopolitiques*, n°7, p. 49-57.
- PEREZ SAINZ Juan Pablo, 1991, *Informalidad urbana en América latina*, Caracas, Nueva Sociedad, 108 p.
- PERROT Marie-Dominique, RIST Gilbert et SABELLI Fabrizio, 1992, *La mythologie programmée : l'économie des croyances dans la société moderne*, Paris, PUF, 217 p.
- PIOLLE Xavier, 1990, « Mobilités, identités, territoires », *Revue de Géographie de Lyon*, vol.65, n°3, p. 149-154.
- PIOLLE Xavier, 1990-1991, « Proximité géographique et lien social, de nouvelles formes de territorialité ? », *L'Espace géographique*, n°4, p. 349-358.
- PRÉVÔT-SCHAPIRA Marie-France, 1996, « Territoires urbains et politiques sociales en Amérique latine. Réflexions à partir des cas argentin et mexicain », dans Le Bris Émile (coord.), *Villes du Sud : sur la route d'Istanbul*, Paris, ORSTOM Éd., p. 107-126, 289 p.
- PRÉVÔT-SCHAPIRA Marie-France, 1999, « Amérique latine : la ville fragmentée », *Esprit*, n°258, p. 128-144.
- PRÉVÔT-SCHAPIRA Marie-France, 2000a, « Ségrégation, fragmentation, sécession dans les grandes villes latino-américaines : l'exemple de Buenos Aires », dans Dorier-Apprill Élisabeth (coord.), *Les très grandes villes dans le monde*, Paris, Les Éditions du Temps, p. 351-372, 382 p.
- PRÉVÔT-SCHAPIRA Marie-France, 2000b, « Du PAN au plan de justice sociale. Les politiques de lutte contre la pauvreté dans les banlieues de Buenos Aires », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°86, p. 133-143.
- PRÉVÔT-SCHAPIRA Marie-France, 2003, « Argentine : une débâcle fédérale », *Critique internationale*, n°18, p. 23-32.
- Problèmes d'Amérique latine*, 1994, « La ville et l'Amérique latine », n°14, Paris, La Documentation française, 344 p.
- PUEX Nathalie, 2003, *Échanges, parenté, violence et organisation sociale d'une Villa Miseria du Grand Buenos Aires*, Thèse de doctorat en Anthropologie, Université Paris III, 409 p.
- PUJOL Charlotte, 2004, *La participation citoyenne comme réponse à la crise du système représentatif. L'exemple de Santa Fe (Argentine)*, Mémoire de maîtrise IUP Aménagement et développement territorial, Université Toulouse 2 - Le Mirail, 177 p.

- PUJOL Charlotte, 2005, *Vers une nouvelle approche des quartiers d'habitat irrégulier des villes latino-américaines. Etude de Santa Fe et de Rosario (Argentine)*, Mémoire de DEA, Université Toulouse 2 - Le Mirail, 99 p.
- PUJOL Charlotte, 2009, « L'expérience urbaine des *piqueteras* à Rosario (Argentine), au-delà du quartier », *Politiques et sociétés*, vol.28, n°1, p. 167-192.
- PUJOL Charlotte, 2010, « Vers un brouillage de l'ordre spatial aux marges de Rosario et de Montevideo ? », *Espaces et sociétés*, n°143, à paraître.
- QUIJANO Aníbal, 1971, « La formation d'un univers marginal dans les villes d'Amérique latine », *Espaces et sociétés*, n°3, p. 71-88.
- QUIJANO Aníbal, 1971, *Polo marginal de la economía y mano de obra marginada*, Lima, Universidad Católica de Lima, 51 p.
- RAFFESTIN Claude, 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, LITEC, 249 p.
- RAHNEMA Majid, 2004, *Quand la misère chasse la pauvreté*, Paris, Fayard/Actes Sud, 459 p.
- RAINERO Liliana et RODIGOU Maite, 2003, « Indicadores Urbanos de Género: Instrumentos para la gobernabilidad urbana », *Red Mujer y Hábitat*, <http://www.redmujer.org.ar/articulos.htm> (page consultée le 20 juin 2006).
- RAZETO Luis, 1991, « La veine populaire dans l'économie latino-américaine », *La revue nouvelle*, n°2, tome XCIII, p. 27-36.
- RÉMY Jean et VOYÉ Liliane, 1992, *La ville : vers une nouvelle définition ?*, Paris, L'Harmattan, 174 p.
- RÉMY Jean, 1996, « Mobilités et ancrages : vers une autre définition de la ville », dans Hirschhorn Monique et Berthelot Jean-Michel (dir.), *Mobilités et ancrages: vers un nouveau mode de spatialisation*, Paris, L'Harmattan, p. 135-153, 157 p.
- RENOU Gildas, 2009, « Sociabilité(s) », dans Fillieule Olivier, Mathieu Lilian et Péchu Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Sciences Po Les Presses, p. 502-510, 651 p.
- RIPOLL Fabrice, 2005a, « S'approprier l'espace... ou contester son appropriation ? Une vue des mouvements sociaux contemporains », *Norois*, n° 195, p. 29-42.
- RIPOLL Fabrice, 2005b, *La dimension spatiale des mouvements sociaux. Essais sur la géographie et l'action collective dans la France contemporaine à partir des mouvements de « chômeurs » et « altermondialistes »*, Thèse de Doctorat en Géographie, Université de Caen, 741 p.
- RIPOLL Fabrice et VESCHAMBRE Vincent (dir.), 2005a, « L'appropriation de l'espace. Sur la dimension spatiale des inégalités sociales et des rapports de pouvoir », *Norois*, n°195, Presses Universitaires de Rennes, 118 p.
- RIPOLL Fabrice et VESCHAMBRE Vincent, 2005b, « Sur la dimension spatiale des inégalités : contribution aux débats sur la "mobilité et le capital spatial" », dans Arlaud Samuel, Jean Yves et Royoux Dominique (dir.), *Rural-Urbain : Nouveaux liens, nouvelles frontières*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 467-483.
- RIST Gilbert, 2001, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 445 p.

- RIUS Pía Valeria, 2007, « Entre travail et activité : le mouvement des *piqueteros* en Argentine », *Autrepart*, n°43, p. 41-55.
- ROBIN Silvia et VELUT Sébastien, 2005, « Entre Barcelone et Porto Alegre : la gestion municipale à Montevideo et Rosario », *Géocarrefour*, vol 80, n°3, p. 207-214.
- ROLLIER Yann et WIEL Marc, 1993, « La pérégrination au sein de l'agglomération brestoise », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°s 59-60, p. 152-162.
- ROSTOW Walt W., 1963, *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Le Seuil, 252 p.
- ROUGÉ Lionel, 2005, *Accession à la propriété et modes de vie en maison individuelle des familles modestes installées en périurbain lointain toulousain : les « captifs » du périurbain ?*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Toulouse 2 - Le Mirail, 381 p.
- ROULLEAU-BERGER Laurence, 1993 (1991), *La ville intervalle : jeunes entre centre et banlieue*, Paris, Méridiens Klincksieck, 211 p.
- ROULLEAU-BERGER Laurence, 2005, « Espaces intermédiaires, économies urbaines et lutte pour la reconnaissance », dans Capron Guénola, Cortès Geneviève, Guétat-Bernard Hélène (dir.), *Liens et lieux de la mobilité : ces autres territoires*, Paris, Belin, p. 179-189, 344 p.
- ROUQUIÉ Alain, 1987, *Amérique latine : introduction à l'Extrême-Occident*, Paris, Seuil, 446 p.
- SABATINI Francisco, CÁCERES Gonzalo et CERDA Jorge, 2001, « Segregación residencial en las principales ciudades chilenas. Tendencias de las tres últimas décadas y posibles cursos de acción », *EURE*, Santiago, vol. 27, n°82.
- SAÏDI-SHAROUZ Mina, 2004, « Les mobilités quotidiennes des femmes à Téhéran : réalités et enjeux », dans Denèfle Sylvette (dir.), *Femmes et villes*, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais, Maison des Sciences de l'Homme, p. 443-452, 540 p.
- SALAMA Pierre et VALIER Jacques, 1994, *Pauvretés et inégalités dans le tiers monde*. Paris, La Découverte, 220 p.
- SAN SEBASTIÁN Álvaro, 2006, « Las mujeres en los espacios comunitarios. "La matriz comunitaria de sociabilización", ¿un espacio político en gestación? Las manzanas de San Cayetano, Campana, Argentina », dans Verschuur Christine et Hainard François (coord.), *Des brèches dans la ville. Organisations urbaines, environnement et transformations des rapports de genre*, Genève, IUED, p. 83-112, 294 p.
- SANTOS Milton, 1971, *Les villes du Tiers Monde*, Paris, 417 p.
- SANTOS Milton, 1975, *L'espace partagé : les deux circuits de l'économie urbaine des pays sous-développés*, Paris, Éd. M.Th.Génin, 405 p.
- SASSEN, 1996, *La ville globale : New York, Londres, Tokyo*, Paris, Descartes et cie, 530 p.
- SASSIER Philippe, 1990, *Du bon usage des pauvres. Histoire d'un thème politique XVI^e-XX^e siècle*, Paris, Fayard, 450 p.
- SÉCHET Raymonde et VESCHAMBRE Vincent, 2006, *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 393 p.
- SEN Amartya, 2000, *Repenser l'inégalité*, Paris, Seuil, 281 p. (Première édition : 1992, *Inequality Reexamined*, Oxford University Press)

- SCHWARTZ Olivier, 1993, « L'empirisme irréductible », dans Anderson Nels, *Le hobo : sociologie du sans-abri*, Paris, Nathan, p. 265-307.
- SIERRA Alexis et TADIÉ Jérôme (coord.), 2008, « La ville face à ses marges », *Autrepart*, n°45, IRD / Armand Colin, 228 p.
- SIGNOLES Pierre, 2000, « Postface. Perspectives de recherche », dans Berry-Chikhaoui Isabelle et Deboulet Agnès (dir.), *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe : penser, faire et transformer la ville*, Paris, Karthala, p. 385-400, 406 p.
- SIMMEL Georg, 1998, *Les pauvres*, Paris, PUF, 102 p.
- DE SOTO Hernando, 1994, *L'autre sentier. La révolution informelle dans le tiers monde*, Paris, La découverte, 245 p. (1^{ère} édition : 1986, *El otro sendero: la revolución informal*, Lima, Instituto Libertad y Democracia, 317 p.)
- STOCK Mathis, 2004, « L'habiter comme pratique des lieux géographiques », *EspacesTemps.net*, <http://espacestems.net/document1138.html> (page consultée le 15 février 2007).
- STOCK Mathis, 2005, « Les sociétés à individus mobiles : vers un nouveau mode d'habiter ? », *EspacesTemps.net*, <http://www.espacestems.net/document1353.html> (page consultée le 15 février 2007).
- STOCK Mathis, 2006, « L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans les sociétés à individus mobiles », *EspacesTemps.net*, <http://espacestems.net/document1853.html> (page consultée le 15 février 2007).
- SUPERVIELLE Marcos et QUIÑONES Mariela, 2009, « L'action sociale du gouvernement du Frente Amplio », *Problèmes d'Amérique latine*, n°74, p. 79-94.
- SVAMPA Maristella, 2002, « Las dimensiones de las nuevas protestas sociales », *L'Ordinaire latino-américain*, n°188, p. 93-100.
- SVAMPA Maristella et PEREYRA Sebastián, 2004, *Entre la ruta y el barrio: la experiencia de las organizaciones piqueteras*, Buenos Aires, Editorial Biblos, 280 p.
- SVAMPA Maristella, 2005, *La sociedad excluyente: la Argentina bajo el signo del neoliberalismo*, Buenos Aires, Taurus, 352 p.
- SVAMPA Maristella, 2006, « El estado de las luchas en Argentina », dans *État des résistances dans le Sud – 2007*, Paris, Syllepse, CETRI.
- TARRIUS Alain, 1989, *Anthropologie du mouvement*, Caen, Paradigmes, 185 p.
- TARRIUS Alain, 1993, « Territoires circulatoires et espaces urbains », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°59-60, p. 51-60.
- TARRIUS Alain, 1996, « Territoires circulatoires des migrants et espaces européens », dans Hirschhorn Monique et Berthelot Jean-Michel (dir.), *Mobilités et ancrages : vers un nouveau mode de spatialisation*, Paris, L'Harmattan, p. 93-100, 157 p.
- TARRIUS Alain, 2000, *Les nouveaux cosmopolitismes: mobilités, identités, territoires*, Paris, Éd. de l'Aube, 266 p.
- THUMERELLE Pierre-Jean, 1996, *Les populations du monde*, Paris, Nathan, 384 p.
- TILLY Charles, 1986, *La France contestée de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 622 p.
- TOMAS François, 1994, « L'habitat populaire irrégulier dans les périphéries urbaines », *Problèmes d'Amérique latine*, n°14, p. 249-267.

- TOURAINÉ Alain, 1988, *La parole et le sang : politique et société en Amérique latine*, Paris, Éd. Odile Jacob, 532 p.
- TRAORÉ Aminata, 2002, *Le viol de l'imaginaire*, Paris, Actes Sud Fayard, 201 p.
- TURNER John F.C., 1979, *Le logement est votre affaire*, Paris, Seuil, 199 p. (1^{ère} édition : 1976, *Housing by people. Towards autonomy in building environments*, Londres, Marion Boyars.)
- UN-HABITAT, 2008, *State of the World's Cities 2008/2009*, Londres, Earthscan, 259 p.
- VALDÉS Estela, 2007, « Fragmentación y segregación urbana: aportes teóricos para el análisis de casos en la ciudad de Córdoba », *Alfilo*, n°18.
- VALLADARES Licia et PRATES COELHO Magda, 1995, « La recherche urbaine en Amérique Latine. Vers un programme de recherche », *Programme MOST*, <http://www.unesco.org/most/vallfr.htm> (page consultée le 15 décembre 2005).
- VALLADARES Licia, 2006, *La favela d'un siècle à l'autre : mythe d'origine, discours scientifiques et représentations virtuelles*, Paris, Éd. Maison des Sciences de l'Homme, 229 p.
- VEIGA Danilo et RIVOIR Ana Laura, 2001, *Desigualdades sociales y segregación en Montevideo*, Montevideo, Universidad de la República, 32 p.
- VELUT Sébastien, 2000, *L'Argentine en ses provinces. Disparités régionales, systèmes spatiaux et finances publiques dans un État fédéral*, Thèse de doctorat en Géographie, Aménagement et Urbanisme, Université Paris III, 450 p.
- VENEZIANO ESPERÓN Alicia, 2003, « La participación en la descentralización del Gobierno Municipal de Montevideo. Evaluación de 10 años de Gobierno de Izquierda », *Revista Política y Gestión*, vol. 4, Rosario.
- VENEZIANO ESPERÓN Alicia, 2008, « Participación ciudadana en la descentralización de Montevideo: aprendizajes y reflexiones desde los noventa », *Revista Uruguay de Ciencia Política*, vol. 17, n°1, p. 203-227.
- VERNIÈRE Marc, 1973, « À propos de la marginalité : réflexions illustrées par quelques enquêtes en milieu urbain et suburbain africain », *Cahier d'Etudes africaines*, vol XIII, n°3, p. 587-605.
- VIEILLARD-BARON Hervé, 2001, *Les Banlieues : des singularités françaises aux réalités mondiales*, Paris, Hachette, 287 p.
- VIDAL Laurent, 1994, « Les mots de la ville au Brésil. Un exemple : la notion de fragmentation », *Cahiers des Amériques latines*, n°18, p. 161-181.
- VIDAL Dominique, 1999, *La politique au quartier : rapports sociaux et citoyenneté à Recife*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 234 p.
- WACQUANT Loïc, 1996, « L'underclass urbaine dans l'imaginaire social et scientifique américain », dans Paugam Serge (dir.). *L'exclusion : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 248-262, 583 p.
- WACQUANT Loïc, 2005, « Les deux visages du ghetto : construire un concept sociologique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°160, p. 4-21.
- WIRTH Louis, 2006, *Le ghetto*, Grenoble, PUG, 252 p.

- YAPI-DIAHOU Alphonse, 2000, *Baraques et pouvoirs dans l'agglomération abidjanaise*, Paris, L'Harmattan, 456 p.
- ZENEIDI-HENRY Djemila, 2002, *Les SDF et la ville : géographie du savoir-survivre*, Paris, Bréal, 288 p.
- ZENEIDI-HENRY Djemila, 2005, « Les territoires de l'errance au féminin », dans Capron Guénola, Cortès Geneviève, Guétat-Bernard Hélène (dir.), *Liens et lieux de la mobilité : ces autres territoires*, Paris, Belin, p. 111-124, 344 p.

Documents :

- DE CASTRO Rosa, FRANCHELLI Esther et PICCOLO Ernando, 1996, *Asentamientos irregulares de Rosario, Actualización 96*, Rosario, Fundación Banco Municipal de Rosario, Ed. La Familia, 127 p.
- GASQUET Raúl (coord.), 1992, *Asentamientos irregulares de Rosario*, Rosario, Fundación Banco Municipal de Rosario.
- PROVINCIA DE SANTA FE, 2008, *Plan Estratégico Provincial Santa Fe. Cinco regiones, una sola provincia*, Rosario, 291 p.
- ROSARIO HÁBITAT, 2000, *Reglamento Operativo*, Rosario, Servicio Público de la Vivienda, 16 p.
- ROSARIO HÁBITAT, 2000, *Asentamiento Las Flores. Nivel de asociación comunitaria*, Rosario, Servicio Público de la Vivienda, 4 p.
- ROSARIO HÁBITAT, 2001, *Asentamiento Las Flores. Diagnostico social*, Rosario, Servicio Público de la Vivienda, 7 p.
- ROSARIO HÁBITAT, 2002, *Documento ambiental. Proyecto Las Flores*, Rosario, Servicio Público de la Vivienda, 67 p.
- ROSARIO HÁBITAT, 2002, *Diagnostico Proyecto Molino Blanco*, Rosario, Servicio Público de la Vivienda, 30 p.
- ROSARIO MUNICIPALIDAD, 1998, *Distrito Oeste: situación actual y potencialidades*, Rosario, Programa de Descentralización y Modernización, 30 p.
- ROSARIO MUNICIPALIDAD, 1998, *Distrito Sudoeste: situación actual y potencialidades*, Rosario, Programa de Descentralización y Modernización, 30 p.
- ROSARIO MUNICIPALIDAD, 1998, *Distrito Sur: situación actual y potencialidades*, Rosario, Programa de Descentralización y Modernización, 30 p.
- ROSARIO MUNICIPALIDAD, 2008, *Proyecto de Ordenanza de Presupuesto de Gastos y Cálculo de Recursos. Tomo III Presupuesto Participativo*, Rosario, 221 p.
- SIGNORELLI Gisela, 2008, *Análisis cuali et cuantitativa del Presupuesto Participativo de Rosario (PP 2006-2009)*, Rosario, Municipalidad de Rosario, 63 p.
- VIDAL Daniel (coord.), *La vivienda financiada por el Estado en Rosario 1989 - 1999*, Rosario, UNR Editora, 227 p.

Sites Internet :Argentine :

Quotidien La Capital : <http://www.lacapital.com.ar/>

Quotidien Clarín : <http://www.clarin.com/>

Indymedia Argentina : Rosario : <http://argentina.indymedia.org/features/rosario/>

Quotidien El Litoral : <http://www.ellitoral.com/>

Quotidien La Nación : <http://www.lanacion.com.ar/>

Quotidien Página 12 : <http://www.pagina12.com.ar/>

INDEC (Instituto Nacional de Estadísticas y Censos) : <http://www.indec.mecon.ar/>

Municipalidad de Rosario : <http://www.rosario.gov.ar>

Programme municipal Rosario Hábitat : <http://www.rosariohabitat.gov.ar/1.htm>

Gobierno de la Provincia de Santa Fe : <http://www.santafe.gov.ar>

Uruguay :

Quotidien El País : <http://www.elpais.com.uy/>

Quotidien La República : <http://www.larepublica.com.uy/>

INE (Instituto Nacional de Estadísticas) : <http://www.ine.gub.uy>

Intendencia Municipal de Montevideo : <http://www.montevideo.gub.uy/>

Programme PIAI : <http://www.piai.gub.uy/>

Autres :

AITEC : <http://www.reseau-ipam.org>

N-AERUS (Network-Association of European Researchers on Urbanization in the South) :
<http://www.naerus.net/>

Programme MOST (Unesco) : http://portal.unesco.org/shs/en/ev.php-URL_ID=3511&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Red Mujer y Hábitat : <http://www.redmujer.org.ar>

Encyclopédie de l'Etat du Monde, Cédérom PC, 2003. Larousse / La Découverte.

LISTE DES FIGURES

Cartes :

Carte n°1 : Situation de Rosario et de Montevideo	- 26 -
Carte n°2 : Situation des organisations étudiées à Rosario.....	- 95 -
Carte n°3 : Situation des organisations étudiées à Montevideo.....	- 98 -
Carte n°4 : L'échelle socio-spatiale de Flamarión Sur.....	- 119 -
Carte n°5 : Les lieux de la protestation à Rosario.....	- 136 -
Carte n°6 : Parcours d'Elba.....	- 153 -
Carte n°7 : Parcours de Liliana.....	- 155 -
Carte n°8 : Parcours de Cristina.....	- 158 -
Carte n°9 : Parcours de Gabriel.....	- 161 -
Carte n°10 : Les six districts de Rosario.....	- 193 -
Carte n°11 : Les 18 Centres communaux de zone de Montevideo.....	- 202 -
Carte n°12 : Les « esquinas » de la culture à Montevideo.....	- 238 -

Photographies :

n°1 : Quartier irrégulier Ludueña (Rosario)	- 33 -
n°2 : Quartier irrégulier Ludueña (Rosario)	- 33 -
n°3 : Entrée d'une maison du quartier irrégulier Nuevo Lecocq (Montevideo).....	- 36 -
n°s 4 et 5 : Sortie de tambour dominicale de la troupe Isla de Flores (Montevideo).....	- 124 -
n°s 6 et 7 : Émissions de radio de Resistencia FM (Montevideo).....	- 126 -
n°8 : Les pavillons de l'asentamiento Tobogán (Montevideo).....	- 128 -
n°9 : Campement de la CCC sur la place San Martin en 2007 (Rosario).....	- 138 -
n°10 : Coupure de route organisée par la CTD Aníbal Verón et la CCC (Rosario).....	- 138 -
n°11 : Pendant un <i>piquete</i> , une partie de football s'improvise sur l'avenue (Rosario).....	- 138 -
n°12 : Face au <i>piquete</i> , les automobilistes et les chauffeurs de bus doivent changer leurs itinéraires (Rosario).....	- 138 -
n°13 : Potager de la CTD Aníbal Verón (Rosario).....	- 146 -
n°14 : Atelier d'éducation populaire de la CTD Aníbal Verón (Rosario).....	- 146 -
n°15 : Fête de l'Enfant organisée par le CTD Flamarión Sur (Rosario).....	- 146 -
n°16 : Petite place aménagée par l'organisation CC Las Flores (Rosario).....	- 146 -
n°17 : Annonce d'une « fête de la résistance » organisée par Resistencia FM (Montevideo).....	- 176 -
n°18 : Sortie de tambour dominicale de la Comparsa Isla de Flores (Montevideo).....	- 176 -
n°19 : Manifestation pour Jorge J. Lopez, un mois après sa « disparation » (Rosario).....	- 178 -
n°20 : Manifestation pour la commémoration de la mort des deux militants du Bloque Piquetero Nacional (Rosario).....	- 178 -
n°21 : Occupation de la blanchisserie industrielle Virasoro (Rosario).....	- 178 -
n°22 : Manifestation contre la criminalisation de la protestation sociale (Rosario).....	- 178 -
n°23 : Sortie de tambour dominicale de la troupe Isla de Flores (Montevideo).....	- 180 -
n°24 : Manifestation pour la commémoration de la disparition de Jorge J. Lopez (Rosario).....	- 180 -
n°25 : Travaux de régularisation du quartier La Lagunita (Rosario).....	- 223 -
n°26 : Nouveau quartier « Molino Blanco » en construction (Rosario).....	- 223 -

n°27 : Travaux de régularisation du quartier Nueva Esperanza (Montevideo).....	225 -
n°28 : Une rue sépare le quartier récemment régularisé Parque Ambientalista et le quartier irrégulier 8 de mayo (Montevideo).....	225 -
n°29 : Habitat irrégulier construit sous une ligne à haute tension qui devrait être détruit dans le cadre du PIAI (Montevideo).....	225 -
n°30 : Nouvelle place du quartier Nueva Esperanza (Montevideo).....	225 -
n°31 : Centre communautaire « Tous-tes pour tous-tes » (Rosario).....	229 -
n°32 : Esquina « Mercadito » (Montevideo).....	234 -
n°33 : Fête d'inauguration du centre culturel « la Casa del Pueblo » (Montevideo).....	234 -
n°34 : Représentation de la murga « De Ninguna Manera » pour l'inauguration de « la Casa del Pueblo » (Montevideo).....	234 -
n°35 : La murga « De Ninguna Manera » aux côtés du maire et du Directeur du Département municipal de la culture pour l'inauguration de « la Casa del Pueblo » (Montevideo).....	236 -
n°36 : « La casa del vecino » ou <i>esquina</i> « Ateneo Sur » (Montevideo).....	236 -
n°37 : Défilé de la troupe La Jacinta pour la Journée du Patrimoine à Barrio Sur (Montevideo).....	236 -
n°s 38 et 39 : Défilé de la troupe « La del Sur » pour le concours Movida Joven 2008 (Montevideo).....	236 -

Autres illustrations :

Graphique n°1 : Motivations du déplacement au centre-ville (Rosario).....	151 -
Graphique n°2 : Première échelle de référence.....	156 -
Graphique n°3 : Motivations du déplacement au centre-ville (Rosario et Montevideo)...	163 -
Graphique n°4 : Sommes attribuées selon les secrétariats - Budget Participatif 2008 (Rosario)	196 -
Schéma n°1 : Les trois pôles de la décentralisation participative à Montevideo.....	203 -
Schéma n°2 : La participation des Montevideanos à l'action publique locale et municipale.....	211 -
Schéma n°3 : La décentralisation culturelle au travers du programme Esquinas.....	237 -
Schéma de synthèse : Entre assignation, inscription circulaire et ancrage mobile.....	253 -
Images n°s 1 et 2 : Affiches du Budget participatif de Montevideo.....	206 -
Tableau n° 1 : La participation des habitants à la définition des priorités budgétaires.....	213 -

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	- 3 -
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	- 9 -
PREMIÈRE PARTIE. LIRE LA VILLE À PARTIR DE SES MARGES	- 19 -
CHAPITRE 1.	
LA CONSTRUCTION DES MARGES URBAINES	
À ROSARIO ET À MONTEVIDEO	- 21 -
1. L'urbanisation irrégulière des suds	- 21 -
1.1. Une croissance urbaine « explosive »	- 21 -
1.2. Force et précocité de l'urbanisation latino-américaine	- 23 -
1.3. L'hétérogénéité sous une appellation unique	- 24 -
2. Les marges urbaines au temps de la désaffiliation	- 25 -
2.1. La contemporanéité et l'hétérogénéité des marges urbaines à Rosario et à Montevideo	- 26 -
2.2. Villas miseria et asentamientos irregulares à Rosario	- 30 -
2.3. Cantegriles et asentamientos irregulares à Montevideo	- 34 -
CHAPITRE 2.	
LES APPROCHES SCIENTIFIQUES DES QUARTIERS IRRÉGULIERS ET DE LEURS	
HABITANTS, DE LA MARGINALITÉ À LA VILLE FRAGMENTÉE	- 39 -
1. Marginalité et modernisation.....	- 39 -
1.1. La marginalité comme inadaptation temporaire.....	- 39 -
1.2. La marginalité comme phénomène structurel	- 44 -
2. Informalité et crise	- 47 -
2.1. Les prémices de l'informalité.....	- 47 -
2.2. Informalité et crise de l'État.....	- 48 -
2.3. La valorisation des stratégies populaires.....	- 51 -
3. « Lutte contre la pauvreté » et technicisation du discours.....	- 53 -
3.1. Lutte contre la pauvreté et <i>capabilities</i>	- 53 -
3.2. Le leadership doctrinal des institutions internationales	- 55 -
4. La ville fragmentée.....	- 56 -
4.1. De la ville duale à la ville fragmentée.....	- 56 -
4.2. De la ségrégation à la fragmentation.....	- 58 -
4.3. La ville latino-américaine fragmentée ?.....	- 60 -
CHAPITRE 3.	
LES INSUFFISANCES DES APPROCHES MICRO-CENTRÉES	- 63 -
1. Au-delà de la pauvreté	- 63 -
1.1. La « pauvreté » comme réalité substantielle	- 63 -
1.2. Sous l'apparente simplicité d'une chiffrage de la misère	- 65 -
1.3. La « lutte contre la pauvreté » comme outil de légitimation de l'action publique	- 67 -
2. Au-delà du dualisme	- 71 -
2.1. L'inextricable imbrication du « formel » et de « l'informel »	- 71 -
2.2. Des approches par antithèse	- 73 -
2.3. De l'approche communautaire à la construction des frontières urbaines.....	- 75 -
2.4. Des ghettos entre non-ville et enclave ?.....	- 76 -

CHAPITRE 4.

DES QUARTIERS AUX PRATIQUES CITADINES.

RETOUR SUR UN PARCOURS DE RECHERCHE	- 81 -
1. <i>Une lecture compréhensive de l'espace urbain au travers des pratiques citadines</i> - 81 -	
1.1. Des citoyens co-acteurs de leurs villes	- 81 -
1.2. De la relativité des marges à l'étude du mouvement	- 83 -
1.3. Croiser les parcours citoyens et citoyens	- 85 -
2. <i>Éléments méthodologiques</i>	- 88 -
2.1. Le choix d'une approche qualitative	- 88 -
2.2. L'étude des mouvements de chômeurs à Rosario	- 90 -
2.3. Le choix des organisations d'habitants <i>montevideanas</i>	- 95 -
2.4. Convergences et divergences des échantillons d'étude	- 98 -
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE	- 103 -

DEUXIÈME PARTIE. EXPÉRIENCE URBAINE ET ACTION COLLECTIVE... - 105 -

CHAPITRE 5.

LA MOBILITÉ SPATIALE AUX MARGES	- 107 -
1. <i>Des rapports inégaux à la mobilité</i>	- 107 -
1.1. La mobilité, une caractéristique majeure des sociétés contemporaines	- 107 -
1.2. Des différentiels de capacité à se mouvoir	- 108 -
2. <i>La mobilité comme affranchissement des contraintes spatiales</i>	- 109 -
2.1. La valeur mythologique du quartier dans la mobilité généralisée	- 110 -
2.2. La mobilité comme acte et comme expérience	- 112 -
2.3. Des réarticulations complexes entre le proche et le lointain	- 113 -

CHAPITRE 6.

QUAND LA MOBILITÉ SE FAIT ANCRAGE ET L'ANCRAGE MOBILITÉ... ..	- 115 -
1. <i>La dimension spatiale de l'expérience militante</i>	- 115 -
1.1. Une ouverture sur les autres et l'ailleurs	- 115 -
1.2. Un rapport renouvelé à l'espace proche	- 117 -
2. <i>Quand l'ancrage est facteur de mobilité et vice versa</i>	- 119 -
2.1. Entre ancrage et déni du quartier	- 119 -
2.2. Quand un ancrage exacerbé permet la mobilité	- 121 -
2.3. L'ancrage comme militance ou quand la mobilité permet l'ancrage	- 124 -
3. <i>Inscription circulatoire, entre le quartier et l'ailleurs</i>	- 129 -
3.1. Les mouvements de chômeurs à Rosario	- 129 -
3.2. Les lieux de la protestation	- 133 -
3.3. Quand l'informel submerge la ville légitime	- 137 -
3.4. La mobilité comme mode de confrontation	- 145 -

CHAPITRE 7.

PROTESTATION VÉCUE ET EXPÉRIENCE URBAINE

AUX MARGES DE ROSARIO ET DE MONTEVIDEO	- 149 -
1. <i>Détour sur les parcours citoyens et citoyens</i>	- 150 -
1.1. Un espace proche resserré sur le quartier à Rosario	- 150 -
1.2. Un espace proche élargi à Montevideo	- 155 -
2. <i>Des interférences constantes entre ordinaire et protestation</i>	- 164 -
2.1. La pratique des lieux de pouvoir	- 164 -
2.2. La mise en visibilité des femmes des marges	- 167 -
2.3. Politisation et publicisation de l'expérience ordinaire	- 169 -
3. <i>L'expérience urbaine, au-delà du quartier</i>	- 175 -

3.1. Quand engagement rime avec échanges.....	- 175 -
3.2. Réciprocité, contournement et confrontation	- 179 -
3.3. Le brouillage de l'ordre spatial	- 180 -
CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE.....	- 185 -

TROISIÈME PARTIE. LA RECOMPOSITION DU POLITIQUE AUX MARGES.- 187

CHAPITRE 8.

DÉCENTRALISATION ET PARTICIPATION À ROSARIO ET À MONTEVIDEO .	- 189 -
1. <i>Déconcentration, planification stratégique et participation citoyenne à Rosario</i>	- 189 -
1.1. L'autonomie municipale en question	- 189 -
1.2. La déconcentration au travers des Centres municipaux de district	- 192 -
1.3. Le Budget participatif et le Conseil mobile.....	- 194 -
1.4. Un nouveau Plan stratégique provincial : transférer l'expérience <i>rosarina</i> à l'échelle de la province.....	- 198 -
2. <i>Les trois pôles de la décentralisation participative montevideana : Comité local, Centre communal et Conseil d'habitants</i>	- 200 -
2.1. La décentralisation au travers des Centres communaux de zone	- 200 -
2.2. Des Conseils d'habitants au Budget participatif	- 203 -
2.3. Un nouvel élan national.....	- 207 -
3. <i>Parallélismes et divergences des deux expériences</i>	- 209 -
3.1. Entre planification stratégique et décentralisation participative.....	- 209 -
3.2. L'intégration des secteurs populaires	- 211 -
3.3. Les aléas de la participation	- 213 -
3.4. L'innovation comme modèle	- 216 -

CHAPITRE 9.

L'USAGE DU QUARTIER À ROSARIO ET À MONTEVIDEO	- 219 -
1. <i>Entre ancrage et assignation</i>	- 219 -
1.1. La survalorisation de la communauté locale ou l'assignation au quartier.....	- 219 -
1.2. L'insertion à la ville par le quartier	- 222 -
1.3. Entre participation socio-territoriale et politique	- 227 -
2. <i>Vers un ancrage mobile ?</i>	- 230 -
2.1. La décentralisation culturelle au cœur du programme <i>Esquinas</i>	- 230 -
2.2. Quand l'ancrage permet la mobilité	- 237 -

CHAPITRE 10.

DES TERRITOIRES INTERMÉDIAIRES, ENTRE EXPÉRIENTIEL ET INSTITUTIONNEL.	- 241 -
1. <i>Le débordement des quartiers rosarinos</i>	- 241 -
1.1. La déstabilisation des routines politiques établies autour du micro-local	- 241 -
1.2. Un contexte politique favorable à la protestation.....	- 244 -
2. <i>L'hétérogénéité de la participation</i>	- 246 -
2.1. Des canaux institutionnels de participation.....	- 246 -
2.2. L'organisation collective, au-delà du comportement Nimby	- 247 -
3. <i>De la mise en visibilité d'une citoyenneté illégitime à la construction de territoires intermédiaires</i>	- 248 -
3.1. La mise en visibilité par l'espace	- 248 -
3.2. De l'importance de la prise de places.....	- 249 -
3.3. Entre expérientiel et institutionnel	- 251 -
3.4. Au-delà du territoire	- 252 -
CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE	- 255 -

CONCLUSION GÉNÉRALE	- 257 -
ANNEXES.....	265
BIBLIOGRAPHIE	297
LISTE DES FIGURES	315
TABLE DES MATIÈRES	317